

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI
27 NOVEMBRE 2017

Présents : M. G. HUEZ - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Bourgmestre faisant fonction,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
M. R. DEMOTTE, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ,
MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ,
Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ,
Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT,
~~Mme H. CLEMENT-COUPLET~~, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR,
MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE,
B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS,
MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT,
Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE -
Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

(*) Rudy DEMOTTE, bourgmestre empêché (article L1129-5 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 16 novembre 2017.

SEANCE PUBLIQUE

<u>1. Communications.</u>

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 42 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 23 octobre 2017 en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Le conseil communal prend connaissance de l'arrêté ministériel classant l'éléphant d'Asie du musée d'histoire naturelle avec la qualification de trésor, libellé comme suit :

"La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, les articles 4 et 20;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances émis le 9 octobre 2017;

Considérant la proposition de la Commission consultative du Patrimoine culturel émise le 8 mai 2017;

Considérant la décision de la Ministre de la Culture de la Communauté française en date du 13 juin 2017 entamant la procédure de classement de l'éléphant d'Asie du Musée d'Histoire naturelle de Tournai avec la qualification de trésor;

Considérant les notifications faites à la Ville de Tournai, propriétaire et au Musée d'Histoire naturelle de Tournai, détenteur, par l'administration en date du 28 juin 2017 de l'ouverture de la procédure de classement de l'éléphant d'Asie du Musée d'Histoire naturelle de Tournai avec la qualification de trésor;

Considérant que le propriétaire et le détenteur ont répondu favorablement le 20 juillet 2017 dans un courrier commun;

Considérant l'avis favorable de la Commission consultative du Patrimoine culturel mobilier émis le 11 septembre 2017 fondé sur un ensemble de considérations auquel il y a lieu de se rallier;

Considérant qu'en effet, les motifs de fait repris en annexe au présent arrêté, motifs tirés de l'avis précité, attestant que l'éléphant d'Asie du Musée d'Histoire naturelle de Tournai remplit les conditions visées à l'article 4, alinéas 1er et 4 du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel et doit donc être qualifiée de trésor, en raison de sa valeur historique et scientifique et répondant aux critères de classement suivant: l'état de conservation, la rareté, la grande qualité de conception et d'exécution et le lien avec l'histoire des sciences naturelles;

Qu'il convient, en conséquence, de classer ce bien;

ARRETE :

Article 1 : Est classé l'éléphant d'Asie du Musée d'Histoire naturelle de Tournai avec la qualification de trésor.

Article 2 : La motivation et la justification du classement de l'éléphant d'Asie du Musée d'Histoire naturelle de Tournai sont reprises à l'annexe I du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge."

Le **président** d'assemblée précise enfin que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

- 1) «Pont des Trous et travaux d'élargissement de l'Escaut», déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID.
- 2) «Achat et aménagement de l'ancien bâtiment d'ORES pour y installer le nouveau commissariat de police» déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE

Il y sera répondu en fin de séance publique par le bourgmestre faisant fonction, Paul-Olivier DELANNOIS.

2. Schéma de structure communal et déclaration environnementale. Adoption définitive.

Monsieur Yves HANIN (urbaniste et directeur du CREAT - Centre d'études en aménagement du territoire) fait l'exposé suivant, en s'appuyant sur une projection de diapositives électroniques :

"Pour rappel, le schéma de structure communal est basé sur 4 grands axes :

- Tournai une ville à vivre et à voir
- Tournai au niveau de la Wallonie picarde
- Tournai, une ville dans l'Eurométropole
- Tournai, une ville, un fleuve, un paysage.

Ces axes, qui sont des visions pour le territoire communal, n'ont pas été remis en question lors de l'enquête publique ni lors des différentes demandes d'avis. L'essentiel des modifications a donc porté sur différents points comme le défi démographique.

La population de Tournai a augmenté depuis 2000. Mais depuis quelques années, on constate une stagnation. Le schéma de structure communal doit permettre de remettre Tournai sur les rails de la croissance parce que la pyramide des âges montre que la population est en train de vieillir. Les jeunes familles quittent Tournai. Il faut donc mettre en place une politique d'accueil qui leur soit destinée. Ce n'est pas une tendance spécifique à Tournai mais elle est plus présente ici qu'ailleurs.

Il faut donc rééquilibrer la pyramide démographique, surtout en attirant les jeunes familles pour assurer la survie de la ville !

Dans le même temps, on constate une multiplication des petits ménages et des ménages isolés. La production de logements suit cette tendance. Le nombre de ménages augmente donc, même s'il y a une stagnation de la population. Comme il y a plus de ménages, il faut plus de logements. Le marché y répond puisqu'on constate qu'à peu près 170 logements se créent chaque année. On constate donc une dynamique immobilière importante. Mais cette dynamique concerne surtout les appartements. Elle soutient l'accueil des petits ménages, ce qui est une bonne chose. Mais à côté de cela, il faut une dynamique qui puisse accueillir des familles. L'objectif du schéma de structure, c'est d'aller au-delà de l'offre spontanée du marché en multipliant les grands projets. Le schéma de structure avait déjà initié une série de grands projets. Il faudrait continuer dans ce sens pour accueillir des jeunes familles et rééquilibrer la pyramide des âges.

Lors de l'enquête publique, nous avons reçu 18 courriers. Des associations, des sociétés ont aussi répondu. Une vingtaine de sujets en ont été extraits. Nous y avons répondu dans la déclaration environnementale prévue par le CoDT (Code du développement territorial).

Dans ce document officiel, on prend en considération l'ensemble des avis en ce compris ceux du fonctionnaire délégué, de la commission communale d'aménagement du territoire et de la mobilité et du CWEDD (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable). Ce dernier n'ayant pas remis d'avis, il est réputé favorable.

Cela a conduit à 15 grandes modifications. Je vais rappeler les principales.

La première consiste à mettre un focus plus important sur le centre-ville. Dans la nouvelle version du schéma de structure communal, une série de mesures sont préconisées. Elles consistent notamment à soutenir l'accueil des familles dans le centre-ville, à poursuivre la requalification des espaces publics, notamment en y prévoyant des plaines de jeux, et en une série d'autres mesures qui devraient permettre de donner une dimension plus vivante au centre-ville.

Maintenir des équipements publics en centre-ville, c'est important pour les Tournaisiens mais aussi pour la Wallonie picarde. Le plan de mobilité a été adopté, tout comme le plan de stationnement. Il faut l'évaluer et pouvoir le mettre en oeuvre dans les prochaines années.

Tournai est valorisée par son patrimoine, mais il faut aussi créer le patrimoine de demain à travers un plan pour l'ensemble du centre-ville, à la mesure de son patrimoine mondial.

En matière de revitalisation du commerce, une initiative a été prise avec les commerçants. Il faut pouvoir la mettre en oeuvre dans les prochaines années.

Il conviendra également de mener une politique plus dynamique en matière de patrimoine foncier, celui de la commune mais aussi celui des ZACC (zones d'aménagement communal concerté).

Le deuxième élément porte sur les densités. Neuf types de zones ont été définis. Des valeurs guides ont été définies. Ce sont des valeurs indicatives. En fonction de la localisation, on pourrait éventuellement les dépasser comme, par exemple, pour les projets de qualité exceptionnelle, s'il y a une durabilité...

Troisième grand sujet, les grands projets, notamment ceux qui permettraient d'accueillir des familles et produire plus de logements de type maison unifamiliale, duplex, maison avec jardin, etc.

La ZACC Morel en est un. C'est un grand projet à proximité du centre-ville, qui fait partie de la stratégie générale de resserrement, proche des transports en commun, du centre-ville, des écoles, etc.

Un deuxième grand projet, le parc de l'Orient. Il porte sur la requalification de l'ensemble, un apport d'habitants et la requalification de la piscine.

Le schéma de structure ouvre des perspectives pour les 15-20-30 prochaines années. Dans les prochaines années, est envisagée la reconversion du port fluvial en aval de la ville. C'est un projet à l'horizon plus lointain.

Au-delà de la production moyenne, la construction de 3.000 logements nous permettrait d'être attractifs pour la population jeune et de rééquilibrer la pyramide des âges. C'est l'objectif premier avec une bonne localisation de ces projets.

Ces projets peuvent se développer dans les 4 villages relais. Vous les connaissez :

Templeuve, Froidmont, Kain et Gaurain.

La demande de la DG04, compétente en matière d'aménagement du territoire, est de renforcer davantage ces villages et de pouvoir mettre en place une série de ZACC. A

Froidmont, il conviendra de tenir compte du risque d'inondations. La question de l'accessibilité, de l'insertion de ce projet dans le village, est également un enjeu important. Il faudra donc mettre en oeuvre un projet fin et minutieux.

Le schéma de structure offre une vision très claire sur la gestion foncière. Tournai est une grande commune. Il y a énormément de potentiel immobilier foncier. Le schéma de structure veut le gérer de manière parcimonieuse et éviter la construction de nouvelles rues, qui coûtent très cher en entretien. Il nous reste 380 hectares à urbaniser. C'est énorme. En zone d'habitat à caractère rural, il y avait 45 ZACC. C'est un chiffre colossal. Des choix précis ont été faits : 4 ont été sélectionnées sur les 45. Trois figurent en urbanisation prioritaire, dont deux à moyen terme. La mise en oeuvre d'une série de ZACC sera reportée dans le prochain schéma de structure. La durée de vie d'un schéma de structure, en vertu du CoDT, est de 18 ans.

Dans 18 ans, il faudra se poser la question d'ouvrir les 26 ZACC qui aujourd'hui sont gelées. Actuellement il y en a 10 pour lesquelles le schéma de structure a pris l'option de ne pas envisager d'urbanisation. Elles restent donc consacrées à l'agriculture. Il y a une volonté politique très claire à ce sujet. C'est celle de resserrer l'urbanisation et de mettre la priorité sur le caractère rural et environnemental.

On a vraiment changé de cap par rapport à l'option de départ.

A propos des éoliennes, une carte prévoit qu'en zone agricole, il y a des périmètres paysagers dans lesquels il y a d'office une exclusion de toute éolienne. Il y a un principe de base, au même titre qu'il y a des densités. Il y a des valeurs guides de l'éolien : la volonté est de limiter les éoliennes à 21 mâts. C'est une perspective qui est sur la table pour l'instant dans le schéma de structure. De nouveau, des critères ont été fixés pour localiser ces 21 mâts; par exemple, près des zones d'activités économiques, certains autoroutes ou de certains projets urbains; ne pas nécessairement les mettre au milieu de la campagne. Enfin, le collège communal a pris la décision de supprimer le projet de "business park" à Camphin-Lamain. C'est une décision radicale, puisque il y a encore à cet endroit des terrains disponibles en zone d'activité économique. A nouveau, l'objectif est de protéger des terres agricoles dans cette partie de la commune et donc par conséquent, de ne pas soutenir le projet de Tournai Ouest 4. C'est clairement mentionné dans le schéma de structure.

Le schéma de structure, c'est une série de documents qui sont maintenant en discussion. Toutes les étapes ont été franchies. Il sera bien utile pour la délivrance de certains permis, comme les permis d'urbanisme, les permis d'urbanisation et de révision du plan de secteur. C'est un document qui aujourd'hui est au service de la commune."

Après avoir remercié Monsieur HANIN de son exposé, le **président** d'assemblée invite Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, à s'exprimer :

"Nous soutiendrons le schéma de structure.

Parmi les nombreux défis auxquels nous, décideurs politiques, devons faire face, il y a l'eau, l'air, le climat et l'énergie qui sont incontournables. Leur gestion touche chaque être vivant de près et de loin.

Les enjeux concernant ces éléments doivent, à notre avis, être intégrés et orienter tout outil politique de développement.

Nous estimons que le développement, qui touche ces quatre éléments principaux, n'est pas suffisamment intégré et pris en considération dans le schéma de structure."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient ensuite :

"Le processus de création de cet outil important qu'est le schéma de structure communal touche à sa fin.

Suite aux différents avis de la CCATM (Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité), de l'ARAO (Association royale des architectes du Hainaut Occidental),... certains points ont été modifiés.

La disparition du projet Camphin-Lamain est une bonne chose.

A propos du centre-ville, sa revitalisation a été inscrite ainsi que la création de logements à destination des familles de classe moyenne afin de les y attirer à nouveau.

Nous pensons qu'il faut aller plus loin. Des projets de rénovation du centre-ville (par exemple : Dorcas, Notre-Dame, Desobry) doivent être menés en priorité avant la mise en place de la ZACC (zone d'aménagement communal concerté) Morel. Il est important de ne pas commettre les mêmes erreurs avec le logement qu'avec les commerces et de ne pas créer de concurrence entre cette Zacc et le centre, au risque de n'avoir aucune mixité dans le centre. Toujours dans cette volonté de réhabiliter le centre, il est important de lutter contre les immeubles inoccupés, surtout quand ce sont des bâtiments publics. Il est aussi primordial de garder de l'équipement au centre-ville. Nous pensons notamment au commissariat de police.

En ce qui concerne la zone d'aménagement communal concerté Morel, comme la première action sera de réunir progressivement le foncier (80 propriétaires) et de transformer en zone d'habitat ce qui est agricole, c'est le moment de parler d'une politique foncière publique adaptée et novatrice :

- pour viser à ce que la plus-value des terrains revienne à la collectivité publique qui, en échange, finance des équipements, et que cette plus-value ne bénéficie pas uniquement aux propriétaires actuels ou aux promoteurs au moment de la construction;
- en proposant qu'une partie du sol reste propriété de la collectivité publique, en la dissociant de la propriété des constructions : soit par emphytéose, soit de préférence via un «Community Land Trust» avec sa gestion coopérative, son dispositif antispéculatif.

Ces dispositifs permettraient de proposer des logements plus accessibles puisque le terrain n'est pas à acheter et la création d'un bénéfice social, puisque les subsides et investissements publics restent un bien commun de manière illimitée dans le temps.

Il serait important de préciser les visées de développement durable par des exigences énergétiques, la volonté d'éviter les maisons quatre façades plus énergivores; mais aussi garder une réelle trame verte et bleue.

Pour ce projet comme pour tous les projets liés à l'aménagement, le processus participatif (et pas consultatif après création du projet) est essentiel.

Nous regrettons que les avis, et notamment celui de la CCATM (Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité), concernant le parc urbain ne soient pas suivis. Et nous craignons l'installation de logements et de « loisir nature » au détriment d'un poumon vert, refuge de biodiversité accessible à tous.

Nous restons dubitatifs quant aux réponses apportées aux différentes remarques sur le caractère inondable de la zone d'aménagement communal concerté de Froidmont. Les risques d'inondation ne doivent pas être pris à la légère. Non seulement pour les personnes qui vont s'installer là mais aussi pour les zones où pourrait aller l'eau si elle n'a plus l'opportunité de déborder dans des zones non urbanisées.

Nous regrettons enfin le moratoire sur les éoliennes. Pour la protection du paysage et du cadre de vie, nous aurions préféré un moratoire contre les lotissements construits en dépit de toute vision urbanistique cohérente."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à son tour :

"Le cdH avait émis une série de remarques et de réserves par rapport au document présenté il y a un an. Aujourd'hui nous examinons le résultat de l'enquête publique.

Certaines associations et intervenants se sont manifestés. Ces personnes et ces associations de qualité ont émis des remarques rejoignant souvent celles qui avaient été émises par le cdH en son temps, notamment à propos de l'aménagement des ZACC, de ce qu'on a appelé par erreur Tournai Ouest 4 et à la maîtrise de l'urbanisation dans certaines zones. Nous avons également fait remarquer à l'époque que dans certains domaines, le document restait trop vague pour les entreprises et le secteur immobilier.

Quand on examine le résultat de l'enquête publique, on constate que le collège s'est prononcé en synthèse sur 7 éléments. Nous avons quand même été surpris : sur ces 7 éléments, pratiquement rien n'a été retenu. Ce qui l'a été est emblématique et marquant.

Quand on dit qu'on va établir un moratoire sur l'éolien, cela marque les esprits. Quand on dit qu'on va supprimer Tournai Ouest 4, cela marque les esprits aussi.

A propos du centre-ville, l'avis de la CCATM n'est pris en compte que de manière partielle. A propos du port fluvial, le collège propose de ne pas suivre l'avis de la CCATM. Au sujet du parc périurbain, un dossier sur lequel nous sommes très inquiets, le plan qui est présenté est assez interpellant. Cela devient tout autre chose. C'est une zone aménagée avec des résidents qui vont demander à vivre dans un cadre presque idyllique. Nous allons perdre totalement l'esprit naturel et vert du site. Là aussi, il est proposé de ne pas suivre l'avis de la CCATM.

Au niveau de l'éolien, l'avancée est intéressante. En commission, on nous a expliqué que les 21 éoliennes correspondaient à la production qui permettrait de couvrir les besoins des ménages tournaisiens. C'est une bonne chose. Mais quand on connaît les critères qui sont pris en compte pour l'installation des éoliennes, je peux vous garantir que des zones de notre entité vont souffrir.

A propos de la zone d'aménagement communal concerté de Froidmont, des remarques très pertinentes et très concrètes ont été émises. Le collège propose de ne pas tenir compte de ces réclamations, en continuant à dire qu'on va résoudre le problème d'inondation en procédant aux aménagements nécessaires. Nous continuons à dire que dans toutes les zones d'aménagement communal concerté possibles et examinables, certaines étaient beaucoup plus saines et plus faciles à mettre en oeuvre et auraient pu être retenues. L'option de Froidmont ne nous convient pas. La suppression du "business park" de Camphin-Lamain est une avancée fondamentale et intéressante. Au niveau des densités, on note aussi la proposition de ne pas faire sien l'avis de la CCATM (Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité).

J'ai fait un petit calcul. J'ai constaté que sur les 7 chapitres, on proposait de ne tenir compte que d'un tiers des éléments qui avaient été proposés. On parle de méthode participative. Je pense qu'une enquête publique est une forme de méthode participative. Des personnes très motivées, de la société civile, ont la motivation d'écrire, de se déplacer, de s'expliquer et d'exposer leur motivation. Quand, en conclusion, on constate qu'une toute petite partie, peut-être la plus spectaculaire était prise en compte, on doit dire qu'une série de recommandations et d'avis ne sont pas repris. Nous admettons que le schéma de structure communal est un outil très important pour la ville. Ce n'est d'ailleurs qu'un outil d'orientation puisque je répète que le plan de secteur est le document de référence pour les choix dans les documents de permis d'urbanisme et pas le schéma de structure.

Le cdH va s'abstenir parce qu'il y a encore trop d'éléments d'incertitude par rapport aux aménagements futurs de notre territoire."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, intervient après lui :

"Depuis son adoption provisoire par le conseil communal il y a presque un an, le schéma de structure communal a connu deux étapes importantes : l'enquête publique et le passage en CCATM.

Nous nous réjouissons que les réclamations et les avis émis aient entraîné des modifications fondamentales.

On soulignera une attention à la revalorisation du centre-ville, du commerce, la volonté de développer des espaces publics intelligents et de qualité en préservant l'identité tournaissienne; en effet, ce qui fait le caractère spécifique et apprécié de notre ville en matière urbanistique, patrimoniale et environnementale nous est cher. Et dans le même temps, il faut aussi veiller à permettre l'accès aisé des voitures en ville et à créer du stationnement.

Notre groupe se félicite également de l'abandon du "business park" de Camphin-Lamain.

C'est une décision juste qui évitera le sacrifice de terres agricoles, des expropriations douloureuses ainsi que la perte de nos derniers paysages de campagne dans ce périmètre.

Nous sommes d'ailleurs très soucieux du fait que des zones de transition soient davantage développées entre les espaces agricoles et le tissu urbain via des mesures actives de conservation et de développement du maillage écologique. Ces espaces doivent être encouragés de manière plus franche car ils permettent de structurer le paysage, comme refuge pour la faune et la flore contribuant ainsi à la biodiversité, pour le rendement des cultures, pour la lutte contre les phénomènes d'érosion. Ils limitent également les inondations et les coulées de boues. Etant donné la superficie du grand Tournai et sa surface agricole, une plus grande intégration de cette thématique semble tout à fait opportune.

En ce sens, nous insistons sur l'attention à apporter à la ZACC de Froidmont, zone inondable.

Nous nous réjouissons également de l'intérêt à la reconversion du site ALC, les anciens ateliers Louis Carton, particulièrement bien situés, vers une zone mixte impliquant un changement au plan de secteur.

En ce qui concerne le port fluvial, la future zone, enjeu communal, offrira un nouveau souffle à ce quartier donnant un caractère plus urbain. La ville évolue. Il est donc tout à fait normal que l'industrie lourde à cet endroit ne corresponde plus à la structure urbaine d'aujourd'hui. Nous serons évidemment très attentifs à ce que des activités économiques puissent toujours y exister mais avec un degré réfléchi de compatibilité avec le futur tissu urbain.

Si le MR devait émettre une remarque (moins positive) sur le schéma de structure, ce serait par rapport aux densités. Même si, reconnaissons-le, de gros efforts ont été consentis par le collège, notamment en identifiant des critères qualitatifs permettant de s'écarter des valeurs guides (aménagements paysagers, qualité architecturale,.....).

S'il ne fait aucun doute que l'indicateur des densités maximales d'habitat par hectare est primordial dans l'aménagement urbain, une formulation très (voire trop) restrictive pourrait conduire à court et moyen terme à des effets contraires aux objectifs escomptés. En effet, pourraient apparaître des déficits ou des déséquilibres dans l'offre de certains types de logements dans le cas où les quotas seraient atteints ou s'il n'était pas possible de modifier le bâti existant pour des raisons liées à cet indicateur.

A long terme, ces indications (indicateurs) peuvent devenir un frein au développement et au renouvellement de la ville. En effet, ceci pourrait empêcher le renouvellement du type de logement et freiner la mutation de certains quartiers (phénomène inévitable et indispensable pour une ville en évolution permanente).

L'objectif du schéma est entre autres de limiter l'étalement urbain tout en voulant répondre aux défis futurs liés à une densification inévitable mais, selon nous, les critères de densité maximale peuvent aussi avoir un effet contraire.

En effet, les critères énoncés semblent plus vouloir répondre à un ressenti négatif par rapport à cette notion de densité, ceci alors qu'elle peut avoir de nombreux avantages et qu'il est évident qu'à l'avenir, elle augmentera inévitablement avec l'accroissement de la population, les nouvelles configurations de ménages, le vieillissement de la population mais aussi la raréfaction des terrains urbanisables.

Plus que des critères de densité maximum, le MR porte davantage un intérêt dans l'analyse des projets urbanistiques, à l'optimisation des espaces, à une prise en compte de la spécificité du lieu et à l'utilisation de critères qualitatifs évoqués plus haut. Le schéma de structure communal a certes une valeur indicative mais le risque existe que ces critères relativement précis soient pris en considération prioritairement par rapport à l'esprit global du schéma.

Vous l'aurez compris, nous ne voulons donc pas résumer le schéma de structure au seul critère de densité et évaluer un projet urbanistique uniquement en fonction de cet indicateur. Et comme vous le savez certainement, lorsque le schéma de structure communal aura franchi toutes les étapes nécessaires à son adoption définitive, la commune de Tournai tombera sous le régime de la décentralisation, ce qui lui permettra d'exercer de manière autonome son pouvoir de décision, notamment en matière d'octroi de permis d'urbanisme et d'urbanisation. Cette décentralisation ne sera effective que pendant 4 ans sauf si dans cet intervalle, l'autorité communale décide d'adopter ce que l'on appelle un guide d'urbanisme.

Ce guide constituera sans nul doute l'instrument communal de référence visant une urbanisation durable de qualité de l'ensemble du territoire tournaisien. Il pourra se définir comme une charte d'orientation, un cadre de références ou comme un instrument de dialogue s'appuyant sur le schéma de structure communal."

Monsieur le Bourgmestre empêché PS, **Rudy DEMOTTE**, intervient à son tour :

"Je voudrais insister, au nom du groupe socialiste, sur quelques points qui nous paraissent être une avancée majeure.

Sur la question de la densité, nous avons voulu que les densités les plus importantes se fassent là où il y a déjà aujourd'hui des noyaux d'urbanisation. Nous n'avons pas voulu encourager le développement de ce qu'on appelle la construction en ruban.

L'autre élément est que nous avons également fait en sorte que dans les choix qui ont été opérés, des terres soient restituées à l'agriculture. C'est un fait qui est quantifiable et qui dépasse les discours. Notre intérêt pour l'agriculture se traduit ici par la réduction de nombre de ZACC inscrites en zone prioritaire et des ZACC, mises en oeuvre de manière générale. Un chiffre clair est fixé : 100 hectares sont restitués à l'agriculture. Si vous ajoutez à cela la restitution de la zone d'activités prévue et nommément qualifiée "Tournai Ouest 4", c'est 50 hectares supplémentaires. C'est donc 150 hectares qui auraient pu échapper à l'agriculture. Nous pensons que c'est une bonne chose qu'aujourd'hui on maintienne ces terres dans le giron de l'agriculture.

Il y a aussi des raisons pour lesquelles d'autres choix ont été faits. La diminution du nombre de ZACC et la concentration sur un nombre limité de ZACC prioritaires est liée au fait que le mitage territorial est une mauvaise réponse et va à contresens de la volonté de développement durable qui est celle de cette ville.

Nous avons de ce fait aussi évité que des transports inutiles, que des routes inutiles, que de l'aménagement qui coûte, dans tous les sens du terme, à la collectivité soient faits.

Je voulais également insister sur notre vision du développement durable par l'adhésion au parc naturel. C'est un des quatre schémas d'aménagement que vous avez vus tout à l'heure. L'adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut est effectivement d'abord une opportunité. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est restituer des terres à l'agriculture, mais c'est aussi avancer progressivement vers une agriculture raisonnée, c'est-à-dire donner aux agriculteurs la capacité de progresser vers des types d'agriculture qui nécessitent de la surface agricole et qui travaillent sur la qualité davantage que l'intensification des produits que l'on utilise. C'est un des choix découlant de la politique que nous menons.

En ce qui concerne l'occupation du sol et la relation aux éoliennes, dans le cadre des parcs naturels, rien n'empêche dans les parcs naturels d'établir des éoliennes. Je le dis clairement.

Un parc naturel ne s'oppose pas à l'établissement d'éoliennes.

Le chiffre de référence de 21 en cache un autre. D'abord, c'est un chiffre guide.

Il est encadré par des critères que nous avons voulus les plus rationnels possibles. L'un d'entre eux a été omis tout à l'heure. C'est ce que l'on connaît déjà. Nous avons voulu que ce soit à proximité ou dans les zones d'activités économiques, à proximité des infrastructures routières. On a voulu exclure les zones paysagères. C'est un choix qui avait été porté par le Gouvernement wallon mais que nous avons appliqué, nous, sur le terrain. Et puis il y a le choix de promouvoir les projets mixtes, c'est-à-dire avec une participation public/privé, ce qui est aussi un choix qui a sens selon nous.

A propos des 21 éoliennes présentes sur le territoire communal, je précise qu'il faut rajouter 21 qui font déjà l'objet sur le territoire tournaisien de covisibilité. On est à 42 éoliennes aujourd'hui qui seraient visibles à partir du territoire tournaisien. Parfois elles bordent notre commune. C'est une des raisons pour lesquelles nous accomplissons un effort. Si vous prenez les 8 éoliennes qui sont situées à Tournai Ouest, elles produisent de l'électricité pour 13.000 ménages. Il y a au total 30.000 ménages à Tournai. Cela signifie que nous serons non seulement suffisants pour couvrir les besoins électriques des Tournaisiens mais aussi de nos zones d'activité économique.

En termes de développement durable, c'est un signal. Nous avons fait notre part du travail et même au-delà. Ces zones d'activité économique desservent un territoire qui ne couvre pas seulement Tournai. C'est un choix qui indéniablement est généreux. On ne peut pas le présenter comme ne l'étant pas.

On peut parler des critères, dire qu'on aurait dû en adopter d'autres. Mais nous étions devant une situation où jusqu'à présent il n'y avait pas de critériologie.

Sur la question du statut de notre schéma de structure communal, lorsqu'il en a été question au Gouvernement wallon, nous avons été nombreux, toutes familles politiques confondues, à vouloir sortir d'une logique purement réglementaire. Nous avons voulu fixer davantage des objectifs à atteindre que des normes à respecter. C'est la raison pour laquelle nous avons glissé notamment vers des outils d'orientation.

Le schéma de structure a ce statut. Demain, si on utilise les valeurs guides, elles auront également ce statut. Mais ne nous trompons pas. Ce n'est pas parce que ce sont des éléments de référence et d'orientation qu'ils n'auront pas un caractère contraignant et qu'il ne faudra pas motiver pour s'en écarter.

Vous savez à quel point, aujourd'hui, le conseil d'Etat est attentif à cette matière. Si on allait à contrario de ce que nous annonçons dans des documents d'orientation, nous prendrions le risque de voir alors des décisions mises à plat. Il ne s'agit donc pas de décisions symboliques. Elles ont réellement un effet sur le terrain.

Une grande préoccupation du groupe socialiste est le déclin démographique de Tournai.

Dois-je rappeler, que notre bourgmestre faisant fonction a mené campagne il y a quelques années sur le repeuplement de Tournai ? Tournai est une des rares communes qui connaît aujourd'hui un mouvement lent mais observable de décrue démographique.

C'est un mouvement qui n'est pas anodin. Ceux qui quittent Tournai sont les forces vives. Ce sont les jeunes entre 20 et 30 ans. Moi, à cet âge là, je construisais les fondements de ma vie. Si cette tranche d'âge là n'est plus intéressée par Tournai, c'est inquiétant. C'est donc que la politique urbaine, culturelle, générale de Tournai doit être orientée sur un accueil de ce type de population là, ce que nous n'avons pas nécessairement fait. Je pense qu'il faut aussi avoir en politique la modestie de reconnaître ses erreurs. Si nous connaissons aujourd'hui un déclin démographique à Tournai, ce n'est pas parce que nous n'avons pas assez d'activités économiques. Nous avons des zones d'activités qui attirent des gens de l'extérieur de l'entité, qui viennent travailler chez nous. Ce n'est pas parce que nous avons été passifs sur le plan de l'enseignement. Notre ville reste une ville d'étudiants. Elle est même capable d'attirer ou de maintenir chez nous des structures universitaires. Je rappelle qu'E-campus est aujourd'hui une plateforme universitaire. L'université catholique de Louvain a choisi d'y établir ses bases. Le renforcement de l'école Condorcet dans l'enseignement supérieur en est la démonstration aussi. Et je n'ai pas cité tous les exemples. Nous ne devons pas nous faire le reproche de nous être trompés sur ce plan là. Mais il est clair que nous avons aujourd'hui affaire à une émigration tournaisienne qui dépasse l'immigration tournaisienne et que nous avons une conséquence à payer immédiatement sur les classes d'âges. Les classes d'âges les plus âgées sont de plus en plus nombreuses à Tournai. On ne peut pas faire de Tournai une maison de retraite géante. On ne peut pas vivre avec le déséquilibre qui est en train de s'établir pour le moment. Il y a là un sujet de réflexion qui entre dans les lignes de ce schéma de structure mais qui méritera d'autres débats au sein du conseil communal, notamment sur les politiques à mettre en œuvre, au titre desquelles notamment la question de la mobilité. En cette matière, vous avez aujourd'hui à Tournai le souci suivant : Tournai est une ville de passage. Il y a beaucoup de transit sur nos routes pour différentes raisons : approvisionnement des commerces, les étudiants, ... De ce fait, nous encombrons la mobilité. Beaucoup de quartiers de la ville en souffrent. On le sait bien. Nous ne sommes pas une ville d'établissement. On choisit de venir dans la ville.

Une des raisons pour lesquelles on choisit d'y venir, c'est le nombre suffisant de réponses sur les modes de transport doux. Notre ville n'est pas facilement praticable quand on se déplace à pied et encore moins à vélo. L'aménagement des carrefours, des routes,... pose des problèmes de sécurité. Nous ne sommes pas suffisamment attentifs à la place de la mobilité. Or les jeunes sont ceux qui vont le plus utiliser ce type de mobilité. Nous avons une responsabilité sur les aménagements futurs. Il faut que nous y soyons attentifs lors de l'établissement de nos cahiers de charges. L'hypercentre est difficilement praticable aux vélos.

Nous n'avons pas répondu de manière correcte non plus au problème du logement. Il y a beaucoup de logements à Tournai. Mais souvent, il s'agit de logement de très mauvaise qualité. C'est scandaleux. Tournai est une ville qui offre parfois de très belles façades. Mais derrière elles, vous pouvez trouver des horreurs. Je pense qu'il y a là un fait que nous devons dénoncer. Mais nous devons surtout mener une politique plus pro-active du côté public en soutenant le logement de bonne qualité et adapté à des gens qui vivent seuls. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Sur la question de la revitalisation urbaine, nous avons aujourd'hui un intérêt pour le centre-ville. Il est indéniable. Je pense qu'il faut poursuivre. Prenez l'exemple du quartier Chèrequesfosse, c'est un très bel exemple. La conseillère communale Coralie LADAVID a mené un beau travail avec les groupes participatifs. Il faut reconnaître cela aux membres du conseil communal, même s'ils sont dans l'opposition, les qualités qui sont les leurs avec IDETA, avec la ville, avec les comités d'habitants. Nous sommes entrés dans une logique de requalification qui maintient à la fois un tissu économique, un tissu d'habitat, un tissu communautaire. Je pense que c'est le modèle sur lequel la ville doit se construire. C'est le modèle par lequel demain nous devons entreprendre d'autres projets. Je remarque aussi que le secteur privé fait des efforts. Quand on voit ce qui se passe, quand on parle de requalification du logement à l'invitation de ceux qui nous demandent de le faire comme, par exemple, le site DESCLEE, c'est absolument remarquable. C'est une belle requalification d'un outil industriel qui aurait pu devenir une friche qu'un jour on doit abattre. On a ici respecté l'esprit de ce patrimoine industriel tournaisien pour en faire de l'habitat. La question de l'habitat et du logement devient une question centrale pour les pouvoirs publics et je ne parle pas seulement du Logis tournaisien. Je pense qu'il faudra aussi réfléchir aux logements du CPAS qui doivent être requalifiés. Il y a là une série de logements qui ne trouvent pas preneurs parce qu'ils ne répondent plus aux conditions basiques de location. On ne peut plus se borner à faire le constat d'un déclin démographique, d'une détérioration du parc de logement et ne pas nous-mêmes nous relever les manches par rapport à ce que nous devons faire.

Je voudrais aussi dire quelques mots sur les méthodes de mise en œuvre de nos démarches participatives. Sur les grandes zones d'extension d'habitat, notamment la ZACC Morel, je partage le point de vue qu'il ne faut pas se contenter d'une démarche consultative. Je pense que nous devons aller plus loin que la démarche participative. Sur base des expériences récentes, la co-construction est encore une meilleure expression que la participation. Il y a des domaines dans lesquels nous pouvons ouvrir ces espaces puisque nous sommes aussi propriétaires d'une partie du foncier par le biais du CPAS. Nous avons d'ailleurs partiellement répondu à ce défi lorsque nous avons confié à un bureau d'études la mission de dessiner un master plan qui réponde à beaucoup de questions posées tout à l'heure par les intervenants.

Est-ce que la trame bleue et la trame verte sont présentes ? Indéniablement oui : les rues traversent le domaine en les valorisant; un poumon vert est aménagé au centre; on fait de l'habitat groupé aux endroits où effectivement on peut le faire pour démontrer que nous avons la volonté de produire un habitat plus respectueux de l'environnement et parcimonieux de l'espace; on crée des logements pour les familles,....

Un dernier mot au sujet des villages. Nous avons grand besoin de renforcer les services dans les villages, notamment en matière d'état civil, en travaillant par groupes de villages. J'entends par là que nous avons la faculté aujourd'hui d'équiper un certain nombre de biens, d'outils qui permettent de délivrer des documents administratifs sans nécessairement de présence physique. Il serait intéressant de doter tous les districts de ce type de dispositif pour éviter notamment qu'on soit obligé de se déplacer pour des formalités administratives qui pourraient être très bien remplies avec ce type d'outil."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient à nouveau :

"J'ai deux remarques à formuler. La première concerne le projet de golf sur la plaine des Manoeuvres. Est-ce que cela va attirer les familles ?

Ne serait-il pas plus intéressant d'y réaliser un espace de convivialité et de vie ?

Deuxième remarque : le conseil communal a choisi de suivre (ou pas) l'avis de la CCATM, de l'ARAO, des participants. Je me rends compte qu'à aucun moment, il n'a été tenu compte des avis émis lors du précédent conseil communal. Lors du précédent conseil communal, des avis ont été émis par les différents groupes politiques, surtout de l'opposition. Ces avis n'ont pas été repris. C'est dommage.

Je me dis que la prochaine fois que je fais une remarque ou une intervention au conseil, je la soumettrai ensuite à l'enquête publique. Ainsi je serai certain que j'aurai une réponse."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, clôture les différentes interventions :

"Je tiens à remercier les conseillers qui par leurs votes vont soutenir l'adoption de ce schéma de structure. Je tiens également à remercier le service de l'urbanisme, le CREAT, pour le travail colossal qui a été accompli pour l'élaboration de ce document.

Je voudrais réagir par rapport à la décision d'abstention du groupe cdH, en réaction au fait que nous n'avions pas été suffisamment attentifs aux remarques de la CCATM, notamment. Je prends l'exemple que Monsieur le Conseiller communal cdH, Jean-Marie VANDENBERGHE, a cité, celui du port fluvial.

L'avis de la CCATM était de transférer l'extension du zoning de Camphin en Pévèle au port fluvial. Dès lors que le collège abandonne le projet d'extension de ce zoning, il n'y a plus lieu de tenir compte de l'avis de la CCATM."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, fait observer que son propos portait sur un constat, pas sur une critique par rapport à la prise en compte (ou pas) des avis.

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le programme de politique générale;

Vu le Code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP) traitant du schéma de structure communal (SSC);

Considérant que le **PROJET DE SCHÉMA DE STRUCTURE COMMUNAL (SSC)** a été initié fin 2004, en vue de définir une vision prospective de la Ville;

Considérant qu'il a fait l'objet, en 2006, d'une consultation citoyenne élargie (non prévue par le prescrit réglementaire), afin d'informer la population et de recueillir ses remarques en amont de l'enquête publique;

Considérant que les remarques formulées par la population ont été intégrées au document;

Considérant que le projet de SSC a été approuvé provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008;

Considérant que le document a fait l'objet par la suite d'une enquête publique et d'une série d'avis (fonctionnaire délégué, CCATM, CWEDD), en application de l'article 17 du CWATUP;

Considérant que les directions de l'aménagement régional et local ont été également consultées et que leur avis a été pris en compte;

Considérant que le collège communal s'est positionné sur l'ensemble des avis et remarques émis en séance du 10 mars 2009;

Considérant la nouvelle version amendée du SSC de février 2010;

Considérant que cette nouvelle version n'a pas fait l'objet d'une approbation définitive dès lors que le document n'incluait pas une série de dynamiques supralocales qu'il y avait lieu d'intégrer davantage au projet, à savoir :

- le projet de territoire de la Wallonie picarde;
- la mise en place de l'Eurométropole Lille-Tournai-Kortrijk;

Considérant, par conséquent, la décision du collège communal d'initier une réflexion sur la question de la supracommunalité, afin de préciser le rôle que la Ville entend jouer au sein de ces dynamiques;

Considérant qu'une série de tables rondes thématiques associant les représentants de la société civile, du conseil de développement de la Wallonie et de l'Eurométropole ont été organisées dans ce cadre;

Considérant que, de ces différentes tables rondes, il est ressorti que Tournai devrait s'affirmer comme l'un des pôles wallons majeurs en prenant en considération son positionnement transfrontalier et qu'en conséquence, ce statut de pôle majeur implique que Tournai remplisse une fonction de ville relais en termes de services, de ville moteur en termes économiques et de ville d'accueil en termes de logement;

Considérant, par ailleurs, que cette orientation a été retenue afin d'élaborer l'avis de la Ville dans le cadre de la consultation organisée par le gouvernement wallon en vue d'adopter le projet de schéma de développement de l'espace régional (SDER);

Considérant qu'en effet, pour motiver la reconnaissance de Tournai comme pôle wallon majeur, le conseil communal s'est appuyé notamment sur les conclusions des différentes tables rondes en affirmant la position de Tournai au sein de la Wallonie picarde et de l'Eurométropole;

Considérant que la réflexion supracommunale a conclu également à la nécessité de prendre davantage en considération la question de la ruralité, qui constitue une singularité de notre Ville, pour une meilleure valorisation de la ruralité dans toutes ses dimensions : paysagère, écologique, sociale, économique, etc.;

Considérant que c'est dans ce contexte que, dès le début de la mandature en 2012, le collège communal avait manifesté son souhait d'adhérer au parc naturel des plaines de l'Escaut, et ce dans l'esprit des accords universels de Paris;

Considérant qu'il était indispensable à la fois d'initier la demande d'adhésion, mais aussi d'intégrer cette mesure qui impactera le territoire de manière positive;

Considérant qu'il y avait lieu également de solliciter la Wallonie afin d'intégrer au schéma de structure communal, les évolutions liées à la réforme du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP) par la mise en œuvre du Code de développement territorial (CoDT);

Considérant que cette réforme a d'ailleurs été votée par le parlement wallon le 20 juillet 2017, les objectifs principaux visant à :

- lutter contre l'étalement urbain;
- soutenir le développement économique de la Wallonie;
- répondre au défi démographique;
- simplifier et accélérer les procédures au bénéfice des citoyens et des entreprises wallonnes;

Considérant les dispositions transitoires du CoDT, en son article DII.59, aux termes duquel l'instruction du projet de SSC adopté provisoirement par le conseil communal avant sa date d'entrée en vigueur se poursuit selon les dispositions en vigueur à cette date;

Considérant la volonté de la majorité politique actuelle de mettre l'accent sur un développement plus durable, en marge de la COP 21;

Considérant que c'est dans ce contexte que l'année 2015 a été consacrée à une réécriture, avec le CREAT, du schéma de structure communal qui a permis d'intégrer les différentes évolutions rencontrées depuis les premières discussions : Wallonie picarde 2025, Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, schéma de développement de l'espace régional, réforme du CoDT, mais aussi les accords universels de Paris (COP21);

Considérant, in fine, que le collège communal a voulu également simplifier le document afin de le rendre plus lisible et accessible à l'ensemble des citoyens, des associations, des entreprises;

Que, par conséquent, d'un document technique de ± 1.000 pages, la version actuelle comprend un peu plus de 100 pages et s'appuie sur les lignes de force suivantes :

- l'intégration de Tournai dans son environnement transfrontalier et wallon picard;
- la priorisation des projets urbains en fonction de leur proximité aux équipements et modes de transport collectifs;
- l'organisation des zones d'aménagement communal concerté recentrées sur quelques zones prioritaires proches de Tournai/ Kain, Templeuve, Froidmont; ce qui permet d'éviter l'étalement urbain;
- la création et la préservation de coulées vertes qui percolent vers le centre-ville, notamment dans le cadre des ZACC(s) et projets urbains mis en œuvre;
- l'adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut, afin de préserver notre patrimoine rural;

Considérant que le projet territorial du schéma de structure communal traduit ces nouvelles lignes de force au travers de quatre ambitions, se déclinant elles-mêmes en plusieurs projets et/ou mesures :

1. Tournai, une ville à vivre et à voir :

Enjeu :

- se positionner comme une ville d'accueil pour les habitants et les touristes;
- tendre vers un territoire dynamique sur le plan démographique, offrant un cadre agréable à vivre et à visiter;

Projets :

- une structure radioconcentrique (forte, héritée du passé) de part et d'autre de l'Escaut, autour d'un cœur patrimonial, des boulevards urbains arborés et des pénétrantes à renforcer (qualité du cadre de vie);
- structurer la couronne résidentielle en développant de nouveaux quartiers urbains (port fluvial, ZACC Morel, parc périurbain);
- gérer les ZACC de manière à resserrer l'urbanisation autour de la ville, tout en renforçant 4 villages comme pôles secondaires (anciens districts : Kain, Templeuve, Froidmont, Gaurain);
- poursuivre le recyclage des sites d'anciennes usines en ville;
- soutenir une agriculture périurbaine diversifiée, en lien avec la Ville;

2. Tournai au service de la Wallonie picarde :

Enjeu :

- se positionner comme la ville de référence ou ville-relais pour les services à l'échelle du bassin de vie de la Wallonie picarde : administrations, enseignement, santé, culture, autres fonctions publiques... qui sont pour la plupart installés le long des boulevards de ceinture.

Projets

- réaménager progressivement les boulevards : sécurisation pour tous les usagers, «perméabilité» entre les quartiers de couronne et le centre-ville, accès aux équipements...;
- réaffectation progressive des anciens équipements par des fonctions urbaines;

3. Tournai, une ville dans l'Eurométropole :

Enjeu :

- se positionner comme le pôle wallon de l'Eurométropole pour la collaboration suprarégionale, une ville pivot, un moteur de développement transfrontalier;

Projets :

- mise à gabarit de l'Escaut;
- poursuite du développement de Tournai ouest III et réflexion sur un pôle transfrontalier sur l'ancien poste-frontière;
- modernisation des infrastructures d'accueil en centre-ville (ville connectée...);
- accompagnement du développement du bassin carrier.

4. Tournai, une ville, un fleuve, un paysage :

Enjeu :

- se positionner comme une ville verte, proche de sa ruralité;
- renforcer la trame verte jusqu'au cœur de la cité (coulées vertes, pénétrantes et boulevards urbains paysagés et verdurisés);

Projets :

- gérer les réserves foncières (ZACC) afin de resserrer l'urbanisation autour de la Ville et préserver des espaces non bâtis;
- préserver les coulées vertes vers le centre, notamment dans les nouveaux quartiers (quartier Morel, parc périurbain);
- préserver le paysage rural et les villages comme appui à la ruralité;
- privilégier un aménagement paysager des anciennes et futures carrières (parc urbain, carrières, etc.);
- intégrer le territoire rural de la commune au parc naturel des plaines de l'Escaut;

Considérant que la dimension paysagère et environnementale transversalise ces quatre vocations et apparaît plus particulièrement dans la dernière, de sorte que l'intégration du territoire rural de la commune au parc naturel des plaines de l'Escaut constitue une mesure d'aménagement à part entière;

Considérant que le projet territorial se décline, sur le plan cartographique, par le biais de quatre cartes :

- la carte de la structure territoriale : elle précise le plan de secteur et définit un certain nombre de recommandations générales et spécifiques aux différentes affectations de celui-ci. Elle détermine également les valeurs "guide" relatives aux densités;
- la carte de synthèse des contraintes et potentialités : elle définit les potentialités et contraintes physiques, naturels ou patrimoniales du territoire, à prendre en considération lors des demandes de permis;
- les cartes de mobilité (réseau routier et des modes doux) qui précisent les options de mobilité, en adéquation avec le plan communal de mobilité;
- la carte des mesures d'aménagement qui traduit la mise en œuvre opérationnelle du projet de territoire porté par le schéma de structure communal;

Considérant que le projet de schéma de structure communal a été présenté en commission du conseil communal le 8 novembre 2016;

Considérant la décision du collège communal du 16 juin 2016 d'approuver les nouvelles orientations du SSC et d'organiser des rencontres citoyennes en vue de présenter le projet à la population, lui donnant ainsi la possibilité de réagir durant l'enquête publique en meilleure connaissance de cause;

Considérant que les rencontres citoyennes ont eu lieu selon le calendrier suivant :

- pour le district de Froidmont : jeudi 17 novembre 2016;
- pour le district de Templeuve : jeudi 24 novembre 2016;
- pour le district de Gaurain : mercredi 30 novembre 2016;
- pour le district de Kain : mercredi 7 décembre 2016;
- pour le district de Tournai : jeudi 15 décembre 2016;

Considérant qu'au terme de ce processus, le projet de schéma de structure communal a fait l'objet d'une nouvelle adoption provisoire par le conseil communal le 19 décembre 2016;

Qu'en application des articles 4 et 17 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP), il a fait l'objet, dans la foulée, d'une enquête publique du 24 février au 28 mars 2017;

Que l'enquête publique a donné lieu à 18 réclamations dont :

- 3 au nom d'associations (APIC, ARAHO, CCPH);
- 2 au nom de sociétés (IMALC, MATEXI);
- 13 courriers au contenu semblable (visant la ruralité, Tournai ouest III et IV, éolien, etc.);

Considérant le procès-verbal de clôture d'enquête, libellé comme suit :

"L'an deux mil dix-sept,

Le vingt-huit du mois de mars,

Je, soussigné Robert DELVIGNE, échevin ad intérim à l'urbanisme de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le vingt-quatre février deux mil dix-sept, et relative à l'adoption du schéma de structure communal.

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où se sont présentés, pour :

Les réclamants

M. Philippe DECHENNE, rapporteur pour l'atelier de l'urbanisme de l'association royale des architectes de Wallonie picarde (ARAHO);

M. Jean-Louis DUMORTIER, membre de l'association royale des architectes de Wallonie picarde (ARAHO);

M. Xavier DELBECQUE, président de l'association pour l'intégrité des campagnes (APIC) ASBL.

L'Administration communale de Tournai

Mme Nabila CHARARA, chef de bureau et conseillère en aménagement du territoire au service urbanisme.

Il en ressort les éléments suivants :

M. DECHENNE remet en séance le courrier de l'ARAHO relatif au schéma de structure communal et relève quelques éléments du susdit courrier, à savoir :

- *De manière générale :*
 - *Le schéma de structure donne le sentiment de valider des "coups déjà partis";*
 - *Il est regretté l'absence d'une participation citoyenne "réelle", même s'il est admis l'utilité des rencontres citoyennes préalables (en effet, plusieurs rencontres citoyennes se sont tenues en soirée : Froidmont : jeudi 17 novembre 2016, Templeuve : jeudi 24 novembre 2016, Maulde pour Gaurain le mercredi 30 novembre 2016, Mourcourt pour Kain le mercredi 7 décembre 2016, Tournai centre-ville le jeudi 15 décembre 2016. Ces réunions étaient introduites par Monsieur le Bourgmestre ou Monsieur l'Échevin de l'urbanisme, en présence du service urbanisme et de l'auteur de projet. Ce dernier y a présenté les grandes lignes du schéma de structure communal pour donner aux citoyens les clés de l'enquête publique et leur permettre d'introduire d'éventuelles remarques ou réclamations en connaissance de cause);*
 - *Il est craint qu'en l'absence de moyens humains plus importants (équipe pluridisciplinaire), les projets portés par le schéma de structure communal ne puissent pas aboutir ;*
- *Plus spécifiquement :*
 - *Il est préconisé des densités minimales pour le centre-ville, et ce, de manière uniforme : n'y avait-il pas lieu de différencier en fonction des quartiers et de leurs densités initiales, notamment ? Comment justifier ces densités ?*
 - *Quels effets de levier sont préconisés pour résoudre le problème de l'occupation des appartements au-dessus des commerces ?*
 - *Quels incitants sont prévus pour valoriser le patrimoine bâti du centre-ville ? Dans ce cadre, il serait nécessaire de procéder à une cartographie du patrimoine;*
 - *Quelle cohérence en matière d'éclairage (le projet rive droite par exemple propose des luminaires différents des autres quais plus récemment rénovés), de revêtement de sol, etc. ?*
 - *Il est fait la démonstration que l'offre de logements est supérieure aux besoins. Or, il est conclu à l'opportunité de mettre en œuvre la ZACC Morel ! Il est craint que la mise en œuvre de la ZACC Morel se fasse au détriment du centre-ville et du projet du port fluvial.*

- *N'y a-t-il pas de contradiction entre les différents rôles censés être joués par les boulevards : agrafes urbaines, supports de mobilité douce, linéaires arborés dès lors que le trafic de transit y est rejeté. D'ailleurs, à l'occasion des travaux récents liés à l'accès au CHWAPI via la rue de Barges, le passage piéton a été effacé.*

M. DELBECQUE remet en séance le courrier de l'APIC relatif au schéma de structure communal et formule oralement quelques griefs, à savoir :

- *La fusion des communes a été néfaste pour les villages, car il y aurait eu peu d'investissements depuis. Les villages, qui étaient très bien entretenus, ne le sont plus en raison de l'absence de cantonniers.*
- *Il est sollicité, avec insistance, la suppression de Tournai Ouest 4 comme mesure d'aménagement dans le schéma de structure, même s'il s'agit d'une décision gouvernementale. En effet, il est estimé que cet outil n'a pas vocation à cautionner les décisions gouvernementales non adéquates, mais au contraire prendre du recul et se positionner objectivement dans toutes les circonstances. Dans cette perspective, il est rappelé, outre les impacts négatifs sur l'environnement et l'agriculture, que la France ne projette pas une extension de Tournai ouest 4 sur son territoire. Par ailleurs, un parc d'activité économique dédié aux nouvelles technologies et métiers de l'internet sera en concurrence directe avec Negundo, ce qui manquerait totalement de logique.*

J'ai ensuite clôturé la séance en annexant les réclamations écrites suivantes (remises en séance et/ou reçues au service urbanisme) et dont il ressort :

N°	Nom du ou des réclamants	Adresse	Objet de la réclamation
1.	Association royale des architectes de Wallonie picarde (ARAHO) Philippe DECHENNE	BP 49 – 7500 Tournai, rue Saint-Martin	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Manque de concertation, délai enquête trop court</i> • <i>Une tribune des coups partis</i> • <i>Densités : pas d'état des lieux, par de relevé des équipements</i> • <i>Justification des densités</i> • <i>Règlement sur les logements</i> • <i>Occupation des appartements au-dessus des commerces</i> • <i>Regroupement des surfaces commerciales</i> • <i>Cartographie du patrimoine</i> • <i>Plan des revêtements de sol</i> • <i>Etude d'éclairage public</i> • <i>Equipe de suivi pluridisciplinaire (urbaniste et paysagiste)</i> • <i>ZACC Morel et habitat</i> • <i>Aménagement des boulevards</i>
2.	BODSON M. (IMALC SA)	chaussée d'Antoing, 55 Tournai	<i>Indiquer comme mesure la modification du plan de secteur en habitat pour le site de Tournai 1</i>
3.	RENARD Benoît	rue du Pont vert, 24 à Froidmont	<i>Principe d'urbanisation de la ZACC de Froidmont</i>

4.	<i>Matexi</i>	<i>Frankelin Rooseveltdaan, 180 à Waregem</i>	<i>Inquiétude du promoteur par rapport à son site (densités nettes dans SSC et densités brutes ? dans RUE ZACC Morel, interrogation sur la notion d'îlots assez larges, importance d'un trafic maîtrisé et doux)</i>
5.	<i>CCPH</i>	<i>Tournai</i>	<i>Souci des personnes handicapées dans les aménagements</i>
6.	<i>DELBECQ X. (APIC)</i>	<i>rue de la Grande Barre, Lamain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Etat de nos villages</i> • <i>Ruralité de Tournai</i> • <i>PNPE</i> • <i>Tournai Ouest III : optimiser occupation du sol et des emplois-mesures écologiques</i> • <i>SSC muet sur le volet éolien</i> • <i>Classement de la plaine de Bouvines</i> • <i>Tournai Ouest IV à supprimer du SSC</i>
7.	<i>DELCOUR Louise</i>	<i>chaussée de Lille, Hertain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ruralité de Tournai et PNPE</i> • <i>Tournai Ouest III : impact nouvelle voirie et doublement parc éolien</i> • <i>Projet éolien</i> • <i>Tournai Ouest IV à supprimer du SSC</i>
8.	<i>DEFFRENNE Jean-Luc –</i>	<i>Petits empires, 1 à Blandain</i>	<i>Idem</i>
9.	<i>COLIN Lucie</i>	<i>rue Jambe de Bois, 4 à Lamain</i>	<i>Idem</i>
10.	<i>DUROT Ch.</i>	<i>Grande Barre, 1 à Lamain</i>	<i>Idem</i>
11.	<i>ALLARD D. et BROULAERT E.</i>	<i>Trieu Dorenet, 2 à Blandain</i>	<i>Idem</i>
12.	<i>MACOU Marie-Françoise</i>	<i>chemin du Catillon, 1 à Lamain</i>	<i>Idem</i>
13.	<i>VANHOULLE Bernadette</i>	<i>Petits empires, 1 à Blandain</i>	<i>Idem</i>
14.	<i>DELEMAZURE Charlotte</i>	<i>chaussée de Lille, 604 à Marquain</i>	<i>Idem</i>
15.	<i>DELEMAZURE P.</i>	<i>rue Jambe de bois à Lamain</i>	<i>Idem</i>
16.	<i>D'HAENE Jacques</i>	<i>place d'Hertain, 4 à Hertain</i>	<i>Idem</i>

17.	VANDENBERGHE M.-Claire	place d'Hertain, 4 à Hertain	Idem
18.	COUPLET Hubert	rue de Longuesault, 11 à Ere	<ul style="list-style-type: none"> • Fusion des communes : Tournai trop grande • Adhésion au PNPE de l'ensemble de Tournai territoire hétérogène

Considérant l'avis favorable du fonctionnaire délégué (concerté avec la direction de l'aménagement local) du 21 avril 2017 portant sur quelques ajustements mineurs ou de forme du document, pris d'ores et déjà en compte dans le cadre de la déclaration environnementale (dont objet ci-après);

Considérant que la CCATM a été régulièrement informée de l'évolution du projet et a émis un avis favorable assorti de recommandations, à l'issue de deux réunions de présentation du document les mercredi 31 mai et mardi 6 juin 2017;

Que cet avis est libellé comme suit :

"Réunion du 31 mai

Présentation :

L'auteur de projet (AP) présente la vision stratégique du SSC (projet territorial) qui se décline en quatre vocations :

- *Tournai, une ville à vivre et à voir;*
- *Tournai, au service de la Wallonie picarde;*
- *Tournai, une ville dans l'Eurométropole;*
- *Tournai, des paysages, des villages, une ruralité.*

L'AP souligne que les disponibilités foncières nettes dans le plan de secteur avoisinent 380 ha et se situent majoritairement hors des noyaux urbains. Il y a donc un enjeu de centralisation et de lutte contre l'étalement urbain à Tournai.

L'auteur de projet précise également qu'une étude démographique plus fine confirme un tassement de la population avec augmentation, cependant, du nombre de ménages (de l'ordre de 3.000 ménages à l'horizon 2035, principalement des petits ménages). Cela traduit un vieillissement de la population. Il relève également qu'il y a une évasion des jeunes et des jeunes ménages en âge d'avoir des enfants ou ayant des enfants vers les autres communes.

Il souligne le fait que la production ordinaire (ou quotidienne) de logements (via les permis octroyés) répond au scénario tendanciel. Les grands projets, quant à eux, visent à produire un effet d'attractivité ciblant principalement les jeunes ménages susmentionnés. L'objectif est d'infléchir de manière volontariste la courbe démographique et contrebalancer le phénomène de vieillissement.

La conseillère en aménagement du territoire (CATU) complète les propos de l'AP en ce qui concerne la volonté de lutter contre l'étalement urbain, en précisant qu'il a été opéré un travail de resserrement de l'urbanisation des ZACC dans la version du SSC de 2016 en ce sens qu'en 2008, une dizaine de ZACC étaient classées en priorité 1. La plupart ont été déclassées en priorité 2 ou 3 dans la version de 2016, ce qui a permis de restituer ± 120 ha de terres occupées majoritairement par l'agriculture.

La CATU présente ensuite les volets techniques du SSC, qui déclinent sa vision stratégique (4 cartes) :

- la structure territoriale (partie littéraire et carte);
- les potentialités et contraintes du territoire (partie littéraire et carte);
- la mobilité (partie littéraire et cartes);
- les mesures d'aménagement qui ont d'ores et déjà été abordées dans le cadre de la présentation relative au projet territorial (les quatre grands projets).

L'objectif est de montrer à travers des exemples concrets la manière dont ces outils techniques impactent, d'ores et déjà, la prise de décision en matière d'aménagement opérationnel, d'octroi de permis, de priorisation d'allocations de moyens, de charges d'urbanisme, etc.

Questions/réponses

La présentation a donné lieu à un échange de questions/ réponses visant à clarifier le contenu du SSC et l'objet de certaines réclamations.

La CCATM après ces longs échanges et les informations collectées prévoit une seconde réunion afin de formuler son avis.

Réunion du 6 juin

Les conclusions des échanges de la réunion de présentation du 31 mai sont formulées par la CCATM, et représentent ainsi l'avis de la CCATM sur le schéma de structure communal. Cet avis se conçoit comme une série de réserves et de recommandations à intégrer au projet de SSC.

AVIS :

La CCATM préfère formuler une série de réserves et de recommandations en rapport avec les sujets soulevés dans les réclamations qui lui sont communiquées et les échanges (questions/réponses) intervenus lors des deux séances.

La CCATM estime qu'un schéma de structure communal est un outil nécessaire pour la gestion du territoire et qu'elle n'a pas vocation à s'opposer au principe de sa mise en œuvre. Cependant et de manière générale, la CCATM estime que les caractéristiques de notre Ville de Tournai ne sont pas assez prises en compte. Ce schéma apparaît de plus comme trop limité dans le résumé non technique évoquant le pôle régalien (prison, caserne, etc.) de façon incomplète. De plus, d'autres aspects en matière de sport et de culture devraient être considérés. De même, la continuité des espaces verts n'est pas assurée.

La CCATM évoque également quelques recommandations reprises ci-dessous :

- Définir plus objectivement les critères liés à la notion de qualité. Dans ce cadre, considérer la rénovation ou la construction sur l'existant comme un critère qualitatif;
- La notion de densité de logements à l'hectare pose question. Elle doit être affinée en tenant compte de la spécificité du lieu. En ce sens, il faut un référentiel plus adapté notamment en utilisant le rapport plancher/sol; la CCATM se pose la question de la nécessité d'imposer une densité pour le centre-ville et la 1ère couronne;
- Indépendamment des questions de densité, il convient d'étoffer la réflexion sur le centre-ville par rapport aux aspects patrimoniaux, touristiques, culturels, commerciaux, etc.;
- Être attentif à la qualité paysagère du territoire;
- Intégrer le projet de territoire de la Wallonie picarde de planter un arbre par habitant à l'horizon 2025 tout en étant attentif à la spécificité du lieu et au type d'essence qui lui soit adapté;

- *Poursuivre l'étude sur les cheminements doux : utilitaires, de promenade, maillage, boucles et les sécuriser;*
- *Implémenter dans le SSC le principe de moratoire décidé par le collège communal limitant à 21 les mâts éoliens sur le territoire (comprenant les mâts existants et projetés après expurgation des recours en cours);*
- *Affirmer la volonté d'adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE);*
- *Intégrer la coupure de Ramegnies-Chin dans la structure écologique;*
- *Le logement ne doit pas être considéré comme la fonction hégémonique dans le projet du port fluvial. Il est proposé, vu la centralité et la spécificité du lieu, d'y implanter le business park en lieu et place de l'aire de Camphin-Lamain, jugée inopportune à tous les niveaux. Des activités tertiaires peuvent s'y adjoindre;*
- *Affecter la ZACC de Froidmont à une zone inondable et améliorer le maillage doux avec la Ville;*
- *Ne pas intégrer de programme de logements dans le projet de parc périurbain. Le contrôle social ne doit pas constituer un élément justificatif de cette programmation. C'est la manière d'aménager les espaces qui permettra de sécuriser les lieux. Justifier le recours au logement pour assurer le financement du parc n'est pas appréciable; Dans cette zone, la priorité doit être donnée à la nature;*
- *La CCATM marque un grand intérêt pour le principe de reconversion du site ALC (périmètre Dorcas) vers une zone plus mixte en raison de sa bonne localisation (1^{ère} couronne urbaine, entrée de ville, à front des boulevards, le long de l'Escaut et du Ravel, proximité de l'ancienne ligne ferroviaire désaffectée A88 pressentie en Ravel) et des synergies entre entreprises existantes;*
- *Renforcer la multimodalité sur Tournai ouest III (réouverture notamment de l'ancienne gare de Blandain);*
- *Privilégier l'expression contemporaine dans le cadre d'urbanisation des ZACC(s). Être attentif à y offrir du logement 2 à 3 chambres en acquisitif pour capter et pérenniser les jeunes ménages déficitaires sur Tournai comme le relève l'étude démographique;*
- *Réfléchir au devenir de l'hôpital Notre-Dame après délocalisation vers le site de l'Union;*
- *Revoir le plan de secteur, devenu obsolète.";*

Considérant que l'avis du pôle environnement (anciennement CWEDD) est réputé favorable par défaut;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser, en application de l'article 17 § 4 du CWATUP, une déclaration environnementale accompagnant le projet de schéma de structure communal et résumant la manière dont les réclamations et avis ont été pris en considération;

Considérant que les avis et réclamations ont fait l'objet, dans ce cadre, d'une pré-analyse par le service urbanisme en collaboration avec l'échevinat de l'urbanisme et le cabinet du bourgmestre;

Considérant qu'au terme de cette pré-analyse, les réclamations et avis ont été classés selon trois catégories, à savoir :

1. les réclamations et/ou avis qui sont estimés fondés et qui constituent des corrections mineures et/ou des améliorations qui ont été apportées aux documents à savoir :

Recommandations générales :

- Réaffirmer la volonté d'une attention spécifique pour les **personnes à mobilité réduite** dans les nouveaux quartiers et l'aménagement des espaces publics.

Recommandations pour la structure territoriale : créer une **zone spécifique pour les 4 villages pôles**, autoriser pour les autres villages une densité entre 18 et 25 logements/ha inférieure à celle des 4 villages (18-30 logements/ha)

Recommandations pour certaines zones :

- Les **zones de parcage** seront préférentiellement couvertes d'un revêtement perméable;
- Imposer une zone de parcage et de manœuvre suffisante pour certains équipements;
- Traiter la **zone d'extraction** en tant que telle et non dans les activités économiques;
- La **structure territoriale** doit être conforme au plan de secteur, quelques détails devront être adaptés, exemple à Saint-Maur, la modification de plan de secteur n'est qu'au stade de l'étude d'incidence sur l'environnement.

Recommandations pour les mesures d'aménagement :

Mesure 1 : **ZACC** (s)

- Adapter la fiche mesure en fonction de la note démographique ajustée;
- Privilégier l'expression urbanistique contemporaine dans les zacc(s) et offrir une diversité de logements pour capter et pérenniser les jeunes ménages;
- La carte des mesures d'aménagement devra reprendre l'affectation proposée pour les ZACC;

Mesure 2 : intégrer une mesure spécifique sur la **redynamisation du centre-ville**, en lien avec l'étude commerciale qui vient d'être lancée;

Mesure 3 : élargissement de la réaffectation mixte de la zone de la Dorcas **au site ALC** (ateliers Louis CARTON);

Mesure 4 : **parc périurbain**, préciser plus clairement la présence d'habitat de densité raisonnée. Les modifications de plan de secteur qui seront nécessaires pour la réalisation de cette mesure d'aménagement doivent figurer sur les cartes de "structure spatiale" et des "principales mesures d'aménagement";

Mesure 5 : intégrer le projet de territoire de la Wallonie picarde de planter un arbre par habitant à l'horizon 2025;

Ajouter la réaffectation de **l'hôpital Notre-Dame** parmi les mesures;

L'échelle des plans sera le 1/15.000ème et non le 1/10.000e;

2. les réclamations qui ne paraissent pas fondées ou qui ne peuvent être prises en compte dans le cadre du schéma de structure communal. La raison est expliquée dans la déclaration environnementale (abordée plus loin). Parfois, la remarque évoquée trouve déjà réponse dans le document;
3. les réclamations et/ou avis nécessitant des modifications plus fondamentales. Ils doivent, par conséquent, faire l'objet d'un positionnement du collège communal, à savoir :
 - **Centre-ville;**
 - **Parc périurbain de l'Orient;**
 - **Port fluvial;**
 - **Eolien;**
 - **ZACC de Froidmont;**
 - **Business park de Camphin-Lamain;**
 - **Densités;**

Considérant la décision du collège communal du 28 septembre 2017 :

1. En ce qui concerne **le centre-ville**, de faire sien partiellement l'avis de la CCATM et de modifier la mesure relative au centre-ville dans le projet de schéma de structure communal, comme suit :

"Mesure 2.1. Réaffirmer la stratégie d'ensemble pour la revalorisation du centre-ville :

Suite au constat de la diminution des habitants dans le centre-ville, de nombreux leviers ont été et sont encore mis en œuvre pour contrer ce phénomène et soutenir la valorisation de la Ville de Tournai : la ville fait, depuis des décennies, l'objet d'opérations de rénovation du patrimoine, tant au niveau des monuments en particulier la cathédrale, qu'au niveau de la réfection des espaces publics... Ces efforts doivent être poursuivis et amplifiés, afin de préserver le centre à travers ses multiples atouts, le valoriser et le dynamiser.

*Une vision stratégique d'ensemble doit être réaffirmée pour orienter les actions en centre-ville. Ce développement doit être co-construit avec l'ensemble des Tournaisiens et des acteurs impliqués. Les interventions, qui peuvent concerner des domaines divers, doivent se coordonner ou mieux, se renforcer les unes les autres. C'est dans cet esprit que la Ville a lancé une étude pour encourager le redéploiement commercial dans sa cité. Le SSC se doit de repréciser **quelques principes généraux portés par la Ville** dans ces divers domaines et les pistes d'actions pour poursuivre les efforts de revalorisation. Ces éléments devront être affinés dans les démarches qui suivront.*

La valorisation du centre-ville passe par son "ré-enchantement" : une ville agréable à vivre et à visiter, attractive et singularisée sur le plan commercial et économique, capitalisant sur ses nombreuses richesses patrimoniales. C'est le principe général que la Ville souhaite poursuivre et réaffirmer, par la combinaison harmonieuse des différents angles d'approches thématiques qui en font l'urbanité.

Afin de mener à bien cette vision stratégique, différents leviers sont à activer, en fonction des spécificités et des activités singulières de chaque quartier.

Mener une politique proactive pour revitaliser le logement en centre-ville :

- *Encourager, par une offre qualitative de logements, le retour des habitants dans le centre-ville, diversifier le logement, réattirer les classes moyennes qui se sont installées en périphérie;*
permettre de l'acquisitif 2 à 3 chambres, des services adaptés pour ces logements (accès internet haut débit...);
- *Viser des quartiers d'habitat durable soignant également les espaces non bâtis, l'accessibilité et l'équipement de ces lieux de vie;*
- *Régénérer les quartiers et les artères du centre en y encourageant les projets de logement;*
- *Encourager les projets pour ramener aussi des habitants tout près du centre (ZACC Morel...) qui dynamiseront les commerces et les activités.*

Requalifier les espaces publics :

- *Poursuivre les aménagements des espaces publics de qualité dans le cœur historique ou le long des quais, en veillant au bon équilibre des usages pour permettre l'accès voiture et le stationnement tout en étant attentif à la préservation de l'identité de Tournai, notamment dans le choix des matériaux;*
- *Marquer, de manière qualitative, les entrées de la Ville qui amènent vers la ceinture de boulevards : arborer les abords de chaussées (comme l'est déjà l'avenue de Maire), donner une vision plus cohérente de ces vitrines d'entrée de la ville, les mettre en scène (exemple : chaussée de Bruxelles); poursuivre avec un aménagement spécifique des "entrantes" vers le cœur historique;*
- *Réenchanter l'espace public par des aménagements plus attractifs en particulier pour les familles, et accessibles à l'ensemble des générations.*

Maintenir des équipements publics :

- *Poursuivre les actions en faveur du maintien de la présence d'équipements publics en centre-ville pour maintenir des flux de fréquentation, générateurs de retombées potentielles;*
- *Pouvoir adapter progressivement l'offre des services publics aux besoins de la population, réorganiser la mobilité en fonction des flux générés, et gérer le stationnement pour intégrer les équipements dans le quartier où ils sont implantés;*
- *Intégrer des équipements supracommunaux autour des boulevards et à l'entrée de la ville, bien accessibles.*

Gérer la mobilité dans la Ville et mettre en œuvre le plan de mobilité :

- *Gérer la mobilité dans le centre-ville selon les principes du plan de mobilité et du plan de stationnement adoptés par le conseil communal, en veillant à des évaluations régulières et aux adaptations éventuelles qui en découlent, ou découleraient des études complémentaires réalisées;*
- *Gérer les flux de circulation dans les différents quartiers, soulager les circulations de transit dans le centre-ville;*
- *Mieux gérer le stationnement dans la Ville, notamment le stationnement des riverains, encourager la politique d'intermodalité par la réalisation de poches de parkings de délestage, en particulier le long des boulevards, et concomitamment, développer avec une société un transport en commun circulaire à cadence élevée sur ces mêmes boulevards;*
- *Garder un équilibre entre les différents modes de déplacements motorisés, doux et communs.*

Valoriser/préserver un patrimoine exceptionnel :

- *Poursuivre les efforts de rénovation de la Ville, à la fois par une rénovation du bâti et une requalification des espaces publics;*
- *Poursuivre les études fines du patrimoine du centre-ville, pour mieux identifier les éléments qu'il faut conserver et, par ailleurs, les transformations ou les constructions neuves qui peuvent être réalisées en langage architectural contemporain, créer ainsi le patrimoine de demain;*
- *Mieux affirmer les différences d'ambiances entre quartiers (caractéristiques historiques et culturelles) de la Ville : le cœur historique, autour de la cathédrale, et les quartiers, autour des anciennes paroisses historiques.*

Revitaliser le commerce :

- *À l'échelle de l'entité, maintenir et circonscrire trois centralités commerciales : le centre-ville, les Bastions et Froyennes. Les deux dernières sont des centres commerciaux périurbains. Il s'agit de ne pas en développer d'autres (à moins de créneaux tout à fait spécifiques et qui le resteraient à terme);*
- *Sur base du processus participatif de redynamisation commerciale qui vient d'être lancé, tirer les enseignements pour orienter le développement commercial, poursuivre l'observation continue de l'évolution du commerce;*
- *Faire évoluer le commerce du centre-ville en tenant compte des nouveaux modes de consommation, ainsi que de l'environnement direct des centres commerciaux, pour l'orienter vers une offre complémentaire. À cet effet, la Ville s'engage à soutenir la mise en œuvre des solutions qui émergeront de l'étude et auront fait l'objet d'un consensus entre les différents acteurs.*

Mener une gestion foncière dynamique :

- *Poursuivre une gestion dynamique du patrimoine foncier public, pour redynamiser le marché;*
- *Conditionner la désaffectation d'un bâtiment public à sa réaffectation afin de limiter les bâtiments inoccupés."*

En ce qui concerne **le port fluvial**, de ne pas faire sien l'avis de la CCATM et les réclamations aux motifs suivants :

- le projet n'est pas de même nature que celui prévu au poste frontière;
- le projet vise une affectation mixte à caractère plus urbain dans le respect du caractère spécifique des lieux. Dans ce cadre, le logement pourra s'intégrer dans la partie la plus proche de la Ville en mixité avec des activités économiques compatibles avec le tissu urbain;
- il y est visé une zone d'enjeu communal (nouvelle affectation au plan de secteur permise par le CODT) qui peut accueillir de manière indifférenciée un panel assez large d'activités.

En ce qui concerne **le parc périurbain de l'Orient**, de ne pas faire sien l'avis de la CCATM aux motifs suivants :

- le projet constitue une opportunité pour valoriser la carrière de l'Orient et la donner à voir depuis l'extérieur du site, valoriser et rationaliser les équipements qui s'y adossent : piscine, accrobranche, camping et retravailler l'entrée de ville (chaussée de Bruxelles);
- le masterplan prend d'ores et déjà en compte le statut écologique spécifique d'une partie de la carrière de l'Orient et propose des aménagements différenciés en adéquation avec ce statut. Dans ce cadre, des zones protégées et des zones accessibles au public sont proposées dans le projet;
- le projet est conditionné, notamment, par un programme de logements de densité et gabarits raisonnés, accessibles financièrement aux jeunes ménages, de manière à respecter la nature des lieux et d'impacter le moins possible le site d'un point de vue écologique et environnemental.

En ce qui concerne **l'éolien**, d'implémenter dans le schéma de structure le principe d'un moratoire limitant à 21, les mâts éoliens sur le territoire, et ce tel que décidé par le collège communal du 17 février 2017, étant entendu que :

- le territoire sera impacté à terme par 42 mâts éoliens implantés dans les communes limitrophes;
- le potentiel de mâts éoliens susceptibles d'être implantés sur Tournai s'élève, en ce compris ceux ayant fait l'objet de permis, à 39 mâts aux termes des demandes faisant l'objet d'une réunion d'information préalable (RIP), à savoir :
 - 2 parcs éoliens de la SA STORME, à Rumillies/Mourcourt : 6 éoliennes;
 - parc éolien de la SA VENTIS, à Tournai ouest 1 et 2 : 8 éoliennes;
 - parc éolien de l'IDETA, à Tournai ouest 2 : 3 éoliennes;
 - une éolienne de la SA VENTIS, à Saint-Maur en extension du projet Tournai-Antoing-Brunehaut.
- Il est également proposé de conditionner tout projet éolien à certaines conditions, à savoir :
 - l'extension de parcs existants en évitant, toutefois, l'effet de masse ou d'alignement trop impactant dans le paysage;
 - la proximité des zones économiques ou des axes autoroutiers;
 - la protection des zones qui présentent un intérêt patrimonial ou paysager;
 - projets mixtes.

En ce qui concerne **la ZACC de Froidmont**, de ne pas faire siens ces avis et réclamations, aux motifs suivants :

- il a été procédé, dans le cadre du schéma de structure communal, à une analyse globale des ZACCs avant leur classement, afin de vérifier s'ils sont aptes à l'urbanisation ou pas. Cette analyse intègre toutes les contraintes liées au sol ou à l'activité humaine. la ZACC de Froidmont n'a pas été écartée de l'urbanisation en ce que les contraintes y rencontrées sont partielles et non excluantes. En effet, les inondations dont question sont consécutives au débordement du rieu de Barges et ne concernent donc qu'une partie de la ZACC. Le projet de RUE initié sur la ZACC intègre, d'ores et déjà, cette problématique en recommandant une zone tampon non constructible autour du rieu. Cette zone tampon sera traitée de façon paysagère afin de renforcer la qualité du projet et consolider sa trame verte. Elle contribuera également à tamponner les nuisances sonores générées par les établissements DERASSE.
- Les problèmes de contrainte à l'utilisation du sol et aux activités riveraines et de mobilité seront examinés encore plus précisément dans le cadre de l'étude spécifique de ce site (schéma d'orientation local, anciennement rapport urbanistique et environnemental), à laquelle les citoyens seront associés dans le cadre de comités d'accompagnement, conformément à l'engagement pris par les autorités communales lors des rencontres citoyennes;
- il ya lieu de renforcer l'habitat dans le village de Froidmont, afin qu'il joue son rôle de pôle villageois et que puissent y être maintenus des commerces et des équipements de proximité.

En ce qui concerne **le business park de Camphin-Lamain**, de ne pas poursuivre ce projet.

En ce qui concerne la question des **densités**, de ne pas faire sien l'avis de la CCATM d'utiliser le rapport plancher/sol également pour le calcul de la densité, car il est trop contraignant et relève plus d'un guide d'urbanisme (anciennement règlement d'urbanisme); en revanche de retenir la proposition de la CCATM de définir des critères de densité pour autoriser des projets un peu plus ou moins denses que la valeur guide, comme suit :

- L'adéquation du programme par rapport à sa localisation, ce qui se traduit par :
 - la proximité de services et d'équipements accessibles à pied ou à vélo, ou par tout autre moyen de déplacement (mobilité douce);
 - la bonne accessibilité en transports en commun, la proximité d'un maillage de modes doux;
 - la bonne intégration urbanistique dans le contexte : respect des typologies existantes;
 - la bonne compatibilité des affectations et les nuisances de voisinage éventuelles...
- La qualité du cadre de vie :
 - la taille de parcelle, la présence de jardins, d'espaces publics proches.
- La qualité et la durabilité du projet :
 - les matériaux durables;
 - la qualité de conception et son intégration dans l'environnement local.

2. d'approuver le projet de schéma de structure communal, moyennant les remarques et modifications ci-avant;

Considérant la décision du collège communal du 27 octobre 2017 d'amender la mesure relative au centre-ville et, plus précisément, le paragraphe premier du point relatif à la revitalisation du commerce, comme suit :

"Revitaliser le commerce :

- À l'échelle de l'entité, maintenir et circonscrire trois centralités commerciales : le centre-ville, les Bastions et Froyennes. Il s'agit de ne pas en développer d'autres. Il s'agit également de ne pas étendre les centralités commerciales périphériques susmentionnées."*

Considérant que le projet de schéma de structure et sa déclaration environnementale ont été amendés en conséquence (version novembre 2017);

Considérant la réunion de commission du 8 novembre 2017 à ce sujet;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'adopter définitivement le schéma de structure communal accompagné de sa déclaration environnementale, en application de l'article 17 § 4 du CWATUP;

Sur proposition du collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

DÉCIDE :

1. d'adopter définitivement le schéma de structure communal réactualisé (mis en annexe) et accompagné de sa déclaration environnementale;
2. de transmettre le schéma accompagné du dossier au gouvernement wallon.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Templeuve, rue de Formanoir. Modification du stationnement et création d'un passage pour piétons.

Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversale (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 8 septembre 1986 interdisant le stationnement rue Royale (ancienne dénomination de la rue de Formanoir) à Templeuve, à hauteur de l'immeuble portant le n° 14, sur 10 mètres;

Vu la décision du conseil communal du 26 janvier 1987 interdisant le stationnement rue Royale (ancienne dénomination de la rue de Formanoir) à Templeuve, à hauteur de l'immeuble portant le n° 37, sur 12 mètres;

Vu la décision du conseil communal du 1er juillet 2002 autorisant le stationnement rue Royale (ancienne dénomination de la rue de Formanoir) à Templeuve, en partie sur l'accotement en saillie, du côté impair, entre le n°43 et le n°1 et en totalité sur l'accotement en saillie, entre la rue de Tournai et le n°16a;

Considérant que, depuis l'ouverture en 2012 d'un hypermarché rue de Formanoir à Templeuve, le service de police constate que de nombreux piétons circulant entre le centre du village et le magasin déambulent sur la chaussée, les accotements étant encombrés par des véhicules en stationnement;

Considérant qu'afin d'assurer la sécurité des piétons sur cet axe fortement fréquenté, la police propose d'abroger les règlements antérieurs en matière de stationnement et d'établir un nouveau règlement clarifiant la situation et matérialisant les zones dévolues aux piétons et aux véhicules;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de localisation;

Considérant que cette mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : dans la rue de Formanoir à Templeuve, entre la rue de Tournai et le n° 50 :

- les mesures antérieures liées au stationnement sont supprimées;
- le stationnement est organisé en partie sur l'accotement en saillie :
 1. du côté pair, entre les n° 28 à 50
 2. du côté impair, entre les n° 1 à 43
- le stationnement est organisé en totalité sur l'accotement en saillie, du côté impair, entre la rue de Tournai et le n° 16A;
- un passage pour piétons est établi à hauteur du n° 24.

Ces mesures seront matérialisées par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Volontaires, 1bis. Création d'une zone de stationnement à durée limitée (15 minutes).

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande du gérant d'un magasin de dépôt-vente situé rue des Volontaires, 1 bis à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'une zone de dépose-minute face à son établissement;

Considérant que cette partie de la voirie n'est pas en zone bleue et qu'elle est toujours occupée par du stationnement de longue durée;

Considérant que la nature de ce commerce implique de fréquents chargements et déchargements;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue des Volontaires à Tournai, face au n°1 bis, le stationnement est limité à une durée de 15 minutes sur une longueur de 12m.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec additionnels type 5 "15 minutes" et type Xc flèche montante "12m".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, chaussée de Frasnes, 75. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la chaussée de Frasnes, 75 à 7540 Rumillies;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la chaussée de Frasnès à Rumillies, face au n°75, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

**6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Chercq, le Torieu, 24.
Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile situé au n°24 Le Torieu à 7521 Chercq;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant qu'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées existe déjà face au n°23 approuvé par le conseil communal du 19 septembre 2011, signalé par le panneau E9a avec l'additionnel handicapé et la mention de distance 6 mètres, cette mention sera remplacée par la mention 12 mètres afin de regrouper les deux emplacements;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans le Torieu à Chercq, face au n°24, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, dans le prolongement d'une mesure similaire existante. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «12 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue Delmée. Création de deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande de la direction de l'athénée royal Robert Campin pour la création de deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées à proximité de son entrée, avenue Delmée à Tournai;

Considérant que l'école va accueillir l'année prochaine un étudiant handicapé et obtenir la reconnaissance comme école accueillante pour étudiants à mobilité réduite;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'école est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour que ces deux emplacements soient créés;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans l'avenue Delmée à Tournai, le long de l'enceinte de l'athénée royal Robert Campin, deux emplacements de stationnement sont réservés aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «12m». Les emplacements seront délimités au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Claquedent, 6. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Claquedent, 6 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Claquedent à Tournai, face au n°6, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Docteur Jean Vlaeminck, 21. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Docteur Jean Vlaeminck, 21 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- son domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Docteur Jean Vlaeminck à Tournai, face au n°21, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Édouard Valcke, 29. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Édouard Valcke, 29 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- elle est en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées
- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé
- elle possède un véhicule ou est conduite par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la rue Edouard Valcke à Tournai, face au n° 29, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Jeanne d'Arc, 38 et 23. Déplacement d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 20 septembre 2010 approuvant la création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées face au n° 38 de la rue Jeanne d'Arc à Tournai;

Considérant que cette décision faisait suite à la demande d'une personne handicapée habitant au n° 23 de la rue Jeanne d'Arc, qui était alors à double sens, le stationnement y étant interdit du côté des numéros pairs;

Considérant que l'emplacement sollicité avait donc été placé de l'autre côté de la rue, face au n° 38.

Considérant que la rue Jeanne d'Arc est maintenant à sens unique et que le stationnement est autorisé des deux côtés de la rue.

Considérant que, suite à la demande du riverain domicilié au n° 38 de la rue Jeanne d'Arc à Tournai et suite à l'avis favorable de la police, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées devrait être déplacé face au domicile du demandeur, à savoir face au n° 23 de la même rue.

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la rue Jeanne d'Arc à Tournai, un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées existant côté pair face au n° 38, est déplacé côté impair, face au n° 23

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Viaduc, 49. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 31 janvier 2005 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°49 de la rue du Viaduc à Tournai;

Considérant que, vu le déménagement du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus lieu d'être;

Considérant le plan joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Viaduc à Tournai, face au n°49, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Choraux. Suppression d'un emplacement de stationnement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversale (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 22 octobre 2012 établissant une zone résidentielle dans la rue des Choraux à Tournai et, notamment, 3 emplacements de stationnement entre les numéros 15 et 17;

Attendu que, dans le cadre de la construction d'un nouvel immeuble à hauteur du n°17 de la rue des Choraux, l'un de ces emplacements de stationnement se situe face à une entrée carrossable;

Considérant que le service de police sollicite, dès lors, sa suppression;

Considérant le rapport de police;

Considérant le schéma de localisation;

Considérant que cette mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la zone résidentielle située rue des Choraux à Tournai, l'emplacement de stationnement matérialisé face au n° 17 est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>14. Personnel communal. Allocation de fin d'année 2017. Octroi. Approbation.</u>
--

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le statut pécuniaire du personnel communal arrêté par le conseil communal du 28 février 2011 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public (articles 65 et 66 du chapitre X - allocation de fin d'année);

Considérant l'adhésion de la Ville au pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire (convention sectorielle 2005-2006);

Considérant que les pouvoirs locaux gardent leur entière autonomie dans la décision d'attribution de l'allocation de fin d'année;

Considérant la décision du conseil communal du 28 novembre 2016 d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal statutaire, contractuel et aux agents contractuels dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (APE), l'allocation de fin d'année de manière telle qu'elle soit liquidée dans le courant du mois de décembre 2016;

Considérant que le nouveau programme de gestion de la paie ne permet plus de scinder le paiement de la prime de fin d'année du traitement des agents;

Considérant qu'il y aurait lieu de déroger au statut administratif prévoyant le paiement de la dite prime dans le courant du mois de décembre afin d'effectuer ce versement au même moment que la liquidation des traitements, soit fin novembre 2017;

Considérant que les crédits budgétaires sont inscrits au budget de l'exercice 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal statutaire, contractuel et contractuel dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (APE), l'allocation de fin d'année de manière telle qu'elle soit liquidée sur les bases ci-après, fin novembre 2017, en même temps que les traitements, en dérogation au statut pécuniaire arrêté par le conseil communal en séance du 28 février 2011.

Partie forfaitaire :

$$534,51\text{€} \times \frac{\text{indice santé octobre 2017}}{\text{indice santé octobre 2016}} = 534,51\text{€} \times \frac{105,84}{103,86} \text{ soit } 544,70\text{€}$$

Le montant de la partie forfaitaire est obtenu en multipliant la partie forfaitaire de l'année précédente d'une fraction dont le dénominateur est l'indice santé du mois d'octobre de l'année précédente (N-1) et le numérateur, l'indice santé du mois d'octobre de l'année considérée (N).

Partie variable :

2,50% de la rétribution brute due pour le mois d'octobre 2017, pour la période de référence s'étendant du 1er janvier au 30 septembre 2017.

15. Froyennes, château Beauregard, rue Abbé Nestor Frère. Projet d'un hôtel et d'un centre de bien-être. Rapport urbanistique et environnemental. Adoption.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Considérant le **PROJET D'IMPLANTATION D'UN HÔTEL ET D'UN CENTRE DE BIEN-ÊTRE** (porté par la société **THERMAE** de Grimbergen), **sur le site du château Beauregard** (d'une superficie de **15 ha**, propriété de la famille **LE BÈGUE DE GERMINY**) à **Froyennes, rue Abbé Nestor Frère**, à savoir:

- la rénovation des dépendances du château Beauregard en unité d'hébergement et de restauration (50 chambres et restaurant de 300 couverts);
- la rénovation du château Beauregard pour en faire un centre de soins et y développer d'autres fonctions à caractère collectif telles que salon de thé, salles de séminaire, ainsi que l'aménagement d'un logement mis à disposition du gestionnaire du site;
- la construction d'un bâtiment d'accueil et d'un centre de bien-être (wellness);
- l'aménagement d'un parking de 300 places;
- l'entretien, la rénovation et l'embellissement du parc privé;
- la mise en valeur des bâtiments "repères" à valeur patrimoniale (église, château seigneurial, fontaine Saint-Eloi, moulin à eau);
- la rénovation et l'embellissement du parc public et de la place de Froyennes;
- l'aménagement d'espaces publics et d'espaces verts de qualité;
- l'amélioration de la gestion des espaces bâtis et non bâtis;

Considérant que, par souci de cohérence urbanistique, le périmètre du RUE comprend l'ensemble de la zone de parc du plan de secteur (incluant notamment le château Beauregard et le centre de Froyennes), l'ensemble des parcelles propriétés de l'investisseur situées au nord et reprises, pour la plupart, en zone d'espaces verts au plan de secteur, ainsi que quelques petites zones d'habitat au nord-est du périmètre du RUE;

Considérant qu'en application de l'article 39 du CWATUP, la zone de parc, dont la superficie excède cinq hectares, peut faire l'objet d'autres actes et travaux (que ceux nécessaires à la création, l'entretien ou l'embellissement des espaces verts) pour autant qu'ils ne mettent pas en péril la destination principale de la zone et qu'un plan communal d'aménagement ou un rapport urbanistique et environnemental couvrant sa totalité soit entré en vigueur;

Considérant qu'en application de l'article 18 ter du CWATUP, l'élaboration d'un rapport urbanistique et environnemental est à l'initiative du conseil communal (document à approuver par le gouvernement wallon);

Considérant sa décision du 25 novembre 2016 fixant le contenu du RUE, à savoir :

1. tous les éléments repris à l'article 33 § 2 1er à 3 du CWATUP;
2. les éléments suivants:

- la mobilité : cet aspect sera bien développé par l'auteur de projet sur base de comptages sur place et d'éléments chiffrés concernant le charroi généré par l'activité et son impact sur la qualité de vie des riverains. L'accès au site se fera uniquement par la chaussée de Lannoy;
- le développement d'une architecture d'intégration sur le site;
- l'intérêt à porter à la qualité paysagère des aménagements;
- l'intérêt à porter à la mise en valeur des éléments patrimoniaux;
- l'intérêt à porter à la gestion des eaux de pluie;
- la participation, en amont de la procédure, du monde associatif de la commune de Froyennes. L'auteur de projet du RUE veillera également à développer, avec le concours de la Ville et du monde associatif, une réflexion sur la place de Froyennes afin de renforcer sa centralité et d'y créer un véritable lieu de référence, tel que souhaité par le schéma de structure communal et ce, en adéquation avec le projet en cours;
- l'avis du parc naturel des plaines de l'Escaut pourrait utilement être sollicité afin de consolider la biodiversité et la qualité paysagère du site au regard des aménagements projetés;

Considérant la décision du conseil communal du 19 décembre 2016 d'initier le rapport urbanistique et environnemental afin de mettre en oeuvre en zone de parc le projet d'un hôtel et d'un centre de bien-être (wellness) sur le site du château Beauregard à Froyennes, rue Abbé Nestor Frère, selon les mêmes conditions fixées par le collège communal;

Considérant les dispositions transitoires du code du développement territorial (CoDT) en son article DII.61, aux termes duquel l'instruction du projet de rapport urbanistique et environnemental (RUE), dont le contenu est fixé par le collège communal avant sa date d'entrée en vigueur, se poursuit selon les dispositions en vigueur à cette date;

Considérant qu'en l'occurrence, il s'agit bien de ce cas d'espèce, dès lors que le collège communal avait fixé l'ampleur et le degré d'information que devait contenir le RUE;

Considérant les différentes réunions du comité d'accompagnement relatives à ce projet, auxquelles étaient invités, outre les autorités et services compétents de la Ville, l'auteur du rapport, l'investisseur et son auteur de projet :

- les autorités suivantes :
 - Service public de Wallonie - DGO4 - Fonctionnaire délégué de la direction extérieure de Mons;
 - Service public de Wallonie - DGO4 - Direction de l'aménagement local,
 - Service public de Wallonie - DGO4 - Direction du patrimoine;
 - Service public de Wallonie – DGO3 - Direction des espaces verts;
 - Service public de Wallonie – DGO1 - Direction des routes de Mons.
- les organismes suivants :
 - Intercommunale de gestion de l'environnement des régions de Péruwelz, Ath, Leuze, Lessines et Enghien (IPALLE);
 - Hainaut ingénierie technique (HIT);
 - Parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE);

ainsi que le milieu associatif local;

Considérant les procès-verbaux de ces différentes réunions;

Considérant que le projet a été présenté au collège communal en séance du 2 juin 2017;

Considérant qu'aux termes de ce processus, le collège communal a soumis le projet de RUE à enquête publique du 13 juin au 13 juillet 2017, en application de l'article 33 § 3 du CWATUP, qui a donné lieu à 2 réclamations;

Considérant le procès-verbal de clôture d'enquête, libellé comme suit :

"L'an deux mille dix-sept,

Le treize juillet,

Je, soussigné Robert DELVIGNE, Echevin de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 13 juin 2017 et relative à la réalisation d'un rapport urbanistique et environnemental pour l'implantation d'un hôtel et d'un centre thermal au château Beauregard à Froyennes.

Je me suis rendu à l'hôtel de ville, où étaient présents :

Pour l'administration communale

- M. Robert DELVIGNE, Echevin de l'urbanisme ad intérim;
- Mme Nabila CHARARA, chef de bureau au service urbanisme.

Pour DREAM (bureau d'études)

- Mme Cécile ESCOUFFLERS, associée;

Pour les riverains et ou réclamants

- M. BOUDET Luc et Mme BORGIES Fabienne, 10 rue Charles Breusegem, 7503 Froyennes;
- M. LEBRUN André, 7503 Froyennes.

Les riverains et/ou réclamants ont fait part des questions et remarques suivantes (il est précisé d'emblée que l'intérêt du projet est établi et qu'ils ne s'y opposent pas. La présence à la clôture d'enquête vise à clarifier certains aspects):

Q : Quel est l'impact de l'entrée en vigueur du CODT sur la procédure ?

R : Le CODT a prévu des mesures transitoires qui s'appliquent au dossier. Ce dernier se poursuivra, en conséquence, sous le régime du CWATUP.

Q : Qu'en est-il du ponton signalé dans le RUE à hauteur de la rue Abbé Nestor Frère ?

R : Il s'agit d'un ponton envisagé au début de la réflexion, mais qui n'a pas été retenu en raison de la solution de piétonisation de la voirie conclue par la suite.

Q : Qu'en est-il du tourne-à-gauche au sortir du site, à hauteur de la chaussée de Lannoy, pour aller vers le centre de Tournai ? Les deux solutions, qui s'offrent pour rebrousser chemin, sont dangereuses ou contre-productives (tourne-à-gauche plus loin à hauteur du restaurant ou de la pharmacie ou le tourne-à-droite et l'emprunt des voiries locales de Froyennes pour rejoindre le centre-ville). En outre, Il y a lieu de prévoir un dispositif incitant les véhicules à décélérer avant l'aménagement prévu à cet effet dans le RUE, par l'installation, par exemple, d'un radar fixe. In fine, il est supposé que l'aménagement préconisé va induire la suppression du parking de la chaussée de Lannoy et le rétrécissement du trottoir.

R : L'auteur de projet va mener une réflexion plus approfondie en collaboration avec le service urbanisme, mobilité et le gestionnaire compétent de la voirie pour solutionner cette problématique. Pour le reste, l'aménagement prévu par le RUE constitue en soi un effet de porte qui vise à réduire la vitesse des automobilistes. La solution du radar sera examinée par le service mobilité et la police. In fine, l'aménagement préconisé n'impliquera pas le rétrécissement du trottoir.

Q : Quid de l'accès au parking pour l'extension projetée de l'hôtel ? Vu la distance, ne risque-t-on pas d'entériner, à terme, l'accès par le rue Abbé Nestor frère ou la sortie par les rues du Moulin ou Louis Masquillier ?

R : Cette question a été soulevée lors du comité d'accompagnement. Le RUE prévoit un maillage de chemins doux qui relie le parking (situé à l'entrée du parc via la chaussée de Lannoy) à tout le site. Cela fonctionne de la même manière sur les autres sites du maître d'ouvrage sans souci particulier.

Q : Pourquoi il n'a pas été précisé à la réunion d'information au public que le site serait destiné en partie à une clientèle naturaliste ? Dans ce cadre, il est souhaité que les dispositifs visant à occulter cette partie, ne compromettent pas les points de vue remarquables vers le château.

R (un autre riverain) : Si, cela a été précisé lors de la toute première réunion d'information.

R (auteur de projet) : Il n'a jamais été dans les intentions du maître d'ouvrage et de l'auteur de projet d'éluder cet élément. Il est de notoriété publique. La réunion d'information au public visait à donner des informations générales sur le projet et à montrer comment l'évaluation environnementale a réorienté et réajusté certaines de ses options. Par ailleurs, tous les choix d'implantation ont été opérés en prenant justement en compte les points de vue remarquables.

Le mot thermal est galvaudé : le centre sera alimenté par l'eau de ville et non pas par une eau thermale.

L'article dans la revue communale concernant le projet est mal formulé : il donne le sentiment que le RUE est déjà validé par les autorités.

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal, en annexant les réclamations écrites suivantes :

Luc BOUDET : 10, rue Charles Breuseghem, 7503 Froyennes;

IMBERT Didier : 36a, rue Abbé Nestor frère, 7503 Froyennes.

Dont il ressort les éléments suivants :

Souhait du maintien de l'accès motorisé à l'habitation cadastrée section B n° 450v2 qui serait autorisé par une décision collégiale du 25 avril 1961.

Il ne serait pas fait mention dans le RUE de l'arrêté royal du 4 novembre 1976 classant comme site l'ensemble formé par le château, le parc, l'église, la drève des Tilleuls, le vieux moulin à eau, les étangs etc. et mentionnant les restrictions aux droits des propriétaires commandées par la sauvegarde de l'intérêt national.

Les aménagements réalisés en 2012 n'auraient concerné que la fontaine Saint -Eloi et ses abords immédiats et pas le sentier y menant, contrairement à ce qui est soutenu dans le RUE. Le sentier serait, par ailleurs, dans un état déplorable : effondrement des berges, descellement des pierres de soutien au fond du ruisseau, effritement du mur de soutien situé de l'autre côté de la rive du rieu. Il faut apporter le correctif dans le RUE.

La portion de la rue Abbé Nestor Frère qui longe l'étang serait pourvue également de canalisations de distribution d'eau et de gaz, contrairement à ce qui est avancé dans le RUE. Il y aurait lieu d'apporter le correctif nécessaire dans le RUE.

Correctif à apporter dans le RUE quant à l'existence de constructions (habitations) aux abords de la zone de parc public.

Les aménagements préconisés par le RUE aux abords du parc concerneraient notamment le tronçon menant vers le sentier de la fontaine Saint-Éloi et pas le sentier lui-même.

Un courrier d'Ipalle de 2016 mentionne que le relevé des canalisations enterrées existantes a été effectué en 2014 et que la rénovation de la rue Abbé Nestor Frère et de son égouttage n'a pas été retenue par la SPGE dans le cadre du plan d'investissement communal.";

Considérant qu'une **réunion publique d'information** a été organisée endéans l'enquête publique (20 juin 2017, à 19 heures) au sein du parc du château Beauregard, dont la synthèse est reprise dans le projet de déclaration environnementale (développé ci-dessous);

Considérant l'**avis favorable conditionnel de la direction des routes de Mons** – District de Tournai – SPW-DGO1 du 22 août 2017, libellé comme suit :

"L'aménagement de la voirie face au nouvel accès sera une charge d'urbanisme. Il y a lieu de prévoir un emplacement pour permettre aux véhicules de sortir du site, de pouvoir se stocker pour virer à gauche vers Tournai. L'aménagement fera l'objet d'une demande séparée en temps opportun, celui-ci devra inclure un sas de tourne-à-gauche en sortie du site.

Le dossier devra contenir une vue en plan et des coupes au 1/100 concernant la réfection de l'accès, le nouveau trottoir en saillie, la position du passage piéton et sa signalisation, la pose et type des bordures en chaussée ainsi que les fiches techniques des différents matériaux pour la validation avant exécution.";

Considérant l'**avis favorable conditionnel de la cellule GISER (Gestion intégrée sol - érosion - ruissellement)** de la direction du développement rural – Département de la ruralité et des cours d'eau – SPW-DGO3 du 27 juillet 2017, libellé comme suit :

"Avis favorable, sous conditions de maintenir les éléments mentionnés dans le dossier, tels que :

- *Maintenir les zones de rétention naturelles malgré les nouvelles constructions ou compenser remblai/déblai en site propre et prévoir des systèmes de temporisation (la mare-tampon est envisagée ici) selon les recommandations d'IPALLE.*
- *Conduire au mieux le ruissellement sur la parcelle pour assurer la continuité hydraulique de l'amont à l'aval (fossés, noues).*
- *Prévoir des revêtements perméables pour les parkings et chemins et proscrire l'utilisation de graviers et d'écorces (tout matériau «mobilisable») à l'endroit de passage du ruissellement.*
- *Prévoir le rehaussement du rez-de-chaussée des bâtiments par rapport au niveau naturel du sol pour éviter l'inondation dans la zone d'aléa d'inondation.*
- *Solliciter l'avis des services techniques provinciaux concernant la problématique de la zone d'aléa d'inondation par débordement associée au cours d'eau de 2ème catégorie.";*

Considérant l'**avis favorable conditionnel de la direction des cours d'eau non navigables**, district de Mons – Département de la ruralité et des cours d'eau – SPW-DGO3 du 6 juillet 2017, libellé comme suit :

"La direction des cours d'eau non navigables – district de Mons n'a pas d'avis à émettre car aucun cours d'eau non navigable de 1ère catégorie, ni cours d'eau repris sous wateringue, ni zone d'aléa d'inondation dont la cause du débordement est liée à un cours d'eau non navigable de 1ère catégorie ne sont concernés par ladite demande.

Par ailleurs, dans la mesure où la demande concerne directement un cours d'eau non navigable classé en 2ème ou 3ème catégorie, ainsi qu'une zone d'aléa potentielle, il y a lieu de consulter le gestionnaire du cours d'eau concerné.";

Considérant l'**avis favorable conditionnel de la cellule cours d'eau du Hainaut ingénierie technique** de la province de Hainaut du 31 juillet 2017, libellé comme suit :

"Hainaut ingénierie technique émet un avis favorable pour les motifs suivants :

Toutes les conditions imposées par Hainaut ingénierie technique dans son avis informel sous la référence avis/svq/2017-22 du 9 mars 2017 sont reprises dans le rapport urbanistique et environnemental.

Hainaut ingénierie technique attire l'attention sur le point suivant faisant partie intégrante de son avis : l'avis favorable et les conditions éventuellement fixées ne garantissent pas le demandeur contre tout risque d'inondation.";

Considérant l'**avis du Parc naturel des plaines de l'Escaut** du 1er août 2017, libellé comme suit :

"Compte tenu du contexte paysager et bâti du projet instruit et des enjeux qui en découlent, le conseil d'administration du Parc naturel émet un avis favorable assorti des conditions suivantes :

Afin de garantir la qualité des aménagements et optimiser les mesures envisagées, singulièrement pour les espaces publics :

- *l'orientation ou l'interprétation de chacune des mesures doit être argumentée;*
- *chaque mesure de suivi doit être strictement respectée.*

Remarques complémentaires :

Dès le démarrage du projet, il serait judicieux de prévoir une communication vers les usagers et gestionnaires pour ce qui concerne la préservation d'espèces et d'habitats, à savoir notamment :

- *la tranquillité de la colonie de reproduction de hérons cendrés;*
- *la préservation des berges des étangs réaménagées : interdiction de nourrissage des carpes et des canards / oies (éviter la sédentarisation) qui contribuent à terme à la dégradation de la qualité des plans d'eau.*

Dans le dossier technique, il est proposé d'indiquer (comme l'a préconisé le bureau d'études) que le comité d'accompagnement du projet doit être composé, pour les aspects liés à la préservation et au développement de la biodiversité, d'un membre du DNF mais aussi d'une ONG locale (CNB Tournaisis, Parc naturel).";

Considérant l'**avis favorable de la commission royale des monuments, sites et fouilles** du 26 juillet 2017, libellé comme suit :

"La commission royale, en sa séance de la section des sites du 25 juillet 2017, a pris acte du rapport urbanistique et environnemental et n'a pas émis d'objection à ce stade sur les interventions projetées."

Considérant que la CCATM a été régulièrement informée de l'évolution du projet compte tenu que le projet de RUE lui a été présenté en date du 28 septembre 2016 et du 16 avril 2017;

Considérant l'**avis favorable conditionnel de la commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité** de Tournai du 28 juin 2017, libellé comme suit :

"A l'unanimité, la commission émet un avis favorable en invitant l'auteur de projet à assurer via le RUE la fonction hôtelière des bâtiments en lien avec les thermes afin de maintenir la quiétude des espaces et de préserver l'esprit des lieux.";

Considérant que les avis suivants sont réputés favorables, à défaut de réponse dans les délais impartis :

- Pôle environnement (anciennement conseil wallon de l'environnement pour le développement durable);
- Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement) - SPW-DGO3;
- Département de la nature et des forêts – Direction de Mons;
- Département de la nature et des forêts – Direction des espaces verts;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser, en application de l'article 33 § 4 du CWATUP, une déclaration environnementale accompagnant le projet de rapport urbanistique et environnemental et résumant la manière dont les réclamations et avis ont été pris en considération;

Considérant que les avis et réclamations ont fait l'objet, dans ce cadre, d'une analyse par le service urbanisme en collaboration avec l'échevinat de l'urbanisme et le cabinet du bourgmestre;

Considérant le **projet de déclaration environnementale** accompagnant le projet de RUE, libellé comme suit :

" **Manière dont les avis, réclamations et observations ont été pris en considération**

Prise en compte des réclamations et observations dans le cadre de l'enquête publique :

Le collège communal de Tournai a soumis le RUE à enquête publique du mardi 13 juin au jeudi 13 juillet 2017. Conformément à l'article 4 du CWATUP, durant cette période, le RUE était consultable :

- au service urbanisme de Tournai (rue Saint-Martin, n°52 à 7500 Tournai), du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures, le lundi, de 17 heures à 19 heures ainsi que le mercredi et le vendredi, de 13 heures 45 à 15 heures 45;
- sur le site internet de la Ville;
- le lundi 26 juin 2017, de 16 heures à 20 heures, moyennant rendez-vous pris à l'avance, des explications techniques ont pu être données au service urbanisme de Tournai, par la conseillère en aménagement du territoire de la ville de Tournai et l'auteur du RUE.

Observations formulées lors de la réunion publique d'information

Une séance d'information a été organisée :

- le mardi 20 juin à 19 heures, au sein du parc du château Beauregard.

Une séance de clôture a été organisée :

- le jeudi 13 juillet à 14 heures, au service urbanisme de Tournai.

Les questions posées par les participants ainsi que les réponses apportées par la Ville, l'auteur du rapport et l'auteur de projet figurent ci-dessous :

Séance du mardi 20 juin (parc du château Beauregard)

- Un riverain prétend que l'aménagement prévu au niveau de la chaussée de Lannoy est dangereux et non adapté.
Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) précise que l'aménagement proposé a été défini en concertation avec le SPW compte tenu des impératifs de visibilité et de sécurité des différents usagers. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'accès existant n'a pas pu être maintenu. L'aménagement devra faire l'objet d'une étude plus approfondie dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme (voir prise en compte de l'avis de la direction des routes de Mons ci-dessous).
- Plusieurs riverains s'inquiètent, par ailleurs, des problèmes de mobilité (vitesse excessive) le long de la chaussée de Lannoy.
Des dispositifs supplémentaires pourront être proposés, notamment en amont des aménagements proposés. Comme précisé, l'aménagement de la chaussée de Lannoy devra faire l'objet d'une étude plus approfondie dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme.
- Le propriétaire de l'étang du château seigneurial se questionne par rapport à l'alimentation des thermes et des étangs avec l'eau de la source. Il relève les impacts que pourrait générer la déviation d'un débit d'eau trop important vers le parc Beauregard (assèchement des étangs en amont).
Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) précise que le site sera alimenté par l'eau de ville et non par l'eau de la source. L'alimentation des plans d'eau pourra, en outre, se faire via la récupération des eaux traitées et des eaux de pluies.
- Un riverain demande des précisions quant à la gestion des eaux au sein du parc Beauregard.
M. FABJANCZYK (auteur de projet) précise que les eaux feront l'objet d'un réseau séparatif. Les eaux pluviales seront d'abord gérées sur terrain privé (citerne de récupération, infiltration et rétention). Les eaux usées seront envoyées vers le collecteur situé en aval, le long du ruisseau de L'Well pour être épurées à la station d'épuration de Froyennes.

- Un riverain demande des précisions à propos de la zone de développement hôtelier, notamment par rapport à la destination de cette zone et son accessibilité.
Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) précise que différentes alternatives ont été analysées pour la localisation d'une potentielle zone de développement hôtelier. Cette localisation a été définie compte tenu des caractéristiques du lieu.
Elle sera réservée uniquement à la fonction hôtelière. Son implantation permet de respecter les caractéristiques paysagères du site et son accessibilité n'étendra pas à terme le réseau de voirie automobile dans le site. Le RUE prévoit un maillage de chemins doux qui relie la zone au parking situé à l'entrée du parc depuis la chaussée de Lannoy.
Aucun accès automobile n'est prévu depuis la rue Abbé Nestor Frère. L'accès depuis la rue du Moulin est réservé uniquement aux services de maintenance.
Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) donne alors des précisions par rapport à la localisation des zones de stationnement. Elle précise que différentes alternatives ont été analysées pour la localisation des zones de stationnement au sein du parc privé. La localisation proposée par le RUE a été débattue avec le comité d'accompagnement et notamment avec la direction des espaces verts et le département nature et forêts. Cette localisation permet l'intégration paysagère du parking au sein d'un massif boisé de moindre qualité qui s'est développé suite à la démolition d'une ancienne ferme dans les années 2000-2006.
L'aménagement d'un talus arboré le long de la rue Abbé Nestor Frère permettrait de constituer un dispositif d'isolement par rapport à la voirie.
- Un riverain s'inquiète des dérives possibles d'un tel projet notamment par rapport au développement d'activités commerciales ou autres.
Maître HAUMONT rappelle que le RUE résulte bien d'une initiative privée discutée avec la ville de Tournai. Le RUE exprime les lignes directrices de l'organisation physique du périmètre ainsi que les options d'aménagement et de développement durable. Il servira de base aux autorités communales pour délivrer les futurs permis. Une fois approuvé, celui-ci reste d'application, quels que soient les propriétaires de terrain et les demandeurs de permis.
- Un riverain s'interroge sur l'architecture qui sera proposée pour le nouveau bâtiment projeté dans le parc Beauregard.
Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) précise que le projet de RUE donne la destination des zones et précise la typologie du bâti dans les zones destinées à accueillir des constructions.
M. FABJANCZYK (auteur de projet) présente les esquisses réalisées dans le cadre du projet architectural.
- Pour être complet, Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) présente également les aménagements proposés dans le centre de Froyennes (aménagement du sentier de la fontaine Saint-Eloi, de la rue Abbé Nestor Frère, du parc public et de la place de Froyennes).
Concernant l'aménagement de la rue Abbé Nestor Frère, Mme ESCOUFLAIRE (DREA2M) précise que la priorité sera donnée aux usagers lents dans les aménagements. A court terme, il est envisagé de limiter la circulation automobile aux riverains, avec éventuellement la mise à sens unique et la qualification de la rue en zone 30. À plus long terme, il est envisagé d'évoluer vers l'aménagement d'une voie lente uniquement. Une étude de mobilité plus détaillée sera réalisée au moment de la mise en oeuvre opérationnelle du RUE, c'est-à-dire au moment des demandes de permis d'urbanisme. Les riverains réagissent positivement aux propositions du RUE. Ils appuient l'idée de réduire la charge du trafic de la rue Abbé Nestor Frère et encouragent même la mise en place d'un piétonnier (avec accès limité pour les deux habitations de la rue) sur le tronçon reliant le moulin à eau au parc public.

- Plusieurs riverains s'interrogent quant à l'assurance que les aménagements présentés dans le centre de Froyennes seront bien réalisés par la suite. Ils s'interrogent également sur l'origine des investissements dans le centre du village.

M. MEURIS, chef de cabinet du bourgmestre précise que la Ville mettra tout en oeuvre pour permettre la réalisation des options d'aménagement présentées. Il cite différentes pistes de financement, dont notamment la nouvelle opération de développement rural qui pourrait intégrer le centre de Froyennes. Il précise également que des charges d'urbanisme seront imposées à l'investisseur, en particulier l'aménagement de la chaussée de Lannoy.

- Un riverain souhaite savoir s'il est possible de consulter les documents.

Mme CHARARA l'informe qu'ils sont disponibles sur le site internet de la Ville et consultables au service urbanisme.

- Un riverain demande quel est le timing prévu pour l'urbanisation du site.

Madame ESCOUFLAIRE (DREA2M) présente le planning prévisionnel de la procédure :

- 13 juin 2017 au 13 juillet 2017 : enquête publique;
- août 2017 : analyse des réclamations et des avis des instances consultées;
- septembre 2017 : adaptations éventuelles du RUE suite aux réclamations et avis;
- septembre 2017 - octobre 2017 : adoption du RUE par le conseil communal;
- novembre 2017 : envoi de tout le dossier à la Région wallonne;
- fin 2017 - début 2018 : décision ministérielle.

Il faut ajouter à cela les procédures de permis d'urbanisme. M. VAN DER ZYPEN, investisseur privé initiateur du projet, prend la parole et explique les délais envisagés pour la demande de permis d'urbanisme : possibilité de construction en 2019-2020.

Réclamations et observations formulées pendant l'enquête publique

Dans le cadre de cette enquête publique, **2 courriers** de remarques/réclamations écrites ont été envoyés :

- Luc BOUDET, 10, rue Charles Breuseghem, 7503 Froyennes;
- IMBERT Didier, 36a, rue Abbé Nestor Frère, 7503 Froyennes.

Il a été choisi de répondre individuellement à chaque argument de chaque réclamation.

Cependant, il faut considérer que la délibération forme un tout et que ce qui est répondu à un réclamant peut également valoir pour un autre.

A titre préalable, et avant d'examiner les réclamations, avis et suggestions, il doit être précisé que le rapport urbanistique et environnemental ne consacre que des principes et options à appliquer aux futures demandes de permis d'urbanisme de sorte que certaines questions de détail ne relèvent pas de la présente procédure, mais devront être gérées à l'occasion des demandes ultérieures de permis. Par ailleurs, comme l'enseigne le Conseil d'État, seules les réclamations d'ordre technique et en lien avec la matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire seront examinées ici.

Par ailleurs, l'autorité constate que le dossier, qui lui est soumis, lui permet de statuer en parfaite connaissance de cause, d'autant plus que le contexte est particulièrement connu tant il a été étudié en concertation avec l'auteur du RUE et les instances consultées au fur et à mesure de l'élaboration du document.

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
1.1	M. Luc BOUDET, habitant rue Charles Breuseghem, 10 à 7503 Froyennes Courrier reçu le 13/07/2017	Notion de "Thermes" non adaptée compte tenu de l'alimentation du site en eau de ville et non par une eau thermale.	<p>Il a bien été précisé lors de la réunion d'information du public que le site sera alimenté par l'eau de ville et non par l'eau de la source.</p> <p>Les options qui sont exprimées en 4.6.2. (Réseaux de distribution) du rapport précisent que l'alimentation du site (notamment en eau) pourra être réalisée via une greffe sur les réseaux existants.</p> <p>Par ailleurs, le mot "therme", du latin "thermae" et du grec "thermos" désigne également un établissement de bains publics chauds sans pour autant que celui-ci soit alimenté par une source d'eau minérale.</p> <p>► Les notions d'hôtel et de centre de bien-être sont retenues pour désigner le projet.</p>
1.2		<p>Domage de ne pas avoir dit ouvertement en réunion que "le centre thermal étant destiné en partie à une clientèle naturiste, la partie qui lui sera consacrée devra être visuellement hermétique vis-à-vis de l'extérieur. Des brise-vue pourront être installés au sein du parc, pour autant qu'ils ne remettent pas en question l'existence des points de vue et perspectives vers le château.</p>	<p>Le réclamant reprend le texte repris à la page 136 2ème § du RUE. En insistant sur l'intérêt de ces quelques lignes.</p> <p>Par ailleurs, cette information avait été communiquée lors de la première réunion d'information publique.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
		<p>M. BOUDET comprend mieux pourquoi le parc ne sera pas ouvert aux riverains.</p> <p>Serons-nous dans la situation de Boetfort tel que présentée sur la page web : https://youtu.be/5u1LagxTgHY</p>	<p>Il s'agit d'un parc privé n'ayant jamais été ouvert au public. Celui-ci restera privé et réservé uniquement à la clientèle. L'accès au public sera ouvert lors d'événements particuliers. Il est précisé à la page 181 du rapport (§ Population) : "Réservé exclusivement à la clientèle, l'accès aux villageois ainsi qu'au public pourrait être rendu possible à certains moments de l'année, par exemple dans le cadre des journées du patrimoine." Il s'agit effectivement d'un site géré par l'investisseur, M. VAN DER ZYPEN. Sans affirmer que la situation sera totalement identique, le concept est très similaire. Ce concept sera développé à Froyennes dans le respect des caractéristiques du lieu.</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>
1.3		<p>Concernant la zone de potentiel de développement hôtelier proposée à l'ouest de l'avant-cour du château en face du bâtiment des dépendances; Comment la clientèle accèdera-t-elle à cette partie ? M. BOUDET a du mal à imaginer que les gens laisseront leur voiture sur le parking prévu le long de la rue Nestor Frère pour aller à pied jusqu'à leur chambre.</p>	<p>Cette question a été soulevée lors du comité d'accompagnement. Le RUE prévoit un maillage de chemins doux qui relient le parking (situé à l'entrée du parc depuis la chaussée de Lannoy) à tout le site. Cela fonctionne de la même manière sur les autres sites gérés par l'investisseur. Cette configuration ne génère aucun souci particulier, la clientèle fréquentant ce genre de site le faisant dans un esprit de détente et de relaxation. La marche à pied fait partie de cet état d'esprit.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
		N'y a-t-il pas un risque qu'à terme les véhicules sortent par la rue du Moulin ou la rue Louis Masquillier ?	<p>L'entrée principale du site se situe du côté de la chaussée de Lannoy. L'accès existant du côté de la rue Abbé Nestor Frère sera ouvert à la clientèle piétonne uniquement. Les deux autres accès, rue du Moulin et rue Masquillier, seront réservés aux services d'entretien et de maintenance (y compris la zone de stationnement du côté de la rue du Moulin).</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>
1.4		<p>Aménagement d'un ponton au-dessus de l'eau :</p> <p>Pouvez-vous donner quelques précisions par rapport au ponton ? localisation, dimension,... ?</p>	<p>Il s'agit d'un ponton envisagé au début de la réflexion pour relier en voie lente le parc de l'église au moulin à eau. Cette option n'a pas été retenue en raison de la piétonisation possible à terme de la voirie. Un élément ponctuel pourrait éventuellement être aménagé au niveau de la berge, à mi-parcours entre le parc et le moulin à eau. Cette option sera précisée et affinée lors de la mise en œuvre de l'aménagement.</p> <p>► Précisions apportées pages 129 et 151 du RUE.</p>
1.5		<p>Concernant l'aménagement de l'entrée du parc au niveau de la chaussée de Lannoy :</p> <p>- cela semble être la meilleure solution, mais l'espace actuel est relativement faible : cela entraînera donc la suppression des places de parking du côté du château et la diminution du trottoir de l'autre côté;</p>	<p>Une réflexion a été menée en collaboration avec le service urbanisme, mobilité et le gestionnaire compétent de la voirie pour solutionner cette problématique.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
		<p>- Qu'est-il prévu en amont de l'aménagement spécifique pour la diminution de la vitesse ? Un radar ?</p> <p>- Si durant la journée, il est habituel d'y rouler aux environs de 60 km/h malgré la limitation des 50 imposés, en soirée et durant la nuit, il n'est pas rare de voir des véhicules roulant à grande vitesse. Ce genre d'aménagement spécifique risque d'être source d'accidents.</p>	<p>L'aménagement proposé dans le RUE constitue en soi un effet de porte qui vise à réduire la vitesse des automobilistes. La solution du radar (préventif) sera examinée par le service mobilité et la police.</p> <p>L'aménagement préconisé impliquera une nouvelle configuration du trottoir dont la largeur variera, mais restera supérieure à 1,50 mètre.</p> <p>Une recherche de solutions alternatives sera effectuée compte tenu de la suppression des places de stationnement engendrée par cet aménagement.</p> <p>Une étude de mobilité a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du RUE. Elle est reprise en annexe 6.</p> <p>Par ailleurs, comme précisé dans l'avis du 22 août 2017, de la direction des routes de Mons, il y a lieu de prévoir un emplacement pour permettre aux véhicules de sortir du site, de pouvoir se stocker pour virer à gauche vers Tournai.</p> <p>L'aménagement sera inclus dans la demande de permis qui sera déposée pour les aménagements projetés dans le parc du château Beauregard. Celui-ci devra inclure un sas de tourne-à-gauche en sortie du site».</p> <p>► Précisions apportées page 145 du RUE.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
1.6		<p>Code du Développement Territorial (CoDT) : Quel est l'impact de l'entrée en vigueur du CoDT ? Quid des procédures SAR, ZEC?</p>	<p>Le CoDT a prévu des mesures transitoires qui s'appliquent au RUE qui se poursuivra sous le régime du CWATUP.</p> <p>Les élargissements des dispenses de permis d'urbanisme prévus par le CoDT s'appliqueront lors des demandes de permis d'urbanisme dans la mesure où celles-ci ne s'écartent pas des objectifs définis dans le RUE.</p> <p><i>L'objectif du RUE, pour rappel, sera de conférer une nouvelle identité au périmètre délimité, axée autour de la création d'un hôtel et d'un centre thermal dans le parc du château Beauregard, l'amélioration du cadre de vie du quartier et le renforcement de la centralité par la création d'un lieu de référence au niveau de la place de Froyennes et de ses abords, et ce, en veillant à la sauvegarde et à la valorisation des éléments patrimoniaux du site, qu'ils soient naturels, paysagers ou architecturaux.</i></p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
2.1	<p>M. Didier IMBERT, habitant rue Abbé Nestor Frère 36a à 7503 Froyennes</p> <p>Courrier reçu le 06/07/2017</p>	<p>M. IMBERT sollicite le maintien de la voirie d'accès pour automobilistes à son habitation cadastrée section B n°450 v2, autorisé par une décision du collège communal, en date du 25 avril 1961.</p>	<p>Cet accès est maintenu dans le RUE comme précisé à la page 151 du rapport :</p> <p><i>Sur le tronçon menant vers le sentier de la fontaine Saint-Éloi, la voirie sert uniquement de desserte pour les quelques habitations de la rue. L'espace est dit partagé, c'est-à-dire qu'il y a peu de distinction entre trottoir et bande de circulation. Il doit, de la sorte, encourager l'automobiliste à la prudence. Il n'y a pas de zone de parking dédiées. Ce type d'aménagement cherche à maximiser la coexistence entre les différents utilisateurs. Les éventuelles zones d'avant- cours des bâtiments se confondent avec la voirie afin de créer un espace homogène et cohérent. Le réaménagement de ce tronçon prévoira :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>un renouvellement du revêtement (idéalement en pavés) et du fond de coffre sur toute la largeur de la voirie;</i> - <i>un réaménagement de la berge attenante de l'étang;</i> - <i>l'entretien de la végétation;</i> - <i>le placement de mobilier urbain et d'un éclairage public de qualité s'intégrant harmonieusement entre eux et avec le contexte existant.</i> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
2.2		<p>Il n'est pas fait mention dans le document de l'arrêté royal du 4 novembre 1976 classant comme site l'ensemble formé par le Château Beauregard, le parc et le centre historique constitué par l'église, la drève des Tilleuls qui y conduit, le vieux moulin à eau, les étangs et les terrains environnants à Froyennes; cet arrêté royal a été pris sur proposition du ministère de l'éducation nationale et de la culture française – Direction générale des arts et des lettres – Administration du patrimoine culturel. L'article 2 de cet arrêté royal mentionne les restrictions à apporter aux droits des propriétaires et que commande la sauvegarde de l'intérêt national.</p>	<p>Le RUE fait référence à cet arrêté (page 38). Celui-ci est joint en annexe 4 du RUE.</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>
2.3		<p>Il est mentionné "<i>le sentier de la fontaine Saint-Eloi, réaménagé en 2012 et longeant le rieu Saint-Eloi</i>".</p> <p>Les aménagements dont question sont relatifs uniquement à la réfection de la fontaine Saint-Eloi et ses abords immédiats. Aucun réaménagement du sentier lui-même n'a été entrepris depuis bien longtemps.</p> <p>Le sentier est, par ailleurs, dans un état déplorable : les berges s'effondrent dangereusement et sont minées par des trous de rats, les pierres de soutien au fond du ruisseau sont descellées suite à l'action des rongeurs, l'espace</p>	<p>Rubrique 3.4.1.1 – Paysage (page 55)</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
		<p>pour la circulation des piétons se réduit progressivement, les murs de soutien situés de l'autre côté de la rive du rieu s'ébranlent dangereusement.</p> <p>Il y aurait donc lieu de rectifier les termes «le sentier de la fontaine Saint-Eloi» par «la fontaine Saint-Eloi et ses abords proches».</p>	<p>► Il a été précisé dans le rapport, page 55 que «La fontaine Saint-Eloi et ses abords immédiats ont été réaménagés en 2012».</p>
2.4		<p>Au 2ème alinéa, il est mentionné «Toutes les rues ceinturant le périmètre du RUE sont pourvues de canalisations de distribution d'eau, de même qu'elles sont desservies en gaz (moyenne pression), à l'exception de la portion de la rue Abbé Nestor Frère qui longe l'étang».</p> <p>La portion de la rue Abbé Nestor Frère, qui longe l'étang, est également alimentée au gaz naturel et en eau de distribution, la conduite de gaz longeant ladite portion de voirie.</p>	<p>Rubrique 3.4.4 – Réseau technique et égouttage (pages 93 à 97)</p> <p>Les données reprise dans le RUE ont été communiquées le 21/12/2016 par ORES et la SWDE.</p> <p>Concernant l'égouttage : la rue Abbé Nestor Frère est équipée jusqu'au numéro 24;</p> <p>Concernant la distribution d'eau : distribution sur l'ensemble de la rue Abbé Nestor Frère, y compris le tronçon menant au sentier de la Fontaine Saint-Eloi;</p> <p>Concernant la distribution en gaz : moyenne pression rue Abbé Nestor Frère jusqu'à hauteur du chemin pédestre reliant la place de l'église, y compris le tronçon menant au sentier de la Fontaine Saint-Eloi;</p> <p>Concernant la distribution en électricité : câbles moyenne tension présents le long de la chaussée de Lannoy et dans l'avenue d'Ysembart jusqu'au carrefour avec la rue du Moulin.</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
2.5		<p>Au point zone de parc public, il est mentionné au 2ème alinéa que : cette zone ne comporte pas de construction, à l'exception de deux ponts reliés à la rue Abbé Nestor Frère qui seront restaurés.</p> <p>M. IMBERT attire l'attention sur le fait que son habitation avec accès au sentier est située aux abords de ladite zone comprenant selon le RUE les abords de l'église et de la fontaine Saint-Eloi ainsi que le sentier longeant le ruisseau Saint-Eloi.</p>	<p>Rubrique 4.3.4 – Particularités (page 130) :</p> <p>L'habitation de M. IMBERT est située en grande partie en dehors du périmètre du RUE. L'extrémité de sa parcelle longeant le sentier de la fontaine Saint-Eloi est située en zone résidentielle. Aucune habitation n'est reprise en zone de parc public.</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>
2.6		<p>Au point zone de voirie et d'espace public, il est mentionné : "<i>Sur le tronçon menant vers le sentier de la fontaine Saint-Eloi, le réaménagement y prévoira un nouveau revêtement (idéalement en pavés), un réaménagement de la berge de l'étang, l'entretien de la végétation et le placement de mobilier urbain et d'un éclairage public</i>".</p> <p>Rien n'est prévu au sujet de l'aménagement du sentier menant vers la fontaine Saint-Eloi.</p>	<p>Rubrique 4.5.7 – Particularités (page 151) :</p> <p>Le sentier de la fontaine Saint-Eloi est repris en zone de parc public et non en zone de voirie et d'espace public. Son aménagement est décrit au point 4.3.4 (page 131). <i>Le réaménagement du sentier et des abords de la fontaine Saint-Eloi prévoira :</i></p>

Observation n°	Emanant de	Thèmes de réclamation/ observation	Réponses y apportées
			<ul style="list-style-type: none"> - <i>un renouvellement du revêtement (dolomie ou revêtement pouzzolanique avec filet d'eau central) délimité par des pavés de pierre;</i> - <i>un réaménagement de la berge du ruisseau;</i> - <i>la végétalisation du talus;</i> - <i>le placement de mobilier urbain et d'un éclairage public de qualité s'intégrant harmonieusement entre eux et avec le contexte existant.</i> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>
2.7		<p>IPALLE a fait savoir à M. IMBERT par lettre du 22 février 2016 que, d'une part, les relevés des réseaux enterrés existants avaient été effectués en février 2014 le long de la rue Abbé Nestor Frère et que, d'autre part, concernant la rénovation de la voirie en question et de son égouttage, des travaux avaient été envisagés dans le cadre du PIC, mais n'avaient pas été retenus par le ministre de tutelle, les travaux n'ayant pas été avalisés par le SPGE finançant cette partie.</p>	<p>Rubrique 4.6.3 – Egouttage et assainissement</p> <p>Données communiquées le 22/12/2016 par IPALLE.</p> <p>Les plans communiqués sont datés de 2005, 2014 et 2015.</p> <p>La rue Abbé Nestor Frère est égouttée jusqu'au numéro 24.</p> <p>Concernant la rénovation de la voirie, la Ville a effectivement envisagé à plusieurs reprises de la reprendre dans son PIC. Ces travaux n'ont, en effet, pas été avalisés, car ils ne répondent pas aux critères de priorité définis par la SPGE.</p> <p>Notons que le site du château Beauregard sera égoutté via le collecteur situé en aval le long du ruisseau de L'Well. Il n'impactera pas l'équipement de la rue Abbé Nestor Frère.</p> <p>► Observation ne nécessitant pas l'amendement du RUE.</p>

Prise en compte des avis des instances consultées :

**Avis de la direction des routes de Mons – District de Tournai – SPW-DGO1
(22 août 2017)**

La direction des routes de Mons émet son avis comme suit :

"L'aménagement de la voirie face au nouvel accès sera une charge d'urbanisme. Il y a lieu de prévoir un emplacement pour permettre aux véhicules de sortir du site, de pouvoir se stocker pour virer à gauche vers Tournai. L'aménagement fera l'objet d'une demande séparée en temps opportun, celui-ci devra inclure un sas de tourne-à-gauche en sortie du site.

Le dossier devra contenir une vue en plan et des coupes au 1/100 concernant la réfection de l'accès, le nouveau trottoir en saillie, la position du passage piéton et sa signalisation, la pose et type des bordures en chaussée ainsi que les fiches techniques des différents matériaux pour la validation avant exécution."

- L'aménagement d'un emplacement pour permettre aux véhicules sortant du site, de pouvoir se stocker pour virer à gauche vers Tournai a été intégré aux options et recommandations du RUE.
 - Notons que l'étude de mobilité réalisée dans le cadre du RUE affirme que : *"Dans la pratique, la vidange du parking ne sera pas concentrée sur une seule heure et les sorties «massives» ne se réaliseront pas en heure de pointe du soir (16 heures - 17 heures) mais plutôt vers 19 heures. Aucun problème de capacité n'est donc à craindre en sortie de site"*.
 - Des recommandations sont proposées dans ce sens dans la Partie 5 "Évaluation environnementale" du RUE :
 - 71. Création d'un nouvel accès via la chaussée de Lannoy avec aménagement d'un tourne-à-gauche au niveau de la chaussée;
 - 72. Sécurisation et signalisation aux abords du tourne-à-gauche et de l'entrée du site;
 - Cet aménagement fera l'objet d'une demande de permis séparée en temps opportun et sera défini en concertation avec le service urbanisme, mobilité et le gestionnaire compétent de la voirie.
- Une mesure de suivi supplémentaire a été ajoutée au RUE dans ce sens :
- aa. *Concertation avec le SPW, le service urbanisme et le service voirie de la Ville de Tournai dans le cadre de la demande de permis pour l'aménagement de la chaussée de Lannoy.*

Avis du Parc naturel des plaines de l'Escaut (1er août 2017)

Compte tenu du contexte paysager et bâti du projet instruit et des enjeux qui en découlent, le conseil d'administration du Parc naturel émet un avis favorable assorti des conditions suivantes :

Afin de garantir la qualité des aménagements et optimiser les mesures envisagées, singulièrement pour les espaces publics :

- l'orientation ou l'interprétation de chacune des mesures doit être argumentée;
- chaque mesure de suivi doit être strictement respectée.
- Les réunions du comité d'accompagnement ainsi que la visite de site du 22 mai 2017 ont permis de coordonner les différents acteurs agissant dans le cadre de l'aménagement des espaces publics. Des précisions sont apportées dans le RUE :
 - zone d'étang (page 129);
 - zone de parc public - parc public et sentier de la fontaine Saint-Éloi (pages 130-131);
 - périmètre de mise en valeur des éléments patrimoniaux (page 142);
 - zone de voirie et d'espace public - rue Abbé Nestor Frère et place de Froyennes (pages 150 à 152).

Chacune des mesures envisagées liées à l'aménagement des espaces publics et, en particulier, concernant la protection du milieu naturel a été intégrée et retenue dans les options d'aménagement du RUE.

Thème	Mesures envisagées (●) et mesures de suivi (○)
Diversité biologique, faune et flore	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien et préservation des arbres, bosquets et lisières. • Protection et préservation des arbres remarquables. • Mise en place de périmètres de protection autour des arbres et groupes d'arbres présentant un intérêt particulier. • Poursuite de l'inventaire floristique à l'ensemble du parc et du périmètre RUE. • Reprofilage des berges et désenvasement des étangs. • Réduction de l'interventionnisme humain en matière de gestion.

- Les mesures sont proposées dans la Partie 5 "Évaluation environnementale" du RUE, à la fin de chaque thématique et reprises dans le tableau de synthèse (de a à z) au point 5.2.9. En outre, la réalisation d'un plan de gestion différenciée et l'accompagnement des projets d'aménagement par un comité de gestion permettront de surveiller l'évolution des projets et corriger certaines orientations en cas d'apparition d'effets non prévus.

Remarques complémentaires du PNPE :

Dès le démarrage du projet, il serait judicieux de prévoir une communication vers les usagers et gestionnaires pour ce qui concerne la préservation d'espèces et d'habitats, à savoir notamment :

- la tranquillité de la colonie de reproduction de hérons cendrés;
- la préservation des berges des étangs réaménagées : interdiction de nourrissage des carpes et des canards / oies (éviter la sédentarisation) qui contribuent à terme à la dégradation de la qualité des plans d'eau.

- Des recommandations et mesures de suivi sont proposées dans ce sens dans la Partie 5 "Évaluation environnementale" du RUE :

- Recommandations :
 - 15. Sensibilisation à l'intégration de l'homme au sein du milieu naturel et à son empreinte écologique.
- Mesures de suivi :
 - c. Réalisation d'un plan de gestion différenciée;
 - d. Un accompagnement par un comité de gestion;
 - g. Réalisation d'un suivi portant sur les améliorations en matière d'entretien des espaces;
 - k. Recherche de techniques de réduction des eaux usées et sensibilisation de la clientèle et du personnel;
 - p. Formation régulière à l'évolution des bonnes pratiques environnementales pour les employés.

Dans le dossier technique, il est proposé d'indiquer (comme l'a préconisé le bureau d'études) que le comité d'accompagnement du projet doit être composé pour les aspects liés à la préservation et au développement de la biodiversité d'un membre du DNF mais aussi d'une ONG locale (CNB Tournaisis, Parc naturel).

- Cette mesure de suivi est proposée en partie 5 "Évaluation environnementale" du RUE, page 166 : *"Un accompagnement par un comité de gestion (Parc naturel, DNF, experts,...) est souhaitable, soit par le biais d'une convention, soit par le fait d'un simple accompagnement."*

Avis de la cellule cours d'eau du Hainaut ingénierie technique de la Province de Hainaut (31 juillet 2017)

Hainaut ingénierie technique émet un avis favorable pour les motifs suivants :

- Toutes les conditions imposées par Hainaut ingénierie technique dans son avis informel sous la référence avis/svq/2017-22 du 9 mars 2017 sont reprises dans le rapport urbanistique et environnemental.
 - Commentaire positif ne nécessitant pas de réponse particulière, l'ensemble des conditions étant reprises dans le RUE.

Hainaut ingénierie technique attire l'attention sur le point suivant faisant partie intégrante de son avis :

- l'avis favorable et les conditions éventuellement fixées ne garantissent pas le demandeur contre tout risque d'inondation.
 - Observation ne nécessitant pas de réponse particulière.

Avis de la cellule GISER de la direction du développement rural – Département de la ruralité et des cours d'eau – SPW-DGO3 (27 juillet 2017)

Avis favorable sous conditions de maintenir les éléments mentionnés dans le dossier, tels que :

- Maintenir les zones de rétention naturelles malgré les nouvelles constructions ou compenser remblai/déblai en site propre et prévoir des systèmes de temporisation (la mare-tampon est envisagée ici) selon les recommandations d'IPALLE.
- Conduire au mieux le ruissellement sur la parcelle pour assurer la continuité hydraulique de l'amont à l'aval (fossés, noues).
- Prévoir des revêtements perméables pour les parkings et chemins ainsi que proscrire l'utilisation de graviers et d'écorces (tout matériau "mobilisable") à l'endroit de passage du ruissellement.
- Prévoir le rehaussement du rez-de-chaussée des bâtiments par rapport au niveau naturel du sol pour éviter l'inondation dans la zone d'aléa d'inondation.
- Solliciter l'avis des services techniques provinciaux concernant la problématique de la zone d'aléa d'inondation par débordement associée au cours d'eau de 2ème catégorie.
 - Commentaire positif ne nécessitant pas de réponse particulière, les éléments mentionnés étant repris dans le RUE.

Avis de la direction des cours d'eau non navigables, district de Mons – Département de la ruralité et des cours d'eau – SPW-DGO3 (6 juillet 2017)

La direction des cours d'eau non navigables – district de Mons n'a pas d'avis à émettre car aucun cours d'eau non navigable de 1ère catégorie, ni cours d'eau repris sous wateringue, ni zone d'aléa d'inondation dont la cause du débordement est liée à un cours d'eau non navigable de 1ère catégorie ne sont concernés par ladite demande.

Par ailleurs, dans la mesure où la demande concerne directement un cours d'eau non navigable classé en 2ème ou 3ème catégorie ainsi qu'en zone d'aléa potentiel, il y a lieu de consulter le gestionnaire du cours d'eau concerné.

- Observation ne nécessitant pas de réponse particulière. Les gestionnaires des cours d'eau de 2ème et 3ème catégories ont été consultés.

Avis de la commission royale des monuments, sites et fouilles (26 juillet 2017)

La commission royale, en sa séance de la section des sites du 25 juillet 2017, a pris acte du rapport urbanistique et environnemental et n'a pas émis d'objection à ce stade sur les interventions projetées.

- Cet avis favorable ne demande pas de réponse particulière.

Avis de la commission communale consultative d'aménagement du territoire et de mobilité de Tournai (procès-verbal de la réunion du 28 juin 2017)

Un membre relaie les inquiétudes des riverains de voir détourner la fonction "hôtelière" des bâtiments par l'organisation de manifestations bruyantes.

- Pour rappel, le RUE est un outil urbanistique demandé par le législateur pour avoir une vision d'ensemble sur l'aménagement urbanistique d'une zone.

Les projets, qui verront le jour dans le périmètre, ne pourront pas s'écarter des objectifs définis dans le RUE, à savoir : *conférer une nouvelle identité au périmètre délimité, axée autour de la création d'un hôtel et d'un centre thermal dans le parc du château Beauregard, l'amélioration du cadre de vie du quartier et le renforcement de la centralité par la création d'un lieu de référence au niveau de la place de Froyennes et de ses abords et ce, en veillant à la sauvegarde et à la valorisation des éléments patrimoniaux du site, qu'ils soient naturels, paysagers ou architecturaux.*

A l'unanimité, la commission émet un avis favorable en invitant l'auteur de projet à assurer via le RUE la fonction hôtelière des bâtiments en lien avec les thermes afin de maintenir la quiétude des espaces et de préserver l'esprit des lieux.

- Observation ne nécessitant pas de réponse particulière.

En outre, les institutions suivantes ont été consultées, mais n'ont pas répondu :

- **avis de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement) - SPW-DGO3;**
- **avis du département de la nature et des forêts – Direction de Mons;**
- **avis du département de la nature et des forêts – Direction des Espaces verts.**

Leur avis concernant le rapport urbanistique et environnemental est donc réputé favorable en vertu de l'article 4, 3° du CWATUP.";

Considérant que le **projet de RUE a été amendé en fonction des conclusions de la déclaration environnementale;**

Considérant qu'une **nouvelle version du document a été transmise au service urbanisme en date du 23 octobre 2017;**

Considérant que le financement des aménagements projetés dans le centre de Froyennes est envisagé, à ce stade, de trois manières :

- introduction d'une fiche projet dans le cadre du programme communal de développement rural (PCDR);
- engagement de crédits propres de la Ville;
- entente avec le maître d'ouvrage sur des charges d'urbanisme, dans le cadre de la future demande de permis d'urbanisme et ce, dans le respect du principe de proportionnalité;

Considérant que le projet permet de sauvegarder et valoriser un site classé (classement intervenu en 1976) ainsi que les bâtiments qui y sont implantés (château et corps de logis), lesquelles, à défaut d'être classés, possèdent une valeur patrimoniale indéniable;

Considérant que le projet constitue une opportunité pour améliorer la qualité des espaces publics environnants: place de Froyennes; rue Abbé Nestor Frère, etc.; en cohérence avec le projet de schéma de structure communal qui identifie la place de Froyennes comme un lieu de référence;

Considérant que le projet constitue une réelle plus-value économique pour la Ville en ce qu'il permettra de générer des emplois et de consolider l'offre servicielle présente sur l'entité;
 Considérant la décision du collège communal du 27 octobre 2017 d'approuver le projet de RUE accompagné de sa déclaration environnementale et de le soumettre au conseil communal pour adoption;
 Sur proposition du collège communal;
 A l'unanimité;

DÉCIDE

1. d'adopter, accompagné de sa déclaration environnementale et en application de l'article 33 § 4 du CWATUP, le rapport urbanistique et environnemental pour mettre en oeuvre, en zone de parc, un projet **D'HÔTEL ET DE CENTRE DE BIEN-ÊTRE** sur le site du château Beauregard à Froyennes, rue Abbé Nestor Frère;
2. de transmettre, en application de l'article 33 § 4 alinéa 1, ce rapport urbanistique et environnemental accompagné de sa déclaration environnementale au fonctionnaire délégué.

16. Office du tourisme. Convention avec l'ASBL Wallonie Belgique tourisme.
Approbation.

Monsieur le Bourgmestre empêché Rudy DEMOTTE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la ville de Tournai est membre du club de promotion "Détente-Découverte Excursions" de l'ASBL Wallonie Belgique tourisme (WBT), ayant son siège social rue Marché aux Herbes 25-27 à 1000 BRUXELLES;

Considérant qu'en tant que membre de ce club, la Ville bénéficie d'une insertion gratuite dans les versions française et néerlandaise de la brochure "Escapades en Wallonie 2018" ainsi que sur le site internet de WBT;

Considérant que l'ASBL WBT propose à la Ville de conclure une convention générale ayant pour but de régler les modalités et conditions d'insertion;

Considérant qu'en séance du 29 septembre 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur ce projet de convention que le conseil communal est invité à approuver;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention à conclure avec l'ASBL Wallonie Belgique tourisme (WBT) :

"

CONVENTION GÉNÉRALE D'INSERTION

ENTRE

L'association sans but lucratif Wallonie Belgique tourisme, en abrégé WBT, dont le siège social est établi rue Marché aux Herbes, 25-27 à 1000 Bruxelles - inscrite à la BCE sous le n° 0888.366.085, valablement représentée par Monsieur Michel VANKEERBERGHEN, en sa qualité d'administrateur délégué, ci-après dénommée "WBT", d'une part,

ET

L'administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, ci-après dénommée "le prestataire de service", représentée par Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART, d'autre part.

PREAMBULE

Dans le cadre des actions de ses clubs de promotion, WBT publie la brochure intitulée **«Escapades en Wallonie 2018»**.

Les membres des clubs de promotion Détente-Découverte «Séjours» et «Excursions» de WBT en ordre de cotisation 2017 pour l'ASBL WBT et de contribution 2017 pour les clubs de promotion bénéficient d'une insertion gratuite dans les 2 versions de la brochure (en français et en néerlandais) et sur les sites internet de WBT.

L'objet de la présente convention est de régler les modalités et conditions d'insertion.

OBJET DE LA CONVENTION

Toutes les informations ainsi que toutes les illustrations (photos, logos...) présentes dans la brochure «Escapades en Wallonie 2018» publiée en 2 versions (français et néerlandais) pourront être publiées sur les sites internet de WBT et utilisées pour toutes les actions de promotion menées par les différents services de WBT.

Le prestataire de services s'engage à respecter intégralement l'offre reprise, tant dans son contenu que dans ses conditions et prix. Un bon à tirer sera transmis par WBT au prestataire pour accord définitif avant impression.

RESPONSABILITÉS

WBT, agissant en qualité d'éditeur responsable de la brochure «Escapades en Wallonie 2018» (2 versions de langue) est uniquement responsable de la transcription exacte des données et des prix fournis tels qu'ils sont communiqués par le prestataire de service. La responsabilité de WBT n'est aucunement engagée en cas d'inexécution totale ou partielle des conditions reprises dans l'offre concernée.

Le prestataire est seul responsable de l'exécution de son offre telle que présentée et décrite dans la brochure et sur les sites internet de WBT.

Le prestataire s'engage formellement à respecter scrupuleusement les conditions et prix convenus dans l'offre publiée.

En outre, le prestataire :

1. garantit formellement détenir l'ensemble des droits de reproduction et d'exploitation sur les illustrations fournies pour une durée illimitée à WBT;
2. s'engage à communiquer à WBT la mention exacte à faire figurer sous l'illustration en question (nom des auteurs, crédits et légende);
3. autorise WBT à reproduire et à diffuser les illustrations fournies sur tous les supports émis par WBT dans le monde entier pour une période illimitée à dater de la réception de la présente convention dûment complétée, datée et signée. Cette présente convention ne constitue pas une cession des droits sur les illustrations, mais une autorisation d'exploitation de ces dernières à titre non exclusif et gratuit et aux conditions reprises ci-avant.

4. garantit WBT contre toute réclamation émanant des auteurs, éditeurs ou encore de tous tiers concernant l'exploitation des illustrations visées par la présente.
5. WBT émet toute réserve quant à l'éventuel préjudice subi par WBT en cas d'infraction aux conditions susmentionnées et notamment dans l'hypothèse d'un recours justifié ou non de tiers au sujet de l'exploitation de l'/des illustration(s).
6. autorise WBT à mettre à disposition via sa photothèque en ligne les illustrations fournies à des professionnels du voyage, de la presse nationale et internationale et des partenaires touristiques dans le cadre de la promotion de la destination Wallonie et du prestataire.

WBT n'effectue aucune réservation.

DURÉE DE VALIDITÉ

A l'exception des conditions d'utilisation des illustrations (points 1 à 6 de l'encadré ci-dessus) qui sont conclues pour une durée illimitée, la présente convention est conclue pour l'année 2018, suivant les périodes d'ouverture et de validité citées dans l'offre.

CESSATION D'ACTIVITES

Le prestataire de service, qui cesserait ses activités, est tenu d'en informer WBT dans les plus brefs délais.

LITIGES

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence exclusive des juridictions de Bruxelles.

Fait en double exemplaire, le

Pour WBT ASBL,

Michel VANKEERBERGHEN

Administrateur délégué

Pour le prestataire de service,

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, Paul-Olivier DELANNOIS

et Monsieur le Directeur général, Thierry LESPLINGART".

17. Office du tourisme. Visites guidées et forfaits. Conditions générales de vente.
Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'office du tourisme organise des visites guidées de la Ville pour des groupes de visiteurs;

Considérant que plusieurs formules sont proposées:

- 1) Visite guidée : un groupe demande un guide afin de visiter la ville, les musées, la cathédrale...

Tarif: 66,00 €/2 heures (20 personnes maximum) 32,50 €/heure supplémentaire

- 2) Le forfait: un groupe réserve une journée avec un guide.

Tarif: Prix 33,00 €/personne si le groupe se compose de – de 20 personnes

Prix 30,00 €/personne si le groupe se compose de + de 20 personnes

A cela s'ajoute le forfait boisson, pause gourmande, etc.;

Considérant que les conditions générales de vente pour le "forfait" et "la visite guidée" ont été établies en collaboration avec le service juridique;

Considérant qu'en séance du 27 octobre 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur le projet de conditions générales, sous réserve de l'approbation du conseil communal, qui est invité à en approuver les termes;

Considérant que des conditions générales de vente ont été établies pour l'année 2018 et les suivantes;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes des conditions générales de vente lors de réservations de visites guidées et forfaits organisés par l'office du tourisme pour 2018 et les années suivantes :

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

1. Réservation

1.1. Premier contact

Les demandes de réservation peuvent être effectuées du lundi au vendredi, de 9 heures à 16 heures 30 (hors jours fériés), selon les modalités suivantes :

Contact téléphonique à l'office du tourisme (069/22.20.45)

Mail envoyé à l'adresse suivante : reservation@visittournai.be

1.2. Formulaire de réservation

Le service réservation de l'office du tourisme communiquera au demandeur un formulaire de réservation. Ce formulaire devra être renvoyé dûment complété et signé, à l'adresse mail suivante reservation@visittournai.be ou, par la poste à l'adresse suivante, au moins un mois avant la date choisie :

Office du tourisme,

place Paul-Emile Janson, 1

7500 Tournai

Dans le cas de réservations de visites guidées uniquement (c'est-à-dire hors forfaits), le délai de renvoi du formulaire est d'au moins une semaine avant la date de la visite.

1.3. Formulaire de confirmation de visite

Une **confirmation de visite** sera ensuite envoyée par l'office du tourisme au responsable du groupe. Le groupe qui n'aurait pas reçu ce document une semaine avant la date de la visite est invité à contacter le service réservation au 069/22.20.45.

2. Paiement

2.1. Dans le cas d'excursions de type «Forfait», un acompte correspondant à la moitié du montant total devra être versé dès la réception du formulaire de confirmation de visite sur le compte suivant :

Banque CPH, 7 rue Perdue – 7500 Tournai. Compte n°171-5000039-75

SWIFT/BIC : CPHBBE75 IBAN : BE05171500003975.

Le nom du groupe ainsi que la date de la visite doivent **nécessairement** apparaître en communication.

Le solde sera réglé le jour de la visite soit en liquide ou par carte bancaire.

2.2. Dans le cas de visites guidées uniquement (hors forfaits)

Le paiement du guide se fait **directement** à l'office du tourisme le jour de la visite guidée, soit en liquide, soit par carte bancaire.

3. Confirmation du nombre de participants

3.1. Dans le cas d'excursions de type "Forfait"

Pour des raisons d'organisation pour nos partenaires touristiques, le nombre **EXACT** de participants doit être communiqué à l'office du tourisme **AU PLUS TARD** une semaine avant la visite.

Un léger ajustement du nombre de participants peut encore être signalé jusqu'à 48 heures maximum avant la visite, uniquement par téléphone au 069/22.20.45 durant les heures d'ouverture de l'office du tourisme. Passé ce délai, tout changement du nombre de participants occasionnera des frais de désistement d'un montant de 24,00€ par personne.

3.2. Dans le cas de visites guidées uniquement

Un guide peut prendre en charge jusqu'à 20 personnes. Au-delà de ce nombre, il convient de prévoir la réservation d'un deuxième guide.

Tout changement du nombre de participants doit être signalé dans un délai de 48 heures **MAXIMUM** avant la visite, uniquement par téléphone au 069/22.20.45 durant les heures d'ouvertures de l'office du tourisme.

4. Annulation

4.1. Annulation d'un forfait

Toute annulation d'un forfait endéans le délai d'une semaine avant la date de la visite occasionnera des frais de désistement d'un montant de 24,00€ par personne.

4.2. Annulation d'une visite guidée

L'annulation doit être communiquée par téléphone, durant les heures d'ouverture de l'office du tourisme, au moins 48 heures avant la date de la visite guidée. Passé ce délai, toute annulation entraînera des frais s'élevant à 20,00€ par guide réservé.

5. Retard

«*La ponctualité est la politesse des rois*» avait coutume de dire Louis XVIII, roi de France. C'est pourquoi nous vous demandons d'être à l'heure, par respect pour le guide qui vous attendra au point de rendez-vous convenu un quart d'heure avant la visite. En cas de retard, la visite ne sera pas décalée à l'avenant. Elle sera écourtée ou prolongée selon la disponibilité du guide. Le guide patientera un maximum de 30', délai au-delà duquel il considérera la visite comme annulée. Un désistement de 20,00€ par guide sera alors réclamé.

6. Menu

Le menu choisi dans le cadre d'un forfait doit être le même pour tout le groupe. Le repas du chauffeur d'autocar du groupe est pris en charge par le restaurateur (1 gratuité par groupe. Groupes de minimum 20 personnes).

Remarques :

- Lorsqu'un tour de la Ville en bus est demandé, celui-ci s'effectue avec l'autocar du groupe. L'organisateur du groupe est tenu d'assurer ses participants.
- Sauf indication contraire par le service réservations, l'office du tourisme est **TOUJOURS** le lieu de rendez-vous.
- A Tournai, les musées sont fermés le mardi et le dimanche matin en hiver ainsi que le matin des jours fériés en hiver.

Certains musées sont susceptibles de fermeture en cas de préparation d'une exposition. Lors d'expositions, les prix d'entrée sont susceptibles d'être majorés. Les musées sont gratuits le premier dimanche du mois.

18. Fêtes de fin d'année. Spectacle «Le Noël d'Anoki» de l'ASBL les Nocturnales.
Marché conjoint avec la province de Hainaut. Convention. Approbation.

Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT rentre en séance. Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, pose les questions suivantes :

"A combien sont fixés les prix des places ? Peut-on réserver des places pour l'article 27 ?"

Le **président** d'assemblée lui précise ce qui suit :

"Si mes informations sont bonnes, pour les adultes il y aura trois prix différents d'après la place : 16,50€ - 21,50€ - 26,50€, et pour les enfants : 11,50€ - 16,50€ - 21,50€.
18 représentations prévues du 15 au 23 décembre."

Madame l'Echevine du tourisme PS, **Ludivine DEDONDER**, ajoute que des réductions sont en principe prévues mais qu'à sa connaissance, le dispositif de l'article 27 n'a pas été activé, tout en précisant que ce n'est pas la ville qui a fixé les prix d'entrée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant qu'en séance du 10 mars 2017, le collège communal a marqué son accord sur la programmation, pour les fêtes de fin d'année 2017, du spectacle «le Noël des Cathédrales» (intitulé «Le Noël d'Anoki»), par l'ASBL les Nocturnales, en partenariat avec la province de Hainaut;

Considérant qu'en séance du 27 octobre 2017, le collège communal a approuvé les mode (procédure négociée sans publication préalable, conformément aux dispositions de l'article 42 § 1er 1° a de la loi du 17 juin 2016) et conditions de passation du marché de services conjoint avec la province de Hainaut, ayant pour objet la programmation de ce spectacle;

Considérant que l'estimation du marché conjoint s'élève à 25.000,00 € et que la prise en charge des coûts de ce marché sera répartie comme suit : 50 % pour la Ville et 50 % pour la province de Hainaut;

Considérant le projet de convention établi dans ce cadre avec la province de Hainaut;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les termes de la convention à conclure avec la province de Hainaut, ayant pour objet la programmation du spectacle intitulé «Le Noël d'Anoki» proposé par l'ASBL les Nocturnales, dans la Cathédrale de Tournai, lors des festivités de fin d'année 2017, pour lequel la contribution financière se monte à 25.000,00 €:

Entre d'une part :

L'administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par :

MM. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-après dénommée "la ville de Tournai", agissant en vertu d'une décision du conseil communal du 27 novembre 2017,

Et d'autre part :

La province de Hainaut, rue Verte, 13 à 7000 Mons, représentée par :

*.....
....., ci-après dénommée "la province de Hainaut", agissant en vertu d'une décision du collège provincial du*

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville et la province de Hainaut concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et la province de Hainaut souhaitent, dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques, procéder à un marché conjoint pour la programmation du spectacle intitulé «Le Noël d'Anoki» proposé par l'ASBL les Nocturnales, dans la Cathédrale de Tournai, lors des festivités de fin d'année 2017; le marché est passé par procédure négociée sans publication préalable.

La part contributive de chacune des parties est de 50% de la charge financière liée à ce spectacle, à savoir : 50% de 25.000,00€, soit 12.500,00€.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :Article 1 : objet

Conformément à l'article 48 de la loi du 17 juin 2016, la province de Hainaut désigne la ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution du marché public conjoint de service concernant la programmation du spectacle proposé par l'ASBL les Nocturnales lors des festivités de fin d'année 2017.

Article 2 : obligations des parties

- I. La Ville et la province de Hainaut s'engagent à se fournir mutuellement l'ensemble des renseignements nécessaires pour déterminer les besoins dans le cadre du marché public conjoint repris à l'article 1 de la présente convention;*
- II. La Ville et la province de Hainaut s'engagent à prévoir les crédits budgétaires nécessaires et relatifs au marché public conjoint repris à l'article 1 de la présente convention et selon les modalités y spécifiées.*
- III. Les conditions de marché prévoiront une facturation et un paiement séparés pour chacun des participants au marché, étant entendu que chacune des parties garantira l'autre contre les conséquences liées à un retard de paiement.*

Article 3 : divers

La Ville et la province de Hainaut se tiendront mutuellement informées tout au long de la procédure et se communiqueront, dans le respect des modalités prévues, les extraits au registre des délibérations.

Article 4 : gratuité

La présente convention est conclue à titre gratuit jusqu'à la date de la dernière représentation du spectacle programmé.

Fait à TOURNAI, le 2017 en deux exemplaires ayant chacun valeur d'original, chacune des deux parties ayant reçu le sien.

Pour la ville de Tournai,

Pour la province de Hainaut,

Le Directeur général,

Le Bourgmestre faisant fonction,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS

<u>19. Fêtes de fin d'année. Convention avec l'ASBL les Nocturnales. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 10 mars 2017, le collège communal a marqué son accord sur la programmation, lors des fêtes de fin d'année 2017, du spectacle «Le Noël des cathédrales» (intitulé «Le Noël d'Anoki»), par l'ASBL les Nocturnales, en partenariat avec la province de Hainaut;

Considérant que le Noël d'Anoki est un spectacle féerique, dont l'objectif est de faire revivre la tradition de Noël au travers de récits fondateurs revisités;

Considérant que le spectacle sera proposé aux dates suivantes : 15, 16, 17, 21, 22 et 23 décembre (18 représentations);

Considérant que le financement du spectacle est assuré pour deux tiers par la production ASBL Les Nocturnales et pour le tiers restant par la ville accueillante;

Considérant que pour la Ville, la contribution serait de 25.000,00€;

Considérant qu'en sa qualité de propriétaire de la cathédrale, la province de Hainaut serait partenaire et qu'à ce titre, elle assurerait le paiement de 50% de la contribution de la Ville, soit 12.500,00€;

Considérant dès lors qu'il s'agit d'une véritable opportunité d'accueillir ce spectacle à Tournai pour les fêtes 2017, ce qui permettrait de contribuer à une ambiance féerique;

Considérant qu'en séance du 27 octobre 2017, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes de la convention visant à la passation d'un marché conjoint ayant pour objet la programmation du spectacle intitulé «Le Noël d'Anoki» proposé par l'ASBL les Nocturnales, dans la cathédrale de Tournai, lors des festivités de fin d'année 2017;

Considérant que le conseil communal est invité à marquer son accord sur ce projet de convention de marché conjoint avec l'ASBL les Nocturnales, ayant pour objet l'organisation du spectacle «Le Noël d'Anoki» dans la cathédrale de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention à conclure avec l'ASBL les Nocturnales, et ayant pour objet l'organisation du spectacle «Le Noël d'Anoki» dans la cathédrale de Tournai, et dont les termes suivent :

"Entre :

L'ASBL les Nocturnales, dont le siège se situe rue Sur Meuse 2, 4500 – HUY, ci-après représentée par M. Luc PETIT, Directeur artistique, dénommée "le prestataire", d'une part, et la ville de TOURNAI, rue Saint-Martin, 52 à 7500 – TOURNAI, ci-après représentée par MM. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Thierry LESPLINGART, Directeur général, dénommée "la Ville", d'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT:

Article 1 : OBJET

L'ASBL les Nocturnales présentera sa création «Le Noël d'Anoki» en la cathédrale de Tournai, dans le cadre des festivités de fin d'année.

Le Noël d'Anoki est un spectacle féerique, dont l'objectif est de faire revivre la tradition de Noël au travers de récits fondateurs revisités.

La présente convention a pour objectif de régler les modalités et les responsabilités des parties quant à l'organisation de l'événement dans la Ville aux dates convenues

Article 2 : REPRÉSENTATIONS ET COÛT POUR LA VILLE

- L'ASBL Les Nocturnales donnera 18 représentations de son spectacle "Le Noël d'Anoki», dans la cathédrale de Tournai, selon le calendrier ci-dessous :

Vendredi 15 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

Samedi 16 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

Dimanche 17 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

Judi 21 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

Vendredi 22 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

Samedi 23 décembre 2017 à 17 heures, 18 heures 15 et 19 heures 30

- Et ce, en contrepartie d'une contribution de la Ville de vingt-cinq mille euros.

- Les droits d'auteur et tous les droits voisins seront pris en charge par le prestataire.

Article 3 : DURÉE ET RÉSILIATION

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et se termine le dernier jour des dates reprises à l'article 2.

Article 4 : MONTAGE - DÉMONTAGE

- Le montage se fera le mardi 12 décembre 2017, de 8 heures à 2 heures du matin, par la place de l'Évêché.

- Des répétitions sont prévues les mercredi 13 et jeudi 14 décembre dans et aux abords de la cathédrale.

- Le démontage se fera le samedi 23 décembre à partir de 21 heures par la place de l'Évêché.

- Un représentant technique de la Ville sera présent sur place à l'arrivée et au départ du camion technique.

Article 5 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

- La Ville met à disposition du prestataire, dans les locaux de la maison des associations et de l'événementiel, des loges destinées à la troupe du spectacle ainsi qu'à l'entreposage des costumes et accessoires; ces loges seront disponibles chaque jour de représentation, de 16 heures à 22 heures 30, et dotées d'un accès à une connexion internet;
- La Ville fera le nécessaire pour que l'espace requis soit entièrement dégagé à l'arrivée du prestataire;
- La Ville prévoira les branchements électriques nécessaires (63A et 280V) ainsi que la mise à disposition d'un conteneur à déchets;
- La Ville assurera la promotion du spectacle via ses canaux habituels de communication (journal communal, programmes, flyers, site internet, réseaux sociaux,...), ainsi que lors de la conférence de presse qu'elle organise pour les fêtes de fin d'année.

Article 6 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

- Le prestataire s'engage à assurer les coordinations technique et logistique nécessaires;
- Le prestataire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires aux représentations du spectacle (décors, éclairages, sonorisation, costumes,...);
- En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations et les charges sociales de son personnel attaché au spectacle;
- Le prestataire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile couvrant les risques liés aux représentations des spectacles.

Article 7 : PROTECTION DES TENDANCES IDÉOLOGIQUES ET PHILOSOPHIQUES

Conformément à l'article 4 de la Loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les parties s'abstiendront de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des Lois, Décrets et Règlements.

Article 8 : LITIGES

La présente convention est régie exclusivement par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai seront seuls compétents pour trancher les éventuels litiges entre les parties.

Fait à Tournai, le, en double exemplaire original, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien

Pour la Ville,
Le Directeur général,
Thierry LESPLINGART
Le Bourgmestre faisant fonction,
Paul-Olivier DELANNOIS".

Pour l'ASBL les Nocturnales,
Le Directeur artistique,
Luc PETIT

20. Projet "prestation, orientation, suivi et encadrement " (POSE). Peines et mesures judiciaires alternatives. Convention de subventionnement pour 2016 et 2017. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le courrier de l'administration générale des Maisons de justice de la fédération Wallonie-Bruxelles, qui transmet pour approbation la convention de subventionnement pour les années 2016 et 2017 relative au projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives; Considérant que, depuis 1996, le service public fédéral Justice octroie une subvention annuelle à la Ville, en vue d'organiser l'accompagnement et le suivi des décisions judiciaires au sein d'un réseau d'intermédiaires;

Considérant que, concrètement, la subvention permet l'engagement de deux agents de niveau B, l'un à temps plein, l'autre à mi-temps, dont la mission est d'orienter chaque prestataire rencontré vers une équipe accueillante, nommée communément "lieu de prestation" en vue d'organiser l'exécution des jugements prononcés au sein de l'arrondissement judiciaire de Tournai;

Considérant que le service POSE permet l'exécution à la fois des travaux d'intérêt général (prononcés dans le cadre d'une médiation pénale) et des peines de travail autonomes (prononcées par les tribunaux de police ou correctionnel);

Considérant que ce type de sanctions consiste en un ensemble de tâches accomplies au profit de la communauté, certaines personnes pouvant être astreintes à effectuer gratuitement un nombre déterminé d'heures pendant leur temps de loisirs au sein de services publics, d'associations sans but lucratif ou de fondations;

Considérant que, pour ce faire, le service POSE collabore avec de nombreux "lieux de prestation" permettant de mettre à exécution les mesures judiciaires alternatives à la fois sur Tournai, mais également sur Rumes, Antoing et Brunehaut;

Considérant que, le 26 décembre 2015, le service public fédéral Justice a adopté un arrêté royal accordant, à dater du 1er janvier 2016, une enveloppe globale annuelle permettant de subsidier des frais de personnel et de fonctionnement, mais aussi des moyens d'actions, d'un montant total de 70.589,07€, soit une augmentation de 22.249,83€ par rapport aux années précédentes;

Vu le décret du 13 octobre 2016 adopté par le parlement de la communauté française qui prévoit, notamment, que la Ville introduise à l'avenir une demande d'agrément et de subventionnement;

Considérant que la demande d'agrément devra être introduite tous les 6 ans, que la demande de subventionnement devra, quant à elle, être renouvelée tous les 3 ans et que ces demandes respectives ont été introduites par la Ville dans le respect des délais impartis;

Considérant que la première période concernée par ces demandes s'étendra de 2018 à 2020;

Considérant qu'à défaut de convention pour l'année 2016, la fédération Wallonie-Bruxelles a rédigé une convention unique pour les années 2016 et 2017 afin de régulariser la situation;

Considérant que celle-ci prévoit la rémunération d'une personne de niveau B à temps plein et d'une personne de niveau B à mi-temps ainsi que des moyens d'action et des frais de fonctionnement et ce, pour un montant annuel total de 70.589,07€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier la convention bisannuelle 2016-2017 conclue avec le service public fédéral Justice, dont les termes suivent:

" **CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT**
concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures
judiciaires pour les années 2016 et 2017

En exécution de :

- la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois des 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016;
- l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' "AR";
- l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' "AM";

Entre,

d'une part, l'Etat représenté par le Ministre de la Justice, établi boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles,

ci-après dénommé "le Ministre",

et

d'autre part, la ville de Tournai, représentée par le conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-après dénommée "l'organisme".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**I. Dispositions générales**

1. Sous réserve des crédits disponibles, le Ministre attribue un montant annuel de **70.589,07€** à l'organisme.
2. La subvention annoncée au point 1 est destinée à l'accompagnement de :
 - **travaux d'intérêt général** prononcés sur base de l'article 216 ter, §1, du Code d'instruction criminelle
 - **peines de travail** prononcées sur base des articles 37 quinquies, 37 sexies et 37 septies du code pénal.

Le service subventionné est un service d'encadrement simple, tel que désigné à l'article 1,9° de l'AM

En cas de détachement vers une ASBL, la convention passée entre l'organisme et l'ASBL est transmise à l'administration générale des Maisons de justice

3. La subvention est attribuée pour l'engagement de :

- 1 personne niveau B à temps plein
- 1 personne niveau B à mi-temps

Détail de l'enveloppe globale :

		Total
Frais de personnel		62.839,07€
Moyens d'action	Frais administratifs	1.500,00€
	Frais de déplacement	1.750,00€
	Investissements	3.750,00€
Frais de fonctionnement		750,00€
TOTAL GÉNÉRAL		70.589,07€

La subvention est attribuée sous la forme d'une enveloppe globale annuelle. Dans cette enveloppe globale, un transfert des sommes octroyées peut être réalisé entre les frais de personnel d'une part, et moyens d'actions et frais de fonctionnement d'autre part et inversement. Ce transfert est équivalent à la somme des forfaits maximums prévus pour les moyens d'action et les frais de fonctionnement, tels que prévus à l'annexe 1 de l'AR.

4. La convention est conclue pour une période de 2 ans. Celle-ci entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et prend fin le 31 décembre 2017.
5. Le territoire d'action de l'organisme est celui défini en collaboration avec la Maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité adressé à l'administration générale des Maisons de justice.
6. La Maison de justice compétente est la Maison de justice de Tournai
7. L'administration compétente est l'administration générale des Maisons de justice, rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles. Le contrôle financier est réalisé par la direction "Partenariats" à l'AGMJH.

II. Obligations de l'organisme

1. Tout en conservant les autres obligations de l'AR et de l'AM, l'organisme a en particulier pour obligations :
 - d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;
 - d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;
 - d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;
 - de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;
 - de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.

Pour bénéficier d'un subventionnement, l'organisme et le service d'accompagnement doivent accomplir de manière effective et régulière des prestations en rapport avec la convention, ainsi que :

- satisfaire aux obligations et aux objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel;
- se soumettre aux actions de contrôle de l'administration relatives aux obligations et objectifs visées aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel;
- transmettre à l'administration, par l'intermédiaire de la Maison de justice, au plus tard le 30ème jour du mois qui suit la fin du trimestre, un rapport trimestriel, suivant un modèle établi par l'administration.

L'organisme est responsable de l'utilisation faite des subsides octroyés par le Ministre et s'engage à les gérer «en bon père de famille» et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux subventions fédérales.

2. Lors de chaque engagement de personnel, départ ou modification de contrat, l'organisme doit remplir le formulaire "Modification du personnel". Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis l'administration générale Maisons de justice - Direction partenariats - (rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date (Annexe 1 - formulaire GP1)

Pour le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, l'organisme transmettra également un dossier financier, selon les modalités prévues aux articles 32 et 33, §1er de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015. Les pièces à mettre à disposition ou à introduire dans le cadre du dossier financier sont définies à l'annexe 2 de l'AR. L'organisme s'engage à se conformer aux directives de l'administration (formulaire GP2, GP2 bis et formulaire GP3 en annexe, et l'annexe 1 de l'AR : déclaration sur l'honneur).

III. Objectifs poursuivis par le service d'encadrement

Les objectifs comprennent : les missions, la vision, le cadre judiciaire, la méthodologie, le groupe cible, le territoire d'action, et les critères d'évaluation.

1. La mission

Le service d'accompagnement a pour mission de faciliter la mise en œuvre des peines et mesures par les partenaires de la chaîne pénale: les autorités judiciaires, les Maisons de justice et, en ce qui concerne les peines de travail et travail d'intérêt général, les lieux de prestation.

Le service d'accompagnement, en tant qu'acteur communautaire et partenaire des acteurs de la chaîne pénale, apporte à la mise en œuvre des peines et mesures l'expertise qui lui est spécifique.

Le service d'accompagnement doit pour remplir sa mission:

- développer une offre répondant à la demande des partenaires de la chaîne pénale;
- accueillir et encadrer les justiciables afin qu'ils disposent de tous les dispositifs nécessaires pour satisfaire aux conditions prévues par les peines et mesures qui ont été prononcées à leur encontre;
- faire rapport aux assistants de justice qui, à leur tour, font rapport aux autorités judiciaires, du déroulement de l'exécution des mesures ou peines.

2. La vision

Le service d'accompagnement réalise sa mission selon la vision suivante:

- prévenir la commission de nouvelles infractions;
- contribuer à une justice humaine et accessible, dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

3. Le cadre judiciaire

Les peines et mesures encadrées par les services d'accompagnement sont:

- les travaux d'intérêt général qui ont été décidés en vertu de l'article 216ter, § 1er, alinéas 3 et 4, du Code d'instruction criminelle;
- les peines de travail imposées conformément aux articles 37ter, 37quater et 37quinquies du Code pénal;
- les formations qui ont été décidées sur la base de l'article 216ter, § 1er, alinéas 3 et 4 du Code d'instruction criminelle ou des articles 1 et 1bis de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ou de la loi relative à la probation autonome;
- les traitements qui ont été décidés sur la base de l'article 216ter, § 1er, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle ou de l'article 1 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation ou de l'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ou de la loi relative à la probation autonome.

4. La méthodologie

Dans sa manière de travailler, le service d'accompagnement applique les principes de base tels que définis par l'administration.

5. Le groupe cible

Le groupe cible vise toute personne envoyée par la Maison de justice dans le cadre de la mise à exécution d'une peine ou d'une mesure visée au point I.2.

6. Le territoire d'action

Le service d'accompagnement travaille sur le territoire tel que défini à l'article au point I.5.

Le service d'accompagnement encadre tous les justiciables appartenant à son groupe cible qui lui sont envoyés et qui doivent accomplir leur peine ou mesure sur ce territoire. Si, pour des raisons particulières, la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service d'accompagnement transmettra l'information à la Maison de justice. Dans ce cas qui doit rester exceptionnel, le service d'accompagnement fournira toutes les motivations de son refus.

7. Les critères d'évaluation

Le service d'accompagnement accomplit sa mission en respectant des critères quantitatifs et qualitatifs.

Pour pouvoir juger du respect des critères quantitatifs, des zones sont définies. Pour pouvoir juger du respect des critères qualitatifs, l'administration prévoit des indicateurs objectivables.

Les critères, que le service d'accompagnement doit prendre en compte, sont annexés à cette convention (Annexe 4).

IV. Obligations du Ministre

Sans préjudice des droits et obligations de l'AR et de l'AM, le Ministre met à disposition de l'organisme les crédits correspondant à la subvention prévue par la convention. L'Office des régimes particuliers de sécurité sociale est chargé du paiement de cette subvention.

Sous réserve des crédits disponibles, la liquidation des allocations dues est réalisée selon un système d'avance/solde. Le pourcentage de ces avances est calculé sur une base annuelle.

L'avance de l'allocation est fixée à 80% du montant de l'allocation annuelle. Le solde de l'allocation est versé après contrôle des dépenses introduites par l'organisme [Annexe 2 – formulaire GP2 (en ce compris l'annexe 2bis) et l'annexe 3 –formulaire GP3] et clôture du décompte annuel définitif.

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant l'organisme et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle, voire entière, de l'intervention.

Toute décision de procéder à la suppression, voire à la récupération de l'intervention, est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

V. Mise à disposition du personnel

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une ASBL. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association, conformément à l'article 2, §2, de l'AR. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

VI. Dispositions finales

L'organisme fournit les ressources nécessaires à l'exécution de la convention durant le temps qui est nécessaire au traitement du dossier financier.

Les parties peuvent de commun accord apporter des modifications à la convention. Le cas échéant, les modifications sont reprises dans un avenant.

Les parties peuvent mettre fin prématurément à la convention d'un commun accord.

Les parties peuvent résilier le contrat unilatéralement par lettre recommandée, à condition d'observer une période de six mois de préavis.

La présente convention est signée en deux exemplaires. Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
Koen GEENS

Pour l'organisme :

Le Bourgmestre faisant fonction,
Paul-Olivier DELANNOIS
Le Directeur général,
Thierry LESPLINGART

Bruxelles, le ...".

21. Accueil temps libre. Rapport d'activités 2016-2017 et plan d'action 2017-2018.
Information.

Monsieur le Bourgmestre empêché Rudy DEMOTTE et Monsieur le Conseiller communal Brieuc LAVALLEE rentrent en séance.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous pouvons témoigner que la commission fonctionne bien et que l'équipe administrative fonctionne bien également. Je rends dès lors hommage à l'échevin Philippe ROBERT qui anime l'équipe et ces réunions.

Je voulais malgré tout revenir sur les propositions qui ont été faites lors d'une de ces réunions, en écho à ce qui était dit au sujet du schéma de structure communal. On a dit qu'il fallait améliorer l'équipement public. Il a été rappelé par ailleurs que la population dans la tranche d'âge 20-30 ans était en net recul. J'avais fait la proposition dans le projet que la plaine de jeux de l'avenue Bozière puisse être accessible en dehors des horaires des plaines de jeux et de l'accueil temps libre proprement dit, qu'elle devienne en quelque sorte une plaine de jeux accessible au public, selon des horaires à convenir. Nous ne sommes pas très riches en équipements de ce type à Tournai. Je demande d'envisager la possibilité d'ouvrir cette plaine à l'ensemble du public. Ce n'est pas grand chose. Ce n'est pas cela qui va nécessairement attirer les familles. Mais comme on dit, les petits ruisseaux font les grandes rivières."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Depuis quelques années, on observe une diminution de qualité dans l'encadrement au sein des plaines de jeux : peu de gens formés, peu de matériel. Nous l'avons déjà demandé lors d'un précédent conseil, mais nous réinsistons dans la mesure où un groupe de travail se met en place, de travailler sur le projet avec les personnes impliquées dans les plaines de jeux et d'insister sur l'importance de la formation. Beaucoup de jeunes motivés sortent dégoûtés de leur expérience dans certaines plaines de jeux. Ils sont tout simplement scandalisés de ce qui s'y passe. Ça ne peut plus continuer.

Pour le volet administratif, pourrait-on être attentif à payer les animateurs à la fin de leur contrat et non trois mois, après parce que ça ne motive pas beaucoup ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRACKELAERE**, répond comme suit à ces interventions :

"On focalise beaucoup sur les centres de vacances, plutôt que sur les plaines de jeux, autrement appelés "centres de vacances". J'ai pris note de la réflexion de Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE. Pour ce qui concerne l'intervention de Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, je me suis rendu compte qu'il y avait des problèmes et qu'il fallait améliorer les choses. J'abonde donc dans votre sens avec l'ONE pour tenter de donner du sens à ce centre de vacances, qu'il ne doit pas être une garderie en plein air.

En ce qui concerne les paiements, il faut savoir qu'il y a trois services concernés : les centres de vacances qui doivent enregistrer les prestations, la direction des ressources humaines qui gère les crédits, et la direction financière et comptable. Il y avait des retards de paiement. Mais depuis 2 ans, on a remis les choses en place. J'y veille personnellement. Je veille à réduire les délais de paiement, tout en précisant que cela passe par trois services.

Pour le reste, un projet est proposé pour donner du sens à ces plaines de jeux, en accord avec l'ONE et avec les responsables de l'accueil temps libre. Nous travaillons sur un beau projet. Je peux vous le présenter si vous le souhaitez."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, poursuit :

"Il faut savoir que l'accueil temps libre organise aussi quelques centres de détente notamment à Havinnes, Gaurain et Templeuve. Cela n'a rien à voir avec les plaines de jeux qui sont organisées par le service jeunesse.

A propos de la formation des moniteurs de plaines de jeux, nous devons constater que cette formation doit malheureusement se faire en internat alors qu'auparavant, une seule activité était organisée en internat et on avait des moniteurs de qualité. Il y en avait beaucoup à l'époque, parce que cela ne coûtait pas grand chose. Maintenant, cela se fait en internat. Cela coûte de l'argent aux jeunes. Cela pose un problème. A noter que ceci procède d'une directive d'un ministre ECOLO. C'est dommage parce que cela prive certains jeunes d'une possibilité de formation."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, revient à cet égard sur une proposition qu'il a formulée précédemment, celle, pour la ville, d'assumer elle-même le financement des formations.

Cette dernière intervention clôture le débat sur ce point.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la coordination accueil temps libre assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire et qu'elle est subsidiée par la fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire qui détermine les dispositions légales liées aux outils mis à disposition des coordinateurs dans le but de les aider à s'organiser dans la réalisation de leurs objectifs fixés par le programme CLE (coordination locale pour l'enfance), à savoir un rapport d'activités et un plan d'action;

Considérant que le décret, dans son article 11/1, §1, précise pour le plan d'action :

"La commission communale de l'accueil (CCA) définit, chaque année, les objectifs prioritaires concernant la mise en œuvre et le développement qualitatif et quantitatif du programme CLE visé à l'article 8. Le coordinateur ATL, visé à l'article 17, traduit ces objectifs prioritaires en actions concrètes dans un plan d'action annuel. Le plan d'action annuel couvre la période de septembre à août. Il doit être présenté, débattu et approuvé par la CCA. Il est ensuite transmis au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.";

Considérant que ce même décret, dans son article 11/1, §2, précise pour le rapport d'activités :

"la réalisation du plan d'action annuel est évaluée par la CCA. Les résultats de cette évaluation sont repris dans le rapport d'activité du coordinateur ATL visé à l'article 17. Le rapport d'activité est transmis pour information aux membres de la CCA, au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.";

Considérant que le rapport d'activités lié au plan d'action 2016-2017 et le plan d'action 2017-2018 ont été réalisés et approuvés à l'unanimité le 2 octobre 2017 par la commission communale de l'accueil (CCA) et envoyés à l'office de la naissance et de l'enfance le 27 octobre 2017;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

du rapport d'activités 2016-2017 et du plan d'action 2017-2018 de la coordination accueil temps libre, dont les termes suivent :

"

Rapport d'activités 2016-2017

Commentaires libres :

En 2016-2017, tous les objectifs ont été entièrement atteints sauf le point 12 par faute d'outils (cartographie et site internet), et le point 14 qui ne l'a été que partiellement puisqu'une intervention concrète n'a été possible que dans les locaux communaux, les locaux extérieurs ne pouvant faire l'objet que de conseils. Deux grands chantiers ont été entamés, à savoir l'accueil centralisé au centre Bozière via un accord de principe décidé par le collège communal (le budget restant une grande étape à franchir), et l'amélioration de la qualité de l'accueil dans les centres de vacances via la formation et l'accompagnement du personnel encadrant des enfants par les coordinatrices ATL et les coordinatrices accueil de l'office de la naissance et de l'enfance (ONE), en étroite collaboration avec le service jeunesse. Ces deux grands projets s'étendront sur plusieurs plans d'actions.

Evaluation :

Actions	L'activité prévue a-t-elle été organisée ?	Expliquez brièvement pourquoi. Quels ont été les facilitateurs ? Quelles ont été les difficultés rencontrées ?	Autres indicateurs : partenaires engagés dans la réalisation de l'action, moyens dégagés,... (facultatif)
1. Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces périodes	oui entièrement		Service communication de la Ville pour la création d'un lien et la diffusion via sa page Facebook
2. Encourager les opérateurs à accueillir des enfants à besoins spécifiques dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités	oui entièrement	La sous-commission inclusion a poursuivi ses travaux. Une capsule de sensibilisation destinée aux opérateurs va être créée	Membres de la sous-commission, partenaires, accueillants et parents d'enfants porteurs de handicap

3. Veiller à la mise à jour du site accueildesenfants.be	oui entièrement	Attention, le site connaît toujours des dysfonctionnements dus à l'hébergement ou au manque de maintenance... La gestionnaire arrive cependant à maintenir le site à jour en mettant à profit les périodes de bon fonctionnement	
4. Suivre des formations permettant d'alimenter le travail de coordination	oui entièrement	Les coordinatrices ont suivi des formations en 2016-2017. La nouvelle coordinatrice a suivi la formation pour les nouveaux coordinateurs: "ma fonction de coordinateur", "découvrir le référentiel 3-12 ans"	
5. Participer aux plateformes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE	oui entièrement	Les coordinatrices ont participé aux plateformes du 20 mars et du 19 septembre 2017	
6. Participer à des réunions entre coordinatrices du réseau local	oui entièrement	Une réunion a été organisée en 2016-2017 mais les coordinatrices sont régulièrement en contact.	Les coordinations des communes limitrophes à Tournai
7. Assurer le suivi des agréments en cours et apporter notre aide pour la rédaction et l'introduction d'éventuelles nouvelles demandes d'agrément	oui entièrement	Nous avons aidé 1 opérateur à introduire une demande d'agrément. Nous avons aidé à la rédaction d'un projet d'accueil et à la correction d'une demande faite en 2016. Nous rappelons leurs obligations aux opérateurs agréés et subventionnés. Nous leur proposons également des formations groupées afin de les aider à respecter leurs obligations en termes de formation du personnel.	
8. Gérer et compléter en fonction des besoins le système de prêt de matériel à destination des opérateurs	oui entièrement	La promotion des malles est faite régulièrement aux opérateurs	
9. Organiser au minimum deux réunions de la CCA par an	oui entièrement	Deux CCA ont été organisées le 15 mai et le 2 octobre 2017	

10. Créer un outil d'échange de service entre opérateurs de type plateforme ou forum, et développer un site internet permettant d'améliorer la visibilité de notre service	oui entièrement	Nous avons rencontré le service communication afin d'affiner nos demandes et de définir nos besoins.	Service communication
11. Améliorer la visibilité de notre service par l'organisation de stands lors d'événements en lien avec l'enfance	oui entièrement	La coordination a participé au Kid's festival et au marché aux fleurs afin d'entretenir la visibilité du service : distribution de magnets et de nouveaux flyers, et inscription à la newsletter	
12. Augmenter l'offre des activités dans les villages autres que les plaines, et permettre une meilleure accessibilité à l'accueil extrascolaire	non	Nous attendons l'outil informatique adapté à la création d'une cartographie afin de déterminer les besoins dans les villages. Dans le prochain plan d'action, nous parlerons davantage d'"informer sur l'offre" plutôt que d'"augmenter l'offre" qui est sans doute un peu ambitieux.	Service communication
13. Travailler sur la qualification des animateurs de plaines en collaboration avec le service jeunesse	oui entièrement	Une journée de formation destinée aux chefs de plaine a été organisée le 1er avril. Des visites de plaines conjointes (coordinatrice accueil et coordination ATL) ont été réalisées durant l'été de façon à créer une collaboration constructive avec le service jeunesse	Coordinatrice accueil, service jeunesse, coordination ATL de Châtelet, Charleroi et Tournai

14. Améliorer la qualité des locaux d'accueil extrascolaire en termes de sécurité et de capacité d'accueil	oui partiellement	Si la coordination peut sensibiliser, aménager, travailler en collaboration avec le SIPP au niveau des locaux communaux, elle peut difficilement intervenir autrement qu'en termes de conseils sur les locaux des opérateurs extérieurs	
15. Entamer le projet de création d'un accueil centralisé pour les périodes non ou mal couvertes par l'offre d'accueil : le mercredi après-midi dans certaines écoles, les journées pédagogiques, début juillet et fin août, etc.	oui entièrement	Le projet de réfection du centre Bozière a commencé par une visite avec les coordinatrices accueil et une estimation financière des travaux, mais l'inscription du chantier au budget 2018 est actuellement à l'étude. Le collège a cependant donné son accord de principe sur la création d'un accueil centralisé pour les périodes non ou peu couvertes jusqu'à présent ainsi que pour le mercredi après-midi, et ce pour tous les réseaux confondus.	Service jeunesse, service travaux, budget ville, accueil extrascolaire, centres de vacances.
16. Diversifier l'offre de stages dans les domaines mal couverts comme la cuisine, la nature, l'environnement, etc.	oui entièrement	La coordination a sensibilisé le service jeunesse sur l'importance de garder et de développer des activités en lien avec la nature et l'environnement. Elle a cependant peu d'impact sur les opérateurs extérieurs.	Service jeunesse
17. Organiser des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs demandeurs	oui entièrement	La coordination a organisé trois formations à destination des accueillants: accueil des 10-12 ans, Premiers soins aux enfants et désobstruction pédiatrique, et accompagnement d'équipe.	

Plan d'action 2017-2018

Objectifs prioritaires de la commission communale de l'accueil :

1. Informer les familles sur les activités extrascolaires pour les 2,5-12 ans sur le territoire de la commune
2. Coordonner l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans sur le territoire de la commune
3. Améliorer la qualité de l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans dans les structures existantes
4. Varier ou adapter l'offre en matière d'accueil extrascolaire afin de répondre aux besoins non satisfaits sur la commune
5. Organiser des formations pour les coordinatrices et les opérateurs et des échanges de pratique pour les coordinatrices
6. Soutenir de manière concrète les opérateurs (nouveaux ou existants) et effectuer des visites de terrain
7. Favoriser l'inclusion d'enfants à besoins spécifiques dans les activités ordinaires.

Commentaires libres :

Cette année, en plus des actions obligatoires et des actions en cours, la coordination va mettre l'accent sur la qualité de l'accueil dans les centres de vacances à la demande de l'ONE. La journée Loisirama qui a pour objectif d'informer les familles sur l'offre en matière d'accueil extrascolaire sera organisée durant le plan d'action. Les objectifs prioritaires et les actions s'y référant restent les mêmes.

Plan d'action annuel de la coordination (actions concrètes à réaliser) :

Actions concrètes à réaliser	Axe de coordination	En rapport avec l'analyse des besoins, quel aspect de l'amélioration de l'accueil a été principalement développé par l'action	Objectif prioritaire que l'action vise à réaliser ici reprendre numéro de l'objectif prioritaire (cfr ci-dessus).	Commentaires libres
1. Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces périodes	Mise en œuvre de la coordination	Information des parents	1, 2 et 6	La newsletter sera encore améliorée et diffusée plus largement
2. Encourager les opérateurs à accueillir des enfants à besoins spécifiques dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités	Mise en œuvre de la coordination	Qualité des services	4, 6 et 7	Une capsule vidéo destinée aux opérateurs d'accueil va être créée en collaboration avec les accueillantes.
3. Veiller à la mise à jour du site accueildesenfants.be	Mise en œuvre de la coordination	Information des parents	1, 2 et 6	
4. Suivre des formations permettant d'alimenter le travail de coordination	Mise en œuvre de la coordination	Formation du personnel	5	
5. Participer aux plateformes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE	Mise en œuvre de la coordination	Formation du personnel	5	

6. Participer à des réunions entre coordinatrices du réseau local	Mise en œuvre de la coordination	Formation du personnel	5	
7. Assurer le suivi des agréments en cours et apporter notre aide pour la rédaction et l'introduction d'éventuelles nouvelles demandes d'agrément	Accompagnement du développement de la qualité	Qualité des services	6	
8. Gérer et compléter en fonction des besoins le système de prêt de matériel à destination des opérateurs	Mise en œuvre de la coordination	Coordination et partenariat entre opérateurs	6	
9. Organiser au minimum deux réunions de la CCA par an	Mise en œuvre de la coordination	Coordination et partenariat entre opérateurs	2	
10. Créer un outil d'échange de service entre opérateurs de type plateforme ou forum, et développer un site internet permettant d'améliorer la visibilité de notre service	Mise en œuvre de la coordination	Coordination et partenariat entre opérateurs	1, 2 et 6	Nous allons interroger les opérateurs afin de cibler leurs besoins en la matière
11. Améliorer la visibilité de notre service par l'organisation de stands lors d'événements en lien avec l'enfance	Mise en œuvre de la coordination	Coordination et partenariat entre opérateurs	1 et 6	
12. Informer sur l'offre des activités dans les villages autres que les plaines, et permettre une meilleure accessibilité à l'accueil extrascolaire	Développement du secteur de l'accueil des enfants principalement de 2,5 ans à 12 ans sur le territoire de la commune	Couverture géographique	4	Nous souhaitons créer une cartographie des activités qui pourra à la fois informer les familles et permettre aux nouveaux opérateurs de s'implanter où il y a de la demande non rencontrée. Cette cartographie sera liée au site et au forum
13. Travailler sur la qualité de l'accueil en centre de vacances en collaboration avec le service jeunesse	Accompagnement du développement de la qualité	Formation du personnel et qualité des services	3	Suite aux visites et recommandations faites aux centres de vacances, la coordination va travailler en étroite collaboration avec le service jeunesse de la ville de Tournai et l'ONE.

14. Faire évoluer le projet de création d'un accueil centralisé pour les périodes non ou mal couvertes par l'offre d'accueil : le mercredi après-midi dans certaines écoles, les journées pédagogiques, début juillet et fin août, etc.	Développement du secteur de l'accueil des enfants principalement de 2,5 ans à 12 ans sur le territoire de la commune	Potentiel d'accueil (offre)	4	Ce projet s'étendra certainement sur plusieurs plans d'actions. Le budget a été déposé au Collège afin d'inscrire les dépenses en 2018 (le projet est à l'étude au moment où nous votons ce plan d'action)
15. Organisation du salon Loisirama à destination des familles	Mise en oeuvre de la coordination	Information des parents	1, 2 et 6	La coordination va organiser le salon biennal de l'accueil extrascolaire le 26 mai 2018
16. Organiser des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs demandeurs	Accompagnement du développement de la qualité	Formation du personnel	3, 5 et 6	

22. Centrale de marchés de la province de Hainaut. Nouvelle convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa décision du 29 mai 2017 d'adhérer à la centrale de marchés de la province de Hainaut et d'approuver les termes de la convention d'adhésion;

Considérant que pour des raisons d'opportunité, la province de Hainaut a souhaité recentrer l'activité de sa centrale de marchés au regard de son champ territorial et réorganiser son fonctionnement;

Considérant qu'à cette occasion, une nouvelle convention d'adhésion a été établie et adressée à la Ville le 12 octobre 2017;

Considérant qu'il revient au conseil communal d'approuver les termes de cette nouvelle convention d'adhésion ainsi que le règlement général qui y est annexé;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE:

1. Les termes de la nouvelle convention d'adhésion à la centrale de marchés de la province de Hainaut :

«

PROVINCE DE HAINAUT
CONVENTION D'ADHÉSION

LA VILLE DE TOURNAI

dont les bureaux sont situés rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai,
valablement représenté par

Nom :	LESPLINGART	DELANNOIS
Prénom :	Thierry	Paul-Olivier
Fonction :	Directeur général	Bourgmestre faisant fonction
E-mail :	

Conformément à la délibération du conseil communal du 27 novembre 2017;

Déclare adhérer à la centrale organisée par la province de Hainaut et au règlement qui figure en annexe à la présente.

La centrale de marchés a pour but de fournir à ses adhérents un soutien dans la négociation et la conclusion de contrats et de marchés et ce, pour satisfaire à des besoins d'infrastructures, de services et de fournitures.

Pour ce faire, la centrale de marchés de la province de Hainaut peut conclure au bénéfice de ses adhérents des marchés ou des accords-cadres en application de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

En application de cette loi, le pouvoir adjudicateur qui recourt au service d'une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même la procédure de passation.

Cette adhésion permet au pouvoir adjudicateur bénéficiaire d'accéder aux services proposés par la centrale de marchés et donc de bénéficier, de manière générale, s'il le souhaite de l'ensemble des marchés ou accords-cadres conclus par la centrale de marchés.

Cette adhésion ne confère à la centrale aucune exclusivité, le pouvoir adjudicateur bénéficiaire étant libre de conclure par lui-même son marché suite à la mise en œuvre d'une procédure de passation de marchés publics.

Cette adhésion est régie au surplus par les dispositions du règlement de la centrale qui figure en annexe, pour faire partie intégrante de la convention d'adhésion.

Fait à Tournai le 2017

Signature :

Le Directeur général,

Thierry LESPLINGART

Adopté par le conseil provincial

En séance à Mons, le 26 septembre 2017.

Le Directeur général provincial,

Le Bourgmestre faisant fonction,

Paul-Olivier DELANNOIS

La Présidente du Conseil,»

2. Le règlement général de la centrale de marchés de la province de Hainaut (annexe à la convention) :

«Vu la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE, qui constate dans son considérant 69 :

«Que les techniques de centralisation des achats sont de plus en plus utilisées dans la plupart des États membres. [...] Que du fait de l'importance des volumes achetés, ces techniques peuvent permettre d'accroître la concurrence et devraient aider à professionnaliser la commande publique. En conséquence, il y a lieu de prévoir, au niveau de l'Union, une définition de la centrale d'achat destinée aux pouvoirs adjudicateurs, en précisant que ces centrales opèrent de deux manières différentes. Elles devraient pouvoir agir, en premier lieu, en tant que grossistes en achetant, stockant et revendant ou, en second lieu, en tant qu'intermédiaires en attribuant des marchés, en exploitant des systèmes d'acquisition dynamiques ou en concluant des accords-cadres destinés aux pouvoirs adjudicataires. Elles pourraient jouer ce rôle d'intermédiaire, dans certains cas, en menant de manière autonome les procédures d'attribution applicables, sans avoir reçu d'instructions détaillées des pouvoirs adjudicateurs concernés, et, dans d'autres cas, en menant les procédures d'attribution applicables sur instructions des pouvoirs adjudicateurs concernés, en leur nom et pour leur compte. En outre, des règles devraient être arrêtées pour répartir les responsabilités quant au respect des obligations prévues par la présente directive entre la centrale d'achat et les pouvoirs adjudicateurs qui effectuent leurs achats auprès de celle-ci ou par son intermédiaire. Lorsque la centrale d'achat assume seule la responsabilité du déroulement des procédures de passation de marché, elle devrait aussi assumer seule la responsabilité directe de la légalité des procédures.[...]»

Vu la loi du 17 juin 2016, entrée en vigueur le 30 juin 2017 et ses arrêtés d'exécution;

Considérant que le mécanisme de centrale permet, au travers d'une coordination et d'une centralisation, une rationalisation de moyens en évitant le double emploi de personnel, de capacités, de moyens budgétaires et matériels;

Considérant qu'une centrale de marchés a été mise en place par la Province en 2007;

Que cette centrale connaît un succès important, en témoigne son nombre d'adhérents;

Que, par une décision du 26 septembre 2017, les autorités compétentes de la Province ont décidé de recentrer leurs activités et de réserver le bénéfice de la centrale aux différents pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires situés sur le territoire provincial;

Que, par conséquent, certains pouvoirs adjudicateurs ne pourront plus bénéficier des activités de la centrale;

Considérant que les autorités de la Province entendent profiter de cette réorientation pour fixer un nouveau cadre pour la passation des marchés lancés par cette centrale;

Que le présent règlement a, par conséquent, été adopté afin d'être soumis et approuvé par les différents adhérents à la centrale :

PARTIE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

• Définitions

Pour l'application de la présente, il faut entendre par :

- Centrale de marchés ou centrale : le pouvoir adjudicateur, en l'espèce la province de Hainaut, qui passe des marchés publics ou conclut des accords-cadres de travaux, fournitures et services au sens de l'article 2, 6°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. La centrale se charge du lancement, de la passation et de la conclusion du marché public. Elle n'est pas responsable de l'exécution des marchés publics qu'elle lancerait.
- Pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB) ou adhérent : le pouvoir adjudicateur situé sur le territoire de la province de Hainaut qui adhère au présent règlement afin de bénéficier de la centrale;
- Règlement : le présent règlement régissant la centrale pour la passation, l'attribution et la conclusion de marchés publics.

• Objet du règlement

Le règlement fixe les conditions de participation à la centrale.

Le règlement fixe également les règles relatives à la passation, l'attribution et la conclusion des marchés passés par la centrale au profit des PAB.

• Entrée en vigueur et durée

Le règlement entre en vigueur à la date de son adoption par la Province. Il fait l'objet d'une convention d'adhésion par le PAB.

Il peut être mis en œuvre, quel que soit le nombre de participants à la centrale.

Sauf décision de prorogation par les autorités compétentes de la Province, le règlement et la centrale sont établis pour une durée déterminée prenant fin au 31 décembre 2020, étant entendu que les marchés décidés ou en cours à cette date seront menés et suivis jusqu'à leur terme, aux conditions du règlement.

• Modalités de résiliation

Chacune des parties peut mettre fin à la présente convention à tout moment, moyennant un courrier adressé par recommandé à l'autre partie. Cette résiliation n'a pas d'incidence sur les marchés en cours d'exécution pour le PAB. Celui-ci reste également lié par les marchés en cours d'attribution au sein de la centrale et pour lesquels il a marqué son accord conformément à l'article 8 et à l'article 13.

PARTIE II : CONDITIONS DE LA CENTRALE

• Rappel du cadre légal régissant les relations dans le cas d'une centrale

Un PAB qui passe des travaux, fournitures ou services par le biais d'une centrale proposant des activités d'achat centralisées ou par le biais de marchés attribués par la centrale est considéré comme ayant respecté les obligations relatives à la passation des marchés publics, pour autant que la centrale ait elle-même respecté la réglementation relative aux marchés publics.

Il est également rappelé que l'attribution à une centrale d'un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées peut intervenir sans appliquer les procédures de marchés publics, conformément à ce que prévoit l'article 37 de la directive 2014/24/UE et l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

• Champ d'application du règlement

Le règlement régit la conception, la passation, l'attribution et la conclusion de tous les marchés passés par la province de Hainaut en sa qualité de centrale au profit des PAB.

- Adhésion au règlement

La province de Hainaut communique le règlement aux PAB.

Les PAB intéressés par la centrale manifesteront par écrit auprès de la Province leur volonté d'adhérer au règlement de la centrale. Un formulaire d'adhésion sera mis à leur disposition par la centrale. L'acceptation des nouveaux PAB est décidée souverainement par le conseil provincial.

Dans le chef de l'adhérent, l'adhésion au règlement de la centrale emporte uniquement s'il accepte les conditions de fonctionnement de la centrale pour les marchés qu'il entend confier à celle-ci.

Dans le chef de la Province, l'adhésion d'un PAB au règlement de la centrale n'emporte pas l'obligation pour cette dernière d'accepter de gérer tous les marchés qu'un adhérent voudrait lui confier.

La possibilité d'adhérer à la centrale n'est pas limitée aux PAB y ayant adhéré lors de son lancement.

- Marchés susceptibles d'être conclus par la centrale

Acquisition de fournitures scolaires, matériel éducatif et créatif

Distribution d'envois de correspondance au départ de la Belgique

Acquisition de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle

Acquisition d'électroménager

Mise à disposition de photocopieurs numériques

Acquisition de matériel de laboratoire

Acquisition de matériel informatique

Location de containers hygiéniques

Acquisition d'équipements numériques

Acquisition de gasoil de chauffage et de diesel routier

Acquisition de produits de laboratoire

Enlèvement de déchets divers

Lutte contre les nuisibles

Acquisition de divers paillages

Acquisition de produits de coiffure

Acquisition de matériel informatique pédagogique

Fourniture de serveurs en achat et location

Mise à disposition et entretien de tapis.

Cette liste est donnée à titre d'exemple. La centrale reste libre d'ouvrir ou non ces marchés aux PAB.

La centrale peut également ouvrir des marchés non repris dans cette liste. Dans cette hypothèse, une convention spécifique sera soumise aux PAB et devra être approuvée par l'autorité compétente.

- Répartition des rôles et responsabilités quant à l'attribution et à l'exécution du marché
La centrale est chargée de la conception, du lancement, de la passation, de l'attribution et de la conclusion du marché. Sans que cette énumération ne soit limitative, elle est chargée notamment des étapes suivantes : publication de l'avis de marché s'il y a lieu, rédaction des documents du marché, sélection des candidats, comparaison des offres, adoption et notification des décisions de sélection et/ou d'attribution du marché.
La centrale s'engage à tout mettre en œuvre pour la réalisation du marché, mais ne peut garantir que la procédure aboutira effectivement à la conclusion du marché : son obligation n'est que de moyens.
La centrale n'est pas responsable de l'exécution du marché. Il est expressément convenu que seuls les PAB sont responsables de celle-ci, pour toutes ses phases. Ainsi, sans être exhaustif, chaque PAB s'engage, pour les commandes la concernant, à supporter toutes les conséquences directes ou indirectes, même judiciaires, de tout manquement, d'un éventuel retard ou d'un défaut de paiement.
Les PAB ne supportent aucun coût pour les tâches assumées par la centrale en vertu du présent règlement.
- Confidentialité
Sans préjudice de leurs obligations légales et réglementaires en matière de motivation et d'information, les parties s'engagent à traiter confidentiellement les clauses et conditions des marchés publics dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exécution du Règlement.
- Contentieux
Tout contentieux concernant exclusivement l'attribution du marché attribué par la centrale sera géré exclusivement par celle-ci.
Tout contentieux concernant exclusivement l'exécution du marché sera géré en toute autonomie par le PAB.
Tout contentieux entre parties relatif au présent Règlement fera d'abord l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les Parties. Il en est notamment ainsi en cas de désaccord entre le PAB et la centrale sur la bonne procédure de passation d'un marché confié à la centrale. A défaut, les juridictions de l'arrondissement judiciaire de Mons seront compétentes pour connaître du litige et le droit belge sera applicable.

PARTIE III : PASSATION DES MARCHES PAR LA CENTRALE

- Règles applicables aux marchés
Les marchés passés par la centrale sont, notamment, soumis à :
 - la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
 - l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
 - la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
 - l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
 L'identification qui précède est faite à titre indicatif, et ne porte pas préjudice à d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires.

- Participation à un marché

La centrale informera par courriel les adhérents des marchés qu'elle entend lancer ainsi que les éléments essentiels de la procédure envisagée. Si l'adhérent souhaite pouvoir bénéficier de ce marché, il se manifestera par courriel à l'adresse communiquée lors de la demande dans les 15 jours ouvrables en communiquant une estimation du volume de ses commandes. À défaut de manifestation écrite dans le délai, il ne pourra plus bénéficier du marché.

L'attention des parties est attirée sur l'importance de l'estimation, car c'est sur cette base que la centrale choisira la procédure de passation et que les soumissionnaires seront invités à déposer offre.

L'adhésion à un marché déterminé sera prise par l'organe légalement compétent au sein du PAB.

- Documents du marché

Les documents de marché seront rédigés par la centrale qui les soumettra à la procédure de contrôle administratif et de tutelle s'il y a lieu.

Aux fins de l'établissement des documents de marché visés ci-avant, le PAB fournit à la centrale les données de nature administrative et technique permettant la rédaction de ceux-ci.

Le cahier spécial des charges désignera la centrale comme pouvoir adjudicateur responsable pour la passation, l'attribution et la conclusion du marché.

Le cahier spécial des charges indiquera clairement qu'il s'agit d'un marché réalisé dans le cadre d'une centrale ainsi que le(s) PAB concerné(s).

- Sélection et attribution

Le rapport de sélection et le rapport d'attribution seront adoptés par la centrale qui les soumettra à la procédure de contrôle administratif et de tutelle s'il y a lieu.

Ainsi, et sans que ce soit limitatif, dans le cas où aucune offre régulière correspondant aux conditions du marché n'a été introduite, la centrale ne peut être tenue responsable de cet état de fait. En pareil cas, la centrale détermine, après avoir demandé l'avis des PAB concernés, s'il y a lieu de relancer le marché.

- Exécution du marché

Chaque PAB est responsable individuellement de l'exécution du marché.

Chaque PAB paie directement à l'adjudicataire les prestations exécutées pour son compte et supporte les coûts supplémentaires résultant de modifications, adjonctions ou suppressions relatives aux prestations exécutées pour son compte.

Chaque PAB prend à sa charge les intérêts de retard et autres indemnités éventuelles dues à l'adjudicataire en raison de ses retards ou défauts de paiement.

Chaque PAB supporte les coûts des indemnités dues par son fait ou découlant de toute condamnation qui serait prononcée contre elle dans le cadre de l'exécution du marché. Au cas où la mauvaise exécution par une des parties d'une quelconque de ses obligations entraîne des frais supplémentaires, la partie défaillante est tenue de rembourser ces frais.

Il n'y a pas de solidarité entre parties.

En cas de défaut d'exécution ou de mauvaise exécution par l'adjudicataire, chaque PAB est individuellement responsable de la récupération auprès de l'adjudicataire des éventuels frais, dommages et intérêts qui lui seraient dus.

Adopté par le conseil provincial

En séance à Mons, le 26 septembre 2017.

Le Directeur général provincial,

La Présidente du conseil,».

23. ASBL "PoWalCo" (plateforme wallonne de coordination des chantiers).
Adhésion. Statuts. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau;

Considérant que ce décret prévoit la création par le gouvernement d'un portail informatique sécurisé permettant la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations, la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture de chantiers;

Considérant que ce même décret contraint les communes, en tant que gestionnaires de voiries et de réseaux de canalisations le cas échéant, visées par l'article 8 de ce même décret, à adhérer à ladite plate-forme et à en utiliser les fonctionnalités au fur et à mesure de leur développement;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 8 octobre 2015 relatif au portail informatique prévu à l'article 43 du décret du 30 avril 2009, désignant l'association sans but lucratif

"PoWalCo ASBL" comme gestionnaire exclusif du portail informatique sécurisé;

Vu l'article 6 des statuts de l'ASBL PoWalCo déposés au greffe du tribunal de commerce de Liège, division Namur, le 5 novembre 2015 et publiés au Moniteur belge le 17 novembre 2015, précisant que sont membres adhérents toutes les personnes physiques ou morales qui disposent du droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers, et qui sont admises par le conseil d'administration de l'association et en ordre de cotisation;

Considérant que la Région wallonne impose l'utilisation de ce portail informatique afin de réglementer l'élaboration des chantiers sur le domaine public communal et régional;

Considérant qu'en séance du 24 mars 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'adhérer au site de l'ASBL PoWalco;

Considérant que cette adhésion à la plate-forme nécessite l'adhésion à l'ASBL qui en est gestionnaire ainsi que l'approbation de ses statuts;

Considérant qu'en vertu de l'article 8 des statuts de l'ASBL PoWalCo, il est possible de se rétracter à tout moment par simple courrier postal adressé au siège de l'ASBL;

Considérant l'engagement régional de neutralité budgétaire et la volonté politique d'assumer au niveau régional la cotisation des communes wallonnes pour la participation à ladite ASBL PoWalCo;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/06/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'adhérer à l'ASBL PoWalCo (plate-forme wallonne de coordination des chantiers);
- d'approuver ses statuts libellés comme suit :

PLATEFORME WALLONNE DE COORDINATION DES CHANTIERS **STATUTS COORDONNÉS**

Coordination des statuts

Association sans but lucratif constituée sous la dénomination "PLATEFORME WALLONNE DE COORDINATION DES CHANTIERS", association sans but lucratif ou ASBL, en abrégé "POWALCO ASBL", par l'assemblée générale constitutive en date du 29 octobre deux mille quinze, ayant approuvé les statuts conformément à la loi du vingt-sept juin mille neuf cent vingt et un, loi sur les associations dans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, lesquels statuts ont été publiés aux annexes du Moniteur belge du 17 novembre 2015 sous le numéro 151.611.29.

Les statuts initiaux ont été approuvés par le gouvernement wallon (arrêté du gouvernement wallon du 8 octobre 2015, publié au Moniteur belge du 20 octobre 2015, sous le numéro 2015.2046.71.

Statuts modifiés suivant le procès-verbal de l'assemblée générale du 30 septembre 2016.

STATUTS

Entre les soussignés :

L'intercommunale ORES Assets srl,

représentée par ORES srl qui en assure statutairement l'exploitation journalière et opérationnelle, elle-même représentée par M. Fernand Grifnée, administrateur-délégué d'ORES srl,

ici représentée par Philippe Van Opdenbosch, chemin de Wavre 22, 1470 Bousval, Registre national : 57.12.01-127.57, directeur du département Infrastructures

NETHYS S.A.

Rue Louvrex, 95, 4000 Liège, T.V.A. BE 0465.607.720, R.P.M. Liège, représentée par M. Stéphane Moreau, Chief Executive Officer,

ici représentée par Mme Emmanuelle BACK, Rue Cornuchamp, 38 à Braives, RN : 68.11.14 -050.65, juriste d'entreprise

PROXIMUS SA de droit public

Boulevard du Roi Albert II, 27, 1030 Bruxelles, T.V.A. BE 0202.239.951, R.P.M. Bruxelles, représentée par Mme Dominique Leroy, Chief Executive Officer,

ici représentée par M. Xavier Hanus, Rue Paisible 1, 1460 Virginal-Samme, RN: 710131-14733, Head of Quality, Efficiency and Labs

S.A. AQUAWAL

Rue Félix Wodon 21-5000 NAMUR, TVA:BE0466.523.181- RPM Namur représentée par Monsieur Bernard ANTOINE, Président

ici représentée par Madame Sylvie VERTONGEN, Rue aux deux Croix, 57/B à 4920 AYWAILLE-

RN 68.04.09-042.77- Directrice

Elia Asset SA

Boulevard de l'Empereur 20, B-1000 Bruxelles, TVA: BE 0475 028 202

Valablement représentée par M. Frédéric Dunon, chief Operations, Maintenance and Methods Officer et Mme Ilse Tant, Chief Corporate Officer

Ici représentés par M. Danny Vanderhaeghen, Mandelstraat, 3 à 8770 Ingelmunster,

RN :65.02.02-439.49- Contact Center & Plan Manager

REGION WALLONNE

Rue Mazy, 25-27, 5100 NAMUR (Jambes), N° d'entreprise: 0220.800.506

Ici représentée par M.Didier Masset, Rue Emile RORIVE 4/2 à 4520 Wanze

RN 72.12.16-08561, Ingénieur des Ponts et Chaussées, Directeur

Qui déclarent constituer entre eux une association sans but lucratif, conformément à la loi du vingt-sept juin mille neuf cent vingt et un, il a été convenu ce qui suit :

TITRE I **DE LA DÉNOMINATION - DU SIÈGE SOCIAL**

Article 1 - L'association prend pour dénomination : «Plateforme wallonne de coordination de chantiers, association sans but lucratif ou ASBL». En abrégé, l'association prend l'appellation de: «POWALCO, ASBL».

Article 2 - Son siège social est établi rue Marie-Henriette, 60 à 5000 Namur, dans l'arrondissement judiciaire de Namur.

TITRE II **DU BUT SOCIAL POURSUIVI**

Article 3 - L'association a pour but la gestion de la plateforme d'échange d'informations au sens du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau.

Elle organise, développe et assure la maintenance d'un portail informatique wallon sécurisé permettant au mieux la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations nécessaires à l'exécution du décret susvisé, à savoir : la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture de chantier.

Article 4 - Afin d'atteindre ses objectifs, l'association accomplira notamment les activités suivantes :

- Collecter la programmation des projets de chantiers des membres (effectifs et adhérents) et en assurer la communication aux personnes intéressées
- Permettre les échanges requis afin de remplir au mieux les obligations imposées dans le cadre de la gestion de la coordination, de l'autorisation et de l'exécution du chantier
- Accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but;
- En général, accomplir toutes les opérations qui sont directement ou indirectement liées à son objet. Elle peut notamment acquérir, accepter, construire et rénover, prendre à bail, donner à bail tout bien mobilier et immobilier et droits réels, embaucher du personnel, conclure valablement des contrats, récolter des fonds utiles à la réalisation de son objet social. Dans le cadre de la réalisation de son objet, l'association peut même exécuter des actes de commerce à titre accessoire et dans les limites légales. Les bénéfices éventuels seront affectés au but poursuivi par l'association.

TITRE III **DES MEMBRES**

Section 1

Admission

Article 5 - L'association est composée de membres effectifs et d'adhérents, qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Le nombre des membres effectifs ne peut être inférieur à quatre

Sans préjudice des prescriptions légales, les membres effectifs et les adhérents jouissent des droits et sont tenus des obligations qui sont précisés dans le cadre des présents statuts. Seules les modalités de l'exercice de ces prérogatives ou obligations pourront figurer dans l'éventuel R.O.I

Article 6 - § 1. Sont membres effectifs :

1. les comparants au présent acte, fondateurs ou associés ;
2. toute personne morale ou physique admise en cette qualité par le conseil d'administration.
3. Pour devenir membre effectif, il faudra avoir la qualité de :
 - opérateurs de réseaux de télécommunication, de radio-télédistribution,
 - gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie,
 - transporteurs, distributeurs et collecteurs de fluides,
 - gestionnaires (de voirie).

Les personnes morales désigneront une personne physique chargée de les représenter au sein de l'association.

§ 2. Sont membres adhérents :

1. toute personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers et qui est admise par le conseil d'administration de l'association
et
2. qui est en ordre de cotisation.

Les membres adhérents bénéficient des activités de l'association et y participent en se conformant aux statuts.

Les membres adhérents ont uniquement les droits et obligations qui sont décrits dans les présents statuts. Ils n'ont pas de droit de vote à l'assemblée générale. Les modifications des droits et obligations des membres adhérents sont considérées comme étant opposables par le biais de la publication de la modification des statuts au Moniteur belge.

§ 3. Adhésion comme membre effectif ou adhérent

Toute demande d'adhésion en tant que membre effectif doit être envoyée par lettre recommandée au président du conseil d'administration. Dans le cas d'une personne physique, cette demande doit mentionner son nom et son adresse, et dans le cas d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique et son siège social. Le candidat doit également justifier la raison pour laquelle il souhaite devenir membre effectif de l'association.

Toute demande d'adhésion en tant que membre adhérent est introduite auprès du conseil d'administration par la commission instituée en vertu de l'article 2 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau.

Toute demande d'adhésion est examinée par le conseil d'administration lors de la réunion suivante et au plus tard trois (3) mois après réception de la demande. Le conseil d'administration statue à ce sujet à la majorité simple des membres présents ou représentés et informe le candidat de la décision par lettre recommandée. Cette décision ne doit pas être motivée.

Toutes les décisions quant à l'adhésion, la désaffiliation ou l'exclusion de membres sont inscrites dans le registre des membres par le conseil d'administration, dans les huit (8) jours après la connaissance de la décision.

Article 7 - Droits et obligations des membres

Les membres effectifs et adhérents de l'association:

- doivent respecter les statuts, le cas échéant, le règlement d'ordre intérieur et les décisions des organes de l'ASBL, et
- ne peuvent poser aucun acte qui préjudicie les intérêts de l'ASBL et/ou de ses membres.

Section II

Démission, exclusion, suspension

Article 8 - Les membres effectifs et les adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au siège social de l'association. L'exclusion d'un membre effectif ou d'un adhérent ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Le non-respect des statuts, le défaut de paiement des cotisations au plus tard dans le mois du rappel adressé par lettre recommandée à la poste, le défaut d'être présent représenté ou excusé à trois assemblées générales consécutives, les infractions graves au R.O.I, la faillite sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre ou d'un adhérent. Le conseil d'administration peut suspendre les membres visés, jusqu'à décision de l'Assemblée générale.

Article 9 - Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921.

Article 10 - Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

TITRE IV

DES COTISATIONS

Article 11 - Les membres effectifs et adhérents paient une cotisation annuelle d'un montant maximum de 150.000 (cent cinquante mille) euros.

Le montant exact de cette cotisation est fixé par l'assemblée générale et sera revu annuellement sur base des comptes de l'année précédente.

TITRE V

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 12 - L'assemblée générale se compose de tous les membres effectifs de l'association. Les membres adhérents peuvent participer à l'assemblée générale mais ne disposent que d'une voix consultative.

Article 13 - L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

1. les modifications aux statuts sociaux;
2. la nomination et la révocation des administrateurs;
3. le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires, et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée;
4. la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, le cas échéant;
5. l'approbation des budgets et des comptes annuels;
6. approbation du montant de la cotisation annuelle;
7. la dissolution volontaire de l'association et l'affectation du solde de la liquidation;
8. Les exclusions de membres;
9. la transformation de l'association en société à finalité sociale;
10. toutes les hypothèses où les statuts l'exigent;
11. toutes décisions d'investissement;
12. toute conclusion d'un contrat ou engagement supérieur à 100.000 (cent mille) euros;
13. toute décision stratégique importante.

Les décisions visées aux points 11, 12 et 13 sont adoptées à l'unanimité des votes exprimés par les membres effectifs présents ou représentés.

Article 14 - Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, au cours du premier semestre.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du conseil d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Une telle demande devra être adressée au conseil d'administration par lettre recommandée à la poste au moins trois semaines à l'avance.

Article 15 - Tous les membres effectifs doivent être convoqués à l'assemblée générale par le conseil d'administration par lettre ordinaire, courriel ou fax adressé au moins huit jours avant. La lettre ordinaire ou le fax sera signé par le secrétaire ou le président au nom du CA. Le courriel sera transmis avec accusé de réception par le secrétaire ou le président.

La convocation mentionne les jour, heure et lieu de la réunion. L'ordre du jour est également mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un cinquième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921, l'assemblée peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

Les membres adhérents sont invités à y assister par lettre ordinaire, courriel ou fax adressé au moins huit jours avant. L'invitation mentionne les jour, heure et lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Article 16 - Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire. S'il s'agit d'un tiers à l'association, celui-ci doit être muni d'une procuration écrite, datée et signée. Chaque membre ou tiers ne peut être titulaire que d'une procuration. Seuls les membres effectifs ont le droit de vote. Chacun d'eux dispose d'une voix.

Le conseil d'administration peut inviter toute personne à tout ou partie de l'assemblée générale en qualité d'observateur ou de consultant.

Article 17 - L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et en l'absence de celui-ci, par l'administrateur présent le plus âgé.

Article 18 - L'assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres effectifs présents ou représentés, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts. Les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité simple des votes régulièrement exprimés, sauf dans les cas où il est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

En cas de partage lors d'un vote à scrutin secret, la proposition est rejetée.

Sont exclus des quorums de vote et de majorités les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions.

Toutefois, lorsqu'une décision aura été prise par l'assemblée générale, sans que la moitié des membres effectifs soit présente ou représentée, le conseil d'administration aura la faculté d'ajourner la décision jusqu'à une prochaine assemblée générale extraordinaire.

Lorsque le quorum de présences n'est pas atteint à la première assemblée générale dûment convoquée, une seconde réunion de l'assemblée ne peut être tenue moins de 15 jours après l'envoi de la seconde convocation. La décision sera alors définitive, quel que soit le nombre des membres effectifs présents ou représentés lors de l'assemblée générale, sous réserve de l'application in casu des dispositions légales.

Article 19 - L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts, sur l'exclusion des membres ou sur la transformation en société à finalité sociale que conformément aux conditions spéciales de quorum de présences et de majorité requises par la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif.

Article 20 - Les décisions de l'assemblée sont consignées dans un registre de procès-verbaux contresignés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre, après requête écrite adressée au conseil d'administration avec lequel ledit membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Toutes modifications aux statuts sont déposées, en version coordonnée, au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiées, par les soins du greffier et par extraits aux annexes du Moniteur comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

TITRE VI

DE L'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 21 - L'association est administrée par un conseil composé de trois personnes au moins, nommées par l'assemblée générale pour un terme d' 1 (un) an, et en tout temps révocables par elle. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas être inférieur au nombre de personnes membres effectifs de l'association.

Le conseil d'administration sera renouvelé chaque année, au maximum pour la moitié de sa composition.

Les membres sortants du conseil d'administration sont rééligibles.

Un observateur nommé par l'assemblée générale pour un terme d' 1 (un) an participe également, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Article 22 - En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 23 - Le conseil désigne parmi ses membres un président, éventuellement un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou le plus âgé des administrateurs présents.

Le conseil d'administration peut inviter à ses réunions toute personne dont la présence lui paraît nécessaire selon les besoins et à titre consultatif uniquement.

Article 24 - Le conseil se réunit à l'invitation du président, chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent ainsi que dans les huit jours de la demande de deux administrateurs ou de l'administrateur délégué.

Les convocations sont envoyées au moins huit jours avant la date de la réunion du conseil d'administration et peuvent être faites, par simple lettre, fax ou courriel.

Elles contiennent l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu où la réunion se tiendra. Sont annexées à cet envoi les pièces soumises à discussion en CA. Si, exceptionnellement, elles s'avéraient indisponibles au moment de la convocation, elles doivent pouvoir être consultées avant ledit conseil.

Le conseil ne peut délibérer et décider valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Il ne peut délibérer que sur les points qui figurent à l'ordre du jour, sauf accord unanime de tous les administrateurs pour ajouter un nouveau point à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut également se tenir par conférence téléphonique ou par vidéoconférence.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix du président ou de celui qui le remplace est prépondérante. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

Un administrateur peut se faire représenter au conseil par un autre administrateur, porteur d'une procuration écrite le désignant nommément.

Ses décisions sont consignées sous forme de procès-verbaux, contresignées par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial. Ce registre est conservé au siège social.

Tout membre (effectif), justifiant d'un intérêt légitime, peut en prendre connaissance sans déplacement du registre.

Article 25 - Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Article 26 - Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'ASBL avec l'usage de la signature afférente à cette gestion à une ou plusieurs personnes, agissant en qualité d'organe, individuellement.

L'association peut désigner comme personne chargée de la gestion journalière un administrateur, un membre effectif ou un tiers.

Les pouvoirs de l'organe de gestion journalière sont limités aux actes de gestion journalière. Toutefois, le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs de décision et (ou) confier certains mandats spéciaux au(x) délégué(s) à la gestion journalière.

La durée du mandat des délégués à la gestion journalière, éventuellement renouvelables, est fixée par le conseil d'administration et est de maximum trois ans.

Quand le délégué à la gestion journalière exerce également la fonction d'administrateur, la fin du mandat d'administrateur entraîne automatiquement la fin du mandat de délégué à la gestion journalière. Si le conseil d'administration veut maintenir cette personne dans la fonction de délégué à la gestion journalière, il doit prendre une nouvelle décision.

Le conseil d'administration peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin à la fonction exercée par la personne chargée de la gestion journalière.

Le conseil d'administration détermine les mandats, les compétences et éventuellement les rétributions ou rémunérations de la/les personne(s) mentionnée(s) ci-avant, laquelle/lesquelles n'aura(ont) pas à justifier de ses/leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme requis à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 27 - Le conseil d'administration représente en tant que collège l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires, par l'action de la majorité de ses membres.

Sans préjudice de la compétence générale de représentation susmentionnée, l'association peut également être valablement représentée dans tous les actes judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, et extrajudiciaires soit par:

- deux administrateurs agissant conjointement;
- l'organe de gestion journalière pour les actes d'administration journalière;
- tout autre fondé ou tous autres fondés de pouvoirs spéciaux dans les limites de leur mandat spécial.

Article 28 - Les administrateurs et administrateurs délégués ne sont pas personnellement liés par les obligations de l'ASBL.

Leur responsabilité à l'égard de l'ASBL et à l'égard de tiers se limite à l'exécution du mandat qui leur a été confié, conformément au droit commun, aux dispositions légales et aux statuts. Ils sont responsables des manquements dans leur administration.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29 - Le conseil d'administration peut établir un règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement d'ordre intérieur est présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par l'assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Article 30 - L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Article 31 - Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration.

Les comptes et les budgets sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 32 - Les documents comptables sont conservés au siège social où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre, après requête écrite au conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation

Article 33 - L'assemblée générale désigne un commissaire choisi parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour trois années et est rééligible.

Article 34 - En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs.

Après dissolution de l'ASBL et apurement du passif, l'actif est cédé à une autre association sans but lucratif ayant un objet similaire ou proche.

L'assemblée générale qui décide de la dissolution indiquera à quelle ASBL le solde de la liquidation sera cédé.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du tribunal de commerce et publiées, aux soins du greffier, aux annexes du Moniteur comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi de 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 35 - Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

Fait à Namur, le 29 octobre 2015 en huit exemplaires.

24. Environnement. Collecte des déchets textiles par l'ASBL Terre. Prorogation de la convention. Approbation.

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, souhaite qu'à l'avenir ce service soit uniquement disponible dans les parcs à conteneurs, vu notamment les problèmes de propreté rencontrés aux abords des installations actuelles.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier du 22 mai 2017 de l'ASBL TERRE sollicitant la prorogation de la convention pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne;

Considérant que l'ASBL TERRE utilise des bulles à textiles clairement identifiables de couleur bleue aux dimensions de 2,2 mètres de hauteur, 1,2 mètre de largeur et de profondeur (modèle figurant sur le document informatif de l'ASBL TERRE);

Considérant que la collecte réalisée par l'ASBL TERRE est régie par les termes d'une convention approuvée en séance du 2 juillet 2007;

Considérant que, dans le cadre de l'arrêté du gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de gestion des déchets textiles ménagers, la révision de cette convention a été approuvée en séance du 14 décembre 2009;

Considérant que la prorogation de cette nouvelle convention a été approuvée en séance du 14 octobre 2013 avec reconduction tacite, en 2015, pour une durée égale à la durée initiale (deux ans);

Considérant que la convention avec l'ASBL TERRE relative à la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne arrive donc à son terme en date du 13 décembre 2017;

Considérant que l'ASBL TERRE couvre tout le territoire de l'entité avec 39 bulles à textiles réparties sur 27 sites (tableau dans le courrier du 24 janvier 2017 annexé), qui sont regroupées avec les bulles à verre de l'intercommunale IPALLE;

Considérant que sur base de ses statistiques de l'année 2016, l'ASBL TERRE a collecté 313.427 kilos de textiles via ses bulles sur l'entité de Tournai, répartis en 56,95% de vêtements réutilisés, 26,65% de vêtements recyclés en fibres et 16,41% de déchets;

Considérant que le projet de l'ASBL TERRE remplit, en outre, différents objectifs :

- la réutilisation en Wallonie (275,96 tonnes de vêtements valorisés dans ses 18 magasins de seconde main, issues des 17.150 tonnes récupérées en 2016),
- l'emploi local à ce jour de 240 travailleurs pour la filière textile (184 en 2013),
- des projets et des partenaires au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Pérou, avec un impact direct sur la qualité de vie d'au moins 20.000 personnes;

Considérant que la prorogation de la convention avec l'ASBL TERRE pour la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne est conforme à l'arrêté du gouvernement wallon du 23 avril 2009;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver la prorogation de cette convention;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la prorogation de la convention avec l'ASBL TERRE, relative à la collecte des textiles ménagers sur le territoire de l'entité tournaïsiennne :

CONVENTION POUR LA COLLECTE DES DECHETS TEXTILES MENAGERS

ENTRE :

La Ville de TOURNAI, représentée par son collège communal pour lequel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, en exécution d'une délibération du conseil communal du 27 novembre 2017 dont l'extrait est ci-joint, dénommée ci-après "la Ville",

D'UNE PART,

ET

TERRE ASBL,

Rue de Milmort, 690

4040 Herstal,

assurant la collecte de textiles usagés enregistrée par l'Office wallon des déchets, représentée par M. Christian DESSART, Président et Administrateur délégué, sous le numéro 2014-06-16-07 au titre de collecteur de déchets non dangereux en Région wallonne; dénommée ci-après "l'opérateur",

D'AUTRE PART.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1. Champ d'application.

La présente convention règle les modalités de collecte des textiles usagés sur le territoire de la Ville, lorsque la collecte est réalisée par le biais de points d'apports volontaires, ci-après dénommés bulles à textiles, ou en porte-à-porte.

Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions suivantes :

- l'article 21 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- les mesures 532, 533 et 535 du plan wallon des déchets horizon 2010;
- l'arrêté du gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux;
- l'article 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique (CET) de certains déchets;
- l'arrêté du gouvernement wallon du 23 avril 2009 déterminant les modalités de gestion de la collecte des déchets textiles ménagers.

La présente convention porte sur l'ensemble des bulles à textiles et/ou des collectes en porte-à-porte mises en place par l'opérateur sur le territoire de la commune, à l'exclusion des parcs à conteneurs.

Article 2. Objectifs.

L'opérateur collecte des déchets textiles ménagers sur le territoire de la Ville dans le but premier de les réutiliser ou de les recycler.

Par déchets textiles ménagers, on entend les vêtements (textile et cuir), la maroquinerie (chaussures, sacs), la literie, le linge de maison (rideaux, draperies, nappes, serviettes) et autres matériaux textiles dont les ménages souhaitent se défaire.

Article 3. Collecte des déchets textiles ménagers.

§ 1er. La collecte des déchets textiles ménagers peut être organisée selon les méthodes suivantes :

- a. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur le territoire de la Ville;
- b. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur des terrains privés;
- c. collecte en porte-à-porte des textiles.

§ 2. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur le territoire communal, l'opérateur respecte les dispositions suivantes :

- a. l'emplacement des bulles à textiles est déterminé de commun accord avec la Ville;
- b. la description de la bulle à textiles (dimensions, structure et couleur) est précisée en annexe de la présente convention;
- c. les bulles à textiles ne peuvent pas porter de publicité commerciale;
- d. la Ville n'accepte aucune responsabilité en matière de vol, vandalisme et autres dégâts à la bulle à textiles ou aux déchets textiles collectés;
- e. l'opérateur est légalement responsable des dommages occasionnés par les bulles à textiles ou à cause de celles-ci lors de leur installation ou de leur vidange;
- f. la Ville est entièrement préservée de toute revendication de tiers relative aux dommages mentionnés à l'article 3, § 2, i;
- g. l'opérateur déclare annuellement à la Ville les quantités de déchets textiles ménagers collectés ainsi que leur destination et le traitement effectué;
- h. l'opérateur est tenu de notifier à la Ville tout enlèvement de bulles à textiles;
- i. l'opérateur s'assure que les bulles à textiles soient vidées au moins une fois par semaine. Lorsqu'une bulle à textiles est remplie avant cette échéance, l'opérateur la vide dans les 48 heures après signalement par la Ville;
- j. l'opérateur veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de la bulle à textiles. L'ensemble de la bulle à textiles, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de la bulle à textiles, sont nettoyés régulièrement.

§ 3. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur des terrains privés, la Ville communique à l'opérateur les dispositions applicables en matière d'urbanisme et de salubrité ainsi que les dispositions relatives au contrôle de l'application de celles-ci.

L'opérateur respecte les dispositions du § 2, b à j.

Article 4. Collecte en porte-à-porte.

§ 1er. L'opérateur collecte les déchets textiles ménagers en porte-à-porte sur le territoire communal : **sans objet**

§ 2. La fréquence des collectes est fixée comme suit : **sans objet**

§ 3. La collecte en porte-à-porte concerne : **sans objet**

l'ensemble de la Ville **

l'entité de **

** = biffer les mentions inutiles.

§ 4. L'opérateur peut distribuer des récipients et/ou tracts pour la collecte en porte-à-porte mentionnée au § 1er.

Les récipients et les tracts mentionnent la date et l'heure du début de la collecte ainsi que le nom, l'adresse complète et le numéro de téléphone de l'opérateur.

L'utilisation de récipients et/ou tracts mentionnant un autre opérateur que l'opérateur signataire de la présente convention est strictement interdite.

§ 5. Les récipients et/ou tracts sont soumis à l'approbation de la Ville avant toute utilisation.

§ 6. **L'opérateur déclare les quantités collectées à la Ville conformément à l'article 3, § 2, k.**

§ 7. Pour toute modification des § 1er à 3, une autorisation écrite de la Ville est requise.

Article 5. Sensibilisation et information.

L'opérateur diffuse régulièrement les informations relatives à la collecte des déchets textiles. Avec l'accord de la Ville, il peut utiliser les canaux d'information et de sensibilisation de celle-ci.

En vue d'appliquer l'alinéa précédent, la Ville peut mettre à la disposition de l'opérateur tout ou partie des canaux de communication suivants dont elle dispose :

- le bulletin d'information de la Ville avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'opérateur et la Ville);
- le journal et le calendrier des déchets avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'opérateur et la Ville);
- les stands d'information et emplacements d'affichage à des emplacements visibles et accessibles au public;
- les espaces réservés par la Ville dans les toutes-boîtes locaux avec une fréquence de fois par an (à déterminer entre l'opérateur et la Ville);
- le télétexte dans la rubrique de la Ville;
- le site internet de la Ville;
- autres canaux d'information éventuels.

Article 6. Fraction résiduelle des déchets de textiles ménagers collectés.

L'opérateur sensibilise les ménages à un tri adéquat des déchets de manière à réduire au maximum la fraction résiduelle et les impuretés dans les déchets textiles collectés.

Il est responsable de l'enlèvement de la fraction résiduelle et, sauf convention contraire, prend en charge les coûts qui en découlent.

Par fraction résiduelle, on entend les déchets textiles ménagers qui ne peuvent être réutilisés ou recyclés par l'opérateur après le tri des déchets collectés.

Article 7. Gestion des déchets textiles ménagers.

Toute activité de gestion des déchets textiles ménagers collectés en application de la présente convention, en ce compris l'exportation, est effectuée dans le respect de la législation en vigueur.

L'opérateur confie exclusivement leur traitement à des opérateurs de traitement dûment autorisés.

L'opérateur déclare annuellement à la Ville la destination des déchets textiles ménagers collectés.

Article 8. Contrôle.

Les services de la Ville désignés ci-après exercent un contrôle sur le respect de la présente convention :

service environnement **

~~service de nettoyage~~ **

service suivant : service des agents constatateurs

** = biffer les mentions inutiles.

À leur simple demande, tous les renseignements utiles leur sont fournis et les données concernant la présente convention peuvent être consultées.

Article 9. Durée de la convention et clause de résiliation.

§ 1er. La présente convention prend effet le **14 décembre 2017** pour une durée de deux ans. Sauf manifestation d'une volonté contraire dans le chef de l'une des parties, la convention est reconduite tacitement pour une durée égale à la durée initiale de la convention.

Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment, moyennant un délai de préavis de trois mois.

§ 2. Lorsque l'opérateur perd son enregistrement de collecteur de déchets non dangereux, la convention prend immédiatement fin de plein droit et l'opérateur est tenu de cesser immédiatement ses activités de collecte de textiles. Il enlève les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'une semaine. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la Ville, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

Article 10. Tribunaux compétents.

Tout litige relatif à la présente convention est du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire territorialement compétents.

Article 11. Clause finale.

§ 1er. La présente convention est établie en trois exemplaires, chaque partie ayant reçu le sien.

§ 2. L'opérateur envoie un exemplaire signé pour information au département sols et déchets de la DGARNE, direction de la politique des déchets, à l'adresse suivante : avenue Prince de Liège, 15, 5100 Jambes.

Pour l'opérateur de collecte de textiles enregistré, l'ASBL TERRE
Le Président et administrateur délégué,
Christian DESSART

Pour la Ville,
Le Directeur général,
Thierry LESPLINGART.

Le Bourgmestre faisant fonction,
Paul-Olivier DELANNOIS.

ANNEXE : description bulle à textiles

Dimensions : 1.200 x 1.200 x 2.200 mm

Structure : acier

Couleur : bleue.

25. Programme "Communes Energ-Ethiques". Rapport d'avancement final 2016.
Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le courrier du 11 mars 2015, adressé au collège communal, par lequel l'inspecteur général au service public de Wallonie, direction des bâtiments durables, département énergie du bâtiment durable, confirme l'octroi d'une subvention en vue de couvrir les frais de fonctionnement nécessaires aux actions du programme "Communes Energ-Ethiques" pour 2015-2016;

Considérant l'arrêté ministériel octroyant à la Ville le budget nécessaire à la couverture des frais de fonctionnement liés aux actions dans le cadre du projet "Communes Energ-Ethiques";

Considérant l'article 4 dudit arrêté stipulant que: *"une 1ère tranche représentant le forfait des frais de fonctionnement de l'année 2015 est payée par la Région sur base d'une déclaration de créance et d'un rapport d'activité annuel visé par l'article 5 réalisé par le département de l'énergie et du bâtiment durable. Le solde représentant le forfait des frais de fonctionnement de l'année 2016 est payé par la Région sur base d'une déclaration de créance et d'un rapport d'activité annuel visé dans l'article 5 par le département de l'énergie et du bâtiment durable."*;

Considérant que l'article 5 dudit arrêté précise que le rapport final portant sur l'évolution de son programme doit être approuvé par le conseil communal;

Vu le rapport d'avancement final 2016 présenté suivant le modèle fourni par l'union des villes et communes de Wallonie (UVCW);

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la nouvelle loi communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le rapport d'avancement final 2016 du programme "Communes Energ-Ethiques" :

Conseillers en énergie – rapport d’avancement final 2016 – ville de Tournai
(Situation au 31 décembre 2016)

0. Historique du poste de conseiller en énergie (dans le cadre du programme des "communes énerg-éthiques")

Nom du Conseiller en énergie en fonction fin 2016 :		Fabien VANDEMEULEBROECKE	
Nombre d'équivalent temps plein dédié au poste de conseiller en énergie :		1 ETP	
		Date d'entrée en fonction	Date de sortie
Nom du premier conseiller en énergie :		25/03/2008	
Nom du deuxième conseiller en énergie :			
Nom du troisième conseiller en énergie :			
Nom du quatrième conseiller en énergie :			
Nom du cinquième conseiller en énergie :			
Nom du sixième conseiller en énergie :			
...			
• Nombre de mois de présence effective totale d'un conseiller en énergie dans la commune jusqu'au 31 décembre 2016 inclus :		105 mois	
Remarque(s) éventuelle(s):			

1. Identité de la commune

Nom de la commune	Nombre d'habitants	Nombre de bâtiments communaux	Nombre de demandes de permis d’urbanisme	
			2015	2016
TOURNAI	69.590	369	513	534

	Nombre de bâtiments repris au cadastre énergétique	Nombre de bâtiments repris à la comptabilité énergétique	Nombre de bâtiments audités
Situation initiale (à la date d’arrivée du premier conseiller en énergie)	0	0	0

Jours des permanences accessibles au public du conseiller en énergie	Heures d’ouverture	Lieu(x) des permanences	Contexte (autres permanences au même moment...)
Du mardi au vendredi	9 heures à 12 heures	Guichet de l’énergie de Tournai (Rue de la Wallonie 19-21)	Permanences du guichet de l’énergie

2. Gestion énergétique des bâtiments communaux

Période	Nombre de bâtiments repris au cadastre énergétique	Nombre de bâtiments repris à la comptabilité énergétique	Nombre de bâtiments audités	Nombre de mesures correctrices apportées aux installations	Nombre de projets d'investissement instruits	Nombre d'avis de marché
31/12/2014	48	192	2	127	97	89
31/03/2015	48	192	2	142	97	89
30/06/2015	50	192	3	158	97	92
30/09/2015	50	192	3	167	101	97
31/12/2015	53	195	3	179	102	98
31/03/2016	53	195	3	186	104	100
30/06/2016	53	195	3	198	104	100
30/09/2016	53	195	3	208	107	103
31/12/2016	55	195	3	224	110	106

Quel est le niveau d'avancement:

- **Du cadastre énergétique ?** En cours
- **De la comptabilité énergétique ?** Complète

Commentaire / justification du niveau d'avancement de ces 2 outils de gestion énergétique:

La comptabilité énergétique a été réalisée et est complète. Avec plus de 300 points de fourniture à gérer mensuellement, c'est un outil qui demande une mise à jour permanente pour rester performant.

Le cadastre n'est pas encore complet, mais les principaux bâtiments communaux y sont repris. Il n'y a pas de surprise pour l'instant, les bâtiments les plus imparfaits au niveau énergétique étaient déjà bien connus et font l'objet, pour la plupart, de projets de rénovation, simples ou importants, prévus pour les prochaines années.

Précisez le type de mesures correctrices apportées aux installations:

- Relighting de locaux lorsque cela est possible
- Adaptation des programmations de régulation de chauffage

Période	Type d'investissement (indiquer le nombre)					Type de financement (indiquer le nombre)			
	Enveloppe du bâtiment	Système de chauffage	Installations d'éclairage	Énergies renouvelables	Autre (à préciser)	Fonds propres	Subsides	Tiers investisseur	Autre (à préciser)
31/12/2014	46	47	15	11	0	11	108	0	0
31/03/2015	46	47	15	11	0	11	108	0	0
30/06/2015	46	47	15	11	0	11	108	0	0
30/09/2015	49	48	16	11	0	14	110	0	0
31/12/2015	50	48	16	11	0	14	111	0	0
31/03/2016	51	49	16	11	0	16	111	0	0
30/06/2016	51	49	16	11	0	16	111	0	0
30/09/2016	53	50	16	11	0	18	112	0	0
31/12/2016	55	51	16	11	0	19	114	0	0

Précisez le type d'investissement(s) réalisé(s):

Les investissements faisant appel à des subsides (UREBA) sont principalement des remplacements de portes et châssis, ainsi que des remplacements de chaudières et la modernisation de systèmes de régulation et de distribution de chaleur.

Les relighting de locaux (fluocompactes, néons à ballast électronique et LED), les remplacements d'éléments de production de chaleur, l'installation de vannes thermostatiques sont principalement réalisés sur fonds propres.

Les investissements "énergies renouvelables" consistent en l'installation d'une unité de cogénération par gazéification de bois destinée à alimenter en électricité et en chaleur la piscine communale, ainsi que l'installation de dix centrales photovoltaïques en toiture sur les bâtiments communaux (95 kWc de puissance totale).

Précisez si des clauses énergétiques ont été ajoutées dans les cahiers des charges et pour quels types de travaux:

Des clauses énergétiques sont ajoutées pour les travaux ayant pour objet l'amélioration de la qualité de l'enveloppe des bâtiments et les remplacements d'unités de production de chaleur. Des clauses énergétiques ont aussi été ajoutées pour les marchés d'acquisition de nouveaux véhicules (volonté de développer l'utilisation du CNG) ainsi que pour la modernisation et d'extension du parc d'éclairage public.

3. Respect des normes sur la performance énergétique des bâtiments dans les demandes de permis d'urbanisme

Période	Nombre de permis traités	Part des dossiers traités conformes à la législation	Types de documents vérifiés			
			Nombre de formulaires 1 ou 2 ou de déclaration simplifiée examinés	Nombre d'engagements PEB examinés	Nombre de déclarations PEB initiales examinées	Nombre de déclarations PEB finales examinées
31/12/2014	673	281	206	244	228	92
31/03/2015	698	303	219	256	239	98
30/06/2015	733	334	238	272	254	107
30/09/2015	765	356	246	296	273	121
31/12/2015	793	374	257	313	288	134
31/03/2016	824	398	269	332	306	152
30/06/2016	851	423	284	344	318	163
30/09/2016	879	446	297	359	333	177
31/12/2016	904	468	305	377	351	193

Précisez les problèmes rencontrés:

La période après le 1er mai 2015, avec la mise en place du nouveau décret PEB, n'a pas été aisée avec les déclarants et responsables PEB. La suppression de l'engagement PEB et la nécessité de disposer de la déclaration initiale (certes simplifiée) et de l'étude de faisabilité énergétique n'ont pas été faciles à faire accepter et comprendre au début. Les nouveaux critères pour les travaux de rénovation importante ne sont pas évidents à vérifier et sont plus fréquents qu'avant. Dans les déclarations simplifiées, les nouveaux formulaires n'ont pas été disponibles de suite, et pour les procédures PEB complètes, il fallait absolument veiller à ce que les responsables PEB utilisent bien la nouvelle version du logiciel pour l'encodage de nouveaux dossiers. Les différentes évolutions de la législation PEB ne sont pas évidentes à maîtriser lorsque l'on est confronté aux déclarations initiales et finales, avec des valeurs seuils différentes des valeurs actuelles. D'une manière plus générale, chaque période suivant un renforcement des exigences PEB n'est jamais aisée avec les déclarants et responsables PEB.

Le choix de la procédure PEB complète ou de déclaration simplifiée est évident lorsque l'on est face à des cas d'école. Mais dans la pratique et avec des cas complexes ou ambigus (rénovations partielles ou d'importance, création de logements ou extension du logement existant, notion de changement d'affectation associée à une partie de bâtiment,...), il n'est pas toujours évident de guider les architectes dans le choix de l'une ou l'autre des procédures. C'est en étant confronté à ces cas limites et lors des échanges avec les autres conseillers en énergie (sur la liste d'échange par mail) que l'on approfondit nos connaissances, ce qui permet d'avoir plus d'assurance pour les conseils aux architectes.

4. Sensibilisation du personnel communal

Période	Nombre d'actions menées	Thèmes abordés	Type d'actions menées (indiquer le nombre)		
			Communications écrites	Séances d'information/"conférence"	Autre (à préciser)
31/12/2014	9	Gestion du chauffage	7	2	
31/03/2015	9		7	2	
30/06/2015	10	Veille électrique des équipements	8	2	
30/09/2015	10		8	2	
31/12/2015	10		8	2	
31/03/2016	10		8	2	
30/06/2016	10		8	2	
30/09/2016	10		8	2	
31/12/2016	11	Gestion du chauffage	9	2	

Précisez le type d'action(s) menée(s):

Une sensibilisation au bon usage des vannes thermostatiques a été envoyée par courriel au personnel communal dont les bureaux en sont équipés, car l'utilisation de ces vannes n'était pas optimale.

Une sensibilisation sur la consommation en veille du matériel de bureautique a également été réalisée.

La sensibilisation du personnel communal n'est pas la plus facile des missions à réaliser. Il faut pouvoir convaincre de l'utilité de certaines mesures parfois contraignantes.

5. Information du grand public

Période	Nombre de sollicitations	Questions les plus fréquentes	Réponses apportées	Questions auxquelles vous n'avez pas de réponse
31/12/2014	437	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
31/03/2015	452	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
30/06/2015	477	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
30/09/2015	493	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
31/12/2015	508	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
31/03/2016	523	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
30/06/2016	537	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
30/09/2016	549	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie
31/12/2016	564	PEB, primes, chauffage, isolation	Dirigé vers sites internet ou publications RW	Dirigé vers le guichet de l'énergie

Période	Nombre d'actions menées	Thèmes abordés	Type d'actions menées (indiquer le nombre)		
			Communications écrites	Séances d'information/ "conférence"	Autre (à préciser)
31/12/2014	3	-	1	3	-
31/03/2015	3	-	1	3	-
30/06/2015	3	-	1	3	-
30/09/2015	3	-	1	3	-
31/12/2015	3	-	1	3	-
31/03/2016	3	-	1	3	-
30/06/2016	3	-	1	3	-
30/09/2016	3	-	1	3	-
31/12/2016	3	-	1	3	-

Précisez le type d'action(s) menée(s):

Des messages de sensibilisation ou des articles relatifs aux économies d'énergies sont envoyés par mail à tout le personnel communal, afin de leur faire prendre conscience des économies d'énergies possibles, tant dans les bâtiments communaux qu'à leur domicile.

Des actions de sensibilisation ont-elles été menées dans les écoles ? Si oui, précisez le nombre et le type d'action(s)

Il n'y a pas eu d'action de sensibilisation proprement dite dans les écoles en 2015-2016, mais les enseignants utilisent les publications pédagogiques de la RW (cahiers de l'énergie, BD Energ'Hic,...) dans le cadre de leur projet pédagogique.

6. Commentaires

La comptabilité énergétique a été réalisée et est complète. Avec plus de 300 points de fourniture à gérer mensuellement, c'est un outil qui demande une mise à jour permanente pour rester performant.

Le cadastre n'est pas encore complet, mais les principaux bâtiments communaux y sont repris. Il n'y a pas de surprise pour l'instant, les bâtiments les plus imparfaits au niveau énergétique étaient déjà bien connus et font l'objet, pour la plupart, de projets de rénovation, simples ou importants, prévus pour les prochaines années.

Au niveau de la PEB, chaque renforcement des exigences complique un peu les choses au niveau de la vérification des permis d'urbanisme. La mise en application du nouveau décret PEB avec la disparition de l'engagement PEB, la remise de la déclaration initiale et de l'étude de faisabilité au moment du dépôt du permis n'ont pas été chose facile. Dans la pratique, la frontière entre la procédure PEB simplifiée et la procédure PEB complète, la rénovation simple et la rénovation importante, n'est pas toujours évidente à cerner, d'autant que dans certains cas, il peut y avoir plusieurs procédures différentes au sein d'une même demande de permis.

De la même manière que la fonction de conseiller en énergie répartie sur plusieurs petites communes était difficile à assumer, un seul équivalent temps plein pour s'occuper de toutes les facettes de l'énergie dans une commune importante comme Tournai est aussi nettement insuffisant pour pouvoir assumer correctement toutes les missions demandées.

26. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Convention-cadre avec l'Université libre de Bruxelles. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, classant l'académie des Beaux-Arts, rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai en école supérieure des arts de type long;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et, en particulier, son article 70 § 1, alinéa 2 stipulant que le deuxième cycle des cursus initiaux de type long sanctionné par le grade de master comprend 60 crédits ou, s'il poursuit une finalité particulière, comporte 120 crédits;

Considérant le projet pédagogique et artistique de l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) intitulé «Un lieu multidisciplinaire de recherche et de création» et repris au titre 1, article 1 du règlement des études;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et, en particulier, son article 70 §, 2 alinéa 2 notifiant que les études de master en 120 crédits au moins peuvent comprendre un ou plusieurs choix de 30 crédits spécifiques donnant à ces études la finalité approfondie préparant à la recherche scientifique ou artistique;

Considérant que celle-ci comprend à la fois des enseignements approfondis dans une discipline particulière et une formation générale au métier de chercheur, qu'elle est organisée exclusivement à l'université ou pour les études artistiques, dans les écoles supérieures des arts en coorganisation d'un programme conjoint avec une université participant à une école doctorale thématique correspondante;

Considérant que l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure des arts) est habilitée à organiser les deuxièmes cycles de type long du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace;

Considérant que les écoles doctorales sont exclusivement organisées par les universités;

Considérant que l'école doctorale thématique n° 20 «Art et sciences de l'Art» est organisée par l'Université libre de Bruxelles (ULB), avenue Franklin D. Roosevelt, 50 - CP 135 à 1050 Bruxelles;

Considérant qu'une convention-cadre a été établie en collaboration entre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), nommée "AC Tournai" dans le texte de la convention, et la faculté de philosophie et sciences sociales de l'ULB;

Considérant que la version définitive et conforme au prescrit légal a été finalisée le 9 mai 2017 entre les autorités académiques des deux écoles d'enseignement supérieur de type long;

Considérant que ladite convention-cadre prendrait effet le 1er septembre 2018 et que son approbation par le conseil communal permettrait l'inscription des étudiants finalisant leur premier cycle bachelier de transition en 2018-2019;

Considérant que la convention-cadre entre l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure des arts) et la faculté de philosophie et sciences sociales de l'ULB a été soumise aux membres de la Commission paritaire locale (COPALOC) lors de sa séance du 9 octobre 2017 et approuvée à l'unanimité;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver les termes de cette convention-cadre qui donne à l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure des arts) la possibilité d'organiser désormais le master à finalité approfondie en collaboration avec l'Université libre de Bruxelles; ce master à finalité approfondie pouvant ensuite déboucher sur le doctorat organisé par l'ULB en collaboration avec l'académie des Beaux-Arts de Tournai;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

la convention-cadre entre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai et la faculté de philosophie et sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles (ULB), avenue Franklin D. Roosevelt, 50 - CP 135 à 1050 Bruxelles, dont les termes suivent :

CONVENTION-CADRE DE COLLABORATION

Entre

L'administration communale de et à 7500 Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, en sa qualité de pouvoir organisateur de l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai, ci-après dénommée "AC'TOURNAI"

et

l'Université libre de Bruxelles, ci-après dénommée "l'ULB", avenue Franklin D. Roosevelt, 50 - CP 135 à 1050 Bruxelles, représentée par Monsieur Yvon ENGLERT, recteur.

Attendus :

La présente convention est établie dans le but d'assurer un véritable réseau d'échanges et de collaborations en matière d'enseignement et de recherche.

Elle permettra à AC'TOURNAI d'organiser, en collaboration avec l'ULB, les activités d'enseignement (30 crédits) relatives à la finalité approfondie des masters (**voir annexe 1** ci-dessous).

En retour, AC'TOURNAI collaborera aux doctorats en art et sciences de l'art organisés par l'ULB en se chargeant, notamment, de la codirection des thèses (**voir annexe 2** ci-dessous).

IL A ETE DECIDE DE CONCLURE UN ACCORD DE COLLABORATION DONT LES MODALITES SONT LES SUIVANTES :

1. Portée de la convention

La convention porte sur les collaborations mentionnées au point 2. Si d'autres collaborations en matière d'enseignement et de recherche sont développées, elles pourront, soit être précisées dans un avenant à la présente convention, soit faire l'objet d'une convention particulière.

2. Nature de la convention

Article 1

Les étudiants des masters à finalité approfondie d'AC'TOURNAI sont autorisés à suivre les activités d'apprentissage de l'ULB — telles que définies par le décret Paysage (Titre I, chapitre IV, article 15, paragraphe 1) — prévues par leur programme. Celui-ci pourra intégrer des activités d'apprentissage d'autres universités, moyennant l'accord de la commission mentionnée à l'article 2, ainsi que celui des universités concernées et conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 2

Le programme de formation constitue un parcours individualisé élaboré en fonction du projet de travail artistique et théorique de l'étudiant.

Le programme de formation de chaque étudiant de la finalité approfondie (30 crédits) est élaboré par AC'TOURNAI en concertation avec le responsable académique désigné par la faculté de philosophie et sciences sociales de l'ULB. Celui-ci s'assurera, pour toute activité d'apprentissage organisée par une autre faculté et/ou universités de l'accord de celle(s)-ci. Le programme est approuvé au sein d'AC'TOURNAI avant le 31 octobre et validé par une commission particulière mixte composée du doyen de la faculté de philosophie et sciences sociales, ou de son représentant, et du directeur d'AC'TOURNAI ou de son représentant.

Article 3

Une commission générale mixte université/école supérieure des arts (ESA) est, en outre, chargée de la gestion du programme commun (finalité approfondie) et du doctorat en art et sciences de l'art.

Cette commission se compose du doyen de la faculté de philosophie et sciences sociales ou de son représentant désigné, et du représentant de l'ULB au conseil de l'école doctorale en art et sciences de l'art, ainsi que d'un membre effectif et d'un membre suppléant désignés par chaque ESA avec qui l'ULB a signé un accord de collaboration en matière de master et/ou de doctorat.

La commission établit, à son propre usage et à destination éventuellement des autorités de l'ULB, des facultés impliquées, ainsi que des conseils pédagogiques des ESA, un bref rapport dressant la liste des étudiants de master à finalité approfondie, avec mention des activités d'apprentissage suivies à l'ULB, et des doctorants en art et sciences de l'art, avec mention de la composition de leur comité d'accompagnement, qui auront accompli durant l'année académique concernée une partie de leur formation dans le cadre de la présente convention.

Article 4

La définition et le cadre des programmes de la finalité approfondie d'AC'TOURNAI tels qu'élaborés en commun et approuvés par les autorités académiques de l'ULB et par le conseil de gestion pédagogique d'AC'TOURNAI constituent l'annexe 1 qui fait partie intégrante de la présente convention.

L'ULB assure seule la gestion et l'organisation des activités d'apprentissage qu'elle met à disposition des programmes de la finalité approfondie d'AC'TOURNAI, notamment en matière d'horaires et de locaux.

Article 5

Les procédures de participation aux activités d'apprentissage et les modalités d'évaluation en vigueur à l'ULB seront portées à la connaissance des étudiants. Les professeurs de l'ULB évalueront les étudiants d'AC'TOURNAI en appliquant les modalités d'évaluation en vigueur à l'ULB. Les délibérations d'AC'TOURNAI sont organisées conformément aux règlements des études en vigueur à AC'TOURNAI. Les professeurs de l'ULB ayant participé à la formation de ces étudiants seront invités aux délibérations.

Article 6

Dans le cadre du doctorat en art et sciences de l'art, l'étudiant doit obtenir l'accord préalable d'un promoteur appartenant au personnel académique définitif de l'ULB et celle d'un co-promoteur appartenant à AC'TOURNAI. Après approbation par le représentant de l'ULB au sein de l'école doctorale en art et sciences de l'art, la demande d'admission au doctorat est soumise à l'organe compétent au sein de la faculté de rattachement du promoteur de la thèse.

L'accord du promoteur et du co-promoteur devra avoir été validé par le président de l'organe compétent au sein de sa faculté de rattachement et par la direction d'AC'TOURNAI. Ladite commission pourra, le cas échéant, consulter des membres d'autres facultés de l'ULB.

Article 7

Les doctorants inscrits à l'ULB dans le domaine art et sciences de l'art suivront les activités de formation organisées par l'école doctorale relevant de ce domaine et placée sous l'égide du fonds de la recherche scientifique.

Ils pourront bénéficier de l'encadrement pédagogique et artistique (séminaires, workshops, journées de recherche, expositions...) ainsi que des infrastructures techniques, telles que les ateliers et le matériel technique d'AC'TOURNAI afin de mener à bien l'achèvement de la partie artistique de leur thèse, dans les limites fixées au préalable avec la direction d'ACTOURNAI.

Article 8

L'évaluation de la thèse se fera par un jury spécifique, dénommé «jury de thèse», composé de membres proposés paritairement par l'ULB et par la direction d'ACTOURNAI. Celle-ci peut faire appel à des membres extérieurs.

En conformité avec le règlement du doctorat de l'ULB, le jury de thèse devra comporter au moins six membres, dont au moins trois membres du corps académique de l'ULB et trois membres proposés par AC'TOURNAI. Au moins deux membres du jury de thèse doivent être extérieurs à l'ULB. Le promoteur et le co-promoteur devront être membres du jury de thèse. Tous les membres du jury de thèse seront porteurs du titre de docteur obtenu après la soutenance d'une thèse ou jouiront d'une reconnaissance d'une haute compétence scientifique ou artistique dans le domaine.

Lorsque l'un des membres du jury de thèse fait partie à la fois de l'ULB et d'AC'TOURNAI, le nombre de membres peut être réduit à cinq. Dans ce cas, l'ULB et AC'TOURNAI peuvent s'adjoindre un sixième expert extérieur à leurs deux institutions.

Le jury de thèse est présidé par un membre du corps académique de l'ULB. En cas d'égalité des suffrages, la voix du président est prépondérante.

La composition des jurys de thèse fera l'objet d'une approbation par la direction d'AC'TOURNAI. Le jury devra être formellement constitué par l'organe compétent au sein de la faculté de rattachement du promoteur de la thèse. En cas de désaccord entre les parties sur la composition des jurys de thèse, d'autres membres seront proposés jusqu'à l'obtention d'un accord final.

Article 9

La définition et le cadre du doctorat en art et sciences de l'art tel qu'élaboré en commun et approuvé par les autorités académiques de l'ULB et par le conseil de gestion pédagogique d'AC'TOURNAI sont décrits dans l'annexe 2 qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 10

Les étudiants d'AC'TOURNAI sont couverts en responsabilité civile et en accidents corporels par AC'TOURNAI, lorsqu'ils assistent aux activités d'apprentissage organisées dans les locaux de l'ULB.

Les doctorants de l'ULB sont couverts en responsabilité civile et en accidents corporels par l'ULB lorsqu'ils travaillent dans les locaux d'AC'TOURNAI. Ils sont également couverts sur le chemin aller/retour domicile – institutions d'enseignement.

Article 11

Tout litige concernant l'exécution ou l'interprétation de la présente convention sera de la compétence des tribunaux de Bruxelles.

3. Durée de la convention

La présente convention prend effet le 14 septembre 2018, pour une durée d'un an.

Elle sera ensuite tacitement renouvelable chaque année académique, sous réserve de la faculté laissée à chacune des parties de résilier la présente convention, moyennant préavis notifié à l'autre partie, au plus tard le 1er novembre précédant le début de l'année académique.

En aucun cas, la résiliation ne pourra porter préjudice aux étudiants engagés dans un programme de formation.

Toute modification apportée à la présente convention ou à ses annexes devra être approuvée par l'ensemble des parties. Après consultation et accord, cette modification fera l'objet d'un avenant à la convention qui devra être signé par les signataires de la présente convention ou par les personnes compétentes pour le faire, dans le respect des procédures internes.

Fait en 2 exemplaires le

Pour l'AC'TOURNAI (école supérieure des arts), rue de l'Hôpital Notre-Dame, 14 à 7500 Tournai :

Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général,

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction

Pour l'U.L.B. (Université libre de Bruxelles), avenue Franklin D. Roosevelt, 50 - CP 135 à 1050 Bruxelles :

Monsieur Yvon ENGLERT, Recteur.

Annexe 1

Définition et cadre des programmes de la finalité approfondie d'AC'TOURNAI

Définition du master à finalité approfondie

Ce programme est conçu comme espace de travail et de recherche en commun entre étudiants, enseignants, théoriciens, artistes et chercheurs. Le but du master à finalité approfondie est de mener une démarche de création de haut niveau dans le domaine des arts et de dispenser une formation à la recherche réflexive sur la pratique artistique, notamment en vue de l'accès au doctorat en art et sciences de l'art.

Le master à finalité approfondie artistique se compose d'une partie artistique (élaboration et présentation d'une œuvre) et d'une partie théorique (activités d'apprentissage et réalisation d'un mémoire). Les aspects de recherches artistique et théorique sont menés parallèlement. L'organisation du master à finalité approfondie favorise l'interaction entre les deux axes, pratique et théorique, de la formation, y compris dans l'organisation des jurys.

Pour le travail de fin d'études (mémoire – partie artistique et approfondie), l'étudiant sollicite deux enseignants qui suivront son travail : l'un, le promoteur artistique, parmi les enseignants d'unités d'enseignement artistiques d'AC'TOURNAI; l'autre, le promoteur scientifique, parmi les enseignants de l'ULB. Les deux promoteurs marquent leur accord tant pour le projet de travail écrit que pour le projet de travail artistique et pour une proposition de programme de formation, prenant en compte leurs potentialités d'interrelation. Leur accord est notifié au directeur d'AC'TOURNAI.

Ce programme de formation est approuvé au sein d'AC'TOURNAI avant le 31 octobre et validé par la commission particulière mixte paritaire (voir article 2 de la convention).

Cours, séminaires (60 crédits)

Il s'agit de programmes d'une année académique à plein temps.

1. Travail artistique (30 crédits)

- Formation artistique : 20 crédits
- Travail de fin d'études (mémoire – partie artistique) : 10 crédits

2. Finalité approfondie (30 crédits)

- 5 crédits à choisir dans une liste d'activités d'apprentissage universitaires de master comportant une initiation à la méthodologie de la recherche et à l'écriture scientifique
- 5 crédits à choisir dans une liste des activités d'apprentissage de master organisées par AC'TOURNAI (avec l'accord d'AC'TOURNAI, ces 5 crédits peuvent être pris parmi les unités d'enseignement organisées par l'ULB.)
- Séminaires de recherche ou d'activités d'apprentissage approfondies à l'ULB ou en association avec elle (10 crédits)
- Travail de fin d'études (mémoire – partie approfondie) : 10 crédits

Annexe 2

Définition et cadre du doctorat en art et sciences de l'art

Le doctorat en art et sciences de l'art consiste en l'élaboration et la présentation d'un travail artistique et théorique de haut niveau. À cette fin, doctorants, artistes et académiques créent les conditions d'un espace de travail et de recherche en commun.

La thèse de doctorat en art et sciences de l'art se compose d'une partie pratique, la présentation d'une œuvre, et d'une partie théorique, un travail écrit. Ces deux parties étroitement corrélées concrétisent un projet original et personnel ; elles sont examinées ensemble comme un tout par le jury. La partie théorique sera dactylographiée et comportera au moins 180.000 signes, soit 110 pages (hors bibliographie, notes et annexes).

Inscription, direction et comité d'accompagnement de la thèse

Tout titulaire d'un master à finalité approfondie délivré par une ESA ou d'un diplôme jugé équivalent peut s'inscrire à la formation doctorale et aux études menant au doctorat en art et sciences de l'art.

Le candidat doit effectuer une demande d'admission au doctorat, qui comprend notamment une description du projet de thèse que le candidat doit faire approuver par deux personnalités susceptibles de diriger son travail. Il choisit l'une parmi les membres du personnel académique définitif de l'ULB (le promoteur) et l'autre parmi les enseignants de l'ESA (le co-promoteur). Il revient aux candidats de convaincre ces deux promoteurs potentiels de la validité de son projet. Les deux promoteurs pressentis marquent leur accord commun, tant pour le projet artistique (élaboration et présentation d'une œuvre nourrie de la recherche théorique) que pour la partie théorique écrite (travail de recherche original proposant une réflexion et un approfondissement critiques en interaction avec le travail artistique). Ce projet est examiné et évalué comme un tout. L'admission ne pourra être validée que si le candidat peut faire état de l'accord préalable de la direction d'AC'TOURNAI ou de son représentant.

Une fois les conditions d'admission validées par le représentant de l'ULB au conseil de l'école doctorale en art et sciences de l'art, l'admission sera soumise à l'approbation de la faculté de rattachement du promoteur. Les réinscriptions ainsi que les modalités d'organisation du dépôt de la thèse et des soutenances privées et publiques se feront conformément aux dispositions en vigueur dans la faculté de rattachement.

Le doctorant est administrativement rattaché à la faculté de rattachement de son promoteur. L'organe compétent au sein de la faculté de rattachement valide le comité d'accompagnement.

Ce dernier comprend, outre les promoteurs et co-promoteurs, un membre appartenant au corps académique de l'université, porteur d'un titre de docteur obtenu après soutenance d'une thèse, et un membre proposé par la direction de l'ESA. Le président sera un membre du personnel académique de l'ULB, autre que le promoteur. En concertation avec le doctorant, le comité d'accompagnement compose le programme de la formation doctorale qui devra être suivi au sein de l'école doctorale en art et sciences de l'art, conformément aux directives internes de l'ULB et aux règles générales de l'école doctorale en art et sciences de l'art, définies sous l'égide du Fonds de la recherche scientifique (F.N.R.S.) par les différentes universités partenaires en concertation avec les ESA partenaires. De plus, le comité d'accompagnement rencontre au moins une fois par an le candidat afin d'évaluer l'avancement de ses travaux. Sur la base de cette évaluation, il remet à l'organe compétent au sein de la faculté de rattachement et à la direction de l'ESA un avis sur la réinscription.

Selon les modalités définies par le règlement du doctorat et par l'organe compétent au sein de la faculté de rattachement, le doctorant devra accomplir l'épreuve intermédiaire qui a pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des travaux et de s'assurer qu'ils déboucheront sur la présentation d'une thèse de doctorat recevable. Le doctorant rédige un rapport écrit apportant la preuve de l'avancement de ses travaux de recherche, accompagné soit d'une documentation du travail artistique, soit, de préférence, d'une présentation de ce travail (exposition, projection, etc.). Lors de la rencontre avec le comité, le doctorant présente oralement les travaux réalisés et les projets envisagés pour la suite du doctorat. Le comité discute de ces deux points avec le doctorant.

Le président du comité d'accompagnement informera la direction d'AC'TOURNAI et l'organe compétent au sein de la faculté de rattachement des modalités d'organisation de l'épreuve, ainsi que de son résultat. L'autorisation de réinscription au doctorat est conditionnée par la réussite de l'ensemble de l'épreuve, dans ses dimensions pratique et théorique.

Dépôt de la thèse et soutenance

Le dépôt de la thèse se fait à l'ULB, selon les modalités en vigueur dans la faculté de rattachement. Cette faculté éditera le diplôme de doctorat dans le domaine art et sciences de l'art.

La soutenance sera organisée en conformité avec les dispositions spécifiques du règlement du doctorat en art et sciences de l'art.

Activités de formation

Le choix des activités de formation est soumis à l'approbation du comité d'accompagnement. Pour pouvoir être valorisée, toute activité doit faire l'objet d'un document certifiant que le doctorant y a effectivement pris part. Ces attestations devront être présentées par le doctorant pour validation par son comité d'accompagnement et, ensuite, par le représentant de l'ULB au conseil de l'école doctorale en art et sciences de l'art. Un certificat de formation à la recherche pourra alors être délivré par la faculté de rattachement. La formation doctorale doit avoir été validée avant la soutenance.

L'ensemble de la formation doctorale (thèse non comprise) correspond à 60 crédits. Le comité d'accompagnement s'assurera que la formation doctorale répond aux prescriptions de l'école doctorale en art et sciences de l'art de l'ULB :

1. L'école doctorale en art et sciences de l'art a proposé une répartition globale des crédits par type d'activité :
 - Séminaires : 20 crédits au minimum
 - Diffusion et présentation des recherches en cours : 20 crédits au minimum
 - Activités artistiques : 10 crédits au minimum.
2. L'ULB préconise d'évaluer le poids respectif de chaque activité particulière comme suit (les chiffres étant mentionnés à titre indicatif) :

Activité obligatoire

- Séminaire des doctorants : 10 crédits
- Le doctorant expose sa recherche au moins une fois durant sa formation doctorale lors du séminaire annuel organisé par l'école doctorale en art et sciences de l'art.

Étape valorisable

- Épreuve intermédiaire : 20 crédits

Activités optionnelles

- Séminaire doctoral ou équivalent, participation active : 5 crédits
- Conférence donnée par le doctorant : 5 crédits
- Colloques, séminaires ou cours complémentaires, participation active : 5 crédits
- Séjour de recherche/résidence d'artiste, etc. : 10 crédits
- Organisation d'une activité scientifique ou artistique : 5 crédits
- Article publié ou accepté pour publication (entre 10 et 20 pages) : 10 crédits
- Exposition, concert, etc. : 10 crédits.

27. Musées. Adhésion à l'association internationale des villes amies de la marionnette. Statuts de l'association. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'à la demande de la Maison de la marionnette, le collège communal a décidé, en séance du 10 novembre 2017, de marquer son accord de principe sur l'adhésion de la Ville à l'Association internationale des villes amies de la marionnette (AVIAMA) ainsi que sur les statuts de l'association, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant que les objectifs de l'AVIAMA sont les suivants :

- de promouvoir les arts des marionnettes et de soutenir leur développement,
- de rassembler et fédérer des villes et gouvernements locaux qui, dans différents pays, mènent des actions en matière d'arts de la marionnette
- d'organiser en commun toute action pertinente en rapport avec les arts de la marionnette;

Considérant que les statuts de l'AVIAMA prévoient le règlement d'une cotisation annuelle de l'ordre de 1.500,00€;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver l'adhésion de la Ville à l'Association internationale des villes amies de la marionnette ainsi que les statuts de l'association;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

1. d'adhérer à l'Association internationale des villes amies de la marionnette (AVIAMA).
2. d'approuver les statuts de l'association, dont les termes suivent :

STATUTS DE L'AVIAMA

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES AMIES DE LA MARIONNETTE

Préambule

Les villes et gouvernements locaux - membres fondateurs

Considérant que les arts de la marionnette constituent une pratique artistique qui se rencontre dans de nombreuses cultures et civilisations;

Considérant que des collectivités territoriales promeuvent, dans différents pays, cet art en le soutenant et en le favorisant;

Considérant qu'il est apparu pertinent de constituer, entre ces collectivités, un réseau de solidarité, d'échange et de coopération afin de partager les bonnes pratiques, d'organiser des événements en commun et, de façon générale, de promouvoir, défendre et développer les arts de la marionnette;

CONVIENNENT DES STATUTS QUI SUIVENT :

TITRE I - Constitution, dénomination et siège social

Article 1er - Formation, constitution, dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association, et par le décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative aux contrats d'association, ayant pour titre "Association internationale des villes amies de la marionnette" et pour sigle AVIAMA.

Article 2 - Siège social

Le siège social est fixé à Charleville-Mézières (France).

Le transfert du siège social ne peut être décidé que par l'assemblée générale à l'unanimité.

TITRE II - Objet de l'association

Article 3 - Buts

Cette association a pour buts :

- de promouvoir les arts des marionnettes et de soutenir leur développement;
- de rassembler et fédérer les villes et gouvernements locaux qui, dans différents pays, mènent des actions en matière d'arts de la marionnette;
- d'organiser en commun toute action pertinente en rapport avec les arts de la marionnette.

TITRE III - Membres : catégories, admission et perte de la qualité de membre

Article 4 - Membres : catégories

L'association se compose de :

- "villes et gouvernements locaux - membres fondateurs", ci-après désignés comme membres fondateurs;
- "villes et gouvernements locaux - membres adhérents", ci-après désignés comme membres adhérents;
- "membres d'honneur";
- "membres qualifiés".

Article 5 - Membres - Qualités - Admission

La catégorie des membres fondateurs comprend les villes ou gouvernements locaux, membres de l'association au moment de l'assemblée générale constitutive. Cette catégorie ne peut accueillir de nouveaux membres.

La catégorie des membres adhérents comprend les villes ou gouvernements locaux, qui ont rejoint l'association après l'assemblée générale constitutive et dont la candidature a été acceptée par le conseil d'administration à la majorité absolue.

La catégorie des membres d'honneur comprend :

- le président-fondateur qui, à l'issue de son mandat, verra sa candidature présentée pour le titre de président d'honneur à vie;
- le vice-président fondateur qui, à l'issue de son mandat, verra sa candidature présentée pour le titre de vice-président d'honneur à vie;
- les personnes physiques qui ont représenté au sein de l'association un membre fondateur ou adhérent et qui se sont distinguées à cette occasion par leur engagement, leur travail et leur investissement et dont la candidature, proposée par au moins deux membres fondateurs ou adhérents, a recueilli la majorité absolue des suffrages du conseil d'administration.

La catégorie des membres qualifiés comprend les personnes morales ou physiques dont les activités et les travaux consacrés aux arts de la marionnette justifient leur participation à certains projets de l'association, et dont la candidature, présentée par eux ou par un membre, a été acceptée par le conseil d'administration à la majorité absolue. La qualité de membre associé peut être limitée dans le temps par le conseil d'administration, qui en fixe le terme dans sa décision d'admission.

Article 6 - Perte de la qualité de membre

La qualité de villes et gouvernements locaux - membres fondateurs se perd par la décision de se retirer ou par l'exclusion prononcée par les autres membres fondateurs à la majorité absolue.

La qualité de villes et gouvernements locaux - membres adhérents se perd par la décision de se retirer ou par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale à la majorité absolue.

La qualité de membre d'honneur se perd par la démission, le décès ou l'exclusion prononcée par le conseil d'administration à la majorité absolue.

La qualité de membre qualifié se perd par la décision de se retirer, par la disparition ou le décès, par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration à la majorité absolue ou, le cas échéant, à l'issue du terme fixé dans la décision d'admission.

TITRE IV - Ressources et organisation

Article 7 - Ressources de l'association

Les ressources de l'association comprennent :

- les cotisations des membres fondateurs et des membres adhérents, fixées par le conseil d'administration.

Le montant de la cotisation annuelle exprimé en euros est obtenu en multipliant le "revenu national brut par habitant" (référence banque mondiale) du pays de la ville ou du gouvernement local concerné par le millionième du "nombre d'habitants" de cette ville ou de ce gouvernement local, en sachant que ce montant ne peut pas excéder 1.500,00€.

Lorsque le revenu national brut (RNB) par habitant est inférieur à 1.000,00€, le montant de la cotisation correspond à un forfait de 500,00€, sauf si l'application de la méthode de calcul ci-dessus est plus profitable. La première cotisation sera perçue au titre de l'année civile 2012;

- les dons de toute nature;
- toute aide publique ou privée.

Article 8 - Assemblée générale

1) L'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale comprend :

- un représentant de chaque ville ou gouvernement local - membre fondateur, désigné librement par lui-même; deux voix sont attribuées par ville ou gouvernement local;
- un représentant de ville ou gouvernement local – membre adhérent, désigné librement par lui-même; deux voix sont attribuées par ville ou gouvernement local;
- les membres d'honneur, qui siègent en leur nom propre et participent aux votes; une voix est attribuée par membre;
- les membres qualifiés, qui ne participent pas aux votes.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans une ville membre, candidate, choisie par l'assemblée générale à la majorité des voix.

Trois mois avant la date fixée, chaque représentant désigné par les membres fondateurs et adhérents, les membres d'honneur et les membres qualifiés siégeant au sein de l'assemblée générale sont convoqués par le président. L'ordre du jour leur est communiqué à cette occasion.

Le président assisté des membres du conseil d'administration préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet un bilan financier à l'approbation de l'assemblée.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, à la désignation au scrutin secret et à la majorité absolue des personnes qui composent le conseil d'administration.

2) L'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le président pour les modifications des statuts, et pour tout autre cas qui pourrait s'avérer indispensable.

L'assemblée générale extraordinaire peut également être demandée par un quart des membres fondateurs ou adhérents de l'association.

Article 9 - Le conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil d'administration qui comprend :

- 6 à 12 représentants des gouvernements locaux membres fondateurs ou adhérents;
- les membres d'honneur;
- les membres qualifiés.

La durée du mandat au sein du conseil d'administration est de six ans, hormis pour les membres d'honneur qui y siègent sans limitation de durée.

Article 9 bis - Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit une fois au moins tous les ans, ou à la demande du quart de ses membres.

Le président convoque par écrit les membres du conseil d'administration aux réunions en précisant l'ordre du jour.

Chaque membre du conseil d'administration peut se faire représenter par un autre membre du conseil d'administration, dans la limite de trois voix déléguées par personne présente.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Les villes ou gouvernements locaux membres fondateurs ou adhérents siègent avec une voix délibérative.

Les membres d'honneur et les membres qualifiés siègent au conseil d'administration avec une voix consultative.

Les membres d'honneur siégeant au sein du conseil d'administration sont éligibles aux différentes fonctions du bureau.

Toutes les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans un registre et signées du président et du secrétaire.

Article 9 ter - Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi de pouvoirs étendus dans les limites de l'objet de l'association et dans le cadre des délibérations adoptées par l'assemblée générale.

Il peut autoriser tous actes ou opérations qui ne sont pas statutairement de la compétence de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il se prononce sur les admissions des membres de l'association et confère les éventuels titres d'honneur. Il se prononce également sur les mesures d'exclusion des membres.

Il autorise l'ouverture de tous comptes bancaires, effectue tous emplois de fonds, contracte tous emprunts, sollicite toutes subventions, requiert toutes inscriptions ou transcriptions utiles.

Il autorise le président ou le trésorier à exécuter tous actes, aliénations et investissements reconnus nécessaires des biens et des valeurs appartenant à l'association et à passer les marchés et les contrats nécessaires à la poursuite de son objet.

Article 10 - Le bureau

Le conseil d'administration élit en son sein, au scrutin secret et à la majorité des voix, un bureau composé :

- d'un président, qui porte le titre de président de l'AVIAMA, et est habilité de façon générale à représenter l'association;
- d'un vice-président, qui peut être habilité à représenter l'association dans les matières déterminées par le conseil d'administration;
- d'un secrétaire;
- d'un trésorier.

La durée du mandat au sein du bureau est de six ans.

Article 10 bis - Rôle du bureau

Le bureau prépare les réunions du conseil d'administration dont il exécute les décisions. Il traite les affaires courantes dans l'intervalle des réunions du conseil d'administration.

Le bureau se réunit au moins une fois tous les ans.

Rôle du président

Le président réunit et préside le conseil d'administration et le bureau.

Il représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il peut déléguer, sur avis du conseil d'administration, ses pouvoirs à un autre membre du conseil d'administration. Sur décision du conseil d'administration, il peut exercer les fonctions de directeur administratif.

Rôle du vice-président

Le vice-président assiste le président en tout ce qu'il requiert pour le fonctionnement normal de l'association. Il se substitue temporairement au président à sa demande ou dans l'impossibilité pour le président d'exercer son rôle.

Rôle du secrétaire

Le secrétaire est chargé de la correspondance statutaire, notamment l'envoi des convocations. Il rédige les procès-verbaux des instances statutaires et en assure la transcription sur les registres prévus à cet effet.

Rôle du trésorier

Le trésorier tient les comptes de l'association.

TITRE VI - Règlement intérieur**Article 11 - Règlement intérieur**

Un règlement intérieur peut être établi ou modifié par le conseil d'administration qui le fait alors approuver par l'assemblée générale à la majorité absolue.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

TITRE VII - Modification des statuts

Article 12 - Modification des statuts

Toute proposition de modification des statuts émanera du conseil d'administration ou d'au moins six membres - ville ou gouvernement local - issus d'au moins six pays différents.

Les propositions seront notifiées par écrit aux membres de l'AVIAMA au moins un mois avant la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle elles seront examinées.

Aucune modification des statuts de l'AVIAMA ne sera adoptée si les deux tiers des membres - ville ou gouvernement local - ne sont pas représentés, et si elle n'est pas approuvée à une majorité des deux tiers des voix exprimées.

Si moins des deux tiers des membres - ville ou gouvernement local - sont représentés lors de la première réunion, l'assemblée générale sera habilitée à prendre une décision exécutoire lors de la réunion suivante à la majorité des deux tiers des voix exprimées, quel que soit le nombre des membres - ville ou gouvernement local - représentés.

TITRE VIII - Dispositions diverses

Article 13 - Langues officielles

Les langues officielles de l'assemblée sont le français et l'anglais.

TITRE IX - Dissolution, droit applicable et juridiction compétente

Article 14 - Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901, est dévolu à une activité ayant pour objet la promotion des arts de la marionnette et soutenant leur développement. Les membres ne sont pas individuellement responsables des dettes et du passif.

Article 15 - Droit applicable et juridiction compétente

L'association est régie par le droit français.

Tout contentieux à naître quant à son organisation et à son fonctionnement relève de la compétence des juridictions françaises.

En cas de désaccord concernant le sens de certaines parties des statuts, la version française devra être considérée comme l'unique version correcte et valide.

28. Musée d'Histoire naturelle. Aménagement du jardin scientifique. Demande de subvention auprès du commissariat général au tourisme (CGT). Approbation.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX sort de séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, demande des précisions concernant l'aménagement d'une serre à papillons et sa localisation sur le plan. Des précisions lui sont données, en réponse à sa question.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 12 février 2017, le collège communal a marqué son intérêt pour le projet d'aménagement du jardin du musée d'Histoire naturelle, qu'il a décidé de faire appel à un auteur de projet pour sa conception et qu'il a prévu les moyens nécessaires à l'élaboration du projet en modification budgétaire;

Considérant la décision du collège communal du 23 septembre 2016 de passer un marché de services estimé à 59.895,00€ TVA comprise, ayant pour objet la désignation d'un auteur de projet pour la conception et le contrôle d'exécution des travaux d'aménagement d'un jardin d'agrément scientifique annexé au musée d'Histoire naturelle;

Considérant qu'en séance du 7 octobre 2016, le collège communal a chargé le conservateur du musée d'Histoire naturelle de préparer le dossier de demande de subvention à introduire auprès du commissariat général au tourisme (CGT).

Considérant la décision du collège communal du 28 octobre 2016 autorisant M. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général, à signer les lettres et formulaires de demande de subsides à introduire au Commissariat général au tourisme (CGT);

Considérant la décision du collège communal du 16 décembre 2016 de désigner l'association momentanée ATELIER 2F SPRL, comme auteur de projet pour la conception et le contrôle d'exécution des travaux d'aménagement d'un jardin d'agrément scientifique annexé au musée d'Histoire naturelle;

Considérant la décision du collège communal du 2 juin 2017 approuvant l'avant-projet définitif d'aménagement du jardin annexé au musée d'Histoire naturelle pour un montant estimatif de 402.000,00€;

Considérant qu'en séance du 28 juillet 2017, le collège communal a décidé d'introduire auprès du service public de Wallonie la demande de permis unique relatif au musée d'Histoire naturelle pour le "renouvellement et extension du permis d'environnement avec l'aménagement du jardin d'agrément scientifique", dans un établissement situé rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai;

Considérant qu'en vue de l'introduction d'un dossier complet de demande de subvention auprès du Commissariat général au tourisme (CGT), il convient que le conseil communal décide :

- d'approuver le principe du travail, les plans et l'avant-projet;
- de s'engager à prévoir au budget 2018 au minimum la quote-part d'intervention de la Ville, soit 40 % du montant estimatif total des travaux prévus, en l'occurrence un montant estimatif de 161.000,00€;
- d'approuver le maintien de l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans à partir du 1er janvier de l'année de liquidation totale de la subvention;
- de s'engager à entretenir en bon état la réalisation subsidiée;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité ;

DÉCIDE

de marquer son accord sur les différentes conditions requises pour introduire un dossier complet de demande de subvention auprès du commissariat général au tourisme (CGT) pour l'aménagement du jardin d'agrément scientifique du musée d'histoire naturelle à savoir :

- d'approuver le principe du travail, les plans et l'avant-projet définitif d'aménagement d'un jardin d'agrément scientifique annexé au musée d'histoire naturelle et vivarium de la ville de Tournai;
- de s'engager à prévoir au budget 2018 au minimum la quote-part d'intervention de la ville de Tournai, soit 40% du montant estimatif total des travaux prévus, en l'occurrence un montant estimatif de 161.000,00€;
- d'approuver le maintien de l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans à partir du 1er janvier de l'année de liquidation totale de la subvention;
- de s'engager à entretenir en bon état la réalisation subsidiée.

<p><u>29. Service des affaires administratives et sociales. Travaux de parachèvement.</u> <u>Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</u></p>

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"Un budget de 113.000,00€ est prévu pour le mobilier. On nous dit qu'il ne vaut plus rien mais nous demandons qu'il soit donné, si ce n'est pas trop tard, parce qu'il existe maintenant de nombreuses filières de seconde main."

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, lui apporte la réponse suivante :

"Le mobilier qui s'y trouvait date d'un peu plus de 20 ans. Il n'a pas été jeté mais a été en partie transféré aux anciennes douanes. On l'utilise donc temporairement pendant la durée des travaux. L'autre partie a été stockée dans les ateliers communaux. Rien n'a donc été jeté."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1° a) (procédure négociée sans publication préalable);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00 € hors TVA);

Considérant que dès l'achèvement des travaux actuellement en cours au service des affaires administratives et sociales, il faudra procéder à des travaux de parachèvement (création d'une mezzanine, installation d'une cuisine et aménagement mobilier);

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève au montant de 121.442,00€ hors TVA, soit 146.944,82€ TVA comprise, réparti comme suit :

- partie 1: généralités et tracé des ouvrages, estimée à 2.500,00€ hors TVA, soit 3.025,00€ TVA comprise.
- partie 2: parachèvement (création de la mezzanine), estimée à 11.215,00€ hors TVA, soit 13.570,15€ TVA comprise.
- partie 3: menuiseries intérieures (garde corps et plinthe), estimée à 9.777,00€ hors TVA, soit 11.830,17€ TVA comprise.
- partie 4: mobilier de cuisine, estimée à 4.000,00€ hors TVA, soit 4.840,00€ TVA comprise.
- partie 5: mobilier, estimée à 93.950,00€ hors TVA, soit 113.679,50€ TVA comprise.

Vu la note de motivation de l'atelier d'architecture d'intérieur, "Intérieur 9", sous-traitant de l'auteur de projet, l'atelier d'architecture "Meunier-Westrade":

"Le projet s'articule autour de plusieurs volets :

La réalisation d'une mezzanine d'archivage.

Le remplacement du revêtement de sol du premier étage destiné aux employés.

La réalisation d'une kitchenette au premier étage du bâtiment.

La fourniture et installation de l'ensemble du mobilier de bureau des zones back et front office du service ainsi que les panneaux de signalétique du front office.

- 1) La mezzanine, destinée à l'archivage et accessible uniquement par le personnel du service sera accessible via un escalier circulaire (décrit dans le cahier des charges initial du projet)*

Cette mezzanine permettra l'installation de bibliothèques de rangement pour classeurs. (mobilier non inclus dans le cahier des charges)

- 2) Le premier étage du bâtiment étant affecté dans le projet aux zones sanitaires du personnel, à une salle de réunion et à un espace de détente, l'ensemble du revêtement de sol actuel sera remplacé. Le projet comprend la fourniture et pose d'un revêtement de sol souple de type linoléum ainsi que le remplacement des plinthes après pose du couvre-sol.*

- 3) Une kitchenette simple sera réalisée en lieu et place d'un lave mains à l'étage du bâtiment. (espace arrière gauche des bureaux actuels)*

Cette kitchenette comprendra un évier avec mitigeur et chauffe eau, deux plaques de cuisson, un espace libre pour réfrigérateur, un plan de travail et des armoires de rangement.

- 4) Le projet comprend le remplacement de l'ensemble du mobilier de bureau en zone back-office, des comptoirs d'accueil en zone front-office ainsi que des armoires de rangement dans les deux zones. Une attention toute particulière a été portée au confort acoustique des lieux. Des panneaux d'absorption acoustiques sont intégrés au projet et permettent une amélioration de l'acoustique tout en jouant un rôle décoratif.*

L'ergonomie des travailleurs a été étudiée au mieux et le mobilier proposé en fonction.

La signalétique du projet fait également partie des travaux visés."

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 §1er, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que des crédits de l'ordre de 200.000,00€ sont inscrits à l'article 104/724-60 du budget extraordinaire de 2017 (sous réserve de l'approbation par la tutelle de la modification budgétaire n°2) afin de couvrir les dépenses relatives aux travaux, soit la somme de 28.425,32€ TVA comprise;

Considérant qu'un montant de 145.000,00€ est inscrit sur l'article 104/741-51 pour les dépenses relatives au mobilier, soit un montant de 118.519,50€ TVA comprise;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;
À l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : de passer un marché ayant pour objet des travaux de parachèvement du service des affaires administratives et sociales, pour un montant total estimé à 121.442,00€ hors TVA, soit 146.944,82€ TVA comprise, réparti comme suit:

- partie 1: généralités et tracé des ouvrages, estimée à 2.500,00€ hors TVA, soit 3.025,00€ TVA comprise.
- partie 2: parachèvement (création de la mezzanine), estimée à 11.215,00€ hors TVA, soit 13.570,15€ TVA comprise.
- partie 3: menuiseries intérieures (garde corps et plinthe), estimée à 9.777,00€ hors TVA, soit 11.830,17€ TVA comprise.
- partie 4: mobilier de cuisine, estimée à 4.000,00€ hors TVA, soit 4.840,00€ TVA comprise.
- partie 5: mobilier, estimée à 93.950,00€ hors TVA, soit 113.679,50€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 200.000,00€ sont inscrits par voie de modification budgétaire n°2 sur l'article 104/724-60 afin de couvrir la partie travaux et un montant de 145.000,00€ est inscrit sous l'article 104/741-51 du budget extraordinaire 2017, afin de couvrir la partie relative au mobilier.

30. Tournai, rue Mullier. Travaux de construction d'un terrain multisports «Sport de rue». Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour ce marché et que les travaux comprendront notamment:

- les déblais généraux
- la réalisation de fondation en empierrement
- la fourniture et la pose d'un hydrocarboné poreux
- la fourniture et la pose d'éléments linéaires
- la fourniture et la pose d'un terrain multisports.

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 74.024,00€ hors TVA, soit 89.569,04€ TVA comprise (subside infrasports: 85%);

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 90.000,00€, sous l'article 722/723-60 (subsidés et fonds de réserve);

Considérant que le marché de travaux peut être passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 de la loi du 17 juin 2016;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
 Sur proposition du collège communal;
 A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de construction d'un terrain multisports «Sport de rue» à la rue Mullier à Tournai, estimés à 74.024,00€ hors TVA, soit 89.569,04€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 de la loi du 17 juin 2016.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et le plan y relatif.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C ou la sous-catégorie G4 – classe 1;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2017 à concurrence de 90.000,00€ sous l'article 722/723-60 (subsidés et fonds de réserve).

31. Tournai, rue Blandinoise. Travaux d'aménagement (voirie et trottoirs). Crédit d'impulsion. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 41;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour ce marché et que les travaux comprendront notamment:

- la démolition des revêtements en voirie et en trottoir
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné en voirie et de pavés de béton au niveau des trottoirs et des plateaux
- la création de plateaux ralentisseurs

Considérant que l'entièreté des trottoirs sera rénovée, que les carrefours seront équipés de plateaux ralentisseurs et que la voirie sera pourvue d'un nouveau revêtement;

Considérant que l'ensemble de ces travaux permettront de sécuriser les abords du pôle scolaire tout proche;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 276.448,00€ hors TVA, soit 334.502,08€ TVA comprise;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est produite lors de la rédaction de la modification budgétaire n° 1 et que les crédits nécessaires ont été inscrits en exercice antérieur 2016;

Considérant qu'il convient de rectifier cette erreur en inscrivant au budget 2018 les crédits nécessaires pour faire face à la dépense (110.000,00€ en emprunt et 225.000,00€ en subside);

Considérant qu'en son article 4, la promesse de subside stipule que les pièces approuvées par l'autorité communale en vue de la liquidation du subside devront être présentées dans les 24 mois suivant la notification du présent arrêté (daté du 28 novembre 2016);

Considérant qu'il convient de lancer le marché sans délai afin de ne pas perdre le bénéfice de cette subvention;

Considérant que ce marché de travaux peut être passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux d'aménagement de la rue Blandinoise à Tournai dans le cadre du crédit d'impulsion 2016, estimés à 276.448,00€ hors TVA, soit 334.502,08€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C - classe 3;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché seront prévus au budget extraordinaire 2018 à concurrence de 335.000,00€ (110.000,00€ en emprunt et 225.000,00€ en subside).

32. Tournai, allée des Groseilliers. Travaux de voirie. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La délibération du collège communal a été annulée par la tutelle.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Le Conseil décide de reporter le point.

33. Kain, rue du Troisième Age. Travaux d'accotement et de filet d'eau. Convention avec la société régionale wallonne du transport (SRWT). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Ville et la société régionale wallonne du transport (SRWT) projettent, dans le cadre d'un marché conjoint, la réalisation de travaux d'accotement et de filet d'eau à la rue du Troisième Age à Kain;

Considérant qu'une partie des travaux consistera notamment à aménager l'arrêt de bus qui se situe dans cette même rue;

Considérant que les aménagements envisagés et leur répartition figurent sur le plan de convention n° V1284-CO1 annexé au présent dossier;

Considérant qu'une convention a été mise en place et a pour objectif de fixer les rôles ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et l'exécution des travaux précités;

Considérant qu'aux termes de ladite convention, il est notamment prévu ce qui suit :

- la Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et à ce titre assurera la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux précités.
- chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui les concernent suivant le plan annexé à la convention;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 99.050,00 € hors TVA:

- pour la Ville: 82.560,00 € hors TVA soit 99.897,60 € TVA comprise
- pour la SRWT: 16.490,00€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SRWT);

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes du projet de convention à conclure avec la société régionale wallonne du transport, qui a pour objet de fixer les rôles ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux à la rue du Troisième Age à Kain, dont les termes suivent :

"Entre :

La **Ville de Tournai**, ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre faisant fonction, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général, ci-après dénommée "**La Ville**"

ET

La société régionale wallonne du transport, dont le siège est situé à 5100 Namur, avenue Gouverneur Bovesse, 96, ici représentée par Monsieur Vincent PEREMANS, administrateur général,

ci-après dénommée "**la SRWT**."

Tous deux dénommés sous le vocable "partenaire"

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Rue du Troisième Age à Kain. Travaux d'accotement et de filet d'eau. Convention de travaux.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet les travaux d'accotement et de filet d'eau sur une partie de la rue du Troisième Age à Kain.

Les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention n° V1284-C01 ci-annexé.

La Ville prendra à sa charge les travaux de voirie repris sous liseré jaune au plan de convention n° V1284-C01.

La SRWT prendra quant à elle à sa charge l'aménagement de l'arrêt de bus repris sous liseré rouge.

Article 2 : étude et documents

La Ville se chargera de l'étude du projet relatif à l'ensemble des aménagements d'une partie des filets d'eau et d'accotements comprenant, entre autres, la partie à charge de la SRWT.

La Ville établira le projet d'exécution, le métré et les spécifications techniques relatifs aux travaux d'accotement et de filet d'eau comprenant entre autres la partie à charge de la SRWT (cfr plan de répartition de prise en charge n° V1284-C01) en vue de l'établissement du cahier spécial des charges.

La Ville, chargée de l'étude de la partie relative à la SRWT, fera approuver par celle-ci l'ensemble des documents (CSC, métré, plans) **AVANT** la mise en adjudication. Par son approbation des études précitées, la SRWT assume la qualité d'auteur de projet pour la partie des études qui la concerne.

Les travaux seront repris dans des métrés séparés pour chaque partenaire et feront l'objet d'états d'avancement des travaux séparés, à dresser par l'entrepreneur.

Article 3 : mission de la Ville

En exécution de l'article 48 de la loi du 15 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, la SRWT désigne la Ville, qui accepte, en qualité de pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché visé par les présentes; cette dernière assume en conséquence, la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux relatifs à l'objet de la convention.

Conformément au projet approuvé par l'ensemble des parties, la Ville sollicitera toutes les autorisations nécessaires relatives aux aménagements repris au plan de convention V1284-C01.

Sur base de ces autorisations, elle établira à titre gratuit les plans techniques de l'ensemble des aménagements, le métré présentant 2 divisions (l'une à charge de la SRWT, la seconde à sa charge) ainsi que les spécifications techniques utiles pour la rédaction du cahier des charges.

Sur base des documents techniques établis par elle conformément à l'article 2 ci-avant, la Ville réalise le cahier spécial des charges qui sera approuvé par la SRWT.

Sur base du cahier des charges approuvé par toutes les parties, la Ville procède à la mise en adjudication des travaux.

La SRWT confère notamment à la Ville le droit de :

- de désigner l'adjudicataire des travaux et le cas échéant, de recommencer la procédure d'attribution du marché et ce, dans le respect de la législation sur les marchés publics. A cet effet, la Ville examinera les offres et établira le rapport d'adjudication et ce, en collaboration avec la SRWT. La Ville transmettra pour accord à la SRWT le projet de décision d'attribution motivé et accompagné de toute pièce utile. Dès l'émission de son accord, chaque partenaire engagera sur son budget le montant correspondant à la partie du marché qui le concerne. Tout refus d'accord sur le projet de décision d'attribution devra être dûment motivé et le partenaire qui l'a émis en assumera la responsabilité;
 - notifier au soumissionnaire la décision d'attribution du marché;
 - délivrer les ordres d'exécuter les travaux;
 - ordonner toutes suppressions, adjonctions et/ou modifications généralement quelconques aux travaux commandés à l'entrepreneur, ainsi qu'aux travaux déjà exécutés et d'en fixer toutes les conditions, y compris celles d'ordre financier.
1. Au cas où des modifications aux dispositions originelles du cahier des charges et/ou aux plans s'avèreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux, la Ville établira un décompte en moins et/ou en plus et l'enverra pour acceptation à l'entrepreneur sous réserve de l'approbation par la SRWT pour la partie des travaux qui les concerne. La Ville enverra le décompte accepté ou non par l'entrepreneur, accompagné d'un rapport circonstancié concernant la nécessité, le coût et la prolongation de délai, pour approbation à la SRWT pour la partie des travaux qui les concerne. La Ville ne donnera pas d'ordre d'entamer les travaux faisant l'objet du décompte avant que la SRWT ne lui ait signifié leur approbation pour la partie des travaux qui la concerne. La Ville mentionnera dans son rapport le délai imparti à la SRWT pour prendre une décision en l'espèce.
 2. La procédure prévue au point 1 ci-avant n'est pas applicable en cas d'urgence et pour autant que le montant estimé cumulé des travaux supplémentaires à charge du partenaire concerné n'excède pas 5% du montant de la soumission de sa quote-part, hors TVA. Dans ce cas, la Ville demandera au délégué de la SRWT l'assentiment préalable de la SRWT sur les modifications proposées et qui les concernent. La Ville fera une déclaration relative à la nature et à la nécessité des modifications et à l'influence de celle-ci sur le coût et le déroulement des travaux. La SRWT prendra sa décision dans les 24 heures de la formulation de la demande et avertira le fonctionnaire dirigeant de la Ville par fax, faute de quoi la Ville décidera de lanière autonome de l'exécution des modifications. La Ville s'engage à établir dès que possible un décompte relatif aux modifications ainsi apportées. La SRWT s'engage à ne pas contester le principe des décomptes établis conformément au présent paragraphe.
 3. En cas de dépassement des quantités présumées, la Ville s'engage à transmettre dans les meilleurs délais à la SRWT, pour les travaux qui la concernent, un état estimatif y relatif. Dès que les quantités exactement exécutées seront connues, la Ville établira les états de régularisation des quantités présumées et les envoie à la SRWT.

La SRWT s'engage à prendre toute disposition nécessaire pour que la Ville soit en mesure de respecter les délais imposés par le cahier spécial des charges (clauses administratives).

Les conséquences financières qui pourraient résulter d'un retard dans la notification d'accord ou de remarques éventuelles sont supportées par la partie responsable.

Article 4 : mission de coordination en matière de sécurité et de santé

Conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif à la coordination de sécurité et de santé des chantiers temporaires ou mobiles, la mission de coordination sécurité et santé sera prise en charge et assumée par le coordinateur de la Ville pour l'ensemble des travaux.

Article 5 : contrôle des travaux et réception

Le fonctionnaire dirigeant est désigné par la Ville et assumera la conduite, le contrôle, la surveillance et la coordination des travaux et ce, sans préjudice de la responsabilité d'auteur de projets assumé par la SRWT conformément à ce qui est dit à l'article 2.

La SRWT désignera et notifiera à la Ville le nom de son propre délégué.

Celui-ci aura un accès permanent au chantier. Ce délégué assiste le fonctionnaire dirigeant. Il assiste aux réunions périodiques de chantier; il vérifie l'état d'avancement des travaux, leur exécution en conformité avec les clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges précité, les offres et plans relatifs au marché.

Il participe à la réception technique préalable des matériaux et éléments de construction et contrôle la mise en oeuvre conforme de ceux-ci.

Toute observation relative aux missions mentionnées ci-avant est communiquée par le délégué par écrit au fonctionnaire dirigeant et fait l'objet d'une inscription au journal des travaux.

Le fonctionnaire dirigeant prend les mesures qui s'imposent.

La Ville, assistée de la SRWT, réceptionnera les travaux et dressera les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ou de refus et notifiera ceux-ci à l'entrepreneur.

Article 6 : mise à disposition des constructions

A partir de la réception provisoire, les constructions édifiées dans le cadre de la présente convention seront mises à disposition pour partie à la Ville et pour l'autre à la SRWT, chacune pour la partie qui la concerne conformément au plan visé à l'article 1.

La SRWT en informera le TEC Hainaut, exploitant et utilisateur de la zone prise en charge financièrement par la SRWT.

Article 7 : interventions financières

La Ville et la SRWT s'engagent à intervenir dans le coût des travaux.

Conformément au cahier spécial des charges établi par la Ville et approuvé par la SRWT ainsi que ses annexes, les travaux sont pris en charge par la SRWT et la Ville, selon la répartition figurant au plan n° V1284-C01 annexé à la présente ainsi que selon les différentes parties du métré; les travaux seront réalisés simultanément.

Le coût réel des travaux sera déterminé au plus tard soixante jours de calendrier après la réception provisoire; le décompte final fixera les quotes-parts respectives de la Ville et la SRWT conformément au métré joint au Cahier Spécial des Charges et au plan visé à l'article 1.

Article 8 : paiements

Chaque partenaire paie l'adjudicataire pour la partie des travaux qui le concerne.

Ces paiements seront effectués sur production d'une déclaration de créance établie par l'adjudicataire. L'entrepreneur établit donc une déclaration de créance et une facture, par partenaire pour chaque état d'avancement. Pour ce qui concerne la SRWT, les montants doivent être indiqués hors TVA. Le régime TVA est l'autoliquidation conformément à l'article 22 de l'arrêté royal du 19 décembre 2012, modifiant l'arrêté royal n° du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette déclaration de créance est signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant le paiement demandé, ainsi que des documents justificatifs complets permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier les travaux exécutés à des prix unitaires proposés par l'entrepreneur et non encore acceptés par le premier cité ou le poste réservé à des sommes à justifier (SAJ).

Chaque partie est responsable des travaux exécutés pour son compte et pour lesquels elle aura reçu une déclaration de créance, de l'établissement du procès-verbal visé à l'article 95, §2°, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ainsi que de la notification à l'adjudicataire de la situation des travaux admis en paiement et de l'invitation à introduire une facture conformément à cette disposition.

Les factures seront établies pour la SRWT et la Ville sous le régime de cocontractant.

Chaque partenaire est tenu d'assumer les éventuels intérêts de retard et dommages et intérêts occasionnés par un retard dont elle est à l'origine.

Article 9 : premier établissement - renouvellement

Est à charge de la SRWT :

- toute modification que la SRWT déciderait d'apporter aux installations et cela, en concertation avec la Ville

Sont à charge de la Ville :

- toute modification que la Ville déciderait d'apporter aux installations en concertation avec la SRWT;
- l'entretien courant des aménagements de trottoir, des arrêts pour autobus, de la signalisation et du mobilier urbain nouvellement créés.

Article 10 : modifications des ouvrages

Aucune modification des ouvrages, cofinancés par la SRWT, ne pourra être réalisée sans l'accord des parties concernées.

Article 11 : enregistrement

La présente convention est considérée comme étant d'intérêt public. Les frais d'enregistrement seront supportés par la partie qui jugera opportun d'enregistrer la présente convention.

Article 12 : élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fait élection de domicile en ses bureaux.

En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont Tournai dépend sont compétents

Pour la ville de Tournai,

Thierry LESPLINGART
Directeur général

Paul-Olivier DELANNOIS
Bourgmestre faisant fonction

Pour la SRWT,

Vincent PEREMANS
Administrateur général

34. Kain, rue du Troisième Age. Travaux d'accotement et de filet d'eau. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 42, §1er, 1° a);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics;

Considérant que l'auteur de projet a établi le projet définitif relatif au marché conjoint de travaux d'accotement et de filet d'eau rue du Troisième Age à Kain;

Considérant que ces travaux comprendront notamment :

- les travaux préparatoires;
- le démontage d'avaloirs, taques d'égout, d'éléments linéaires;
- la démolition d'avaloirs, taques d'égout, filets d'eau, éléments linéaires;
- la remise à niveau de trappillons divers;
- la démolition des fondations et sous-fondations;
- le démontage de revêtements en pavé;
- les terrassements de déblais et remblais, nivellements, blindages, rabattements, recherche de canalisations existantes, etc.;
- la réalisation des travaux de voiries et aménagements des abords, égouttage, rejets;
- le placement de nouvelles bordures en pierre;
- la réalisation de sous-fondations;
- la réalisation de fondations;
- la réalisation de voiries et d'accotements en pavé de pierre;
- la réalisation de voiries en béton imprimé;
- la mise en place de portails automatiques pour gérer l'accès nocturne au parc Delannay, de clôtures autour du parc et au niveau de l'église Saint-Quentin, et de la mise en lumière du passage;

Considérant qu'une partie de ces travaux consistera à refaire l'arrêt de bus situé dans la rue;
 Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève :

- pour la division 1 - Ville de Tournai : à 82.560,00€ hors TVA, soit 99.050,00€ TVA comprise
 - pour la division 2 - Société régionale wallonne du transport (SRWT) : à 16.490,00€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SRWT),
- soit un montant global de 99.050,00€ hors TVA;

Vu la convention établie avec la SRWT et présentée en même séance;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 421/731-60 pour un montant de 50.000,00€ sur le budget initial et 50.000,00€ par voie de modification budgétaire n°1/2017;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet les travaux d'accotement et de filet d'eau rue du Troisième Age à Kain, estimés à :

- pour la division 1 - Ville de Tournai : 82.560,00€ hors TVA soit 99.897,60€ TVA comprise
- pour la division 2 - Société régionale wallonne du transport (SRWT) : 16.490,00€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SRWT).

Soit un montant global de 99.050,00€ hors TVA.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publication préalable conformément aux dispositions la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1° a).

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés de travaux publics, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus à l'article 421/731-60 à concurrence de 50.000,00€ sur le budget initial et 50.000,00€ par voie de modification budgétaire n°1/2017.

35. Écoles communales. Contrôle des installations électriques. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 42, § 1er, 1° a) (procédure négociée sans publicité préalable) et 92 (marché de faible montant – inférieur à 30.000,00€ hors TVA) permettant la passation du marché par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu la décision du collège communal du 1er septembre 2017 de passer un marché de services ayant pour objet le contrôle des installations électriques de toutes les écoles communales par un organisme agréé, pour un montant estimé à 13.237,40€ TVA comprise;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- VAN HEMELLEN J KEURINGSORGANISME, Meensestraat, 41 à 8500 Courtrai
- VINÇOTTE, Kleine Weg, 239A à 8800 Roeselare
- SGS BELGIUM SA, rue Camille Hubert, 4 à 5032 Isnes;

Considérant que la date du dépôt des offres était fixée au 25 septembre 2017;

Vu le rapport des services techniques sur l'analyse de l'offre stipulant :

«*1 firme a remis prix, à savoir :*

- VINCOTTE : 11.948,75€ TVA comprise.

Pas d'erreur arithmétique décelée.

Après analyse, il a été constaté qu'il manque trois écoles dans le métré récapitulatif de demande de prix (académie du soir, académie du jour, et conservatoire de musique).

Une demande de prix complémentaire a été effectuée à la société VINÇOTTE et celle-ci a remis le prix de 2.425,00€ hors TVA pour les deux académies et 825,00€ hors TVA pour le conservatoire, soit un total de prix complémentaire de 3.250,00€ hors TVA, soit 3.932,50€ TVA comprise.

Le total de l'offre est donc de 15.881,25€ TVA comprise au lieu de 11.948,75€ TVA comprise.

L'offre corrigée dépasse le budget prévu de 15.000,00€ TVA comprise.

L'auteur de projet propose d'attribuer le marché à la firme VINCOTTE, rue Phocas Lejeune, 11 à 5032 Gembloux, pour le contrôle des installations électriques de toutes les écoles communales au montant de son offre régulière corrigée de 15.881,25€ TVA comprise.»;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de procéder à ces contrôles pour des raisons de sécurité, l'auteur de projet propose de désigner la société VINCOTTE;

Considérant qu'un crédit de 15.000,00€ est disponible sous l'article budgétaire 722/733-60 du budget extraordinaire 2017, qui a été ventilé (modification budgétaire n°2) sur les articles 721/733-60, 722/733-60, 734/733-60 et 735/733-60 correspondant au type d'établissements contrôlés, via la modification budgétaire n° 2;

Considérant qu'un montant de 900,00€ sera prévu au budget extraordinaire 2018 sous l'article 734/733-60/17 afin de pouvoir couvrir la totalité des dépenses relatives à ce marché, plus précisément pour l'académie des Beaux Arts (jour et soir) et le conservatoire;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 20 octobre 2017 et à admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 20 octobre 2017 :

- de désigner la firme VINCOTTE, Kleine Weg, 239A à 8800 Roeselare, pour le contrôle des installations électriques de toutes les écoles communales par un organisme agréé, au montant de son offre s'élevant à 15.881,25€ TVA comprise;
- de prévoir un montant de 900,00€ à l'article 734/733-60/17 du budget extraordinaire 2018 afin de couvrir la totalité des dépenses relatives à ce marché et, plus précisément, pour l'académie des Beaux Arts (jour et soir) et le conservatoire;
- de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance et qui en admettra la dépense;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<p><u>36. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Première modification budgétaire 2017. Approbation.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 25 septembre 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 26 septembre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 29 septembre 2017 réceptionnée le 13 octobre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain et le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 25 septembre 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	57.831,50€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	38.800,00€
Recettes totales extraordinaires	257.224,18€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice en cours de	2.080,18€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.020,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	53.891,68€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	255.144,00€
• dont un mali présumé de l'exercice en cours de	0,00€
Recettes totales	315.055,68€
Dépenses totales	315.055,68€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

37. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Exercice 2017. Modification budgétaire n°2. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 octobre 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 octobre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa seconde modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 12 octobre 2017 réceptionnée le 14 octobre 2017 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de la modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'approbation après réformation par le conseil communal du 24 octobre 2016 du budget 2017 et l'approbation après réformation par le conseil communal du 27 mars 2017 de la première modification budgétaire 2017 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont;

Considérant que la seconde modification budgétaire répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la seconde modification budgétaire 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 7 octobre 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa seconde modification budgétaire pour l'exercice 2017 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	23.841,46€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.528,07€
Recettes extraordinaires totales	8.266,81€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	8.266,81€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.085,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.023,27€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	6.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	32.108,27€
Dépenses totales	32.108,27€
Résultat	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

38. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 21 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 août 2017 réceptionnée le 24 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	35.997,45€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	24.904,86€
Recettes extraordinaires totales	3.064,60€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	3.064,60€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.844,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	35.218,05€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	39.062,05€
Dépenses totales	39.062,05€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint Jean-Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

39. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 31 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 7 septembre 2017 réceptionnée le 8 septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	22.667,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.569,00€
Recettes extraordinaires totales	10.665,87€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	923,96€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.215,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	20.402,96€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	9.714,91€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	33.332,87€
Dépenses totales	33.332,87€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<u>40. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Budget 2018. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 4 août 2017 réceptionnée le 6 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 19 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.548,80€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	7.878,80€
Recettes extraordinaires totales	45.174,05€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	2.174,05€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	1.695,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	16.027,85€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	43.000,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	60.722,85€
Dépenses totales	60.722,85€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

41. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 31 août 2017 réceptionnée le 1er septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes et avec remarque le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «article 27 : l'organe représentatif du culte demande à la commune de créditer le poste d'un minimum de 500,00€ pour subvenir aux dépenses imprévues»;

Considérant que le conseil de fabrique n'a pas jugé opportun d'inscrire une prévision de dépenses puisque la fabrique pourra toujours solliciter une modification budgétaire si nécessaire dans le courant de l'exercice 2018, le montant prévu initialement est donc maintenu à 0,00€;

Considérant que le budget répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice, et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 22 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2018, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	13.069,03€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	11.941,04€
Recettes extraordinaires totales	2.500,00€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	2.500,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	2.037,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	13.532,03€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	15.569,03€
Dépenses totales	15.569,03€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<u>42. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Budget 2018. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 12 juillet 2017 réceptionnée le 14 juillet 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 3 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	21.236,52€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.959,71€
Recettes extraordinaires totales	5.137,08€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	5.137,08€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.025,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	22.348,60€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	26.373,60€
Dépenses totales	26.373,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

43. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 28 août 2017 réceptionnée le 1er septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-André à Chercq et avec remarque le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «article 27 : l'organe officiel du culte demande à la commune de budgéter un minimum de 500,00€ pour d'éventuelles dépenses»;

Considérant que le conseil de fabrique n'a pas jugé opportun d'inscrire un montant à l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II, qu'il y a possibilité pour celui-ci d'introduire une modification budgétaire en cas de besoin, l'article 27 est donc maintenu à 0,00€;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 24 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	22.171,71 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.949,71 €
Recettes extraordinaires totales	2.730,39 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	2.730,39 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.060,00 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	21.842,10 €
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00 €
Recettes totales	24.902,10 €
Dépenses totales	24.902,10 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<u>44. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Budget 2018. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 31 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 7 septembre 2017 réceptionnée le 8 septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 24 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.576,09€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.516,09€
Recettes extraordinaires totales	1.169,38€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	1.169,38€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	2.535,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	14.210,47€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	16.745,47€
Dépenses totales	16.745,47€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

45. Fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies. Budget 2018.
Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 10 août 2017 réceptionnée le 14 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 et le reste de ce budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
 Sur proposition du collège communal;
 A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : La délibération du 9 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2018, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	14.904,72 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.557,72 €
Recettes extraordinaires totales	16.464,88 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	5.927,88 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	5.295,00 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	15.537,60 €
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	10.537,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice 2017 de	0,00 €
Recettes totales	31.369,60 €
Dépenses totales	31.369,60 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

46. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée le 25 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2018 répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 7 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.040,40€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.670,40€
Recettes extraordinaires totales	931,44€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	931,44€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.763,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	15.208,84€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	18.971,84€
Dépenses totales	18.971,84€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

47. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 juin 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 juillet 2017 réceptionnée le 12 juillet 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2018 répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 28 juin 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	26.526,10€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	24.735,10€
Recettes extraordinaires totales	558,90€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	558,90€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.870,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	22.215,00€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	27.085,00€
Dépenses totales	27.085,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

48. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 §1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 23 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 28 août 2017 réceptionnée en date du 30 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 23 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018 est **APPROUVÉE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	57.017,22 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	26.163,22 €
Recettes totales extraordinaires	71.731,88 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un excédent présumé de l'exercice 2017 de :	6.592,88 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.207,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	53.403,10 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	65.139,00 €
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00 €
Recettes totales	128.749,10 €
Dépenses totales	128.749,10 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<u>49. Fabrique d'église Saint-Amand à Allain. Budget 2018. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 26 juin 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 6 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 juillet 2017 réceptionnée le 8 septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Amand à Allain et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018, que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 26 juin 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.890,87€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.830,87€
Recettes extraordinaires totales	5.826,73€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	5.826,73€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.050,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	20.667,60€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	24.717,60€
Dépenses totales	24.717,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Allain.
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

50. Fabrique d'église Saint-Amand à Lamain. Budget 2018. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 31 août 2017 réceptionnée le 12 juillet 2017 par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve avec remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «le logiciel "Fabrique 4" n'est plus à jour, il est demandé à la fabrique d'église d'utiliser le logiciel informatique recommandé par la ville de Tournai»;

Considérant qu'il avait été demandé à la fabrique d'église (délibération du conseil communal d'approbation du compte 2016 du 26 juin 2017) de présenter le budget 2018 sur le nouveau programme Religiosoft;

Considérant que tel n'est pas le cas, mais que le trésorier de la fabrique s'est engagé à effectuer la migration au plus vite et que la firme VANDEN BROELE, conceptrice du logiciel, confirme cet engagement;

Considérant que le budget 2018 répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2018 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2018 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2018 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	19.575,83 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.224,09 €
Recettes extraordinaires totales	3.355,11 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	3.355,11 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.460,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.470,94 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de	0,00 €
Recettes totales	22.930,94 €
Dépenses totales	22.930,94 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

51. Fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 31 août 2017 réceptionnée en date du 1er septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2018 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 41 des dépenses ordinaires du chapitre II et qu'il convient dès lors de l'adapter en remplaçant le montant de "la remise au trésorier" de 40,00€, par le montant de 36,23€ ([recettes ordinaires totales 11.759,13€ - subside communal ordinaire 11.034,53€] x 5 %);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 11.030,76€, en lieu et place de 11.034,53€;

Considérant que le budget 2018 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	11.034,53 €	11.030,76 €
Dépenses 41	Remise au trésorier	40,00 €	36,23 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	11.755,36 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	11.030,76 €
Recettes extraordinaires totales	1.640,62 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	1.640,62 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.785,00 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	9.610,98 €
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00 €
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00 €
Recettes totales	13.395,98 €
Dépenses totales	13.395,98 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au Conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

52. Fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée en date du 24 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et avec remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "dépense 55 : à toute dépense extraordinaire doit correspondre une recette extraordinaire du même montant";

Considérant qu'il convient de réformer cette inscription, compte tenu de l'absence de justification pour le montant de 500,00€ inscrit à l'article 55 des dépenses extraordinaires, et l'absence d'une recette extraordinaire équivalente au budget 2018;

Considérant que le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires est erroné, que compte tenu de l'approbation après réformation du compte 2016 de la fabrique par le conseil communal du 25 septembre 2017 et de l'approbation après réformation du budget 2017 par le conseil communal du 28 novembre 2016, le calcul du résultat présumé de l'exercice 2017 est le suivant : boni du compte 2016 (18.259,14€) - crédit inscrit à l'article 20 des recettes du budget 2017 (10.358,87€), soit le montant de 7.900,27€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 38.982,74€, en lieu et place de 42.122,09€;

Considérant que le budget 2018, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 10 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	42.122,09€	38.982,74€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice précédent	5.260,92€	7.900,27€
Dépenses 55	Décoration et embellissement de l'église	500,00€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	47.804,99€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	38.982,74€
Recettes extraordinaires totales	7.901,27€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	7.901,27€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	8.700,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	44.897,26€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	2.109,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	55.706,26€
Dépenses totales	55.706,26€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

53. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 septembre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi du dossier à l'organe représentatif du culte agréé le 22 août 2017;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée en date du 24 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé approuve définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et avec remarque le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «article 27 : l'organe représentatif du culte agréé demande à la commune d'inscrire une somme de 500,00€ pour frais d'entretien de l'église»;

Considérant que le conseil de fabrique a estimé que le montant de 300,00€ inscrit à cet article était suffisant, qu'il n'y a donc pas lieu de le modifier et que par conséquent, le montant inscrit à l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II est maintenu;

Considérant que le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires est erroné compte tenu:

- de l'approbation après réformation du compte 2016 par le conseil communal du 25 septembre 2017
- de l'approbation après réformation du budget 2017 par le conseil communal du 28 novembre 2016

Considérant dès lors que le calcul du résultat présumé de l'exercice 2017 est le suivant : boni du compte 2016 (12.971,34€) — crédit inscrit à l'article 20 des recettes du budget 2017 (11.273,56€) soit le montant de 1.697,78€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 13.391,67€, en lieu et place de 14.039,07€;

Considérant que le budget 2018, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 14 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	14.039,07€	13.391,67€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice précédent	1.660,53€	1.697,78€
Dépenses 41	Remise au trésorier	250,00€	239,85€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	18.788,67 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.391,67€
Recettes extraordinaires totales	1.697,78€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	1.697,78 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	2.089,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	18.397,45€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	20.486,45€
Dépenses totales	20.486,45€
Résultat (Excédent)	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

54. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 22 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 31 août 2017 réceptionnée en date du 4 septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription d'un montant de 24.490,40€ par le conseil de fabrique à l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II, que compte tenu des observations et explications en page 3 du budget, qu'en l'absence de devis dans les pièces justificatives et du caractère extraordinaire des dépenses, il y a lieu de réformer le montant et de le ramener à 500,00€;

Considérant que le budget 2018, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 22 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2018, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 27	Entretien et réparation de l'église	24.490,40€	500,00€

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	10.485,45€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00€
Recettes extraordinaires totales	63.533,70€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	63.533,70€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.163,30€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	11.886,65€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	74.019,15€
Dépenses totales	16.049,95€
Résultat comptable	57.969,20€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : *"Il y a lieu de prendre contact au préalable avec le secrétariat de l'échevin des cultes et le bureau d'études bâtiments de la Ville avant toute inscription budgétaire relative à des travaux extraordinaires à réaliser."*

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'état (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

55. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai. Budget 2018.
Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée en date du 24 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et avec remarque le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *"article 27 : l'organe représentatif du culte demande à la commune d'inscrire une somme de 500,00€ pour frais d'entretien de l'église"*;

Considérant qu'aucune dépense à cet article 27 n'a été comptabilisée dans les précédents exercices, qu'en l'absence de justification du conseil de fabrique, la remarque de l'organe représentatif du culte agréé ne doit pas être prise en considération, par conséquent, le montant de 10,00€ est maintenu;

Considérant que le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires est erroné compte tenu de:

- l'approbation après réformation du compte 2016 de la fabrique par le conseil communal du 25 septembre 2017
- l'approbation après réformation du budget 2017 par le conseil communal du 28 novembre 2016

Considérant dès lors que le calcul du résultat présumé de l'exercice 2017 est le suivant : boni du compte 2016 (17.009,78€) - crédit inscrit à l'article 20 des recettes du budget 2017 (9.296,55€), soit le montant de 7.713,23€;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique d'un montant de 2.260,00€ à l'article 35C des dépenses ordinaires du chapitre II, que compte tenu du compte 2016, où des dépenses totales de 677,60€ ont été réalisées, qu'en l'absence de justification de l'augmentation, il y a lieu de réformer la dépense et la ramener à 1.000,00€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 13.273,37€, en lieu et place de 14.969,57€;

Considérant que le budget 2018, tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	14.969,57€	13.273,37€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice précédent	7.277,03€	7.713,23€
Dépenses 35C	Entreprise de nettoyage	2.260,00€	1.000,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	18.205,37€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.273,37€
Recettes extraordinaires totales	7.713,23€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	7.713,23€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.015,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	22.903,60€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	25.918,60€
Dépenses totales	25.918,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

56. Fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 septembre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Cœur à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi du dossier à l'organe représentatif du culte agréé le 22 août 2017;

Vu la décision du 22 août 2017 réceptionnée le 24 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires est erroné compte tenu:

- de l'approbation après réformation du compte 2016 par le conseil communal du 25 septembre 2017
- de l'approbation après réformation du budget 2017 par le conseil communal du 28 novembre 2016

Considérant que le calcul du résultat présumé de l'exercice 2017 est le suivant : boni du compte 2016 (36.693,63€) — crédit inscrit à l'article 20 des recettes du budget 2017 (6.428,30€), soit le montant de 30.265,33€;

Considérant que le conseil de fabrique a omis d'inscrire le montant total des loyers (article 1 des recettes ordinaires) à percevoir au cours de l'année 2018, que sur base du compte 2016, un montant de 17.430,84€ avait été inscrit à cet article, et qu'en conséquence il y a lieu d'inscrire au moins une recette équivalente pour l'année 2018, soit 17.430,84€ en lieu et place de 0,00€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 0,00€, en lieu et place de 15.838,62€;

Considérant que l'excédent prévu pour l'exercice 2018 s'élève donc à 2.582,57€ en lieu et place de 0,00€;

Considérant que le budget 2018 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément

à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 14 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	15.838,62€	0,00€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice précédent	29.274,98€	30.265,33€
Recettes 1	Loyers des maisons	0,00€	17.430,84€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	23.830,84 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00€
Recettes extraordinaires totales	30.265,33€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	30.265,33 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.650,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	46.863,60€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	54.096,17€
Dépenses totales	51.513,60€
Résultat (Excédent)	2.582,57€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

57. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 28 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 30 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 31 août 2017 réceptionnée en date du 1er septembre 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "A l'avenir, il y a lieu de mentionner dans la délibération du conseil de fabrique le résultat du vote du budget";

Considérant que le budget 2018 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 41 des dépenses ordinaires du chapitre II, et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de la remise au trésorier de 626,00€ par le montant de 567,80€ [(recettes ordinaires totales 20.699,13€ - subside communal ordinaire 9.343,13€) x 5%];

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 9.284,93€, en lieu et place de 9.343,13€;

Considérant que le budget 2018 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 28 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	supplément communal	9.343,13€	9.284,93€
Dépenses 41	remise au trésorier	626,00€	567,80€

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1 est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	20.640,93€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	9.284,93€
Recettes extraordinaires totales	393,47€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	393,47€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	1.970,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	19.064,40€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	21.034,40€
Dépenses totales	21.034,40€
Résultat comptable	0,00€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "A l'avenir, il y a lieu de mentionner dans la délibération du conseil de fabrique le résultat du vote sur le budget".

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Ere et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Ere
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

58. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 octobre 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 juillet 2017 réceptionnée en date du 12 juillet 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et avec remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *"A l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique d'église approuvant le budget."*;

Considérant que le trésorier de la fabrique d'église a remis à l'administration communale de Tournai, en date du 25 octobre 2017, la délibération du 3 juillet 2017 relative à son budget pour l'exercice 2018;

Considérant que le budget 2018 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 41 des dépenses ordinaires du chapitre II et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de la remise au trésorier de 100,00€ par le montant de 90,45€ [(recettes ordinaires totales 49.130,94€ - subside communal ordinaire 47.321,94€) x 5%];

Considérant l'inscription d'un montant de 1,00€ aux articles 56 et 59 des dépenses extraordinaires du chapitre II, qu'il y a lieu de les réformer car ceux-ci sont sans objet, et qu'en conséquence, ces deux articles sont ramenés à 0,00€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 47.310,39€, en lieu et place de 47.321,94€;

Considérant que le budget 2018 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 3 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément communal	47.321,94€	47.310,39€
Dépenses 41	Remise au trésorier	100,00€	90,45€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	1,00€	0,00 €
Dépenses 59	Grosses réparations aux autres propriétés	1,00€	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	49.119,39€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	47.310,39€
Recettes extraordinaires totales	1.304,66€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	1.304,66€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	6.665,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	43.758,05€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	1,00€
• dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00€
Recettes totales	50.424,05€
Dépenses totales	50.424,05€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée au conseil d'état (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

59. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 16 août 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 août 2017 réceptionnée en date du 23 août 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2018 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et le reste de ce budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 170,00€ inscrit à l'article 41 «remise au trésorier» par le conseil de fabrique est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par le montant de 147,61€ [(recettes ordinaires totales 23.978,96€ - subside communal ordinaire 21.026,72€) X 5%];

Considérant que compte tenu des corrections apportées, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) est ramené à 21.004,33€ en lieu et place de 21.026,72€;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 25/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 16 août 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2018, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	21.026,72 €	21.004,33 €
Dépenses 41	Remise au trésorier	170,00 €	147,61 €

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	23.956,57 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	21.004,33 €
Recettes extraordinaires totales	3.055,64 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de :	3.055,64 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	3.375,00 €
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	23.637,21 €
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	0,00 €
- dont un mali présumé de l'exercice 2017 de :	0,00 €
Recettes totales	27.012,21 €
Dépenses totales	27.012,21 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée, au Conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

60. Fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai. Budget 2018. Approbation après réformation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 septembre 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 septembre 2017, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant qu'en date du 24 septembre 2017, l'organe représentatif du culte agréé n'avait pas émis de décision relative au budget 2018 de la fabrique, que par conséquent, sa décision est réputée favorable;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que sur base du compte 2016 approuvé par le conseil communal du 25 septembre 2017 et du budget 2017 approuvé par le conseil communal du 28 novembre 2016, le boni présumé tel que calculé, est inférieur à celui inscrit en recettes à l'article 18 par le conseil d'administration et qu'il y a donc lieu d'adapter le budget en conséquence :

- reliquat du compte 2016 : 12.554,76€
- article 47 du budget 2017 : 5.057,77€
- boni présumé : 17.612,53€ (article 18 des recettes extraordinaires);

Considérant que la correction apportée ramène l'excédent du budget 2018 à 906,81€ en lieu et place de 14.385,49€;

Considérant que le budget 2018 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 3 septembre 2017 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2018, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
18	Boni présumé de l'exercice 2017	31.091,21€	17.612,53€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	1.000,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00€
Recettes extraordinaires totales	17.612,53€
- dont un boni présumé de l'exercice 2017 de	17.612,53€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.020,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.685,72€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un déficit présumé de l'exercice 2017 de	0,00€
Recettes totales	18.612,53€
Dépenses totales	17.705,72€
Résultat comptable	906,81€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. À cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée au conseil d'état (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche;

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte concerné (conseil consultatif du culte protestant et évangélique).

61. Finances communales. Octroi de la garantie d'emprunt pour la fabrique d'église Saint-Géry de Willemeau. Acceptation.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que par courrier du 2 novembre 2017, la fabrique d'église Saint-Géry de Willemeau a décidé de contracter auprès de Belfius BanqueSA, RPM Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1000 Bruxelles, boulevard Pachéco 44, ci-après dénommée "Belfius Banque", une ouverture d'un crédit d'un montant de 60.000,00€ (soixante mille euros) afin de financer l'achat d'un appartement sis rue Cottrel 13 à Tournai;

Considérant que ce prêt à court terme permettra de couvrir l'opération d'acquisition dans l'attente de la vente de terrains appartenant à la fabrique dont, notamment, un terrain en indivision avec le Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai;

Considérant que cette opération doit être garantie par la Ville;

Considérant que la fabrique d'église possède déjà un appartement dans la rue Cottrel et que la valeur de l'appartement à acquérir est estimée à 240.000,00€ frais et travaux compris;

Considérant que la mise de départ de la fabrique d'église est de 180.500,00€ et que l'acquisition de cet appartement procurera à la fabrique une source de revenus sous forme de loyer;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Géry de Willemeau ne sollicite aucune intervention communale pour exécuter son budget annuel de fonctionnement;

Considérant que les ventes de terrain devraient permettre de rembourser à très court terme le prêt sollicité auprès de Belfius Banque;

Considérant que la fabrique possède plusieurs biens immobiliers sous forme de terrain et qu'elle souhaite valoriser son patrimoine;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE

d'octroyer la garantie de la Ville dans le cadre de l'octroi d'un emprunt à court terme à contracter auprès de BELFIUS Banque par la fabrique d'église Saint-Géry de Willemeau à hauteur de 60.000,00 €. Le prêt ne pourra servir que pour l'opération immobilière d'acquisition d'un 2ème appartement sis rue Cottrel n° 13 à 7500 Tournai.

La délibération sera soumise à l'autorité de tutelle et au Centre régional d'aide aux communes (CRAC);

DECLARE

se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires inclus), commission de réservation, frais et accessoires;

AUTORISE

- Belfius Banque à porter au débit du compte de la Ville, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. La Ville, qui se porte caution, en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

La Ville s'engage jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat, de la région et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat où la région), soit en vertu d'une convention et ce, nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

- Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la Ville.

La présente autorisation donnée par la Ville vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque.

La Ville ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du présent cautionnement. La Ville renonce au bénéfice de discussion, à toute subrogation dans les droits de Belfius Banque et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La Ville autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banque jugerait utiles. La Ville déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteraient aux montants et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la Ville les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la Ville renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code civil belge, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, la subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

L'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation, frais et accessoires, e.a. en cas liquidation, le conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la Ville, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés conformément au taux légal en vigueur applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales.

La caution déclare avoir pris connaissance du contrat de crédit susmentionné et du règlement des crédits y afférent, et en accepter les dispositions.

62. Finances communales. Exercice 2014. Comptes annuels. Révision et modifications en comptabilité générale. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu la Constitution notamment ses articles 41 et 162;

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1122-23, L1122-26, L1122-30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le conseil communal, en séance du 1er juin 2015, a arrêté les comptes annuels de l'exercice 2014 de la Ville (comptes budgétaires, bilan, compte de résultats et annexes) aux chiffres ci-après:

Compte budgétaire:

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	109.296.620,01	99.735.331,70	9.561.288,31
Service extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	109.296.620,01	96.678.258,73	12.618.361,28
Service extraordinaire	49.622.205,20	18.604.631,12	31.017.574,08

Compte de résultats:

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	114.304.753,53	105.623.566,81	8.681.186,72
Résultat exceptionnel	3.368.954,60	3.954.916,03	- 585.961,43
Résultat de l'exercice	117.673.708,13	109.578.482,84	8.095.225,29

Total actif/passif : 518.112.807,07 €

Résultats globalisés : 65.333.914,80 €

Réserves : 6.015.263,04 €;

Vu les nombreux problèmes rencontrés pour transmettre les comptes sous format de fichier SIC aux autorités de tutelle;

Considérant le contrôle des pièces comptables des comptes communaux de l'exercice 2014 par les autorités de tutelle;

Considérant que des erreurs ont été constatées dans la comptabilité générale des comptes et plus précisément, dans la balance des comptes généraux bilantaires et des comptes particuliers;

Considérant que les corrections ont porté sur le rétablissement de soldes anormaux (débiteurs ou créditeurs) de plusieurs comptes du bilan au niveau de la classe 17 (emprunts), de la classe 2 (immobilisations) et de la classe 4 (comptes 40002, 44000, 45820, 48100);

Considérant que ces modifications ont établi la masse bilantaire à 519.366.176,36 € et non plus 518.112.807,07 €;

Considérant que les écritures correctrices n'affectent pas le compte de résultats au 31 décembre 2014;

Considération ses décisions du 24 octobre 2016 et du 3 mai 2017 révisant et arrêtant à nouveau les comptes communaux de l'exercice 2013 **modifiés** au niveau de la comptabilité budgétaire et générale;

Considérant que les comptes 2013 modifiés ont été approuvés par les autorités de tutelle via l'arrêté ministériel du 12 juillet 2017;

Considérant que les nouvelles données comptables découlant de l'arrêté d'approbation ont été portées dans la comptabilité budgétaire de l'exercice 2014;

Considérant que les comptes communaux annuels de l'exercice 2014 sont établis après révision aux montants suivants :

Comptabilité budgétaire :

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	109.295.925,89	99.735.331,70	9.560.594,19
Service extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	109.295.925,89	96.678.258,73	12.617.667,16
Service extraordinaire	49.622.205,20	18.604.631,12	31.017.574,08

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	114.304.753,53	105.623.566,81	8.681.186,72
Résultat exceptionnel	3.368.954,60	3.954.916,03	- 585.691,43
Résultat de l'exercice	117.673.708,13	109.578.482,84	8.095.225,29

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 519.366.176,36 €

Résultats globalisés : 96.969.891,74 €

Réserves : 6.015.263,04 €;

Considérant que les corrections influencent la comptabilité budgétaire arrêtée dans les comptes annuels présentés en séance du 1er juin 2015;

Considérant que des droits négatifs relatifs aux participations des parents dans les crèches n'ont pas été reportés lors de la clôture dans la comptabilité de l'exercice 2013 pour un montant de 694,12 €;

Considérant que dès lors, le montant total des droits constatés nets s'élève non plus à 109.296.620,01 € mais à 109.295.925,89€ ramenant le résultat budgétaire à 9.560.594,19 € et le résultat comptable à 12.617.667,16 €;

Attendu que conformément à l'article 74 du règlement général de la comptabilité communale et après vérification que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présents comptes modifiés, dans les cinq jours de l'adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présents comptes modifiés aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présents comptes;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de revoir sa décision du 1er juin 2015 arrêtant les comptes communaux de l'exercice 2014 aux chiffres suivants :

Compte budgétaire :

	Recettes (droits nets)	Dépenses (engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	109.296.620,01	99.735.331,70	9.561.288,31
Service extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33
	Recettes (droits nets)	Dépenses (imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	109.296.620,01	96.678.258,73	12.618.361,28
Service extraordinaire	49.622.205,20	18.604.631,12	31.017.574,08

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	114.304.753,33	105.623.566,81	8.681.186,72
Résultat exceptionnel	3.368.954,60	3.954.916,03	- 585.961,43
Résultat de l'exercice	117.673.708,13	109.578.482,84	8.095.225,29

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 518.112.807,07 €
 Résultats globalisés : 65.333.914,80 €
 Réserves : 6.015.263,04 €;

ARRETE

aux chiffres suivants les comptes communaux de l'exercice 2014 **modifiés** au niveau de la comptabilité budgétaire et générale aux montants suivants :

	Recettes (droits nets)	Dépenses (engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	109.295.925,89	99.735.331,70	9.560.594,19
Service extraordinaire	49.622.205,20	41.732.057,87	7.890.147,33
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	109.295.925,89	96.678.258,73	12.617.667,16
Service extraordinaire	49.622.205,20	18.604.631,12	31.017.574,08

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	104.526.538,93	104.963.660,20	- 437.121,27
Résultat exceptionnel	4.621.604,24	2.283.705,23	2.337.899,01
Résultat de l'exercice	109.148.143,17	107.247.365,43	1.900.777,74

Comptabilité générale :

Total actif/passif : 519.366.176,36 €
 Résultats globalisés : 96.969.891,74 €
 Réserves : 6.015.263,04 €.

63. Finances communales. Exercice 2016. Comptes annuels. Arrêt.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que jusque fin 2015, la nouvelle comptabilité communale était gérée par un logiciel mis au point en commun avec le service informatique du Centre Public d'Action Sociale de TOURNAI;

Considérant que la Ville a acquis un nouveau logiciel de comptabilité dénommé PHENIX auprès de la firme CIVADIS, devenu opérationnel au 1er janvier 2016,

Considérant qu'à ce logiciel furent intégrés d'autres logiciels comme ONYX (établissement et suivi de la perception des impôts locaux et des redevances), BAMBINO (gestion de la facturation des participations financières parentales pour les crèches), @Finances mis au point avec la firme CIVADIS pour gérer les engagements de dépenses et les bons de commandes, le logiciel PERSEE (calcul des traitements) ainsi que la mise en place d'un réseau de terminaux de paiement;

Considérant qu'un certain retard s'est installé au fil des formations qui furent dispensées par la firme CIVADIS de façon inadéquate par rapport aux besoins des agents de la direction financière et comptable;

Considérant qu'une procédure de carence dut être entamée;

Considérant que l'enrôlement des taxes communales a connu d'importantes difficultés dans son élaboration et a pris beaucoup de retard;

Considérant les très nombreuses difficultés rencontrées pour assurer la reprise des données comptables de l'ancienne comptabilité constituant le bilan de départ au 1er janvier 2016 telles que: immobilisations incorporelles et corporelles, emprunts, subsides...;

Considérant que cette phase de transfert n'est pas encore complètement terminée à l'heure actuelle;

Considérant dès lors que le processus des travaux de clôture des comptes de l'exercice 2016 via l'application informatique PHENIX a été perturbé;

Considérant que dans cette nouvelle application comptable, la clôture de la comptabilité budgétaire entraîne automatiquement le transfert du résultat budgétaire dans les crédits du budget communal;

Considérant qu'au vu de toutes ces circonstances, les comptes annuels de la Ville établis pour l'exercice 2016 et qui sont issus du nouveau logiciel de comptabilité appelé PHENIX sont déposés avec beaucoup de retard;

Considérant l'analyse des comptes annuels communaux de l'exercice 2016 :

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	112.106.933,21	102.758.300,87	9.348.632,34
Service extraordinaire	53.230.322,00	45.051.257,50	8.179.064,50

Pour rappel pour les exercices antérieurs, ils présentaient les chiffres suivants pour le service ordinaire, soit la somme de 4.062.704,84 en 2015, 9.561.288,31€ pour 2014 et en 2013, 6.708.350,61 €.

Les crédits reportés s'élèvent à **3.877.387,45€** contre **4.346.230,85€** en 2015 et **3.057.072,97€** en 2014 (soit un écart de 468.843,40€ pour une baisse de 10,79% !). Cette baisse est due à une meilleure maîtrise dans la politique d'engagement du collège, vu l'installation d'un nouveau logiciel pour gérer les bons de commandes (dénommé @ FINANCES - logiciel mis au point par notre administration avec la société CIVADIS). En 2008, le financement général des communes a connu une réforme en profondeur. En effet, la Région wallonne a revu le décret COOLS de 1989, si bien que les dotations spécifiques et l'axe I du plan tonus communal, sont incorporés dorénavant dans la dotation communale principale. Le nouveau système de financement comprend aussi un mécanisme d'indexation du fonds (+ 1% par an).

Sous l'article 021/466-01, nous avons enregistré au Fonds des communes une recette de **20.707.631,85€** contre 18.993.772,44€ en 2015 et 19.227.391,03€ en 2014 et 18.358.251,77€ en 2013. Nous constatons une forte augmentation par rapport à 2015.

Parmi les recettes de fonds, nous avons également reçu la mainmorte (190.865,00€ contre 157.437,00€ en 2015) et une compensation due à la forfaitisation des réductions du précompte immobilier à savoir 432.237,66€ (légère augmentation).

La **fiscalité** locale a engendré des recettes pour un montant enrôlé ou non de 11.020.187,30€ pour des estimations budgétaires de 12.239.000,00€. Un montant de 135.521,76€ a été passé en non-valeur au cours de l'exercice.

Les taxes additionnelles au nombre de 3 mais dont 2 sont versées par l'Etat fédéral s'élèvent globalement à 44.682.255,44€ (soit 97% des prévisions budgétaires). Les frais de perception (1 %) se montent à 234.578,30€.

Ne perdons pas de vue qu'en 2015, le taux des additionnels au précompte immobilier est passé de 2700 à 2950 - il n'avait plus évolué depuis 1996 !

Les perceptions se présentent comme suit :

	Budget (en €)	Comptes (en €)	Taux de réalisation	€/habitant*
Précompte immobilier	21.669.531,13	21.224.423,19	97,95 %	305,51
I.P.P.	24.481.115,46	23.457.831,92	95,82 %	337,66
Autos	797.056,02	851.594,82	106,84 %	12,26
	46.947.702,61	45.533.850,63	96,99 %	655,43

(*) Nombre d'habitants au 1er janvier 2016 : 69.471 (Moniteur belge du 26 juillet 2016 page 45.882)

Grâce à la VIème réforme de l'Etat, les additionnels à la taxe automobile sont désormais perçus par la direction générale opérationnelle (DGO) VII du service public de Wallonie.

Est venue s'ajouter, dans le cadre du Plan MARSHALL, une dotation régionale compensant les exonérations du précompte immobilier d'un montant de 1.845.610,42€.

En vertu des dispositions réglementaires qui nous permettent d'enrôler les taxes communales de l'exercice 2016 jusqu'au 30 juin 2017, nous obtenons finalement les enrôlements suivants :

Libellé de la taxe	Budget 2016	Compte 2016	Enrôlements au 30/06/2017
Enlèvement et traitement des immondices	2.950.000,00	2.883.791,90	170.925,00
Force motrice	2.000.000,00	59.436,98	1.858.114,47
Panneaux publicitaires	300.000,00	222.199,20	89.566,00
Etablissements dangereux	48.000,00	6.900,00	37.750,00
Banques	85.000,00	1.505,00	90.300,00
Commerce de frites	35.000,00	8.644,70	27.550,00
Commerces de nuit	17.500,00	0,00	4.230,50
Implantations commerciales	200.000,00	606.744,38	193.988,25
Débites de boissons	25.000,00	25.489,00	5.075,00
Piscines	70.000,00	75.500,00	16.000,00
Terrains à bâtir non bâtis	20.000,00	0,00	21.194,39
Secondes résidences	68.000,00	5.787,50	57.625,25
Immeubles inoccupés	150.000,00	130.860,51	90.000,00
Ecrits publicitaires	680.000,00	435.685,29	149.613,32
Prestations hygiène publique	1.520.000,00	1.551.920,00	53.750,00
Spectacle cinématographique	145.000,00	131.971,49	35.213,77
Dancings	45.000,00	36.240,00	18.270,00
Agence de paris et de jeux	4.000,00	0,00	2.976,00
Exploitations de taxis	16.500,00	0,00	13.344,00

Les enrôlements entre le 1er janvier et le 30 juin 2017 s'élèvent à un montant de **2.935.082,95€**.

Relevons que la recette de stationnement a rapporté 1.516.193,69€ (application de la TVA) pour une prévision de 670.000,00€. Elle est calculée sur base d'une nouvelle convention de concession pour une durée de 10 ans comportant un montant forfaitaire de 670.000,00€. Les droits d'emplacement pour les marchés locaux atteignent le chiffre de 114.762,85 contre 105.930,30€ soit une augmentation par rapport à 2015 et pour une prévision de recette budgétisée à 112.000,00€.

A noter aussi une belle augmentation des recettes en matière de délivrance de documents administratifs. Elles se chiffrent à 867.989,01€ (prévision budgétaire : 750.000,00€) et en matière de renseignements urbanistiques à 150.565,50€ (prévision : 140.000,00€).

Une **nouvelle taxe** avait vu le jour l'an dernier et elle frappe les **implantations commerciales**. Recettes espérées: 200.000,00€ mais nous avons obtenu un enrôlement de 606.744,38€.

Nous avons connu de gros problèmes pour la mise en place des nouvelles procédures informatiques issues de l'application ONYX si bien que de nombreux rôles dont un des plus importants, celui relatif à la taxe sur la force motrice touchant les gros contribuables n'ont pu être établis à temps pour être comptabilisés au 31 décembre 2016.

En résumé, les recettes reprises sous le code 040 représentent donc **58.399.883,07€** des recettes totales (soit 59,02% des recettes de l'exercice propre). Pour rappel la prévision budgétaire était de 60.952.002,61€

Les **recettes de dettes** (produits financiers bruts et dividendes) s'élèvent à **2.187.203,12€** et représentent à peine **2%** des recettes de l'exercice propre.

Rappelons qu'en date du 12 décembre 2011, Dexia Banque a été nationalisée et est devenue la BELFIUS Banque sa, et qu'en conséquence, nous ne recevons plus de dividendes. Par contre, la Caisse d'Epargne cédée en novembre 2012 à la banque CPH scrl a généré un dividende exceptionnel de liquidation d'un montant de 49.032,75€ (clôture d'une provision). Plus aucune ristourne commerciale de la Société wallonne des eaux (S W D E) n'est versée dans le cadre de la reprise de la Régie communale des eaux.

Le dividende issu du secteur participation de l'agence intercommunale de développement (I D E T A) s'élève à 1.508.225,01€.

La récupération des charges des emprunts-tiers auprès des Fabriques d'église s'élève à 25.595,31€.

A noter aussi que l'intercommunale IPALLE ne versera plus de dividendes mais a créé un fonds de droits de tirage en compensation et ce, dans le cadre de la taxation des intercommunales.

Dans le cadre de la liquidation du CHRT, un nouveau dividende fut versé par le liquidateur pour un montant de 500.000,00€ - montant mis en réserve comme sollicité par le C R A C.

*Passons à l'analyse des **dépenses** du service ordinaire qui se présentent comme suit à l'exercice propre :*

	Budget	%	Comptes	Taux de réalisation
Personnel	43.040.120,00 €	43,50 %	41.673.769,59 €	96,83 %
Fonctionnement	13.190.934,15 €	12,50 %	11.970.223,03 €	90,75 %
Transfert	31.692.248,28 €	32,87 %	31.484.829,03 €	99,35%
Dettes	10.928.957,00€	11,13 %	10.665.054,12 €	97,59 %
TOTAL	98.852.259,43 €	100,00 %	95.793.875,77 €	96,91 %

Relevons un prélèvement à l'ordinaire de 1.500.000,00€ pour alimenter le fonds de réserve extraordinaire (autofinancement via l'article 060/955-01).

Une reprise de provisions (article 104/998-02) pour 250.000,00€ a été effectuée. Elle correspond aux traitements de l'ex-personnel de notre ancienne Caisse d'Epargne. De même, une dotation aux provisions (article 330/958-01) d'un montant de 310.000,00€ a été comptabilisée pour faire face ultérieurement à l'augmentation de la dotation communale pour la Zone de police. Pour le CPAS, outre la dotation provenant des dividendes cumulés de liquidation du CHRT (montant de 2.586.063,40€ au 31 décembre 2016), fut constituée une provision de 306.000,00€ (Fonds BORSU).

La dotation à la zone de police s'est élevée à **10.384.161,79€** (même montant qu'en 2015) et pour le Centre public d'action sociale, un montant de **9.542.635,00€** a été versé.

A la suite de la **création au 1er janvier 2015 de la Zone de secours de Wallonie picarde**, une nouvelle dotation communale est apparue. Par décision du Gouverneur du Hainaut, elle fut fixée au montant de **4.881.636,59€** contre 4.079.000,22€ en 2015. Nous n'avons plus dû veiller à la rétrocession de la dotation provinciale pour un montant de 379.054,58€.

Tous les biens immobilisés ainsi que les emprunts et les subsides y relatifs et relevant des fonctions 351 et 352 ont été transférés à la Zone de secours sauf les biens immobiliers [la caserne de la Drève de Maire (loyer de 318.295,99€) et le bâtiment dit HERBOSCH loués à la Zone - convention à finaliser].

Quant à IPALLE, les cotisations versées pour l'incinération s'élèvent à 1.203.291,00 contre 1.060.899,98€ en 2015 et pour les parcs à conteneurs à 1.429.998,00 contre 1.104.202,02€ en 2015 soit un total de 2.633.289,00€ contre 2.165.102,00€ en 2015. Une forte augmentation

(+ 468.187,00€) est à relever car les cotisations ont augmenté de 6,75€/habitant globalement soit pour les UVE de 15,19€ à 17,25€ et les parcs à conteneurs de 15,81 à 20,50€/habitant.

Rappelons qu'au niveau des traitements, une indexation a été appliquée au 1er juillet de l'exercice 2016 (il n'y en avait plus eu depuis le 1er janvier 2013 !).

Une nouvelle inscription budgétaire est devenue nécessaire en matière de dépenses de personnel à savoir que nous devons comptabiliser tant en recettes qu'en dépenses pour le personnel contractuel subventionné, la charge de réduction de cotisations patronales qui s'établit à 3.811.007,28€.

Les diverses fabriques d'église ont perçu 817.196,72€ contre 858.495,98€ en 2015 et corollairement, la Maison de la laïcité a reçu 26.000,00€.

Des subsides ont été distribués à toute une série d'associations de fait ou non, sportives, culturelles, d'aide sociale, ... pour un montant de 887.215,00€ contre 783.719,00€ en 2015 et qui se répartit pour 562.590,00€ sous le code économique 332-02 et 318.500,00€ sous le code 332-03 (sur base de convention avec la maison de la culture, le centre de la marionnette, le cercle de natation de TOURNAI (CNT) et l'association des guides ainsi que 6.125,00€ sous le code 332-01 (prix décernés).

Aucun problème de trésorerie ne fut à relever au cours de l'exercice 2016. En conséquence, aucun crédit à terme fixe hebdomadaire ne fut sollicité auprès de BELFIUS banque ni même la mise à disposition d'une avance de trésorerie bien que nous aurions pu profiter des taux encore très bas.

Des non-valeurs ont été émises pour annuler des droits constatés non perçus d'exercices antérieurs pour un montant de 26.230,96€.

Le compte budgétaire du **service extraordinaire** se présente comme suit :

* au niveau des recettes (exercice propre) :

- recettes de transferts (subsides et dédommagements)	3.329.026,95€
- recettes d'investissements (réalisation du patrimoine)	488.900,00€
- recettes de dettes (emprunts)	<u>12.730.500,00€</u>
	16.548.426,95€

Des prélèvements sur le fonds de réserve extraordinaire ont été constatés pour un montant de 2.761.847,95€.

Du **patrimoine** a été réalisé pour un montant de 488.900,00€ à savoir la vente de terres agricoles (terre à HAVINNES pour 5.000,00€), de terrains à bâtir non bâtis (terrain à VAULX rue de la Dondaine pour 138.500,00€), divers terrains (terrain à la chaussée d'Antoing (ALC) pour 5.400,00€), de deux bâtiments (cure du Mont-Saint-Aubert pour 310.000,00€ + bâtiment rue Tiefry à GAURAIN-RAMECROIX pour 30.000,00€);

Divers dédommagements ont été perçus pour les montants suivants :

- 14.000,35€ de ETHIAS Rue du Sondart dégâts des eaux Ecole Paris (10.750,35€) + ETHIAS heurt véhicule Hall des sports Vert Lion KAIN (3.250,00€ + TVA 682,60€)
- 14.701,91€ de ETHIAS Piscine de Kain vol avec effraction remplacement porte automatique (8.231,91€) + piscine de l'Orient vandalisme portillon mécanique (6.470,00€)
- 3.630,00€ de SMARTBE explosion feu d'artifice Nuit des Intrigues vitraux Beffroi
- 9.840,00€ de ING / entreprise LAURENT récupération sur cautionnement dossier convergence
- 38.415,00€ de REDEVCO RETAIL BELGIUM - charge d'urbanisme en numéraire pour sa ISND.

Les recettes de transfert reprennent le Fonds FRIC (1.753.991,00€), l'aide à la démocratisation de l'enseignement supérieur (académie des Beaux-Arts - 64.929,12€) l'aménagement d'un espace multisports à la cité Dépinoy (84.980,00€), les projets européens SMART (567.731,25€) et quartier de la gare (380.330,98€) ainsi qu'une série de subsides reçus de plusieurs pouvoirs subsidiaires.

La Ville a **emprunté** auprès de BELFIUS Banque sa en 2016 un montant de **14.267.430,56€** contre 9.186.583,70€ en 2015 et dont deux sont des emprunts ETAT (Hall de KAIN pour 1.432.674,00€ et achat Hôtel des anciens Prêtres pour 1.056.000,00€). Aucun emprunt CRAC ni pour tiers ne fut contracté au cours de l'exercice 2016.

* au niveau des dépenses (exercice propre) :

- dépenses de transferts	4.401.758,72€
- dépenses d'investissements	19.352.471,69€
- dépenses de dettes	<u>267.288,04€</u>
	24.021.518,45€

Globalement, des crédits pour un montant de 26.058.873,70€ sont reportés sur l'exercice 2017.

Rappelons, pour les dépenses de **dettes**, une prise de participation dans IPALLE pour 267.288,04€ (via la SPGE pour le financement des travaux d'égouttage) a été souscrite.

En matière de dépenses de **transferts**, les mises en non-valeur de subsides en capital non perçus sont comptabilisées pour un montant de 4.240.517,62€ soit 150.000,00€ + 1.400.000,00€ (hall sportif de KAIN) et 2.690.517,92€.

La Ville de TOURNAI a octroyé plusieurs subsides en capital à savoir :

- à l'Auberge de jeunesse (30.000,00€)
- à un particulier pour la restauration d'un immeuble classé rue de l'Hôpital Notre Dame n°17 (2.660,00€);
- à diverses fabriques d'église pour un montant total de 128.581,10€ [Eglise Protestante unie de Belgique (8.000,00€), Saint-Brice à TOURNAI (15.081,00€), Notre-Dame Auxiliatrice à TOURNAI (23.500,00€) et Saint-Eloi à FROYENNES (78.000,00 + 4.000,00€)].

Au niveau des dépenses d'**investissements**, les engagements les plus conséquents des 19.352.471,69€ sont :

- Acquisition de terrains 1.535.000,00€
- Travaux de voiries et autres (PIC) 4.555.600,00€
- Ecoles communales (programme UREBA et maintenance) 724.921,98€
- Administration générale (acquisition de matériel informatique) 531.478,08€
- Projet TECHNICITE 1.750.000,00€
- Réaménagement des installations de la RUSTA 2.323.300,00€
- Projet européen SMART (achat de terrain) 631.031,25€
- Travaux d'égouttage 778.023,96€
- Roller Park 439.000,00€
- Maison de la culture 354.900,00€
- Musées (honoraires) 362.420,00€.

Rappelons qu'en 2007, la Région wallonne a repris les dettes comprenant tous les emprunts C.R.A.C c'est-à-dire les emprunts d'aide extraordinaire (Axe II, pensions communales, déficit hospitalier - code 715) sauf celui contracté pour financer la construction du nouveau commissariat (n° 3827 – code 710).

Les charges de ces emprunts sont toujours comptabilisées mais sans impact budgétaire. L'intervention du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) dans un emprunt n'est plus réclamée et une écriture comptable correspondant à l'intervention communale dans les prêts et leurs charges financières est inscrite suivant la circulaire de la Région Wallonne du 6 novembre 2008.

De la comptabilité générale, nous obtenons le compte de résultats suivant pour un total de:

- recettes d'exploitation :	127.930.920,97 €
- charges d'exploitation :	114.218.252,15 €
d'où se dégagent :	
. un résultat courant de (boni) :	6.374.240,19 €
. un résultat d'exploitation de (boni) :	10.862.056,07 €
. un résultat exceptionnel (boni) :	2.850.612,75 €
. un résultat de l'exercice :	13.712.668,82 €

Schématiquement, nous pouvons présenter le compte de résultats sous les classes principales 6 et 7 (en €) comme suit :

Classe 60	3.674.224,79	Classe 70	56.560.644,42
Classe 61	8.027.633,04	Classe 71	5.609.291,35
Classe 62	42.433.870,36	Classe 72/73	36.585.154,49
Classe 63	31.919.848,18		
Classe 64	7.674.129,52	Classe 74	90.108,52
Classe 65	2.993.753,13	Classe 75	4.252.500,43
Classe 66	12.733.448,34	Classe 76	17.221.264,22
Classe 67	91.454,41	Classe 77	1.918.316,96
Classe 68	4.669.890,38	Classe 78	5.693.640,58
Total	114.218.252,15	Total	127.930.920,97

Classe 69 13.712.668,82 € (Boni de l'exercice)

L'actif et le passif présentent une masse bilantaire de 561.027.145,53 €.

La dette communale présente un **solde restant dû** de 107.591.573,16 € (1.548,73 €/habitant) qui se décompose comme suit :

	<u>Montant</u>		<u>Montant par habitant*</u>
Emprunts communaux (710)	84.665.895,03 € + TEC	19.007,53 €	1.219,00 €
Emprunts Etat (714)	2.768.880,84 €		39,85 €
Emprunts tiers (721)	182.263,06 €		2,62 €
Emprunts CRAC (715)	19.955.526,70 €		287,25 €

(*) Population au 1er janvier 2016 : 69.471 habitants

Reste encore à notre charge l'emprunt contracté pour l'augmentation du capital du Holding communal à hauteur de 2.893.168,64 € en 10 ans auprès du CRAC (N° 4131 - code 715 - échéance 2019) et l'emprunt CRAC pour financer le contentieux avec BELGACOM en matière de précompte immobilier pour un montant de 534.964,91 € (N° 4386 - en 10 ans). Aucun nouvel emprunt CRAC d'assainissement n'a été contracté mais bien deux emprunts sous forme d'emprunt ETAT pour financer la construction du Hall sportif de KAIN (1.432.674,00 € - emprunt n° 4431) et pour l'acquisition au C P A S du bâtiment dit des Anciens prêtres (1.056.000,00 € - emprunt n° 4432) sous les articles budgétaires 764/962-51/2009 et 124/962-51/2015 (code 714).

La valeur comptable de la dette communale (solde restant dû) a donc évolué comme suit au cours de ces dernières années :

2006 :	96.610.317,37 €
2007 :	94.885.105,47 €
2008 :	95.837.469,85 €
2009 :	97.712.448,69 €
2010 :	102.171.055,50 €
2011 :	110.598.025,72 €
2012 :	102.860.799,26 €
2013 :	100.930.206,53 €
2014 :	98.358.357,83 €
2015 :	99.415.982,14 €
2016 :	107.591.573,16 €

Grâce au remboursement anticipé en 2012 de certains emprunts CRAC [n° 3601, 3937, 3944, 4013 (partie)] via le goodwill de la reprise de la caisse d'épargne locale, la Ville a encore obtenu de la Région wallonne une ristourne de 1.096.668,96 € inscrite, au service ordinaire, sous les articles 00020 /464-01 (179.780,52 €) et 00071 /464-01 (916.888,44 €). Cette ristourne nous sera en fait versée jusqu'en 2019.

Les actifs immobilisés corporels [donc hors incorporel (études)] passent de 419.885.619,14 € (2014) à 429.805.766,23 € (2015) pour s'établir au 31.12.2016 à 440.013.241,26.

Les immobilisations en cours d'exécution (classe 24) s'élèvent à 30.358.397,60 €.

Les créances à un an au plus se chiffrent à 42.155.848,36 € contre 33.442.720,00 € (en 2014) et 32.241.053,09 € en 2014 (en 2015).

La classe 5 reprenant tous les comptes financiers présente un solde de 29.235.891,06 € (contre 19.066.608,55 € en 2015). La trésorerie s'est redressée et nous n'avons pas connu de tension particulière, en conséquence, l'administration communale n'a conclu aucun crédit à terme fixe pendant l'exercice écoulé. De plus, vu les problèmes d'enrôlement et de perception des additionnels à l'I.P.P., l'Etat fédéral nous a gratifiés d'une avance de trésorerie de 1.059.866,85 € versée le 15 décembre 2016 mais à rembourser via les versements de mars 2017.

De plus, le C P A S a procédé au remboursement total de l'avance de trésorerie lui accordée en application d'une convention et nous avons donc perçu le solde, soit 4.000.000,00 pour un montant avancé de 7.000.000,00 €.

Les dettes à un an au plus connaissent une stagnation : 16.378.332,08 € (2014), 15.043.576,03 € (2015) et 15.509.882,41 € en 2016.

Schématiquement, nous obtenons le bilan suivant :

<u>ACTIF</u>		<u>PASSIF</u>	
Classe 2	489.506.579,31 €	Classe 1	427.205.178,68 €
Classe 4	42.155.848,36 €	Classe 17	107.591.573,16 €
Classe 5	29.235.891,06 €	Classe 4	15.509.882,41 €
Classe 49	128.826,80 €	Classe 48	479.961,64 €
Total :	561.027.145,53 €	Classe 49	10.240.549,64 €
		Total :	561.027.145,53 €

Une fois arrêtés par vos soins aux chiffres présentés, les comptes annuels de l'exercice 2016 seront soumis pour approbation aux autorités de tutelle régionale, sachant que les comptes communaux seront communiqués par le comité de direction le 4 décembre 2017.

Une nouvelle obligation est venue s'ajouter au travers du décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social. De même, le compte doit être transmis pour le 15 juin au plus tard à la cellule e-Comptes de la Région wallonne pour les statistiques d'EUROSTAT dans le cadre du pacte européen de stabilité des finances publiques;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 27/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRÊTE

aux chiffres présentés les comptes annuels de l'exercice 2016 de la Ville :

Compte budgétaire :

	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Engagements)	Résultat budgétaire
Service ordinaire	112.106.933,21 €	102.758.300,87 €	9.348.632,34 €
Service extraordinaire	53.230.322,00 €	45.051.257,50 €	8.179.064,50 €
	Recettes (Droits nets)	Dépenses (Imputations)	Résultat comptable
Service ordinaire	112.106.933,21 €	98.880.913,42 €	13.226.019,79 €
Service extraordinaire	53.230.322,00 €	18.992.383,80 €	34.237.938,20 €

Compte de résultats :

	Produits	Charges	Boni/Mali
Résultat d'exploitation	120.318.963,43 €	109.456.907,07 €	10.862.056,07 €
Résultat exceptionnel	7.611.957,54 €	4.761.344,79 €	2.850.612,75 €
Résultat de l'exercice	127.930.920,97 €	114.218.252,15 €	13.712.668,82 €

Comptabilité générale (BILAN) :

Total actif/passif :	561.027.145,53 €
Résultats globalisés :	65.333.914,80 €
Réserves :	7.422.640,04 €.

<u>64. Finances communales. Coût-vérité des déchets. Budget 2018. Approbation.</u>

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Vu le courrier du 21 septembre 2017 transmis par l'adjointe à l'inspecteur général du service public de Wallonie, département du sol et des déchets, direction des infrastructures de gestion des déchets, invitant la Ville à communiquer les données nécessaires au calcul du formulaire coût-vérité du budget 2018, par l'intermédiaire du formulaire informatique du service public de Wallonie;

Attendu que le taux de couverture coût-vérité à présenter par les communes pour 2018 doit être supérieur à 95% et ne pas dépasser 110%;

Considérant qu'à défaut du respect de ce taux de couverture, l'octroi de tout subside régional en matière de déchet sera refusé;

Considérant le formulaire coût-vérité du budget 2018 mis en place sur base des données budgétaires prévisionnelles du budget 2018 ainsi que les quantités de sacs poubelle livrées;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le taux de couverture coût-vérité des déchets fixé à 96% pour l'année 2018.

<u>Somme des recettes prévisionnelles :</u>	4.075.818,00€
Dont contributions pour la couverture du service minimum :	2.725.818,00€
Dont produit de la vente de sacs ou vignettes payants (service complémentaire):	1.350.000,00€

<u>Somme des dépenses prévisionnelles (*)</u> :	4.252.581,54€
---	---------------

Taux de couverture du coût-vérité :

$\frac{4.075.818,00\text{€}}{4.252.581,54\text{€}} \times 100 = 96\%$.

4.252.581,54€

65. Finances communales. Exercice 2018. Règlement-taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés. Approbation.

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVI, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, en particulier les articles 41, 162 et 170 §4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2 et L3321-1 à L3321-12;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Considérant que le décret du 22 juin 2016 modifiant l'article 21 du décret du 27 juin 1996 prévoit que les communes devront, en 2017, couvrir entre 95% et 110% du coût-vérité (répercussion directe des coûts de gestion des déchets résultant de l'activité des ménages);

Considérant le formulaire coût-vérité du budget 2018 mis en place sur base des données budgétaires prévisionnelles du budget 2018, lequel sera transmis à l'autorité de tutelle;

Vu la circulaire du 24 août 2017 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, à l'exception des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2018 et à l'élaboration et à l'actualisation des plans de gestion;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le financement général de la Ville;

Considérant le plan de gestion actualisé 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant la communication du projet de règlement au directeur financier effectuée le 22 septembre 2017 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la Ville se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public;

Considérant que le règlement-taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés doit être approuvé après l'approbation du "coût-vérité" des déchets et qu'en conséquence, le dossier du 23 octobre 2017 doit repasser au conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

ANNULE:

le règlement-taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés, prise le 23 octobre 2017;

APPROUVE:

le règlement-taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés pour l'exercice 2018 comme suit:

Article 1.

Il est établi, pour l'exercice 2018, une taxe communale annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et ménagers assimilés.

Article 2.

La taxe est due :

1. par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de population ou au registre des étrangers, occupant tout ou partie d'immeuble bâti sis sur le territoire de la Ville. Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.
2. par toute personne physique ou morale gestionnaire d'un établissement hospitalier ou gestionnaire d'une maison de repos pour personnes âgées, résidence-services, centres de jour ou de nuit, tels que visés par décret du gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.
3. par toute personne physique ou morale ou, solidairement, par les membres de toute association exerçant sur le territoire de la commune dans le courant de l'exercice une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non, exerçant une profession libérale, indépendante, commerciale, de services ou industrielle ou autre et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal, à l'exception des personnes dont question à l'article 2, 2., par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, par la direction de communautés.
4. par toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif.

Article 3.

La taxe est fixée comme suit :

Pour les contribuables visés à l'article 2.1) :

- 65,00€ par an par ménage d'une personne;
- 110,00€ par an par ménage de plus d'une personne;

Pour les contribuables visés à l'article 2.2) :

- 227,00€ par an par établissement d'une capacité d'hébergement de dix personnes au maximum;
- 454,00€ par an par établissement d'une capacité d'hébergement de plus de dix personnes;

Pour les contribuables visés à l'article 2.3) :

- 159,00€ par an par immeuble affecté aux activités visées par l'article 2.3);

Pour les contribuables visés à l'article 2.4) :

- 159,00€ par an par association visée à l'article 2.4).

Toute année commencée est due en entier, la situation au 1er janvier de l'exercice étant seule prise en considération.

Article 4.

La taxe n'est pas applicable aux organismes dépendant de l'État, de la Province, de la Ville ou de l'autorité nationale d'un pays étranger. Si les immeubles abritant ces organismes contiennent des logements privés destinés à l'usage personnel ou professionnel de leurs agents et/ou, a fortiori, d'autres personnes, la taxe sera due par le ou les ménages ainsi logés.

Article 5.

Le dégrèvement de la taxe sera accordé, sur production d'un document probant dans les 6 mois maximum de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle :

- * aux contribuables bénéficiant au 1er janvier de l'exercice du droit à l'intégration sociale sous forme d'un revenu d'intégration sociale (attestation du centre public d'action sociale) ou du revenu minimum garanti ou de revenus de remplacement similaires à justifier (justificatifs, attestation de l'office national des pensions ou assimilée),
- * aux personnes hébergées au 1er janvier de l'exercice dans les asiles et maisons de santé;
- * aux personnes hébergées au 1er janvier de l'exercice dans les maisons de repos, les résidences services, les centres de jour et de nuit en application du décret du gouvernement wallon du 4 juillet 2013, portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale en Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.

Article 6.

Il est octroyé, dans le cadre de l'arrêté du gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets et la mise en place d'un service minimum :

- une liasse de 10 sacs prépayés pour les isolés et pour les ménages ayant moins de trois enfants à charge et pour les personnes ayant la jouissance d'une seconde résidence;
- deux liasses de 10 sacs prépayés pour les ménages ayant trois enfants ou plus à charge (familles nombreuses).

Article 7.

La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 8.

Les contribuables visés à l'article 2-1°) et inscrits au registre de population sont recensés et enrôlés sur base des données fournies par le registre national des personnes physiques.

Les autres contribuables visés à l'article 2 sont tenus de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent.

La déclaration doit être renvoyée ou remise à la direction financière et comptable, dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraînent l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 9.

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 10.

La présente délibération sera transmise au gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

66. Finances communales. Règlement-taxé sur les piscines privées. Exercices 2018 et 2019. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant la délibération du 26 octobre 2015, aux termes de laquelle le conseil communal a arrêté le règlement-taxé sur les piscines privées, pour les exercices 2016 à 2019;

Considérant que la Ville a établi ladite taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Considérant qu'à cette fin, elle peut tenir compte des difficultés contributives des personnes soumises à la taxe;

Considérant que l'objectif de la taxe sur les piscines privées est de frapper un objet de luxe dont la possession démontre dans le chef du redevable une certaine aisance et qui ne revêt pas un caractère de nécessité, pas plus qu'il ne participe à des critères retenus pour assurer la sécurité, la salubrité et l'habitabilité, ou encore le confort normal d'une habitation;

Considérant qu'à l'heure actuelle, de nombreux dispositifs sont disponibles sur le marché, et ce à moindre coût;

Considérant que ces dispositifs ne constituent pas un objet de luxe, dès lors qu'ils sont abordables pour la plupart des usagers;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de modifier l'article 4 pour préciser les dispositifs entrant dans le champ d'application de la taxe;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 31 octobre 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 13/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
 Sur proposition du collège communal;
 A l'unanimité;

DECIDE

d'arrêter les termes du règlement-taxé sur les piscines privées, pour les exercices 2018 et 2019, comme suit :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2018 à 2019, une taxe communale annuelle sur les piscines privées existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Sont visées les piscines privées qui ne sont accessibles qu'à la personne qui en a la jouissance, aux membres de sa famille et aux personnes qu'elle invite.

Article 2 : la taxe est due solidairement par la personne qui a la jouissance de la piscine privée et le propriétaire de celle-ci.

Article 3 : la taxe est fixée comme suit :

- 250,00€ par année par piscine de moins de 100m²
- 500,00€ par année par piscine de 100m² et plus.

Article 4 : sont exonérées de la taxe :

- les piscines dont la surface est inférieure à 10m²
- les piscines simplement posées, non ancrées, facilement démontables et, de ce fait, non permanentes.

Article 5 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 1er août de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100%.

Article 7 : les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'arrêté royal du 12 avril 1999 et de la loi-programme du 20 juillet 2006.

La présente délibération sera transmise au gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

67. Finances communales. Tarif des services rendus et des biens fournis par la Ville. Exercice 2018. Approbation.

Le cdH, par la voix du conseiller communal **Jean-Marie VANDENBERGHE** annonce qu'il s'abstiendra sur ce point, son groupe estimant que certains tarifs sont prohibitifs.

Les groupe ECOLO et Tournai Plus s'abstiendront également pour les mêmes raisons.

Par 29 voix pour et 7 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOQC, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, S. LECONTE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le tarif des services rendus et des biens fournis par la Ville est arrêté annuellement;

Considérant que le présent tarif reprend la liste les biens et services du tarif 2017, complétée ou actualisée suite aux différentes délibérations du collège communal (numérisation des ouvrages à la bibliothèque, tarifs des repas et garderies, déclassements de biens vendus à l'office du tourisme...);

Considérant que la présente délibération détermine un tarif pour l'établissement des cirques hors esplanade de l'Europe et pour l'implantation de métiers forains sur la Grand Place hors période de foire ;

Considérant que le présent tarif ne comporte aucune autre modification de prix et qu'il comporte quelques précisions quant aux cautions (cirques, prêt de matériel) ;

Considérant qu'aucune indexation n'a été appliquée aux différents tarifs 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 29 voix pour et 7 abstentions;

DECIDE

d'arrêter, pour l'exercice 2018, les montants ci-après pour la rétribution des services rendus et des biens fournis par la Ville :

* **OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

1. Cirques			
TARIF			
1.1. Sur la plaine des Manoeuvres et l'esplanade du Conseil de l'Europe			
1.	Cirques	450,00€/jour (avec un minimum de 900,00€)	
2.	Redevance supplémentaire dépassant la période autorisée	416,00€/jour	
3.	Montant forfaitaire pour l'eau et l'électricité pour la semaine ou partie de semaine	520,00€/semaine ou partie de semaine	
4.	Caution	2.600,00€ (à verser avant l'installation)	
1.2. Hors plaine des Manoeuvres et esplanade du conseil de l'Europe et dans les villages			
Occupation:			
1.	Nombre de places	3.000 places et plus	450,00€/jour (avec un minimum de 900,00€)
2.		moins de 3.000 places	300,00€/jour (avec un minimum de 600,00€)
3.		moins de 1.000 places	175,00€/jour (avec un minimum de 350,00€)
4.		moins de 500 places	90,00€/jour (avec un minimum de 180,00€)
5.		moins de 100 places	35,00€/jour (avec un minimum de 70,00€)
Caution:			
1.		3.000 places et plus	2.600,00€ (à verser avant l'installation)
2.		moins de 3.000 places	1.500,00€ (à verser avant l'installation)
3.		moins de 1.000 places	500,00€ (à verser avant l'installation)
4.		moins de 500 places	250,00€ (à verser avant l'installation)
5.		moins de 100 places	100,00€ (à verser avant l'installation)
CONDITIONS PARTICULIERES			
1.		L'implantation des cirques est interdite pour la période du 1er décembre au 31 janvier.	
2.		Les cirques devront fournir l'attestation officielle concernant le bien-être des animaux.	
2. Exploitation de friteries, hamburgers			
TARIF			
1.	Marché aux fleurs et autres manifestations publiques du Centre-ville	110,00€/jour	
2.	Manifestations publiques dans les villages (ducasse,...)	55,00€/jour	
3. Implantation de métiers forains sur la Grand Place de Tournai, hors période de foire			
TARIF			
1.	Tarif hebdomadaire :		150,00€/semaine
CONDITIONS PARTICULIERES			
1.	Emplacements : - à côté de la statue de Christine de Lalaing, côté halle aux draps- entre la statue de Christine de Lalaing et le café Le Central		
2.	Les forains devront respecter les conditions fixées par le collège communal dans son autorisation (dates, emplacement, démontage de certaines structures ou fermeture du manège pendant le marché du samedi,...)		
3.	Aucune prolongation ne sera accordée		

*** PRESTATIONS DES OUVRIERS COMMUNAUX**

1. Prestations liées aux travaux de voirie		
TARIF		
1.	Pavage de trottoir	34,00€/m ²
2.	Abaissement de bordure	28,00€/m courant
3.	Remise en état de trottoir	28,00€/m ²
4.	Bordures en béton (fourniture et pose)	25,00€/m courant
5.	Remise en état de tarmac	19,00€/m ²
2. Prestations pour compte de tiers		
TARIF		
1.	Manœuvre	20,00€/heure
2.	Ouvrier qualifié	25,00€/heure
3.	Brigadier	30,00€/heure
4.	Ouvrier en travaux insalubres ou dangereux	30,00€/heure
5.	Camion :	
	• véhicule (chauffeur non compris)	20,40€/heure
	• km parcouru	2,55€/km
6.	Véhicule léger :	
	• véhicule (chauffeur non compris)	12,75€/heure
	• km parcouru	1,55€/km
7.	Bulldozer (chauffeur non compris)	67,30€/heure
8.	Elévateur (chauffeur non compris)	27,60€/heure
9.	Transport aller-retour avec main-d'œuvre	135,00€ (forfait)
3. Prestations pour enlèvement de dépôt d'immondices ou affichage illicite sur la voie publique		
TARIF		
1.	Enlèvement de dépôt d'immondices ou affichage illicite sur la voie publique	62,00€ (forfait)

*** LOCATIONS DE SALLES**

1. Hôtel de ville		
TARIF		
A. EN SEMAINE :		
1.	Crypte	470,00€/8 heures d'occupation
2.	Crypte avec la cuisine	625,00€/jour
3.	Salon de la Reine	520,00€/8 heures occupation
4.	Salle des mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	102,00€
B. VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET JOURS FERIES :		
1.	Crypte	705,00€/8 heures occupation
2.	Crypte avec la cuisine	1.060,00€/jour
3.	Salon de la reine	750,00€/8 heures occupation
4.	Salle des mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	153,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Les organismes ayant leur siège social à l'hôtel de ville de Tournai seront exonérés du paiement de toute redevance relative à l'occupation de l'hôtel de ville.	

2. Halle aux draps		
TARIF		
A. ORGANISMES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL A TOURNAI :		
1.	Rez-de-chaussée	520,00€/8 heures occupation
2.	Etage	315,00€/8 heures occupation
3.	Frais de fonctionnement	580,00€
4.	Frais de personnel chargé de la préparation	210,00€
B. ORGANISMES N'AYANT PAS LEUR SIÈGE SOCIAL A TOURNAI :		
1.	Rez-de-chaussée	825,00€/8 heures occupation
2.	Etage	365,00€/8 heures occupation
3.	Frais de fonctionnement	580,00€
4.	Frais de personnel chargé de la préparation	210,00€
3. Fort Rouge		
TARIF		
1.	Occupation de la salle	165,00€/8 heures occupation
4. Autres salles		
TARIF		
1.	Ecoles communales (local ou salle)	6,20€/heure
2.	Académie des Beaux-Arts (local ou salle)	6,20€/heure
3.	Conservatoire	6,20€/heure
4.	Salle de gymnastique de l'école de Warchin	6,20€/heure
5.	Salle polyvalente de Barry	6,20€/heure
6.	Salle de Maulde	
–	Pour groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés ainsi que divers demandeurs (sociétés, particuliers,...)	6,20€/heure
–	Pour les autres demandeurs :	
	◦ location de moins de 4 heures	78,00€
	◦ location de 4 heures et plus	130,00€
7.	Ancienne maison communale de Mont-Saint-Aubert (Relais des Artistes)	42,00€/jour
8.	Maison de quartier L'Vint d'Bisse de Chercq	
	• location :	260,00€/week-end
	• caution :	150,00€
9.	Le Pas du Roc - Vaulx	260,00€/jour
10.	Domaine des Eaux Sauvages (hors salle gérée par ACADES) -Froidmont	260,00€/jour
11.	Musées de la tapisserie (salle du bas)	260,00€/jour
12.	Office du tourisme (en journée)	
	• salle de réunion (8 heures d'occupation)	520,00€/8 heures occupation
	• salle de réunion (à l'heure)	78,00€/heure
	• salle de projection	78,00€/heure
13.	Espace multiphilosophique du cimetière de Tournai sud - mise à disposition	150,00€
14.	Occupation du terrain de sport et des vestiaires (plaine Bozière)	6,50€/occupation

CONDITIONS PARTICULIERES	
1.	<p>Frais d'annulation d'une salle (le délai est calculé en jours ouvrables) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plus de 60 jours avant la date : 50% du montant de la location • entre 60 jours et 8 jours avant la date : 75% du montant de la location • moins de 7 jours avant la date : 100% du montant de la location
2.	<p>Salle de gymnastique de l'école de Warchin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle est réservée prioritairement aux groupements warchinois et autres clubs sportifs ou comités divers autorisés • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : le comité de la Rose, le comité de quartier de Warchin, l'Ours warchinois (football), les pensionnés de Warchin, la section socialiste de Warchin, section des manilleurs de Warchin, amicale des ouvriers communaux, canne de combat de Warchin, les Flèches folles de Warchin, les Pêcheurs napolitains, le groupe d'équitation de Warchin, Cercle royal de natation de Tournai, billard club de Warchin, les Rats d'Eaux t'eu, les Zézettes, les Zombrés, l'ASBL Les Cabossés • elle est gratuite pour l'école communale de Warchin
3.	<p>Salle polyvalente de Barry :</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle est réservée prioritairement aux groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : la fédération nationale des combattants de Belgique, l'amicale des pensionnés de Barry, la Familiale, le parti socialiste, l'amicale des Pensionnés socialistes • elle est gratuite pour le comité des parents
4.	<p>Salle de Maulde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : la fanfare union musicale de Maulde, amicale des pensionnés de Barry-Maulde, Jeunesse Mauldoise, Cercle arts et loisirs de Maulde, les Archers mauldois, l'école libre de Maulde • elle est gratuite pour : la société Les Carabiniers 1879 (salle à part), l'opération TELEVIE et le tennis de table de Maulde (salle à part)
5.	<p>Le Pas du Roc - Vaulx :</p> <ul style="list-style-type: none"> • occupation par des associations ou des clubs sportifs de l'entité de Tournai : <ul style="list-style-type: none"> ◦ grande salle et cafétéria : 6,20€ ◦ cafétéria : 4,20€ ◦ salle à l'étage : 4,20€ • occupation par des associations ou des clubs sportifs hors entité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ grande salle et cafétéria : 8,20€ ◦ cafétéria : 4,20€ ◦ salle à l'étage : 4,20€ • la grande salle est gratuite une fois par an pour les associations ayant leur siège à Vaulx • la grande salle est gratuite pour le home Valère Delcroix tous les vendredis, de 9 heures à 11 heures 30
6.	<p>Domaine des Eaux Sauvages - Froidmont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • associations culturelles de l'entité (chorales, groupes musicaux,...) : 4,20€/heure pour la location de salle de répétition et la cantine • autres associations de l'entité de Tournai : 6,20€/heure • associations hors entité de Tournai : 8,20€/heure

*** LOCATION DE MATERIEL*****I. Matériel pour fêtes et manifestations***

TARIF		
1.	Barrières NADAR	1,50€/pièce/jour
2.	Barrières HERAS	5,00€/pièce/jour
3.	Chaises normales	1,50€/pièce
4.	Tables et tréteaux	2,30€/pièce
5.	Chaises halle aux draps	5,00€/pièce
6.	Tables rectangulaires halle aux draps	2,50€/pièce
7.	Tables rondes halle aux draps	10,00€/pièce
8.	Tables pliantes	4,00€/pièce
9.	Tables mange-debout	10,00€/pièce
10.	Portemanteaux	4,10€/pièce
11.	Isoloirs	50,00€/pièce
12.	Urnes	5,00€/pièce
13.	Pupitres	5,00€/pièce
14.	Amplification (micro, baffles, prestation d'un électricien)	75,00€
15.	Mâts	2,50€/pièce
16.	Drapeaux (2m x 1m, avec responsabilité du locataire)	5,00€/pièce
17.	Conteneurs (110l)	10,00€/pièce
18.	Goals de minifoot	10,00€/pièce
19.	Spots	10,00€/pièce
20.	Projecteur éclairage	10,00€/pièce
21.	Coffret électrique (tableau, câbles...)	50,00€
22.	Fût de lestage	20,00€/pièce
23.	Roulotte sanitaire	gratuit (mesure d'hygiène)
24.	Banc	5,00€/pièce
25.	Escalier (en supplément lorsque chapiteau)	10,00€
26.	Panneau d'interdiction de stationnement (réservés aux particuliers)	
	• si les demandeurs viennent les chercher et les rapporter eux-mêmes	6,00€/pièce/jour
	• si le personnel communal se déplace pour la pose et la reprise des panneaux	35,00€
	• caution (au moment de l'enlèvement)	50,00€

27.	Podium (praticables)	
	• 4m x 4m	50,00€
	• 6m x 4m	75,00€
	• 6m x 8m	150,00€
	• 12m x 4m	150,00€
	• 12m x 6m	220,00€
28.	Tribune mobile	200,00€
29.	Piste de danse	
	• 4m x 4m	50,00€
	• 6m x 4m	75,00€
	• 6m x 8m	150,00€
	• 12m x 8m	290,00€
30.	Générateur à air chaud	300,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Sauf autorisation expresse du collège communal, le matériel n'est prêté qu'aux associations, groupements, comités de l'entité et/ou dans le cadre d'événements dont la Ville est partenaire	
2.	Toute demande de prêt doit être effectuée au moyen du formulaire ad hoc, au plus tard 15 jours avant l'événement concerné. Toute demande tardive entraînera une majoration des coûts de 10%	
3.	Les frais de dossier s'élèvent forfaitairement à 30,00€. Ils sont dus même en cas de location gratuite, sauf : <ul style="list-style-type: none"> • pour le matériel prêté pour cause de sécurité (ordre de police) ou d'hygiène • pour les écoles • pour le centre public d'action sociale • dans le cadre du soutien à la pratique des jeux anciens. Les frais de dossier sont maintenus en cas d'annulation du prêt	
4.	Une caution sera due pour toute location de matériel de fête et divers. Elle sera restituée lors de la réception du matériel en parfait état. Le montant de la caution est fixé à 25% du coût total du matériel prêté (arrondi au multiple de 5,00€ le plus proche)	
5.	Le matériel est prêté gratuitement : <ul style="list-style-type: none"> • aux écoles et à la régie communale du stade Luc Varenne • aux associations de l'entité de Tournai. Celles-ci sont chargées de retirer le matériel au Pont de Maire, moyennant caution. Par "associations", on entend : a) les ASBL ayant leur siège social dans l'entité b) les associations de fait à but culturel, social ou sportif; • aux comités, groupements et associations, dans le cadre des événements dont la Ville de Tournai est partenaire	

6.	Les groupements, associations diverses (clubs sportifs, comités de quartier, etc.) pourront, suivant le but poursuivi, obtenir, soit une réduction, soit la gratuité, suivant décision motivée du collège communal	
7.	Aucuns frais de location ne sont demandés pour le placement des panneaux par mesure de sécurité, suivant ordre de la police	
8.	Les manifestations à caractère commercial ne pourront faire l’objet d’aucune dérogation au tarif	
9.	Le matériel de la halle aux draps est uniquement réservé pour des festivités organisées dans ces locaux en partenariat avec la Ville, sauf autorisation du collège communal	
10.	La tribune mobile est réservée prioritairement à l’office du tourisme	
2. Matériel informatique (à titre exceptionnel) :		
TARIF		
1.	Projecteur 3.000 lumens	
	• Location	165,00€/jour
	• Caution	850,00€
2.	Projecteur 3.500 lumens	
	• Location	245,00€/jour
	• Caution	1.150,00€
3. Chapiteaux et tonnelles		
TARIF		
1.	Chapiteau (avec transport, montage et démontage)	500,00€
2.	Tonnelle (si autorisation du collège communal)	250,00€
3.	Chapiteau plaine des Manœuvres - 16m x 72m	850,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Les chapiteaux seront réservés en priorité aux écoles et accordés gratuitement. Ils seront accordés aux associations conventionnées avec la Ville, dans la limite des moyens disponibles en personnel et matériel	
2.	Les tonnelles seront réservées en priorité aux services internes et ne pourront faire l’objet de location que moyennant autorisation du collège communal	
3.	Aucune location de chapiteaux et de tonnelles ne peut être concédée entre novembre et mars	

*** FRAIS LIES AUX SECTEURS ENSEIGNEMENT, JEUNESSE ET SPORT**

1. Garderie dans les écoles communales maternelles et primaires :		
TARIF		
1.	Matin	0,50€/jour
2.	Mercredi après-midi	2,00€/après-midi
3.	Soir	0,50€/jour
2. Repas dans les écoles communales maternelles et primaires (le prix comporte le repas et la garderie du midi, fixée à 0,25€) :		
1.	Maternel	3,25€/repas
2.	Primaire	
	Ecole du Château :	
	• repas sans crudité	3,45€/repas
	• repas avec crudités	3,65€/repas
	Autres écoles	3,45€/repas
3.	Personnel enseignant	3,60€/repas
4.	Potage (au bol)	0,35€/bol
5.	Potage (au litre)	1,60€/litre
3. Frais de transport scolaires (bus communaux)		
A. DANS L'ENTITE :		
1.	Primaire (par enfant)	10,00€/année scolaire
2.	Maternel	
	• par enfant arrivé entre le 1er septembre et le 31 décembre	6,00€/année scolaire
	• par enfant arrivé entre le 1er janvier et le 31 mars	3,00€/année scolaire
B. HORS ENTITE :		
1.	Trajet entre 1 et 50km	5,00€
2.	Trajet entre 51 et 250km	10,00€
	Trajet entre 251 et 400km	20,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Pour les trajets "hors entité", le premier kilomètre commence à la limite du territoire communal	
4. Location d'instruments de musique		
1.	Par instrument	42,00€/année scolaire
5. Frais liés au cours de coupe et couture		
1.	Photocopies	0,05€/photocopie
2.	Photocopies - forfait	10,00€
6. Frais liés à l'accueil extrascolaire		
1.	Mercredi après-midi, par enfant	2,00€/après-midi
2.	Accueil du soir, par enfant	0,50€/jour
3.	Stage organisé pendant les vacances scolaires, par enfant	15,00€/semaine

7. Stages et ateliers		
1.	Stage ou atelier, par enfant	15,50€/semaine
2.	Stage de Pâques organisé par le musée d'Histoire naturelle et Danses & Cie	25,50€/enfant
3.	Atelier et cours de photographie au musée d'Histoire naturelle et vivarium (tarif scolaire)	1,00 €/participant
8. Plaines de jeux		
1.	Plaines de jeux et écoles de sports, par enfant	2,00€/jour avec un maximum de 30,00€/enfant pour la totalité des périodes
9. Activités sportives		
1.	Inscription "Je cours pour ma forme"	40,00€

*** FRAIS LIES AUX SECTEURS DE LA CULTURE ET DU TOURISME**

1. Accès aux infrastructures communales (bibliothèque et discothèque)		
TARIF		
1. Bibliothèque		
	◦ Droit d'inscription à la section "adulte" pour 1 carte passeport-lecture :	
	◦ du 1er janvier au 31 décembre	6,00€
	◦ du 1er mai au 31 décembre	4,00€
	◦ du 1er septembre au 31 décembre	2,00€
	• Indemnité de prêt, par livre	0,30€/3 semaines
	• Taxe de retard, par livre	0,05€/jour ouvrable
	• Frais administratifs engagés pour le recouvrement	1,00€/rappel
	• Duplicata carte d'inscription	2,00€
	• Abonnement donnant droit à 30 prêts	7,50€
	• Photocopies :	
	◦ A4 noir/blanc	0,10€/page
	◦ A3 noir/blanc	0,20€/page
	• Impression couleurs	0,60€/page
	• Reproduction des manuscrits numérisés :	
	◦ Texte numérisé à la page (format pdf - pages de texte en niveaux de gris)	1,00€/page
	◦ Texte numérisé intégral (format pdf - pages de texte en niveaux de gris)	90,00€
	◦ Image numérisée à la page (usage commercial - format JPG ou TIFF - en couleurs)	50,00€
	◦ Image numérisée à la page (usage académique: scientifique ou universitaire - format JPG - en couleurs)	10,00€
	◦ Frais d'envoi (voie postale ou voir numérique)	10,00€
	• Droit d'inscription	compris avec la carte "passeport-lecture"
	• Indemnité de prêt, par CD, DVD, Blu-ray disc (hors cours de langues)	0,60€/semaine
	• Indemnité de prêt pour cours de langues	3,00€/mois
	• Taxe de retard, par CD, DVD, Blu-ray disc	0,15€/jour ouvrable

CONDITIONS PARTICULIERES		
1. Inscription gratuite à la bibliothèque dans les cas suivants :		
<ul style="list-style-type: none"> • usagers de moins de 18 ans • détenteurs d'une carte passeport-lecture validée, pour l'année en cours, par une autre bibliothèque du Hainaut participante 		
2. Prêt des livres gratuit dans les cas suivants :		
<ul style="list-style-type: none"> • en section "jeunesse", pour les moins de 15 ans • à l'occasion de la "Fureur de lire", pendant une semaine 		
3. Deux inscriptions ou réinscriptions simultanées (parrainage) donnent droit à une remise de 50% sur la seconde inscription, cette mesure étant de nature à encourager deux membres d'une même famille à posséder des cartes personnelles		
4. Le titulaire de la carte passeport-lecture est responsable de tout retrait de CD, DVD, Blu-ray, livre ou document		
2. Accès aux infrastructures communales : piscines communales		
2.1. Entrées		
TARIF		
<i>A. HABITANTS DE L'ENTITÉ DE TOURNAI</i>		
1.	Personnel communal	3,00€
2.	Adulte et enfants de 12 ans et plus	4,00€
3.	Enfant de moins de 12 ans	3,00€
4.	Famille nombreuse :	
	• adulte	3,00€
	• moins de 12 ans	2,00€
	• moins de 21 ans	2,70€
5.	Ecole :	
	• primaire et maternelle	1,50€
	• secondaire	2,00€
	• supérieure	2,50€
6.	Groupe organisé	2,80€
7.	Club occupant la piscine de Kain	15,60€/heure
8.	Club occupant la piscine de l'Orient	17,80€/heure
9.	Aquagym (entrée comprise)	5,00€/séance
<i>B. HABITANTS HORS ENTITÉ</i>		
1.	Personnel communal	3,00€
2.	Adulte et enfants de 12 ans et plus	5,00€
3.	Enfant de moins de 12 ans	4,00€
4.	Famille nombreuse :	
	• adulte	4,00€
	• moins de 12 ans	3,00€
	• moins de 21 ans	3,50€
5.	Ecole :	
	• primaire et maternelle	2,00€
	• secondaire	2,50€
	• supérieure	3,50€
6.	Groupe organisé	3,50€
7.	Club occupant la piscine de Kain	90,00€/heure
8.	Club occupant la piscine de l'Orient	115,00€/heure
9.	Aquagym (entrée comprise)	6,00€/séance

<i>C. ABONNEMENTS</i>		
1.	Adulte - 10 entrées (validité 3 mois)	36,00€
2.	Enfant de moins de 12 ans - 10 entrées (validité 3 mois)	27,00€
3.	Adulte - 30 entrées (validité 12 mois)	105,00€
4.	Famille - 50 entrées (validité 12 mois)	150,00€
5.	Famille - 100 entrées (validité 12 mois)	270,00€
6.	Persévérant (validité mensuelle calendrier)	40,00€
7.	Primaire de l'entité (validité 12 mois)	150,00€
8.	Secondaire de l'entité (validité 12 mois)	200,00€
9.	Primaire hors entité (validité 12 mois)	200,00€
<i>D. DIVERS</i>		
1.	Campeur adulte	2,00€
2.	Campeur enfant	1,50€
3.	Visiteur scolaire	0,80€
4.	Caution carte accès (restituée en cas de remise de la carte en parfait état de fonctionnement)	2,00€
5.	Transat	2,00€/demi-journée
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Le tarif "entité" est appliqué sur présentation d'une carte d'identité électronique e-ID ou autre preuve de domicile émanant d'une autorité officielle. Les écoles et groupes fourniront une preuve de localisation. A défaut de pièce justificative valable, le tarif "hors entité" sera appliqué	
2.	Les droits d'entrée ne sont ni échangeables ni remboursables	
3.	La réduction "famille nombreuse" n'est pas cumulable avec d'autres réductions (écoles, groupe,...). Elle sera accordée uniquement sur présentation de la carte d'identification personnelle délivrée par l'administration communale de Tournai via son service des piscines communales. Les personnes sollicitant cette carte de réduction de droit d'entrée devront fournir la preuve de l'appartenance à une famille nombreuse (à partir de 3 enfants, un enfant présentant un handicap à 66% comptant pour deux) par le dépôt d'une attestation récente (maximum 3 mois) délivrée par le service population de la Ville (une photo d'identité par carte demandée). Cette carte est valable 5 ans. Elle est renouvelable à vie pour les parents et jusqu'à leurs 25 ans pour les enfants	

2.2. Cours de natation		
TARIF		
1.	Cours particulier	9,00€/30 minutes
2.	Cours collectif famille (minimum 2 et maximum 3 personnes/moniteur)	7,00€/personne/30 minutes
3.	Cours collectif groupe (minimum 4 et maximum 15 personnes/moniteur)	3,50€/personne/45 minutes
FAMILLES NOMBREUSES		
1.	Cours particulier	7,50€/30 minutes
2.	Cours collectif famille (minimum 2 et maximum 3 personnes/moniteur)	6,00€/personne30 minutes
3.	Cours collectif groupe (minimum 4 et maximum 15 personnes/moniteur)	3,00€/personne/45 minutes
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Le tarif des cours de natation ne comprend pas le prix d'entrée, qui doit donc être également acquitté par l'utilisateur	
2.3. Programme d'accoutumance à l'eau - Aqua Poussins		
1.	Par cycle	9,00€/personne
3. Accès aux infrastructures communales : bains/douches publics de la ville de Tournai		
TARIF		
1.	Baignoire sans réduction	1,25€
2.	Baignoire avec réduction	1,00€
3.	Douche sans réduction	1,00€
4.	Douche avec réduction	0,75€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Le tarif réduit est accordé aux pensionnés et aux familles nombreuses	
4. Accès aux infrastructures communales : camping de l'Orient		
TARIF		
A. PASSAGE		
1.	Enfant de moins de 6 ans	gratuit
2.	Enfant de 6 à 12 ans	3,10€/nuitée
3.	Adulte	3,70€/nuitée
4.	Automobile	3,70€/nuitée
5.	Tente	3,70€/nuitée
6.	Caravane	4,70€/nuitée
7.	Moto, mobylette, remorque	3,70€/nuitée
8.	Mobilhome	6,70€/nuitée
9.	Forfait nuitée toutes taxes comprises	16,10€/nuitée
B. LOCATION		
1.	D'octobre à mars	120,00€/mois
2.	Avril, mai, juin et septembre	155,00€/mois
3.	Juillet et août	180,00€/mois
C. DIVERS		
1.	Utilisation de la lessiveuse (programme complet)	3,00€/jeton
2.	Utilisation du sèche-linge (programme complet)	2,00€/jeton
3.	Consommation électrique, par kWh	0,30€/kWh

5. Accès aux infrastructures communales :		
TARIF		
<i>CLUB HOUSE</i>		
1.	Utilisation des pédalos	3,70€/30 minutes
HALTE NAUTIQUE		
1.	Electricité (pour maximum 4 ampères)	0,60€/kWh
2.	Accostage et stationnement des bateaux	gratuit
6. Accès aux infrastructures communales : musées		
6.1.1. Droit d'entrée - musée		
TARIF		
1. Musée des Beaux-Arts, musée de folklore, musée d'Histoire naturelle, musée de la Tapisserie, musée d'Histoire militaire :		
	• individuel	2,60€/personne
	• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	2,10€/personne
	• groupes scolaire hors entité	1,00€/personne
	• tarif "passage"	1,00€/personne
	• internats, maisons de jeunes, plaines de jeux et organisations de jeunesse reconnues	1,00€/personne
2. Musée des Arts décoratifs, musée d'archéologie :		
	• individuel	2,10€/personne
	• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	1,60€/personne
	• tarif "passage"	1,00€/personne
	• groupes scolaires hors entité	1,00€/personne
	• internats, maisons de jeunes, plaines de jeux et organisations de jeunesse reconnues	1,00€/personne
6.1.2. Location d'un audioguide		
	1. Location d'un appareil audioguide au musée d'Histoire naturelle	2,00€
CONDITIONS PARTICULIERES MUSEES		
1.	Gratuité de l'entrée : <ul style="list-style-type: none"> • le premier dimanche de chaque mois • pour les membres du personnel communal et du Centre public d'action sociale. Cette carte d'entrée nominative sera délivrée aux membres du personnel qui en feront la demande auprès de l'assistante sociale • pour les membres de diverses associations liées aux musées (Conseil international des musées - ICOM, association européenne des zoos et aquariums - EAZA, musées et société en Wallonie - MSW, ASBL Société d'encouragement du musée d'histoire naturelle de Tournai - SEMHN, ASBL tourisme et culture, attraction tourisme,...), sur présentation d'une carte de membre • pour les enseignants préparant une leçon et sur présentation d'une carte attestant leur statut d'enseignants • pour les enseignants accompagnant un groupe scolaire • à la presse, sur présentation d'une carte • aux groupes scolaires provenant des écoles de l'entité • aux guides de l'Association des guides de Tournai aux détenteurs du pass "Hi Belgium pass", sur présentation du pass 	

2.	Le tarif "groupe" est accordé : <ul style="list-style-type: none">• aux détenteurs de la carte "prof"• aux personnes présentant un handicap• aux membres de l'ASBL Los Niños de Gaïa, sur présentation d'un pass renouvelable tous les 5 ans	
3.	Pour les titulaires d'un ticket "article 27", le droit d'entrée aux musées est fixé à 1,25€	
6.1.3. Pass et abonnements		
TARIF		
1.	Enfant de moins de 16 ans dont les parents ont acheté un pass	gratuit
2.	Passeport pour 10 entrées dans 1 musée uniquement	13,50€
3.	Passeport pour 10 entrées dans les 7 musées au choix	18,50€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1.	Les abonnements (passeports) sont valables durant 1 an, sauf en cas d'exposition temporaire (supplément d'entrée)	
2.	Expositions temporaires : les tarifs pourront être adaptés par le collège communal en fonction de l'importance des expositions	
6.1.4. Vente de produits divers dans les musées		
1.	Catalogue <i>Ensor</i>	20,00€
2.	Catalogue <i>Regards sur les faïences fines tournaisiennes, le don Cosyns</i>	15,00€
3.	Catalogue <i>Gallait</i> (souple)	20,00€
4.	Catalogue <i>Gallait</i> (cartonné)	25,00€
5.	Catalogue <i>Service LECOCQ</i>	15,00€
6.	Catalogue <i>Stonehenge</i>	3,00€
7.	Catalogue <i>Tournai, 24 août 1914</i>	12,00€
8.	Catalogue <i>Tournai, Fontenoy 1745. Un siège, une bataille</i>	18,00€
9.	Catalogue <i>Les animaux et la guerre</i>	12,00€
10.	Livre <i>Le Patrimoine militaire tournaisien</i>	12,00€
11.	Livre <i>La Deuxième Enceinte communale</i>	6,00€
12.	Livre <i>Patrimoine militaire médiéval</i>	6,00€
13.	Livre <i>Patrimoine militaire belge</i>	6,00€
14.	DVD <i>Histoire de la bataille de Fontenoy</i>	10,00€
15.	Carte postale "minivitrine en 3D"	4,00€

6.2. Droit d'entrée - beffroi		
	• individuel	2,10€/personne
	• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	1,10€/personne
	• groupes scolaires hors entité	1,00€/personne
	• internats, maisons de jeunes, plaines de jeux et organisations de jeunesse reconnues	1,00€/personne
CONDITIONS PARTICULIERES BEFFROI		
1.	Gratuité de l'entrée : <ul style="list-style-type: none"> • pour les membres du personnel communal et du centre public d'action sociale. Cette carte d'entrée nominative sera délivrée aux membres du personnel qui en feront la demande auprès de l'assistante sociale • pour les membres de l'ASBL Tourisme et culture, Attraction tourisme,...), sur présentation d'une carte de membre et de l'ASBL Attraction tourisme, sur présentation du pass 365 • pour les enseignants préparant une leçon et sur présentation d'une carte attestant leur statut d'enseignants • pour les enseignants accompagnant un groupe scolaire • à la presse, sur présentation d'une carte • aux groupes scolaires provenant des écoles de l'entité • aux guides de l'Association des guides de Tournai • aux détenteurs du pass "Hi Belgium pass", sur présentation du pass 	gratuit
2.	Le tarif "groupe" est accordé : <ul style="list-style-type: none"> • aux détenteurs de la carte "prof" • aux personnes présentant un handicap • aux membres de l'ASBL Los Niños de Gaïa, sur présentation d'un pass renouvelable tous les 5 ans 	1,10€/personne
3.	Pour les titulaires d'un ticket "article 27"	1,25€/personne
7. Accès aux infrastructures communales : office du tourisme		
7.1. ENTRÉES FILMS OFFICE DU TOURISME		PRIX
	Groupe scolaire	1,00€
	Enfant, étudiant, senior, groupe adulte, handypass	1,10€
	Adulte	2,10€
	Bénéficiaires de l'ASBL Article 27	1,25€
<u>Conditions particulières</u> Gratuité de l'entrée : <ul style="list-style-type: none"> • aux membres du personnel communal et du centre public d'action sociale (sur présentation d'une carte nominative) • aux membres de l'ASBL Attractions & Tourisme (Pass 365) • aux enseignants préparant une leçon (carte à présenter) et/ou accompagnant un groupe scolaire • à la presse sur présentation d'une carte • aux guides de l'Association des guides • aux responsables de groupes préparant une visite • aux détenteurs du "Pass Hi Belgium pass", sur présentation du pass 		
Le tarif "groupe" est accordé : <ul style="list-style-type: none"> • aux détenteurs de la carte "prof" • aux membres de l'ASBL Los Niños de Gaïa 		

7.2. CITY-PASS	PRIX
1 musée + film + beffroi	5,00€
3 musées + film + beffroi	10,40€
2 films + beffroi	4,00€
Pass famille : film + beffroi + musée + sac aventures-jeu	20,00€
Pass gourmand : 3 prestations HORECA + beffroi	7,50€
7.3. GUIDAGES	PRIX
1 heure	41,00€
2 heures	66,00€
L'heure supplémentaire	32,50€
7.4. FORFAITS DE BASE ET OPTIONS	PRIX
7.4.1. Forfaits	
<ul style="list-style-type: none"> • demi-journée (de 10 à 19 personnes) prix/personne • demi-journée (à partir de 20 personnes) prix/personne. La demi-journée comprend le guidage et l'entrée à une attraction touristique, l'accueil café, le menu 3 services, l'entrée au film Le Couloir du Temps ou De la Pierre au Ciel	33,00€ 30,00€
7.4.2. A la carte	
Option café	2,00€
Option café + croissant	3,00€
Option café + 2 viennoiseries	4,00€
Pause sucrée (café ou thé + part de gâteau)	5,00€
Pause salée (bière ou apéritif régional + fromage)	5,00€
Menu 3 services	20,00€
Planche campagnarde	10,00€
Forfait boissons (sans apéritif)	7,00€
Forfait boissons (avec apéritif)	10,00 €
Plat "belge"	10,00 €
Formule "Lundi Perdu" (menu + animation par un guide)	35,00€ (de 10 à 19 personnes) 40,00€ (à partir de 20 personnes)
Train touristique à partir de 20 personnes (prix/personne)	4,00€
Train touristique - 20 personnes (forfait)	80,00€
Centre de la Marionnette - visite groupe adulte/enfant	2,50€/2,00€
Centre de la Marionnette - visite avec guide du centre (prix/personne)	5,00€
Centre de la Marionnette - visite animée (prix p. pers.)	7,00€
Trésor : entrée (prix/personne)	2,00€
Visite guidée individuelle à thème (prix/personne)	5,00€

7.5. VENTES D'ARTICLES	
7.5.1. SOUVENIRS	Prix de vente
Autocollants armoiries	0,50€
Badge "Accordéon moi j'aime" x 1 pièce	2,00€
Badge "Accordéon moi j'aime" x 3 pièces	5,00€
Badge "Accordéon moi j'aime" x 4 pièces	6,00€
Badge "Carnaval"	1,50€
Badge blason	2,00€
Badge maison	1,00€
Badge picard	4,00€
Bloc-notes A6 argenté	2,50€
Bloc-notes A6	4,00€
Bloc-notes Beaux-Arts	2,50€
Bloc-notes mini	2,00€
Bloc-notes écusson + stylo	2,00€
Boîte à musique	9,50€
Boîte crayon rose	2,00€
Boîte bijoux étain	30,50€
Bol céramique + cuillère	8,00€
Bouclier + épée + fourreau	25,00€
Bougie	2,00€
Boule de neige	6,00€
Boussole orange	3,00€
Briquet "Accordéon moi j'aime" x 1 pièce	0,50€
Briquet "Accordéon moi j'aime" x 3 pièces	1,00€
Carnet multi mémo (post-it)	2,50€
Carte postale "Accordéon moi j'aime" x 1 pièce	0,50€
Carte postale "Accordéon moi j'aime" x 4 pièces	1,00€
Carte postale (lot de 10)	1,00€
Carte postale à colorier	1,00€
Carte postale Dedeycker	2,00€
Carte postale Sahara	3,00€
Cartes postales accordéon (10 pièces)	4,00€
Cartes postales Aquarelles	1,50€
Cartes postales Ville	0,50€
Casquette	3,00€
Céramique : cathédrale	15,00€
Céramique : maisons 12 cm + magnet	7,00€
Céramique : minimaison 7 cm + magnet	3,50€
Céramique : minimaison 7 cm + support	3,50€
Céramique : petite reproduction beffroi ou cathédrale	3,50€
Céramique : pont des Trous (grande)	10,00€
Chronomètre	5,00€
Clip photo	1,00€
Couteau suisse	3,00€
Crayon enfant	0,50€
Crayon noir Swarovski	0,50€
Cube photos	10,00€
Cuillère + pochette	5,00€
Dés écusson	3,00€

Dessin à la plume Rotary	10,00€
Dominos	2,00€
Drapeau Roi	14,00€
Drapeau anglais sur bâtonnet	1,50€
Drapeau belge	7,00€
Drapeau belge sur bâtonnet	1,50€
Drapeau Tournai blanc	8,00€
Drapeau Tournai rouge	8,00€
Etui écritoire A5 logo	15,00€
Etui GSM	1,50€
Etui make up	4,00€
Gourde argentée simple	2,00€
Gourde + boussole	4,00€
Gourde simple	2,00€
Horloge sur pied logo Tournai	6,00€
Lampe d'ambiance	5,00€
Lampe poche	2,00€
Livre à colorier	2,00€
Magnet 2D vue Tournai	3,00€
Magnet "Accordéon moi j'aime" x 1 pc	3,00€
Magnet "Accordéon moi j'aime" x 3 pcs	7,00€
Magnet "Accordéon moi j'aime" x 4 pcs	10,00€
Magnet carrés et rectangles (pack 6 pcs)	6,00€
Magnet Maison	1,00€
Magnet rectangle 78 x 53mm	3,50€
Magnet Patrie Magnets (5 pièces)	10,00€
Magnet rond (pack 6 pièces)	6,00€
Marque-page Laser	2,00€
Minivitrine Tournai	4,00€
Minuteur	4,00€
Miroir de poche	2,00€
Mug full color	6,00€
Mug Beaux-Arts	5,00€
Mug new logo	6,00€
Ourson UNICEF	5,00€
Ouvre-lettre	0,50€
Parapluie	7,00€
Parure stylos argentés	7,00€
Peluche ourson logo	7,00€
Pièce monnaie + étui	3,00€
Pins cathédrale	2,00€
Pins tortue	1,00€
Pinte étain	30,00€
Plateau photos noir	15,00€
Plume de papier sous blister	5,00€
Poncho boule	2,00€
Porte bloc note A4	4,50€
Porte-cartes de visite	5,00€
Porte-clefs boule à neige	4,00€
Porte-clefs Doming	1,50€

Porte-clés Beaux-Arts	2,00€
Porte-clefs logo Tournai métal	4,00€
Porte-clés ours	1,50€
Porte-clés plexi	2,00€
Pot crayons coccinelle	3,00€
Presse-papier étain	29,00€
Règle	1,00€
Réveil	4,00€
Sac à dos piscine	2,00€
Sac banane	7,00€
Sac IPALLE	1,00€
Sac shopping	2,50€
Sceau parlement	25,00€
Set dessin + crayons	2,50€
Set sel et poivre	5,00€
Signet	1,00€
Signet + crayon	1,50€
Souscriptions ardoises	20,00€
Stylo 1914	2,50€
Stylo 4 couleurs	1,50€
Stylo argenté	1,00€
Stylo beffroi	1,00€
Stylo cœur cathédrale	2,00€
Stylo enfant	1,50€
Stylo Beaux-Arts	2,00€
Stylo mauve	1,50€
Stylo orange	1,50€
Tapis de souris	1,50€
Trousse de toilette	3,00€
T-shirt enfant	5,00€
T-shirt femme	5,00€
T-shirt homme	5,00€
T-shirt manet	4,00€
Valisette dessin	12,00€
Verre (petit) à shot	3,00€
Verre de dégustation	2,00€
Verre long drink	3,00€
Yo-yo	1,00€

7.5.2. LIBRAIRIE	Prix de vente
Cartes : fietsnetwerkkkaart Leiestreek	8,00€
Cartes : points nœuds WaPi Est - prix partenaires	6,00€
Cartes : points nœuds WaPi Est - prix public	7,00€
Cartes : points nœuds WaPi Ouest - prix partenaires	6,00€
Cartes : points nœuds WaPi Ouest - prix public	7,00€
Cartes: rando Pays des Collines	7,00€
Catalogue: 100 gravures	45,00€
Catalogue : 101 chefs d'œuvres	30,00€
Catalogue : 250 ans d'enseignement	12,50€
Catalogue : 30 ans de fusion	10,00€
Catalogue : amphibiens	12,00€
Catalogue : Arbres remarquables	1,00€
Catalogue : Archéologie Cathédrale	3,00€
Catalogue : Architectures rêvées	8,00€
Catalogue : Au nom de tous les nôtres	8,00€
Catalogue : Campin in context	30,00€
Catalogue : Carnet 124	6,00€
Catalogue : Childeric Clovis 1500	5,00€
Catalogue : Childéric Clovis Paris	5,00€
Catalogue : Christian Croain	42,00€
Catalogue : Cimetière de Tournai sud	27,00€
Catalogue : Cloches et sociétés	20,00€
Catalogue : Comment les habitants,... J. PIJCKE	24,00€
Catalogue: Dali/Pitxot expo	30,00€
Catalogue: Dali/Pitxot expo - pour les Amis du musée des Beaux-Arts	28,50€
Catalogue : De soie, laine, or et argent	28,00€
Catalogue : Découvrir Tournai (anglais)	12,00€
Catalogue : Découvrir Tournai (espagnol)	12,00€
Catalogue : Découvrir Tournai (français)	12,00€
Catalogue : Découvrir Tournai (italien)	12,00€
Catalogue : Découvrir Tournai (néerlandais)	12,00€
Catalogue : Des Beffrois et des hommes	30,00€
Catalogue : Deuxième enceinte communale	6,00€
Catalogue: Do you speak belge ?	15,00€
Catalogue : Ensor	20,00€
Catalogue : Escaut Mystérieux	20,00€
Catalogue : Faïences	15,00€
Catalogue : Francisque	10,00€
Catalogue : Gallait cartonné	25,00€
Catalogue : Gallait souple	20,00€
Catalogue : grands siècles	30,00€
Catalogue : Gribouilles	10,00€
Catalogue : Henry Lacoste	75,00€
Catalogue : Ici et ailleurs	30,00€
Catalogue : La Grande Guerre vue par l'élite	20,00€
Catalogue: La Marque du Tâcheron	10,00€
Catalogue : La Wallonie vue par les écrivains	35,00€
Catalogue : Le calme avant la tempête	20,00€
Catalogue : Les Ceux d'ichi	6,00€

Catalogue : Les Géants	7,00€
Catalogue : Les hôpitaux militaires à Tournai	6,00€
Catalogue : Les Lefèbvre, lignée d'orfèvres	15,00€
Catalogue : Les sgraffites	10,00€
Catalogue : Les Wallons picards dans le Tour de France	49,00€
Catalogue : Livret-souvenir cathédrale (anglais)	6,00€
Catalogue : Livret-souvenir cathédrale (français)	6,00€
Catalogue : Livret-souvenir cathédrale (néerlandais)	6,00€
Catalogue : Manuscrits précieux	20,00€
Catalogue : Marionnettes	42,00€
Catalogue : Mémoire du temps	5,00€
Catalogue : Moustaches de pierre	5,00€
Catalogue : Musée des Beaux-Arts	8,00€
Catalogue : Naïade	15,00€
Catalogue : Nuit des Statuettes	8,00€
Catalogue : Patrimoine arboré	2,50€
Catalogue : Patrimoine militaire tournaisien	12,00€
Catalogue : Patrimoine militaire belge	6,00€
Catalogue : Patrimoine militaire médiéval	6,00€
Catalogue : Patrimoine militaire sous Louis	6,00€
Catalogue : Petite fugues	5,00€
Catalogue : PG - Diogène	14,00€
Catalogue : PG - église Saint-Jacques	9,00€
Catalogue : PG - façades anciennes	5,00€
Catalogue : PG - Mont de piété	9,00€
Catalogue : PG - Ponts de Tournai	9,00€
Catalogue : PG - Redécouvrir le patrimoine	12,50€
Catalogue : PG - Saint-Jean-Baptiste	10,00€
Catalogue : PG - Sainte Marguerite	9,00€
Catalogue : PG - Vauban	9,00€
Catalogue : Pont des Trous	6,00€
Catalogue : Porcelaines et fleurs	15,00€
Catalogue : Procession	5,00€
Catalogue : Route des Abbayes	13,50€
Catalogue : Séminaire Tournai	75,00€
Catalogue : Service le Cocq	5,00€
Catalogue : Stonehenge	3,00€
Catalogue : Tour Henry VIII	7,00€
Catalogue : Tournai Artistique	49,00€
Catalogue : Tournai militaire	49,00€
Catalogue : Tournai, 24 août 1914	12,00€
Catalogue : Tournai, Art et Histoire : inventaire des archives	23,00€
Catalogue : Une journée sans histoires	15,00€
Catalogue : Voces Intimae	42,00€
Catalogue : WaPi chef	7,50€
Catalogue : La Grande Guerre au quotidien	18,00€
Catalogue : Tournai Fontenoy 1745	18,00€
Guide : Art Déco	7,50€
Guide : Beau Vélo de RAVeL 2016	15,00€
Guide : Cathédrale (allemand)	5,00€

Guide : Cathédrale (anglais)	5,00€
Guide : Cathédrale (français)	5,00€
Guide : Cathédrale (néerlandais)	5,00€
Guide : Lonely planet (anglais)	13,20€
Guide : Lonely planet (français)	8,99€
Guide : Lonely planet (néerlandais)	13,20€
Guide : Petit futé - Balades à vélo	9,95€
Guide : Petit futé - Belgique 2016	12,95€
Guide : Petit futé - Bières du Nord	9,95€
Guide : Petit futé - Carnet de voyage Belgique	4,95€
Guide : Petit futé - Chocolats	11,95€
Guide : Petit futé — Lille Métropole (cartonné)	15,90€
Guide : Petit futé - Nord Pas de Calais (cartonné)	20,00€
Guide : Petit futé - Nord Pas de Calais Picardie	9,95€
Guide : Petit futé - Wallonie	12,95€
Guide : Roger de le Pasture	2,50€
Guide : Topoguides WaPi - partenaires labélisés	10,00€
Guide : Topoguides Wapi - public	16,90€
Guide : Tournai (anglais)	5,00€
Guide : Tournai (français)	5,00€
Guide : Tournai (néerlandais)	5,00€
Guide : Trésor (anglais)	7,00€
Guide : Trésor (français)	7,00€
Guide : Trésor (néerlandais)	7,00€
Plaquette : Les Tournaisiens sont là	18,00€
Wap : Pédagogie 5-8 ans	20,00€
Wap : Pédagogie 9-12 ans	20,00€
7.5.3. MULTIMEDIA	PRIX
Audio guide	5,00€
CD : Live du Cabaret wallon	15,00€
CD : Christian Croain	10,00€
DVD : 14-18 Les trois serments	15,00€
DVD : Cathédrale	12,00€
DVD : Cathédrale, le Roman de la Nef	18,50€
DVD : Lundi perdu	7,00€
DVD : Roger de le Pasture	10,00€
DVD : Tournai et son 1er millénaire	10,00€
Écouteurs	1,00€

7.5.4. JEUX	PRIX
Jeu : Carnaval	10,00€
Jeu : Lundi perdu	10,00€
Jeu : Pion des Trous (bois)	55,00€
Jeu : Pion des Trous (verre)	129,00 €
Jeu : Tournay	30,00€
Sac aventures-jeu (français)	10,00€
Sac aventures-jeu (français) action magazines	8,00€
Sac aventures-jeu (néerlandais)	10,00€
Sac aventures-jeu (néerlandais) action magazines	8,00€
7.5.5. POSTERS	PRIX
Poster : 101 chefs d'œuvres (petit)	1,00€
Poster : 101 chefs d'œuvres (grand)	5,00€
Poster :	1,00€

*** CIMETIÈRES : CONCESSIONS DE TERRAINS ET CELLULES**

1. Occupation des caveaux d'attente :	
• 1ère période de trois mois	52,00€
• 2ème période de trois mois	156,00€
• À partir de la 3ème période, tous les trois mois	208,00€
2. Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle destinée à la dispersion de cendres ou la stèle collective du souvenir :	52,00€
3. Concession de cellules au columbarium - octroi et renouvellement :	
• 1 urne	285,00€
• 2 urnes	520,00€
• Supplément d'urne dans une concession accordée pour une durée de 25 ans	260,00€
• Supplément d'urne dans une concession accordée initialement pour une durée de 50 ans	520,00€
4. Concessions de terrains destinés uniquement à l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes :	
• Concession	520,00€
• Supplément d'urne	260,00€
5. Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortels et d'urnes cinéraires : octroi et renouvellement :	
• 1 niveau	565,00€
• 2 niveaux	825,00€
• 3 niveaux	1.105,00€
• 4 niveaux	1.450,00€
• 5 niveaux	1.770,00€
• 6 niveaux	2.080,00€
• Supplément d'urne dans une concession accordée pour une période de 25 ans	260,00€
• Supplément d'urne dans une concession accordée initialement pour une durée de 50 ans	520,00€
• Supplément d'urne dans une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 1971 (à payer une seule fois, au moment de la demande)	520,00€

6. Vente de monument de récupération		
	Superficie : 1,44m ² (1,80m x 0,80m)	130,00€
	Superficie : entre 2,50m ² (2,50m x 1m) ou de 3m ² (3m x 1m)	260,00€
	Autre superficie	2.600,00€ (selon la décision du collège communal et sur avis du conservateur du patrimoine architectural des cimetières)
	Petit patrimoine (croix de fonte, en pierre, en bois, en ciment, stèle, balustrade, caisson funéraire, couronne, petit mobilier,...)	Entre 20,00€ et 120,00€ selon la décision du collège communal et sur avis du conservateur du patrimoine architectural des cimetières
7. Utilisation de la morgue communale (occupation du local ainsi que pose du sceau communal par le préposé du cimetière) :		52,00€
8. Pose d'une nouvelle plaque pour une cellule au columbarium :		52,00€
9. Vente de citernes/caveaux :		
	• 1 niveau	800,00€
	• 2 niveaux	1.200,00€
	• 3 niveaux	1.800,00€
10. Vente de citerne de récupération destinée à l'inhumation de cercueil(s) et d'urne(s) :		
	• 1 niveau	160,00€
	• 2 niveaux	260,00€
	• 3 niveaux	370,00€
	• 4 niveaux	470,00€
	• pour tout niveau supplémentaire à 4 niveaux	208,00€
CONDITIONS PARTICULIERES		
1. Occupation du caveau communal : exonération :		
<ul style="list-style-type: none"> • si le dépôt ou le maintien du corps ou de l'urne cinéraire dans le caveau communal est imputable à l'administration communale, notamment par suite de l'inachèvement du columbarium • lorsque les cendres n'ont pu être dispersées pour des raisons climatiques ou autres 		
2. Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle destinée à la dispersion des cendres ou à la stèle collective du souvenir : exonération pour les plaquettes destinées à commémorer :		
<ul style="list-style-type: none"> • un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans • un enfant de moins de 7 ans 		

3. Concessions de cellules au columbarium : exonération pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres : <ul style="list-style-type: none"> d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour deux urnes cinéraires
4. Concessions de terrains destinés uniquement à l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes cinéraires : exonération pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres : <ul style="list-style-type: none"> d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs urnes cinéraires
5. Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortes et d'urnes cinéraires : <ul style="list-style-type: none"> exonération pour le renouvellement d'une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971; exonération du montant d'un niveau si celui-ci est occupé : <ul style="list-style-type: none"> par un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans par un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs niveaux exonération du montant correspondant à l'occupation d'une urne si celle-ci contient les cendres : <ul style="list-style-type: none"> d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans d'un enfant de moins de 7 ans
6. Vente de monument de récupération : dans le cas d'une reprise de concession, le prix du monument n'est pas dû si la demande a été introduite dans l'année qui suit l'expiration de la concession

*** DIVERS**

1. Délivrance de photocopies par les services administratifs		
TARIF		
1.	Noir et blanc :	0,50€/photocopie
2.	Couleurs :	1,00€/photocopie
2. Atelier de réparation de vélos :		
TARIF		
1.	Service d'aide à l'intégration sociale (S.A.I.S.), par réparation	2,00€ + prix coûtant pour les pièces neuves
3. Intervention du personnel dans les frais de distribution de café :		
TARIF		
1.	Forfait annuel :	10,40€

68. Finances communales. Accueil des nouveaux habitants de l'entité de Tournai.
Mise à disposition gratuite de cartes de prêts à la bibliothèque et à la médiathèque. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la décision du collège communal du 8 septembre 2017 relative à l'organisation de la soirée du vendredi 6 octobre 2017 mettant à l'honneur les nouveaux habitants de l'entité de Tournai et qui vise à les informer sur le fonctionnement de l'administration communale, les possibilités de divertissements culturels et sportifs ainsi que sur les produits locaux;

Considérant que la bibliothèque a fait ensuite part de son souhait d'être représentée à cette soirée d'accueil afin de pouvoir expliquer son fonctionnement et présenter les activités qu'elle propose;

Considérant que dans chaque "pack famille" (une centaine environ), a été jointe une carte offrant des prêts gratuits à la bibliothèque et à la médiathèque aux nouveaux habitants de l'entité, pour un montant maximal de 3,00€;

Considérant que cette libéralité a été soumise au collège communal et acceptée en séance du 29 septembre 2017 avec avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Considérant que toute demande de gratuité doit être approuvée par le conseil communal, mais qu'il était trop tard pour lui soumettre cette proposition de libéralité en séance du 25 septembre 2017;

Considérant, par conséquent, que le conseil communal est invité à ratifier cette libéralité offerte aux nouveaux habitants de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/10/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE :

- 1) la dérogation au règlement du réseau de la bibliothèque locale de Tournai sur la redevance de prêt de documents empruntés à la bibliothèque ou à la discothèque, soit 0,30€ par livre et 0,60€ par CD ou DVD.
- 2) l'octroi aux nouveaux habitants de Tournai présents à la soirée d'accueil du vendredi 6 octobre 2017, de cartes de prêts gratuits à la bibliothèque ou à la discothèque pour un montant maximal de 3,00€ par famille.

69. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2018. Budget. Arrêt.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, Livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses de la régie foncière pour l'exercice 2018;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 8 novembre 2017, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2018, les prévisions budgétaires de la régie foncière et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera également, en application de l'article L1122-23, §2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

que les crédits ne sont pas limitatifs;

APPROUVE

aux chiffres présentés, le budget des dépenses et recettes estimées de la régie foncière pour l'exercice 2018, à savoir :

Recettes d'exploitation 616.450,51€

Dépenses d'exploitation 533.620,00€

Boni 82.830,51€

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

70. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois). Exercice 2018. Budget. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 10 octobre 2005 de créer une régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses du service ordinaire et du service extraordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2018;

Considérant que la mise en place du contrat de délégation de gestion de la centrale de cogénération avec la société XYLOWATT SA, approuvé par le conseil communal en séance du 9 décembre 2013, entrera en 2018 dans sa 5^{ème} année effective;

Considérant qu'au service ordinaire, le résultat du compte 2016 est inscrit au budget 2018 pour un montant de 46.309,80€;

Considérant que les crédits en dépenses s'élèvent à 162.750,00€, et qu'en recettes, ils sont de l'ordre de 185.050,00€;

Considérant que l'excédent budgétaire de l'exercice propre est de 22.300,00€;

Considérant qu'il n'y a pas d'intervention communale;

Considérant qu'une redevance annuelle d'occupation et d'exploitation de la centrale est due par le gestionnaire, au montant de 80.000,00€ et que ce montant devrait couvrir les charges de la dette de la régie;

Considérant que les énergies produites par la centrale et consommées par la piscine (électricité et chaleur) sont encore achetées au fournisseur et revendues à la piscine de l'Orient, au montant estimé de 75.000,00€, tant en dépenses qu'en recettes;

Considérant que l'investissement photovoltaïque réalisé en 2012 devrait rapporter en certificats verts un montant de 30.000,00€, permettant ainsi de couvrir différentes dépenses de fonctionnement;

Considérant qu'au service extraordinaire, le résultat du compte 2016 est inscrit au budget 2018 pour un montant de 262.796,67€;

Considérant que le boni extraordinaire sera prélevé pour constituer un fonds de réserve à concurrence de 55.000,00€ et ce, à hauteur de 50.000,00€ par le solde disponible de 57.831,00€ des subsides reçus des investissements photovoltaïques réalisés en 2012, et à hauteur de 5.000,00€ par le solde disponible de 15.174,00€ de l'emprunt n°2;

Considérant qu'un crédit de 50.000,00€ sera destiné à un nouvel investissement photovoltaïque;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ est inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur;

Considérant que ces dépenses sont couvertes en recettes par un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire au montant de 55.000,00€;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 27 octobre 2017, et ce conformément à l'article L1124-40 §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2018, les prévisions budgétaires tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire de la régie de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois) et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

que les crédits du budget ordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables de l'exercice 2018 ont un caractère non limitatif;

APPROUVE

comme suit, le budget de la régie pour l'exercice 2018 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	185.050,00 €	0,00 €
Dépenses exercice proprement dit	162.750,00 €	55.000,00 €
Boni/mali exercice proprement dit	22.300,00 €	-55.000,00 €
Recettes exercices antérieurs	46.309,80 €	262.796,67 €
Dépenses exercices antérieurs	0,00 €	0,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	55.000,00 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	55.000,00 €
Recettes globales	231.359,80 €	317.796,67 €
Dépenses globales	162.750,00 €	110.000,00 €
Boni	68.609,80 €	207.796,67 €

71. Finances communales. Exercice 2018. Dotation à la zone de police. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré (S.P.I.) structuré en deux niveaux;

Considérant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque commune de déterminer sa contribution à la zone de police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la loi organisant un service de police intégré;

Considérant que la zone de police du Tournaisis sollicite en 2018 la même dotation qu'en 2017, soit 10.384.161,79€ et 291.033,49€ comme dotation complémentaire (participation, à raison de 85,42%, au loyer à verser par la zone de police);

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi organisant un service de police intégré, la délibération sera envoyée pour approbation au gouverneur de la province;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accorder, pour l'exercice 2018, une dotation communale principale au montant de 10.384.161,79€ (article 330/435-01) à laquelle s'ajoute 291.033,49€ de dotation complémentaire (article 33001/435-01), soit un total de 10.675.195,28€ au bénéfice du service ordinaire du budget de la zone de police du Tournaisis (Antoing-Brunehaut-Rumes-Tournai/zone de police 5316).

72. Année 2016. Rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville.

Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT rentre en séance.

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, salue la qualité de ce rapport et du travail de l'administration pour l'exercice écoulé. Il note que 63.548 requêtes ont été enregistrées et traitées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'article L1122-23 alinéa 3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à la présentation du rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville;

PREND CONNAISSANCE

du rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville pour l'année 2016.

73. Finances communales. Exercice 2018. Budget. Arrêt.

L'échevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, fait la déclaration suivante :

"Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Avant de détailler le contenu du budget 2018, je tiens à remercier notre administration communale ainsi que les membres du collège communal qui ont tout mis en oeuvre afin de pouvoir vous présenter, ce soir, ce budget.

Atteindre l'équilibre n'était pas une sinécure. Néanmoins, grâce à la bonne volonté de l'ensemble des intervenants, grâce à un travail consciencieux et responsable, je suis fière de pouvoir vous présenter un budget en boni de près d'1.500.000,00€ qui nous permettra de remplir au mieux nos missions de service public.

Les relations avec le Centre régional d'aides aux communes (C.R.A.C.) sont constructives, nous respectons le plan de gestion malgré les difficultés, mais il n'en reste pas moins que nous devons, sans cesse, faire des efforts conséquents (je pense ici, notamment, aux frais de fonctionnement, à la masse salariale, aux dépenses de transferts,...).

A cela s'ajoutent les impondérables et les décisions des entités supralocales dont la charge financière revient directement aux communes.

Ces impondérables ont été nombreux cette année encore. Ils n'épargnent en rien la Zone de Police, la Zone de Secours, le CPAS et en corollaire, la Ville.

Ce dernier budget de législature reste prudent mais pas moins important.

Le Fonds des communes est en augmentation, le subside pour l'accueil des demandeurs d'asile nous aidera à engager une personne supplémentaire pour le service des étrangers ainsi qu'un administratif pour le CPAS. Un nouveau service verra le jour, il s'agit de la Maison de l'habitat qui réunira les acteurs du logement de l'entité.

Malgré l'augmentation des cotisations de pension, la masse salariale est totalement maîtrisée.

Une fierté pour les défenseurs des services publics et un soulagement pour notre personnel qui peut s'investir pleinement dans une institution en pleine mutation.

Les dépenses de fonctionnement doivent, quant à elles, être sous monitoring permanent.

Malgré un examen au cas par cas et une réadaptation en collaboration avec le C.R.A.C., les impondérables peuvent facilement nous faire dévier de la trajectoire du plan de gestion. Je prends, comme exemple, le dossier Decramer à Ramegnies-Chin et la location des portacabines pour la crèche les Chatons qui, à eux seuls, représentent une dépense de plus de 200.000,00€.

Pour ce qui concerne les dépenses de transfert, il s'agit de la dépense pour laquelle nous avons le moins de maîtrise. Par choix d'entités supralocales, nous devons être très vigilants à cette ligne financière tant les perspectives sont peu rassurantes. On y retrouve le subside pour l'enseignement libre, l'augmentation de la cotisation IDETA, la contribution au Parc naturel des Plaines de l'Escaut, la cotisation No Télé, le subside aux Amis de Tournai et le subside pour l'organisation des Special Olympics.

Quant à la dotation de la Zone de Police et du CPAS, la première est identique à 2017, la Ville provisionnant les 2% d'indexation. Celle du CPAS est égale à 2017, le produit de l'index étant affecté aux recommandations qui ressortent des conclusions de la Task force qui seront présentées lors du prochain conseil conjoint.

Enfin, une ville où il n'y a pas de projets est une ville où il n'y a pas de développement économique. Une ville où il n'y a pas de développement économique est une ville où il n'y a pas d'emploi.

Ce n'est pas le cas de la Ville de Tournai.

Durant les quelques mois restants, nous mettrons toute notre énergie pour que Tournai soit belle, propre et attractive.

Les projets européens avancent, les travaux débiteront dès 2019.

L'administration poursuivra sa modernisation informatique et développera son portail citoyen.

Les économies d'énergie restent une préoccupation majeure : un investissement aujourd'hui pour des économies demain. Nous poursuivrons le renouvellement du charroi communal par l'acquisition de véhicules CNG, par les investissements économiseurs d'énergie pour nos écoles ainsi que par la poursuite du remplacement de l'éclairage public par du LED.

Nos villages restent au coeur de notre engagement pour notre entité :

cure de Blandain, château de Vaulx, moulin de Thimougies, monuments aux morts à Kain et Ramegnies-Chin, parc des Dominicaines à Froyennes, le projet FEADER du Mont-Saint-Aubert et le service des espaces verts à Rumillies.

Bonne nouvelle également pour les parcs communaux puisque les bancs seront remplacés.

Même s'il reste beaucoup à faire, la mobilité douce n'est pas en reste. Le réaménagement du Vieux chemin de Willems et le balisage de pistes et abris vélos seront au programme 2018.

De beaux projets également pour nos musées et, singulièrement, pour le Musée d'Histoire naturelle pour lequel un projet de Jardin des papillons est en cours. Par ailleurs, des montants importants sont prévus pour les honoraires de la rénovation-extension du Musée des Beaux-Arts et la sécurisation du mur du Musée de la Marionnette.

La politique sportive se poursuit avec un investissement non négligeable pour la rénovation de la couverture de la piscine de Kain.

La liste n'est pas exhaustive. Notre engagement et notre motivation sont à leur paroxysme.

Durant les 11 prochains mois, notre leitmotiv sera «travail et projets»."

Madame la Conseillère communale **Marie-Christine LEFEBVRE** intervient ensuite pour le groupe ECOLO :

"Budget 2018 : pas de mauvaise surprise ? Mais est-ce suffisant ?

Le budget ordinaire de la ville a pu atteindre l'équilibre avec difficultés.

Un boni à l'exercice propre de 1,5 million d'euros et de près de 6 millions avec l'accumulation des bonis antérieurs, cela permet de gérer la ville dans les prochains mois mais qu'en sera-t-il pour les prochaines années ?

L'analyse des dépenses nous montre qu'elles peuvent augmenter, voire exploser à tout moment.

Nous soulignons l'utilisation d'un logiciel qui permet de suivre au plus près les dépenses de personnel durant l'exercice budgétaire. C'est un élément essentiel pour une bonne gestion des ressources humaines. Pour ECOLO, une politique de gestion du personnel est essentielle.

Il faut certes maîtriser les coûts mais il faut engager le personnel adéquat pour mener à bien les projets communaux (directeur de ressources humaines, ingénieur pour suivi des travaux, responsable du patrimoine...), ce sont des engagements que nous avons soutenus durant toute la législature.

Nous pensons, par contre, qu'il n'y a pas assez de personnel sur le terrain pour maintenir notre commune propre, entretenir nos chemins dans les villages. Il nous semble important qu'il y ait à nouveau des cantonniers dans chaque village de l'entité. Ces engagements sont indispensables pour le bien-vivre dans nos quartiers et nos villages.

Certaines dépenses prévues nous interpellent :

La commune paie, pour l'implantation de sa bibliothèque communale au Stade Luc Varenne, 61.000,00€/an : c'est une augmentation déguisée de la dotation communale au stade de foot en contradiction avec la politique que vous défendiez en début de législature : une dotation gelée à la régie du stade (530.000,00€).

La dépense ne nous choquerait pas si elle s'accompagnait du développement de ce service culturel de base pour tous. Mais nous en sommes loin : c'est à une baisse importante des rentrées de la bibliothèque qu'on assiste aujourd'hui.

Nous apprenons également qu'une restructuration du paysage des bibliothèques sera bientôt réalisée dans notre commune : disparition de certaines petites bibliothèques, fusion pour d'autres. Les bibliothèques doivent s'adapter aux réalités de notre société mais elles ont un rôle essentiel pour porter la culture là où vivent les gens. Nous défendons le déploiement de bibliothèques de proximité dont l'offre de service s'adapte aux évolutions technologiques. Mais nous dénonçons une politique qui réduit cette offre de proximité dans les quartiers et les villages.

Le subsidé à l'ASBL centre-ville s'installe tout en haut du tableau des dépenses en faveur des associations actives sur le terrain communal : nous avons dénoncé cette augmentation lors de la modification budgétaire pour 2017; nous restons opposés à ce subsidé de plus de 300.000,00€ à cette association. Non seulement, nous ne voyons pas ses résultats concrets positifs en matière de développement du commerce en centre-ville mais en plus, d'autres acteurs redonnent vie au centre-ville, comme vitrine fraîche dans le piétonnier, et font cela sans un euro de soutien communal. De plus, des associations dynamiques qui accompagnent les jeunes en difficultés, qui ont une vraie offre de qualité toute l'année en leur faveur se contentent d'une aide dérisoire : 6.000,00€ alloués aux maisons de jeunes, et 10.000,00€ pour l'ensemble des organisations de jeunesse.

A Thimougies, la construction de la maison de village est estimée aujourd'hui à 612.000,00€. A chaque présentation, l'estimation budgétaire de ce projet est en hausse. Comment est-ce possible ? Une maison de village à Thimougies reste une bonne initiative dans le cadre du développement rural sachant qu'un tissu associatif y est bien implanté. Mais nous craignons que ce montant élevé ait des conséquences déplorables pour le développement rural dans nos autres villages : la Région wallonne a accepté de le soutenir à hauteur de 500.000,00€ mais ne le fera pas pour tous les villages tournaïsiens, qui sont au nombre de 29. Certes, une maison de village n'est pas indispensable dans tous les villages mais on pourrait envisager la rénovation de bâtiments plus modestes, l'aménagement de bâtiments communaux ou privés qui offriraient à la vie associative un toit dans les villages où elle est réelle. Ce montant exorbitant réduit les chances des autres villages d'en disposer également.

L'augmentation de la dotation à IDETA, presque un doublement de celle-ci en un an, nous a fortement interpellés, nous l'avons déjà dénoncée. Tournai en tant que commune phare de l'intercommunale, doit être le moteur de changement de la politique économique vers la transition écologique de l'économie et s'opposer à une politique de vente de terrains agricoles au profit de n'importe quel investisseur.

Dans le cadre de cette réflexion écologique, l'achat de véhicules CNG pour remplacer le charroi communal va dans ce sens !

La dotation au CPAS est identique à celle de l'année dernière mais est augmentée par une dotation spéciale couvrant l'aide aux réfugiés (44.000,00€) et 50.000,00€ pour répondre aux demandes de la task force (dont nous découvrirons les recommandations lors du conseil communal conjoint). Nous nous réjouissons de ces deux budgets complémentaires mais restons sceptiques face au gel de la dotation principale décidée par le collège communal, vu le nombre important de personnes en difficultés sociales dans notre ville. Face à cette détresse, nous pensons qu'une politique concertée avec le CPAS et les autres acteurs sociaux doit être renforcée.

Quant aux recettes, nous nous réjouissons que la Ville disposera d'un apport de 200.000,00€ du pouvoir fédéral pour mener, avec le CPAS, une réelle politique d'accueil des réfugiés. Il est important d'offrir à ces personnes qui désirent s'installer dans notre ville un accueil digne et leur offrir la possibilité de s'intégrer dans la cité.

Par contre, l'augmentation des recettes liées à la mise en place d'une politique de sanctions administratives communales n'emporte pas notre soutien et vous le savez déjà ! Le développement des sanctions administratives n'a pas amélioré la propreté en ville. Cette politique serait plus efficace si elle s'accompagnait d'actions de sensibilisation afin de développer réellement un autre comportement de ceux qui souillent l'espace public. Quant aux infractions liées au stationnement, elles devraient rester compétence de la police et de la justice. La commune a dû investir pour créer ce service. Ces moyens auraient pu être affectés au renforcement de la prévention au niveau communal. Ces sanctions apporteront, d'après vos estimations, plus de 150.000,00€/an. Nous craignons que la Ville y trouve une source de revenus comme les autres et oublie de développer une réelle politique préventive qui n'apporte rien à la caisse communale !

Le budget des investissements est dans la continuation des projets déjà présentés : informatisation accrue des services communaux, projet Tournai smart, amélioration des musées des Beaux-Arts et d'histoire naturelle, projet Technicité, des projets que nous avons soutenus.

Par contre, nous restons insatisfaits des aménagements cyclables réalisés dans le cadre de Tournai Ville cyclable : la sécurité des cyclistes et des piétons reste en deçà des espoirs que tout cycliste y avait mis dès son apparition. Les aménagements nouveaux restent insuffisants en matière de sécurité, y compris les derniers aménagements des boulevards devant les Bastions. Or les praticiens de la santé lancent partout un cri d'alarme face à la piètre qualité de l'air dans nos villes et à ses conséquences pour la santé des enfants. Si nous voulons inciter les Tournaisiens à se déplacer à pied ou à vélo, la sécurisation sur les grands axes et dans les points noirs répertoriés à Tournai devra être renforcée.

ECOLO se réjouit de voir apparaître un montant de 150.000,00€ d'honoraires pour la reconstruction de la passerelle de l'Arche, un projet qu'ECOLO appelle de tous ses vœux. Nous voudrions savoir si ce montant couvre les honoraires d'architecte pour le suivi du chantier également ou seulement pour le dessin du projet ?

Nous nous réjouissons aussi que la Ville ait enfin pris en main le dossier de «sauvetage» du château de Templeuve (300.000,00€ prévus en 2018) : pouvez-vous nous préciser si ces 300.000,00€ viennent en plus des 500.000,00€ budgétés l'année dernière ?

Nous soutenons également la poursuite de travaux d'entretien indispensables dans les écoles et infrastructures sportives de notre entité.

En conclusion, vous qualifiez ce budget « de prudent ». Vous devrez surtout le rester dans le futur car de mauvaises surprises sont à craindre. La situation sociale peut exiger un renforcement de l'aide au CPAS, la commune restant responsable de tout déficit de cette institution. Des événements inattendus peuvent aussi survenir comme aujourd'hui, les 100.000,00€ à décaisser suite à une condamnation de la Ville à des frais de dépollution, la dotation à la zone de police augmentera dès l'année prochaine, d'après les prévisions des responsables de la zone et rien n'est chiffré quant aux frais, pour la ville, d'un déménagement éventuel du commissariat et surtout, les prévisions en matière de cotisations de responsabilisation pour le paiement futur des pensions, restent alarmantes.

J'ai encore une autre question, qui est apparue lors de la présentation du compte. Je n'avais pas réalisé ce problème lors de la commission. Je pose donc la question aujourd'hui à Madame l'Echevine. Dans sa présentation du centre-ville, le Directeur financier dit : jusqu'en 2019 maximum, la ville pourra bénéficier des récupérations auprès de la Région wallonne résultant de la vente de la CET, la ville ayant été remboursée anticipativement des emprunts CRAC. Cette recette de plus d'un million d'euros devrait disparaître en 2019. Elle existera encore ?"

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, précise que cette recette subsistera, mais qu'elle sera moins importante.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à son tour :

"Mesdames, Messieurs les membres du conseil communal,
 Avant de commenter ce budget 2018, je voudrais remercier celles et ceux, membres de l'administration ou représentants politiques, qui ont tout mis en oeuvre pour que la lecture de ce projet de budget soit la plus claire possible. Un merci, tout spécial, à Madame l'échevine pour les explications données en commission.
 Même si, comme vous le verrez, nous ne sommes pas d'accord avec toutes les options prises au cours de la mandature, nous tenons à reconnaître le travail de fond accompli et la rigueur avec laquelle ces options ont été suivies et les objectifs respectés.
 Ce budget, examiné en même temps que le compte 2016, nous permet d'avoir une idée claire de la politique décidée il y a 5 ans et du fil rouge (et bleu) utilisé par la majorité au cours de la mandature.

A l'ordinaire.

En matière de dépenses

La masse salariale est sous contrôle. 7 pourcents de personnel en moins qu'en début 2013. Et malgré tout, le plan de gestion voudrait que l'on fasse plus.
 Nous insistons, en ce domaine, sur l'importance de lire les chiffres avec prudence et d'avoir en tête qu'une ville a également pour mission de rendre un service de qualité à la population. Nous entendons régulièrement que le manque de personnel se fait cruellement ressentir. Le fil rouge est atteint et ce budget nous fait craindre que les manquements s'aggravent. Les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées.
 Là, aussi, prudence car l'administration doit bénéficier des moyens qui lui permettent d'atteindre un niveau d'efficacité correct.
 Nous constatons à nouveau la maigreur des crédits affectés aux relations Nord Sud. La ville de Tournai communique, pourtant, beaucoup autour de ce thème et nous sommes déçus de constater que les moyens ne soient pas à la hauteur des ambitions affichées.
 En matière de dépenses de transfert, nous savons que les montants prévus ne feront, jamais, que retarder un peu les échéances inéluctables.
 La zone de police ne tiendra plus longtemps avec la même dotation depuis 2015. Même inquiétude pour la zone de secours.
 IPALLE reçoit le même montant qu'en 2017 mais, il faut le souligner, inférieur à celui constaté en 2016 alors que la cotisation à IDETA double, pratiquement, par rapport à 2016. Mais à l'avenir ?
 Si on met face à face la dotation et le dividende, on peut constater une diminution de plus de 15%. (1.505.000,00€ de dividende stable moins 216.000,00€ de cotisation en plus).
 Toutes ces dépenses permettront, nous l'espérons, une activité paracommunale riche et au service des citoyens.
 La plus grande inquiétude vient cependant, à nouveau, de notre CPAS.
 Le fait de devoir voter une dotation, dont chacun sait qu'elle est provisoire, n'est vraiment pas confortable. Ne pas disposer, à ce moment du vote, de tous les éléments dont, notamment, ceux qui seront présentés au prochain conseil est vraiment perturbant. On peut prendre note d'inscriptions budgétaires complémentaires (50.000,00€, 150.000,00€ de provisions) mais pour quoi faire ?
 Je voudrais le répéter, nous inquiéter pour notre CPAS n'est pas dire du mal du CPAS. C'est vouloir la pérennité de sa mission et sa gestion.

En matière de recettes

Le fonds des communes est en forte hausse, c'est une bonne chose.

Tournai au vu de ses spécificités mérite des moyens.

Les recettes dans le domaine de l'occupation du sol par le réseau gazier et électrique ne nous semblent pas correspondre à la réalité.

Etant donné le nombre de chantiers d'extension de ces réseaux que nous constatons, nous pensons que la ville doit exiger que le paramètre reprenant le nombre de kilomètres de réseau soit adapté à la juste réalité.

Mais venons-en au volet le plus important des recettes, la fiscalité.

En cette matière, la majorité a battu tous les records.

Dans le budget 2015, j'avais pointé une augmentation des taxes de plus de 3.000.000 d'euros.

Pour mieux comprendre la pression fiscale que vous avez instaurée, j'ai juste repris deux chiffres.

Au précompte immobilier et à valeur égale, un propriétaire dont la contribution communale s'élevait à 490,00€ en 2013 a payé, en 2017, 632,00€. Soit une augmentation de plus de 34%.

Si l'on cumule les recettes du précompte immobilier à celles de l'IPP (impôt des personnes physiques), 2013 représentait 39.840.000,00€ alors que l'on prévoit 43.785.000,00€ pour 2018 (3.940.000,00€ en plus, soit un peu plus de 10 pourcents).

Quand on sait que certains représentants de la majorité se battent pour une pression fiscale dite raisonnable, c'est interpellant.

A l'extraordinaire

Nous pouvons, d'abord, constater de nombreuses reprises de crédits relatifs à des dossiers prévus en 2017 et non concrétisés. Preuve que le budget extraordinaire peut parfois ressembler, en partie, à un catalogue du père Noël.

Comme ce ne sont pas toujours les plus gros crédits qui peuvent contribuer à améliorer le quotidien de la population, notons :

- le remplacement de nombreux bancs communaux. N'oublions pas que les besoins, dans ce domaine, sont également importants dans les villages.
- une solution en vue, du moins partiellement, pour la tour Henry VIII.
- l'achat de véhicules CNG
- le remplacement de certaines glissières de sécurité rouillées et disloquées. Elles représentent un vrai danger. Dans ce domaine également, il y a des besoins. Je pense au pont à Marquain.
- des projets dans le domaine des économies d'énergie.
- l'installation du service des espaces verts à Rumillies, dont nous espérons qu'il va, enfin, avancer puisque, déjà, initié à la fin de la mandature précédente.

Et, bien sûr, oui aux différents projets PCDR même si toutes les inscriptions au budget sont interpellantes dans le timing.

Le PCDR, après un long sommeil de plusieurs années, semble sortir de sa torpeur en des temps un peu suspects. Y aurait-il une échéance particulière en 2018 ?

En tous cas, deux projets importants, à savoir Templeuve et Thimougies étaient déjà dans les cartons il y a 6 ans.

Les nombreux montants relatifs aux musées nous laissent par contre perplexes. Non pas que nous en contestons l'utilité mais tout simplement parce que nous ne voyons pas comment ils s'inscrivent dans un contexte plus global de rationalisation de l'offre muséale.

Nous avons, d'ailleurs, déjà pu nous exprimer quant au lien à établir avec le projet de Smart Center.

Bref, un budget extraordinaire au sein duquel nous nous retrouvons en bonne partie mais qui, une nouvelle fois, sera insuffisant quant aux investissements à consentir au niveau de nos voiries et trottoirs parfois en bien piteux état.

Pour conclure :

Un budget bien meilleur que ce que préconise le plan de gestion : 2.000.000,00€ de recettes en plus et 1.500.000,00€ de dépenses en moins.

Un compte 2016 présentant un boni de plus de 5.000.000,00€.

Un budget 2018 présenté avec un boni estimé à 1.500.000,00€.

Les réserves de trésorerie à un niveau jamais vu.

Et tout cela grâce, évidemment, à une vigilance de tous les jours mais, aussi, à une contribution fiscale jamais atteinte à Tournai.

Face à ces constats, nous ne pouvons nous empêcher de penser que la majorité a travaillé dans la panique en relevant bien trop vite l'impôt.

Les mesures prises portent leurs fruits et, à elles seules, auraient pu en bonne partie garantir la bonne santé de nos finances communales.

Alors, vous allez me dire, l'avenir n'est pas rose. Je vous dirais que c'est l'argument que vous avancez depuis plusieurs années pour justifier la pression fiscale.

Pendant ce temps, le citoyen constate des services rendus plus réduits et une présence sur le terrain de plus en plus rare du personnel communal.

Il suffit de penser à la suppression du poste administratif de Froidmont et à la réduction drastique du personnel à Templeuve.

Vous le comprendrez, les incertitudes sur la situation au CPAS, le manque de services rendus à la population, la pression fiscale exagérée, feront que nous nous abstiendrons sur ce budget au sein duquel, par ailleurs, nous apprécions certains choix."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, prend la parole à son tour :

"Vous savez, et si pas je le déclare, que j'estime, nous estimons et respectons beaucoup votre travail, votre dévouement pour vos responsabilités et fonctions politiques et pour la cause publique et nous vous en félicitons.

Vous nous présentez un budget en boni. C'est très positif pour notre commune.

Je ne passerai pas en revue chaque dépense et rentrée mais nous soulèverons quelques points que nous considérons de façon générale.

Ce budget repose sur un principe de taxation et de fiscalité auquel nous n'adhérons pas.

En début de cette actuelle législature, vous avez pris des initiatives ambitieuses afin d'assainir les finances tournaisiennes notamment en diminuant la masse salariale et en optimisant les frais de fonctionnement. Nous sommes d'avis que les seuils atteints ne sont pas suffisants et qu'il faut poursuivre les efforts dans ce sens.

Je voudrais faire remarquer qu'un point m'a quelque peu déplu lors de votre présentation lors de la réunion de commission.

Vous vous êtes davantage épanchée sur les conséquences financières et l'accord sur le litige entre la ville et les écoles libres que sur les nettes augmentations de la contribution de la ville au parc naturel des plaines de l'Escaut et de la cotisation à IDETA.

Ce n'est pas à moi de défendre la politique fédérale et son tax-shift. Vous avez soulevé qu'à cause de ce dernier, il y a un manque à gagner certain pour la bourse de la ville.

Je rétorquerai que si la ville avait pleinement rempli son rôle de tutelle sous le contrôle sur son CPAS et de sa mégalomanie et de son manque de modestie face notamment à ses maisons de repos, les dépenses de transfert pour maintenir l'assistance sociale la tête hors de l'eau, pourraient davantage être contenues.

Au risque de ne pas être considérés comme des ambitieux, nous ne voterons pas favorablement votre budget, principalement par rapport aux choix de taxation et de fiscalité de votre majorité."

Le président d'assemblée invite ensuite le chef de groupe du MR, le conseiller communal **Jean-Louis CLAUX**, à s'exprimer :

"Sérieux, vigilant et dynamique, voilà comment le MR qualifiera ce dernier budget de la législature.

Ce soir nous sommes amenés à voter le projet de budget de l'exercice 2018. Comme à chaque fois, son élaboration devient difficile, partagée entre les estimations des plans quinquennaux du CRAC via notre plan de gestion, le plan d'embauche sans oublier les contraintes de la circulaire budgétaire. Ne perdons pas de vue non plus, la volonté du collège communal de mener une politique d'investissement pour améliorer le cadre de vie de nos citoyens et de sauvegarder notre patrimoine tout en respectant nos balises d'emprunts. Je ne reviendrai pas sur les chiffres que notre échevine des finances nous a commentés lors de la séance de la section et je l'en remercie pour la clarté de son exposé. Mais je me permets d'attirer votre attention sur la couverture de nos dépenses ordinaires par presque 56% de fiscalité et plus de 20% par le Fonds des communes.

En 2018, la recette du Fonds des communes atteindra la somme de plus de 22 millions. Montant jamais atteint pour notre Ville.

Un budget sérieux car il démontre à travers un boni de 1,5 million d'euros la stabilité financière de notre commune dans un contexte évoluant sans cesse. Nous ne pouvons que féliciter le collège et son échevine des finances pour l'attention portée à l'équilibre budgétaire et à cette volonté de ne pas laisser de charges pour l'avenir.

Toutefois, la fiscalité tient une part toujours importante dans nos recettes communales, malgré les mesures fédérales visant à redonner du pouvoir d'achat à nos concitoyens.

Bien que nous sommes conscients des nombreuses incertitudes sur l'avenir et de la volonté de poursuivre une dynamique d'investissements, il conviendra dans les prochaines années de tenter de diminuer la pression fiscale sur la population et les entreprises.

Parmi les nouvelles recettes, nous retrouvons les amendes administratives instaurées depuis mars dernier. Ces sanctions permettent de sanctionner les incivilités qui nuisent au cadre de vie et au mieux vivre ensemble. Le MR souhaite que ces sanctions administratives se poursuivent dans le cadre d'une politique globale qui fixe des priorités d'action et qui soit accompagnée d'une politique de prévention pour être pleinement efficace.

Le sérieux de ce budget n'est possible que s'il fait preuve également d'une vigilance constante.

Elle se traduit par la maîtrise de nos dépenses de personnel (43%) sans pour autant nuire au service à la population qui n'a pas été impacté ou à la valorisation du travail de nos agents. Nous devons aussi faire attention au niveau de notre dette car nous bénéficions toujours actuellement d'une politique clémentine de la Banque Centrale Européenne en matière de taux d'intérêts et reconnaissons qu'à l'heure actuelle, elle est maîtrisée tout comme notre masse salariale alors qu'il faut assurer le bon fonctionnement de notre administration dans un monde en perpétuel changement voire en bouleversement.

Nous devons aussi être très attentifs à l'évolution de nos finances au niveau des dépenses de transfert car elles représentent plus de 32% du total des dépenses ordinaires de l'exercice propre. Nous sommes tributaires de décisions prises à d'autres niveaux de pouvoir. Elles ont des conséquences budgétaires importantes au niveau de notre budget. Le principe de l'autonomie communale existe. Il faut que nos représentants soient conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans les conseils d'administration lors notamment de l'approbation des plans stratégiques. Nous devons aussi veiller à assurer notre politique d'octroi de subsides communaux.

Pour le prochain exercice, nous pouvons nous féliciter de pouvoir maintenir notre niveau de dépenses notamment de fonctionnement tout en recherchant efficacité et efficience dans nos choix.

Devant cette situation, n'ayons de grâce pas de mémoire sélective, et gardons-nous bien de nous satisfaire de ces prévisions de recettes et dépenses car je crois que dans les toutes prochaines années, quelques dépenses seront difficiles à assumer comme notamment la dotation de notre zone de police, de notre zone de secours voire de notre Centre public d'action sociale vu la dégradation de la situation financière de pas mal de nos concitoyens. Le financement des pensions locales va certainement aussi venir dégrader notre situation budgétaire et nous ne savons pas encore dans quelle mesure nos recettes fiscales seront sûrement affectées par le tax-shift.

Ne nous fions donc pas aux apparences. Mais ces différents aspects ne doivent pas nous dispenser, bien au contraire, de poursuivre une dynamique d'investissements au bénéfice de tous les Tournaisiens.

A travers le budget extraordinaire, le MR tient à souligner l'importance accordée sous cette législature aux villages. Un projet sera enfin mis en œuvre à Rumillies pour notre service des espaces verts dont la qualité du travail a été récemment mise en exergue par la Wallonie.

Le beau projet relatif au Château de Germiny à Froyennes, le soin qui sera apporté au plan d'eau et à l'étang, l'îlot, les voiries immédiates dont la rue Abbé Nestor Frère, nous ravissent et nous espérons qu'ils pourront mettre en valeur encore davantage le village.

Les investissements dans les infrastructures sportives et nos musées sont la preuve que cette législature a souhaité moderniser ses installations.

Les travaux de la Maison de la culture débiteront également en 2018 pour les 50 ans de cette institution qui nous est chère. A ce titre, le MR profite de cette occasion pour regretter profondément la décision du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui n'a pas donné suite aux dossiers qui ont été introduits par plusieurs opérateurs culturels importants dont la Maison de la culture. Le MR sera particulièrement attentif au fait que ces décisions n'aient pas un impact négatif à l'offre culturelle dans notre entité.

Dans le même temps, grâce au soutien de plus de 1,1 million d'euros du nouveau Gouvernement wallon, les travaux de revitalisation des voiries et des espaces publics du projet "Technicité" pourront prochainement débiter. Cette dynamique d'investissements doit également permettre aux citoyens de disposer d'un cadre de vie sûr, durable et agréable.

A travers les investissements consentis dans le cadre du programme FEDER, le MR veillera à tenir compte des erreurs du passé pour que les investissements soient des installations pérennes qui correspondent aux besoins de la population.

Le MR soutient pleinement la volonté du collège d'amplifier les investissements respectueux de notre environnement et économiseurs d'énergie, que ce soit par le remplacement de l'éclairage public par du LED ou la modification de notre charroi communal par des véhicules basse consommation en passant par la couverture de la piscine de Kain.

2018 sera également l'année de l'installation d'un système de vidéosurveillance qui permettra d'améliorer le sentiment de sécurité dans le centre-ville. Ces investissements sont pour nous essentiels pour améliorer le cadre de vie et donc l'attractivité de notre ville.

Cette attractivité est indispensable pour le développement économique et commercial en ville. C'est bien là notre priorité : attirer de l'investissement privé à Tournai pour développer l'emploi et le bien-être pour le plus grand nombre.

Ainsi, au-delà des aspects budgétaires, le MR aura à cœur que le dialogue avec les commerçants soit enfin rétabli pour permettre l'élaboration d'une politique commerciale cohérente et participative.

Nous assumons d'abord le prochain exercice avec le budget tel que présenté qui recevra je crois sans trop de problème l'avis favorable du CRAC et l'approbation ministérielle.

Fort de ces ambitions, le MR votera en faveur de ce budget."

Le chef de groupe PS, **Rudy DEMOTTE**, clôture comme suit ces interventions en prenant la parole :

"D'abord, je voudrais répondre à une question ayant trait au financement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il s'agit d'une décision unilatérale d'une ministre cdH qui est actuellement liée au MR en Région wallonne. J'imagine que vous ne manquerez pas de conviction pour la faire revenir sur sa décision !

Je voudrais que le tableau soit plus complet puisqu'on est dans l'ordre du politicien et y mettre en exergue le fait que les 6,5 millions d'euros en matière de culture qui ont été décrochés à l'époque où Paul MAGNETTE était encore ministre-président de la Région wallonne, l'ont été à notre demande comme d'ailleurs, comme vous le constaterez dans les jours qui viennent, une décision importante de financement, dont j'annoncerai le montant exact, du musée des Beaux-Arts va venir compléter les premiers montants.

Je pense que quand on monte au mâ, il faut toujours faire attention à ne pas avoir le pantalon déchiré. Quand on est allié dans une majorité communale, on peut parfois avoir la décence de prendre des informations avant de jeter à la figure du partenaire des choses aussi minables.

En ce qui concerne le fond, nous avons d'abord une perte de recettes structurelles liée au fait que depuis des années, nous avons un calcul de l'impôt qui est basé sur une partie que d'autres niveaux de pouvoir perçoivent. C'est pour cela qu'on les appelle des additionnels. Dès lors qu'on est devant une décrue organisée par des lois à l'échelon fédéral, nous perdons structurellement des moyens pour nous-mêmes.

Deuxième élément, ce n'est pas seulement le fait que les autres niveaux de pouvoir nous privent de nos moyens en recettes, mais nous sommes également devant une situation où ils nous imposent de nouvelles dépenses. Il y a quelques années, le ministre en charge de l'intérieur de l'époque où ont été créées les zones de police, Monsieur Antoine DUQUESNE pour le citer, prend un engagement qui consiste à faire en sorte que les zones de police ne coûtent pas plus cher aux communes que c'était le cas auparavant. Je vous laisse vous-même faire le calcul aujourd'hui du coût pour les communes.

Nous avons également eu un engagement du ministre de la même obédience par rapport aux zones de secours. Je vous laisse faire le calcul de ce que nous coûtent aujourd'hui les zones de secours au regard de ce qu'elles coûtaient auparavant.

En ce qui concerne maintenant les éléments de fiscalité, nous n'allons pas ici faire l'inventaire de tout ce qui constitue la fiscalité communale, puisque pour l'essentiel elle est une fiscalité dérivée des autres éléments. Ce que je constate, c'est que nous sommes d'accord sur un élément. Ce qui pèse de plus en plus lourd sur les dépenses communales, ce sont les dépenses de transfert. Celles-ci sont essentiellement liées aux asbl, et si je devais le dire dans l'ordre de hiérarchie, aux zones de secours, aux zones de police et au CPAS.

Donc nous serons évidemment attentifs à l'évolution de ces dépenses, puisqu'elles pèsent de plus en plus lourd. Elles sont aujourd'hui relativement pesantes et sont la deuxième dépense en ordre d'importance après la masse salariale. Sur ce plan, cette majorité a fait du bon travail, parce qu'elle a pu contenir la masse salariale à un niveau de 42%. Si je regarde le nombre d'équivalents temps plein en début de législature et aujourd'hui, nous étions en début à 1.044 équivalents temps plein. Il y a bien entendu le phénomène de transfert des pompiers à la zone de secours. Mais nous avons aujourd'hui 169 équivalents temps plein en moins, dont 100 chez les pompiers et 69 pour le reste. Nous avons fait en sorte que les gens qui travaillent pour l'administration communale soient également revalorisés. C'est ainsi que le taux de nomination a crû. Cette majorité a travaillé également sur le taux de nomination. Cela a un effet immédiat sur la cotisation de pension, car en faisant en sorte que des gens plus jeunes soient nommés, nous avons par là même contenu une partie d'évolution de la cotisation de pension.

Cela dit, ce n'est pas gagné d'avance. Même en nommant davantage comme ce fut le cas depuis un certain nombre d'années, nous avons une cotisation pension qui est elle-même en croissance importante. J'ajouterai que vient avec la réforme des pensions, décidée à l'échelon fédéral, une autre menace. Cette menace concerne le corpus essentiel des pensions. Elle vise à ce que nous ayons recours au deuxième pilier de pension. Dans ce deuxième pilier, on voit bien que les communes pourraient être appelées à "cracher au bassinet". Nous n'en connaissons pas encore le montant aujourd'hui. Mais si tel est le cas, ce sont des dépenses supplémentaires que les communes vont devoir assumer. Au même titre, quand on a la charge facile par rapport au CPAS, il y a aussi des efforts à faire. Et il faut aussi se souvenir que le nombre de RIS (revenu d'insertion sociale) est en croissance exponentielle. Nous avons là aussi une charge à laquelle nous devons faire face et qui est extrêmement lourde. Près de 1.200 ex-minimexés en début de législature, près de 1.800 aujourd'hui. C'est très important et nous devons savoir que même si ces dépenses sont en partie payées par le fédéral, il y a une prise en charge partielle par la ville de Tournai. Soyons attentifs au fait que l'avenir n'est pas facile et que nous n'avons pas devant nous un chemin autre qu'escarpé.

Je voudrais féliciter aussi Madame l'Echevine des finances, comme tous ceux qui sont intervenus. C'est important de le dire, parce qu'elle fait un travail ardu, compliqué et tous ceux et celles qui ont exercé ce travail dans le passé le savent, avec beaucoup de modestie. Il faut dire que chacun a toujours essayé avec son énergie, ses capacités, les moyens de l'époque, de s'en sortir, mais Laetitia le fait particulièrement bien aujourd'hui.

Je terminerai par un mot sur l'extraordinaire, en disant que dans ce qui se fait, nous mettons en place une dynamique de rénovation de la ville, que ça pèse sur les dettes, puisque celles-ci sont aujourd'hui en croissance, mais ces dettes sont aussi des dettes d'investissement, puisqu'à chaque fois que nous consentons à de l'investissement, il y a derrière un rendement qui va se traduire par une fiscalité saine, car elle est liée à la fois à l'établissement d'habitants sur la commune et à l'activité économique."

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, intervient à son tour :

"Ce qui est bien, c'est qu'on voit que cette équipe travaille. C'est positif. C'est ce que je retiens des interventions des différents groupes politiques.

Ce qui est bien aussi, c'est qu'on voit qu'on fait des efforts, que cette équipe fait des efforts. C'est très positif dans un contexte très difficile, je le rappelle.

Ce que vous percevez à mon avis moins bien, c'est que dans le cadre de ma fonction politique, qui est aussi une fonction de gestionnaire, j'essaie dans la mesure du possible de vous préserver pour le futur.

Même si lors des législatures précédentes, la tradition était peut-être de laisser des ardoises pour celui qui allait arriver, ce n'est pas mon cas. Ce que je souhaite pour la prochaine équipe, c'est d'avoir des finances transparentes, un portefeuille dans lequel il y a de l'argent et une perspective financière dans laquelle vous l'avez constaté, il y a des provisions.

Donc je n'ai pas peur pour les débuts de la prochaine législature.

Je vais à présent répondre aux différentes interventions.

Je comprends la remarque du conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE. Je voudrais lui rappeler que quand nous sommes arrivés, un plan de gestion avait été élaboré par la précédente majorité. Des discussions avec le CRAC et lors de l'élaboration du budget, il est apparu que ce plan de gestion n'était pas suffisant et que les prévisions quinquennales étaient très pessimistes.

Si, dès l'entame de la législature, je n'avais pas envisagé les mesures drastiques que nous avons prises, aujourd'hui, le déficit atteindrait plus de 11 millions d'euros. C'est un constat. A côté de cela, il y a un contexte macroéconomique qui ne nous a pas aidés non plus : directives européennes, fédérales,... Je voudrais citer quelques chiffres importants. Vous savez que l'on reçoit les recettes IPP (impôt des personnes physiques). C'est une des recettes les plus importantes de la commune. L'impôt des personnes physiques, c'est un peu plus de 20% de nos recettes. Entre ce que le fédéral nous annonçait et entre ce que nous avons réellement eu sur notre compte, nous avons eu la désagréable surprise de constater qu'on avait eu (sur les 5 ans), 6 millions de moins de ce qui avait été prévu.

Il y a eu aussi une nouvelle donne avec les cotisations de responsabilisation, que nous devons payer depuis 2013. C'est aussi un élément neuf dans cette législature. Il y a aussi l'effet du tax-shift. Vous avez constaté dans le budget 2018 qu'il y a une augmentation de l'IPP de 75.000,00€. Si on n'avait pas eu le tax-shift, les recettes de l'impôt des personnes physiques de 2018 seraient en augmentation de 475.000,00€. Ce n'est quand même pas rien. Je l'ai dit, le fonds des communes est en augmentation. Mais si je reprends tous mes calculs depuis le début de la législature, entre ce qu'on nous annonce et ce que finalement on reçoit, je constate que le fonds des communes diminue aussi de 124.000,00€. A cela s'ajoute la redevance kilométrique, qui apparemment va également augmenter.

Vous avez aussi l'augmentation des RIS (revenu d'intégration sociale). En 2013, on avait 1.185 RIS à Tournai. En septembre 2017, on est à 1.837 RIS que la commune a l'obligation de compenser quoi qu'elle fasse. S'il y a des augmentations de RIS, on a l'obligation de compenser.

Avons-nous appréhendé le dossier du CPAS de manière assez légère ? Je suis une des premières, si pas la première, à avoir émis un avis réservé sur le budget du CPAS. Je voudrais quand même le rappeler. Je l'ai dit dès le début de la législature. C'était la première fois qu'un échevin émettait un avis réservé sur le budget du CPAS.

A propos des perspectives, pourquoi a-t-on pris des mesures aussi difficiles ? Parce que les perspectives, dès 2019, sont alarmantes. C'est ce qui résulte des documents qui nous parviennent de toutes les instances supracommunales. Je pense par exemple à la cotisation de pension légale. Je suis désolée, c'est très technique. Mais le budget, malheureusement, c'est technique. On a besoin de cette technicité pour anticiper les cotisations de base légales.

Aujourd'hui, elles sont à 38,5%. En 2022, elles seront à 43%. En ce qui concerne la cotisation de responsabilisation, on sera à 50% en 2019, à 60% en 2020, à 80% en 2021, à 81% en 2022, et à 85% en 2023 ! Qu'est-ce que ça signifie en chiffres pour la ville de Tournai ?

Actuellement, nous dépensons en cotisation de responsabilisation

800.000,00€. A partir de 2019, ce sera 1,2 million d'euros, à partir de 2023, ce sera 3

millions. Pour le CPAS, ce sera 2,8 millions à partir de 2019 et 5 millions à partir de 2022.

Si vous faites le calcul des deux cotisations pour la ville et le CPAS, dans les années à venir, ce sera chaque année près de 8 millions d'euros à payer pour la cotisation ONSS APL.

A côté de cela, j'ai abordé le volet des entités consolidées. La police nous informe qu'elle va être en mali à partir de 2019 de 133.000,00€ et à partir de 2020, de 4 millions.

Nous avons constitué des provisions. Il est vrai que nous sommes relativement à l'aise pour 2018. Mais il faut voir d'où on vient aussi. Et il faut voir ce qui nous attend. Selon moi, les provisions seront vite utilisées, sans compter qu'à partir de l'année prochaine, NO TELE va nous solliciter pour une indexation de la dotation de 5% et IDETA reviendra aussi pour que sa dotation soit indexée de 2%

Voilà pour le contexte général.

A propos des ressources humaines, le constat est qu'il manque du personnel. La situation n'est pas évidente. Au moins, on ne pourra pas nous reprocher d'avoir fait des recrutements à tout va. Notre objectif était d'abord de stabiliser la masse salariale. C'était la première partie de la législature : faire en sorte que cette dépense soit tenable. En début de législature, cette dépense représentait 49% de nos dépenses. Aujourd'hui, on est à 42%. On est en deça de ce que prévoit le plan de gestion. Maintenant on a des plans d'embauche qui sont transparents. On a pu nommer, on a promu, on a fait aussi des valorisations barémiques, nous avons un plan d'embauche qui est fixé en même temps que la présentation du budget. Ce plan d'embauche, on n'y déroge pas. Dès lors qu'il a été voté par le collège, on n'y touche plus avant le prochain budget. Ce qui n'a pas été fait l'année précédente, on le reporte l'année suivante. On a vraiment une politique active en matière de gestion des ressources humaines. Des profils de fonction sont établis. Les profils sont transparents. Ils sont publics, sont diffusés. Il y a des jurys qui sont composés. La machine commence vraiment à bien tourner. Mais elle a fait aussi ses maladies de jeunesse. Je ne vous le cache pas.

Ce qu'il est important aussi de souligner concerne la balise d'emprunts. On ne peut pas emprunter plus que ce que le CRAC nous autorise. Pour la ville de Tournai, c'est une balise de 150,00€ par habitant. On peut emprunter, sur la législature, 62,5 millions d'euros. On pourrait dépenser plus. Mais nous n'aurions pas l'aval du CRAC. Pour l'instant, cette balise est parfaitement respectée. C'est un élément à souligner.

A propos du château de Templeuve, les 500.000,00€ n'ont pas été utilisés dans leur intégralité, en 2017. On reporte donc une partie de ce montant en 2018. Nous avons rencontré les responsables de la SPABS, la société publique d'administration des bâtiments scolaires qui dépendent de la province de Hainaut. La ville a contracté en 2001 une emphytéose de 30 ans qui va se terminer en 2029 pour l'aile qui abrite la bibliothèque et la maison de quartier. Le périmètre de ce bail inclut une partie du bâtiment de l'école Le Trèfle, mais qui est sans affectation actuellement. Personne ne serait contraire à une propriété unique ni à une autre affectation. La ville va solliciter la Fédération Wallonie-Bruxelles pour qu'elle demande une estimation de sa partie, donc de l'aile gauche et du bâtiment de l'école. Elle va faire une demande d'estimation auprès du comité d'acquisition. Parallèlement, la ville va demander que la partie qui lui appartient en propre soit aussi évaluée (aile droite). Dès que nous aurons reçu l'estimation du château, il faudra de nouveau rencontrer les responsables de la SPABS et trouver une solution pour qu'on puisse établir avec la Fédération Wallonie-Bruxelles une convention ou une autre formule juridique qui permettrait la session simultanée de l'ensemble du château à un seul et même investisseur. La ville pourrait racheter cette partie. Mais je ne pense pas que ce soit le moment, et puis pour cette législature, ce n'est plus possible.

Quand toutes les garanties auront été acquises à ce sujet avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, la ville rencontrera les habitants, le collectif autour du château et les autres habitants afin de recevoir leurs attentes et de finaliser le premier jet du cahier des charges d'un appel à intérêt.

Ensuite, on pourra le publier.

Si l'urgence le nécessite, l'année 2018 pourra également être mise à profit pour stabiliser un des angles du château. A noter que cela nécessitera un nouveau certificat de patrimoine avec des délais supplémentaires si la ville sollicite un subside régional.

Pour ce qui est du parc naturel des plaines de l'Escaut, pour la bibliothèque, pour la redevance d'occupation du réseau, je me tiens à la disposition des conseillers qui souhaiteraient des informations.

Pour la passerelle de l'arche, dont le processus participatif est maintenant terminé, une note finale a été rédigée le 14 novembre 2017 par la société City Tools, avec qui nous travaillons dans le cadre du processus participatif. Cette note reprend tous les avis des ateliers, ceux qui ont eu lieu les 8 et 9 septembre de cette année. La note reprend l'enquête en ligne, et également une séance publique qui s'est tenue le 23 septembre 2017.

Le chef de projets rédige actuellement le cahier des charges. Il devrait être terminé pour le mois de janvier. Il doit rencontrer prochainement les voies hydrauliques.

Je terminerai par le top 10 des investissements que nous avons consentis en partant des plus importants.

En 1ère position, on retrouve les investissements de voiries, et pour le plan Wallonie cyclable

En 2ème : les projets subsidiés, tout ce qui est FEDER, investissements et subsides de la Wallonie

En 3ème : tous les investissements pour nos bâtiments

En 4ème : tous les investissements pour la politique sportive

En 5ème : tous les investissements pour nos écoles

En 6ème : tous les investissements pour notre administration

En 7ème : tout ce qui est études, égouttage, entretien, curage et par IPALLE

En 8ème : tout ce qui est revitalisation

En 9ème : la maison de la culture

En 10ème : les espaces verts.

Pour le reste, je tiens également à votre disposition la cartographie des poubelles."

Le bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, poursuit les explications :

"Nous ne serons jamais d'accord vous et moi, Marie-Christine LEFEBVRE, sur les sanctions administratives. Ce n'est pas grave. Mais je ne suis pas d'accord avec vous quand vous dites qu'on ne fait pas de prévention. Je trouve au contraire qu'on fait énormément de prévention mais que ça ne marche pas toujours. Ça marche pour certains, pas pour d'autres.

Je vais vous donner un exemple récent. J'ai un rapport de police qui vient d'arriver, à propos d'un fait qui s'est passé ce week-end. Quand une personne, à 3 1/2 - 4 heures du matin, démolit toutes les fleurs du monument Gabrielle Petit et s'amuse à uriner sur le monument, que voulez-vous que je fasse comme prévention ? J'ai le rapport de police. Je ne peux pas vous le communiquer car il y a des noms qui y figurent. On pourrait penser que l'auteur des faits est un petit malheureux. Il habite Mouscron. Il est salarié. Il a 41 ans. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse comme prévention par rapport à des situations pareilles ? Pour moi, il y a deux hypothèses, soit l'agent constatateur lui met une amende et peut-être qu'il comprendra que ce sont des choses qui ne se font pas, amende qui peut aller jusque 350,00€. Ou alors on coupe l'objet du délit. Mais je ne suis pas sûr que cela puisse se faire.

Il y a des gens qui ne comprennent pas. Et cet exemple malheureux n'est pas isolé. Il y a des gens qui font tout et n'importe quoi, qui ne comprennent pas. La seule chose qu'ils peuvent comprendre, c'est quand on leur demande de mettre la main au portefeuille !

Parlant de portefeuille, pour la zone de police, je confirme ce qui vient d'être dit, à l'horizon 2019-2020. Ce que je veux dire, c'est que toutes les zones sont plus ou moins dans la même situation, en Flandre ou en Wallonie. Le Gouvernement fédéral devra aborder le problème de financement des zones de police de façon différente. Par contre, là où j'ai beaucoup plus de craintes, c'est pour les zones de secours car la réalité est différente en Flandre et en Wallonie. Je crains que la situation soit plus favorable dans le nord du pays, qu'ils soient beaucoup moins touchés par nos arguments. Je m'explique. On trouve de moins en moins de pompiers volontaires en Wallonie contrairement en Flandre.

Lorsqu'en 2014, Madame la Ministre MILQUET a lancé la réforme des zones de secours, on a dit que 50% seraient financés par la commune et 50% par l'Etat. Aujourd'hui, on en est loin. Mais le Ministre JAMBON a une autre interprétation de ces 50/50. Selon lui, ces 50% concernent uniquement le surcoût qui serait lié à la réforme de la zone. Si vous prenez la zone de secours de Wallonie picarde, vous vous rendez compte que par le fait que vous n'avez plus de volontaires, vous êtes obligé de fermer des casernes comme à Lessines pour lutter contre le manque de volontaires et de professionnaliser. La professionnalisation a un coût. Je ne le regrette pas mais je le constate. Le Ministre JAMBON estime que ce n'est pas son problème. Nous avons des visions tout à fait différentes. Mais je ne doute pas que tout le monde dans cette assemblée va le faire savoir à Monsieur le Ministre JAMBON."

Avant que les débats soient clos, Monsieur le Conseiller communal MR, Jean-Louis CLAUX, Monsieur le Bourgmestre empêché PS, Rudy DEMOTTE, Madame la Conseillère communale MR, Marie Christine MARGHEM, reviennent brièvement sur la diatribe intervenue en marge de la discussion budgétaire à propos des subsides refusés à la maison de la culture.

Par 30 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'avant-projet de budget a été concerté en comité de direction, conformément à l'article L1211-3 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Considérant que le conseil communal s'engage à ne pas dépasser la balise d'emprunts fixée à 60.750.000,00 € pour les années 2013 à 2018;

Considérant l'introduction du résultat du compte 2016 arrêté en cette même séance;

Attendu que le collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège communal veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier en date du 6 novembre 2017, et ce conformément à l'article L1124-40 § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions;

DECIDE

d'arrêter, comme suit, le budget de l'exercice 2018 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	104.708.536,87 €	16.752.278,88 €
Dépenses exercice proprement dit	103.220.517,64 €	20.064.843,88 €
Boni/mali exercice proprement dit	+ 1.488.019,23 €	- 3.312.565,00 €
Recettes exercices antérieurs	7.230.935,15 €	6.334.001,39 €
Dépenses exercices antérieurs	1.053.210,00 €	370.300,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	3.442.865,00 €
Prélèvements en dépenses	1.700.000,00 €	0,00 €
Recettes globales	111.939.472,02 €	26.529.145,27 €
Dépenses globales	105.973.727,64 €	20.435.143,88 €
Boni	5.965.744,38 €	6.094.001,39 €

74. IMIO (intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle). Assemblée générale ordinaire (14 décembre 2017). Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants;

Considérant l'affiliation de la Ville à IMIO (intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle) approuvée par le conseil communal en séance du 30 juin 2014;

Considérant la représentation de la Ville au sein d'IMIO établie en séance du 10 novembre 2014;

Considérant la convocation à l'assemblée générale ordinaire d'IMIO qui aura lieu le jeudi 14 décembre 2017 (18 heures), à l'hôtel Charleroi Airport, 115 chaussée de Courcelles à 6041 Gosselies;

Considérant l'ordre du jour établi comme suit :

1. Présentation des nouveaux produits.
2. Évaluation du plan stratégique pour l'année 2017.
3. Présentation du budget 2018 et approbation de la grille tarifaire 2018
4. Désignation du nouveau collège de réviseurs.
5. Désignation d'administrateurs;

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'assemblée générale, conformément à l'article 19 des statuts d'IMIO;

Considérant que les votes porteront exclusivement sur les points 3, 4 et 5;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IMIO du jeudi 14 décembre 2017 :

1. Présentation des nouveaux produits.
2. Évaluation du plan stratégique pour l'année 2017.
3. Présentation du budget 2018 et approbation de la grille tarifaire 2018
4. Désignation du nouveau collège de réviseurs.
5. Désignation d'administrateurs;

Seuls, les points 3, 4 et 5 seront soumis au vote.

75. IMSTAM (intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde). Assemblée générale ordinaire (5 décembre 2017). Ordre du jour. Approbation.

Madame la Présidente du CPAS Rita DESENCLOS-LECLERCQ et Monsieur l'Echevin Armand BOITE sortent de séance.

A l'unanimité pour les points 1 à 5 de l'ordre du jour;

Par 33 voix pour et 3 abstentions pour le point 6, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAYEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, bourgmestre faisant fonction, et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde (IMSTAM);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IMSTAM a été établie en séance du conseil communal du 14 janvier 2013;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM se tiendra le mardi 5 décembre 2017, à 18 heures 30, à l'athénée provincial, rue Paul Pastur à Leuze;

Considérant l'ordre du jour établi comme suit:

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 1er juin 2017;
2. Procès-verbal du comité de rémunération : information;
3. Désignation au comité de rémunération;
4. Budget 2018;
5. Plan stratégique 2018;
6. Nouvelle demande de désaffiliation de la commune et du CPAS de Brugelette, sous réserve de confirmation par la commune et le CPAS de Brugelette (pour rappel, ce point doit obtenir 2/3 des votes des représentants à l'assemblée générale);

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

1. D'approuver les points 1 à 5 de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM (Intercommunale médico-sociale de Wallonie picarde) du mardi 5 décembre 2017, établi comme suit:

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 1er juin 2017;
2. Procès-verbal du comité de rémunération : information;
3. Désignation au comité de rémunération;
4. Budget 2018;
5. Plan stratégique 2018;
6. Nouvelle demande de désaffiliation de la commune et du CPAS de Brugelette, sous réserve de confirmation par la commune et le CPAS de Brugelette (pour rappel, ce point doit obtenir 2/3 des votes des représentants à l'assemblée générale);

Et par 33 voix pour et 3 abstentions;

2. De ne pas approuver le point 6.

76. IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement). Assemblée générale ordinaire (13 décembre 2017). Ordre du jour. Approbation.

Madame la Présidente du CPAS Rita DESENCLOS-LECLERCQ et Monsieur l'Echevin Armand BOITE rentrent en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient comme suit :

"Juste pour dire qu'on a été agréablement surpris par toutes les réflexions qui ont lieu sur la collecte des déchets, entre autres sur les poubelles enterrées. C'est quelque chose qu'on trouve bien qu'il y ait des réflexions pour l'évolution des modes de collecte des déchets."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, fait le point sur les réflexions en cours à l'intercommunale IPALLE, notamment en matière de collecte de déchets organiques.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du conseil communal du 14 janvier 2013;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE se tiendra le mercredi

13 décembre 2017, à 10 heures, au complexe sportif de la Vellerie (Excelsior) à Mouscron;

Considérant l'ordre du jour qui ne comporte qu'un seul point : le plan stratégique 2017 à 2019;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver le point figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du mercredi 13 décembre 2017 qui est constitué d'un seul point : le plan stratégique 2017 à 2019.

77. AIEG (Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz). Assemblée générale ordinaire (19 décembre 2017). Ordre du jour. Approbation.

Le collège communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'AIEG a été établie en séance du conseil communal du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mardi 19 décembre 2017, à 18 heures 30, au centre administratif et technique d'AIEG situé 11 rue des Marais à 5300 Andenne;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est constitué d'un seul point : le plan stratégique 2018-2020;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver le point figurant à l'ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG) du mardi 19 décembre 2017, qui est constitué d'un seul point : le plan stratégique 2018-2020.

78. Musées. Don de trois sculptures à destination d'un cimetière, d'un parc et du jardin du musée de folklore. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, précise ce qui suit :

"Ce sont des sculptures qui sont données par la famille de l'artiste Pierre CAILLE. La première sera déposée dans un cimetière. Pour la deuxième, il y a un choix entre trois parcs. Je voudrais savoir qui prendra la décision de savoir dans quel parc ira cette dernière sculpture ?"

L'échevine PS, **Laetitia LIENARD**, lui répond que le collège communal prendra la décision sur proposition du conservateur des cimetières.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'une personne de la famille de Monsieur Pierre CAILLE souhaite céder des oeuvres significatives de ce dernier à diverses institutions et musées du royaume;

Considérant qu'elle propose, dans un premier temps, le don de trois sculptures :

- Le Christ et les deux larrons, acier, bronze et céramique, 102 x 110 x 31cm
- Homme assis, acier et bronze, 122,50 x 59 x 44cm
- Le joueur de pipeau, céramique, zinc et béton avec cadre en bois, 117,50 x 74,50cm;

Considérant que la première pourrait prendre place au cimetière de Tournai Nord ou Sud;

Considérant que la deuxième pourrait être installée dans un parc en veillant à la sécurité tant du public que de l'oeuvre;

Considérant que la troisième pourrait être placée dans le jardin du musée de folklore;

Considérant que l'emballage et le transport d'Ittre à Tournai seraient à charge de la Ville;

Considérant qu'il convient également de faire réaliser deux socles pour les deux premières oeuvres (la troisième oeuvre ne devant qu'être arrimée);

Considérant qu'en séance du 23 juin 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce don, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accepter le don de trois sculptures de M. Pierre CAILLE :

- Le Christ et les deux larrons (acier, bronze et céramique, 102 x 110 x 31cm).
- Homme assis (acier et bronze, 122,50 x 59 x 44cm).
- Le joueur de pipeau (céramique, zinc et béton avec cadre en bois, 117,50 x 74,50cm).

79. Don d'une oeuvre d'art à la Ville : " Saint-Luc peignant la Vierge" de Ghislain-François LADAM (1659). Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier du 23 octobre 2017 de l'ASBL «Tourisme & Culture» qui propose à la Ville le don d'une huile sur toile de Ghislain-François LADAM, «Saint-Luc peignant la Vierge» (1659);

Considérant que cette oeuvre a été acquise par l'ASBL «Tourisme & Culture», l'association «Roger de le Pasture» et les «Amis de la Cathédrale»;

Considérant que ces trois associations se sont mises d'accord pour en faire don à la Ville;

Considérant que cette oeuvre nécessitera une restauration, mais que la Ville ne sera pas sollicitée financièrement;

Considérant que ce don est soumis à une seule condition, celle d'être exposé à la cathédrale, dans un lieu accessible au public;

Considérant qu'en séance du 27 octobre 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce don, sous réserve de l'accord du conseil communal;

Considérant qu'en cas acceptation de ce don par le conseil communal, la Ville établira une convention de mise en dépôt à la cathédrale auprès des autorités compétentes (Province et fabrique d'église);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06/11/2017 rendu conformément à

l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accepter le don d'une huile sur toile de Ghislain-François LADAM, "Saint-Luc peignant la Vierge" (1659) fait par l'ASBL "Tourisme & Culture", l'association "Roger de la Pasture" et les "Amis de la Cathédrale".

<u>80. Questions</u>

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillères communales à poser leur question :

1) Madame la Conseillère communale, Coralie LADAVID, à propos du pont des Trous et des travaux d'élargissement de l'Escaut.

"Le 11 septembre dernier, Monsieur le Bourgmestre empêché, Rudy DEMOTTE, déclarait : «sans un signal positif du gouvernement français dans l'agenda budgétaire européen sur le canal Seine Nord, ce sera pas touche au pont des Trous».

Mais qu'en est-il alors de l'ensemble des travaux d'élargissement de l'Escaut et notamment de ceux qui ont déjà débuté ?

A-t-on la garantie d'un financement européen et régional ? Ne risque-t-on pas d'entreprendre de gros travaux inutiles ? A-t-on connaissance du positionnement français ?

"

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère communale,

La position de notre Bourgmestre au sujet de l'élargissement de l'Escaut a toujours été claire. En effet, il a toujours affirmé qu'il n'était pas question de toucher au pont des Trous si deux conditions sine qua non n'étaient pas réunies, à savoir des inscriptions budgétaires claires et la garantie pour Tournai d'obtenir les compensations prévues pour la réfection et le réaménagement de l'ensemble des quais.

Ce positionnement était d'autant plus important il y a quelques années au vu des incertitudes qui planaient tant du côté français que wallon.

Aujourd'hui, comme vous avez pu le constater, la situation a changé. Les inscriptions budgétaires sont une réalité en Wallonie et les travaux ont débuté, ce qui était nécessaire également afin d'éviter de perdre les financements européens. Par ailleurs les ports autonomes de Vaulx et de Pecq ont été subventionnés, construits et mis en service, démontrant encore un peu plus l'utilité du projet d'élargissement pour le développement des entreprises locales. Enfin du côté français, un nouveau montage du projet a été proposé par les collectivités territoriales et notamment la région des Hauts de France. Ce montage est soutenu par le Président et le Gouvernement français. En octobre dernier, la Secrétaire d'Etat française aux transports, Elisabeth BORNE, déclarait que l'Etat français était prêt à avancer sur base du montage que les collectivités proposent tandis que le Ministre de l'action et des comptes publics, Gérard DARMANIN, confirmait le maintien de la participation de l'Etat au projet à hauteur d'un milliard d'euros. De plus, comme vous avez pu certainement l'apprendre par la presse, j'ai interpellé le Premier Ministre à ce sujet. Ce dernier m'a confirmé que, lors d'une récente entrevue, le Premier Ministre français s'était montré rassurant et avait affirmé que le Gouvernement français ne remettait pas en cause le bien-fondé du projet.

Dès lors les travaux d'élargissement prennent désormais tout leur sens et permettront non seulement de favoriser le développement économique et de diminuer le nombre de camions sur nos routes mais également que Tournai bénéficie de quais entièrement rénovés."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, réplique en ces termes :

"La France entrera dans le projet. On dit que les déclarations sont rassurantes.
Personnellement ça ne me rassure pas. Quel est l'engagement formel sur le sujet ?"

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, rappelle qu'il a cité les propos du premier ministre. "Que vouloir de plus ?" interroge-t-il.

2) Madame la Conseillère communale, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos du commissariat de police à l'ancien bâtiment ORES.

"Commissariat de police: achat et aménagement de l'ancien bâtiment ORES, le collège a-t-il examiné d'autres options que cet achat ?

Qu'en est-il de l'avenir du commissariat actuel et de la charge financière de celui-ci?

Le conseil de police s'est prononcé à une large majorité pour l'achat de l'ancien site ORES situé sur le site des Bastions et propriété actuelle de la société Wereldhave. Le groupe ECOLO s'était abstenu à l'époque vu le nombre d'interrogations que notre groupe avait à ce sujet.

Au conseil de police, à plusieurs reprises, j'ai émis des doutes sur l'opportunité de cet achat, notamment quant à son emplacement et aux problèmes de mobilité qu'il engendrerait.

Entre-temps, plusieurs avis négatifs ont aussi été émis, notamment par la CCATM, sur le problème de l'éloignement du commissariat par rapport au centre-ville. Le centre-ville se désertifie et cela ne fera que renforcer cette tendance, notamment par le départ de près de 300 travailleurs qui déménageront vers le site des Bastions.

L'emplacement est aussi problématique, car il est véritablement "enfermé" dans le site commercial.

Pour la sortie des véhicules en urgence pour intervention, cela pose problème : la circulation sera très dense à cet endroit et il n'y a qu'une possibilité de sortie pour les véhicules.

Le stationnement se fera sur le parking du complexe commercial.

Ce projet aura évidemment des conséquences importantes pour la ville de Tournai.

D'autres villes, qui ont fait le choix d'installer le commissariat de police en dehors du centre-ville, ont conservé ou réouvert une antenne dans le centre-ville (Mons notamment).

Lors du conseil de police de ce 21 novembre, il m'a été répondu que ce n'était pas envisageable à Tournai, car il faut regrouper tout le personnel sur un seul site.

Pour ECOLO, le projet de commissariat doit s'inscrire dans la réflexion globale de l'aménagement du territoire de notre ville, et doit être examiné en tenant compte des objectifs de notre schéma de structure communal, de l'avenir commercial et administratif de notre centre-ville.

Il est d'ailleurs dommage qu'il n'y ait pas eu de débat au sein de notre conseil communal à ce sujet, dans le cadre d'un débat global sur la sécurité qu'ECOLO réclame depuis plusieurs années d'ailleurs.

Vu la situation actuelle de ce projet, où tout peut encore être décidé puisqu'une procédure de marché public va être lancée et que l'achat n'a pas encore été réalisé, nous pensons que le collège communal devrait procéder à des consultations et amener une réflexion plus large sur l'implantation d'un nouveau commissariat à Tournai-ville ou sur l'extension sur le site actuel."

Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,

Je m'étonne quelque peu que ce soit vous qui me posiez la question quant à l'avenir du commissariat de police dès lors que vous siégez au conseil de police, seul endroit habilité à prendre des décisions en cette matière et surtout, parce que je vous ai déjà répondu à ce sujet.

Cependant, comme je n'ai pas l'habitude de changer d'avis comme de chemise, je m'excuse déjà de vous répéter des propos que je vous ai tenus. Mais comme dirait l'autre «Bis repetita placent».

Aussi, avant de vous répondre sur l'endroit, je voudrai également revenir sur les raisons de ce déménagement, à savoir :

- Exiguïté des locaux : site conçu à l'origine pour maximum 150 personnes alors que l'occupation actuelle est de l'ordre de 220 fonctionnaires. Le confort de travail est inexistant pour certains services;
- Sécurité non assurée : flux de visiteurs qui s'imbrique dans le flux du personnel et de personnes privées de liberté. Risque pour un visiteur d'être confronté à la violence de ces personnes;
- Confidentialité problématique : mauvais isolement des box d'auditions. Les visiteurs peuvent entendre certaines conversations avec les victimes, suspects... Toutes les conversations du personnel présent dans les couloirs, en salle de rédaction sont également audibles. Des appartements jouxtant le commissariat, il est possible de voir l'arrivée de personnes interpellées et l'usage de la contrainte par les policiers victimes de rébellion de la part de ces personnes. Les conversations à l'extérieur de l'infrastructure sont également audibles, notamment par le personnel d'encadrement scolaire de l'établissement tout proche;
- Flux des véhicules de service : danger potentiel pour le personnel piéton vu l'étroitesse des lieux de parking et de manœuvre. Impossibilité de garer les véhicules de plus grand gabarit en toute sécurité (impossibilité d'accéder au parking souterrain). Leur stationnement non protégé en cas de mauvaises conditions climatiques accélère leur usure et rend parfois difficile leur utilisation en situation d'urgence (pare-brise gelé).

Considérant les solutions envisagées, la zone de police n'a pas foncé tête baissée sur la solution proposée.

Elle n'a pas "flashé"; le terme est approprié pour une zone de police sur un bâtiment. Ce n'est donc pas une solution "coup de cœur" mais bien le fruit d'une réflexion.

Aussi, plusieurs solutions ont été analysées avant d'en privilégier une.

L'occupation d'un bâtiment militaire au sein du quartier Saint-Jean. Cette solution a rapidement été écartée pour les motifs suivants :

- * Cohabitation au sein du quartier à l'époque avec des militaires et des associations sportives civiles ayant accès aux infrastructures militaires en tout temps;
- * Bâtiment pas adapté, devant être reconditionné et nécessité de construire au moins une annexe;
- * Cette solution n'offrait aucune garantie de sécurité, de confidentialité ou de convivialité;
- * Aucune certitude quant à la destination que l'autorité voulait donner aux infrastructures. In fine, le quartier a été transformé en centre pour réfugiés.

L'extension du quartier Becquerelle :

À la demande du collège, l'intercommunale IGRETEC, à laquelle la zone de police est affiliée, a présenté un projet d'extension consistant en :

- l'aménagement d'un parking côté rue du Sondart;
- la construction d'une aile supplémentaire en surplomb de ce nouveau parking;
- la réalisation d'une liaison entre cette nouvelle aile et le bâtiment actuel.

Cette solution a été rejetée pour les motifs suivants :

- la capacité d'accueil de la nouvelle structure estimée à 35 personnes, il manquait donc encore au moins une quarantaine de places pour l'organisation décente des services;
- flux des véhicules en rien amélioré au point de vue de l'aisance et de la sécurité des piétons;
- les problèmes du commissariat actuel – convivialité, confidentialité, sécurité – n'étaient en rien résolus;
- la technique de construction proposée nécessitait de stationner tous les véhicules de service pendant des mois dans une autre infrastructure éloignée du site existant, avec toutes les difficultés opérationnelles que cela engendrait;
- risque lié à la proximité de la nappe phréatique (accroissement du risque d'inondation).

Enfin, nous avons opté pour la solution retenue.

L'aménagement et l'extension du site ORES en partenariat avec la société Wereldhave en charge de la construction du complexe commercial «les Bastions» et propriétaire des infrastructures ORES. Cette solution offre de nombreux avantages, à savoir :

- * Implantation le long des boulevards, autorisant ainsi un accès aisé à tout le territoire de la zone. Je rappelle que notre zone concerne Tournai, Rumes, Brunehaut et Antoing.
- * Implantation à proximité des lieux où la police intervient régulièrement : prison, palais de justice, centre pour réfugiés, infrastructures commerciales...
- * Surfaces disponibles permettant de respecter les normes d'occupation prévues pour les infrastructures des zones de police et de disposer d'assez de places de stationnement pour les véhicules de police;
- * Possibilité d'organiser les flux de personnes en respectant les principes de confidentialité et de sécurité;
- * Convivialité du lieu de travail et pour l'accueil des visiteurs;
- * Configuration du bâtiment en vue de le sécuriser au mieux et utilisation des dernières technologies dans ce cadre;
- * Installation d'un centre pour la maîtrise de la violence (dojo + stand de tir), ce qui mettra fin à notre dépendance vis-à-vis des partenaires actuels pour la location d'infrastructures, et nous donnera plus de possibilités pour l'organisation des formations.

Dans votre question, vous faites état du vote négatif de la CCATM quant à la construction du nouveau commissariat.

A titre personnel, j'ai toujours préféré être opéré par un chirurgien ou soigné par un médecin plutôt que par des membres siégeant au sein d'une commission santé.

Ici, nous sommes en matière de sécurité et je préfère également faire confiance au Commissaire divisionnaire et à son équipe qui connaissent bien entendu les besoins internes de la Zone mais ont aussi connaissance de toute une série de contingences externes inconnues, à juste titre, du grand public.

Parmi les raisons du refus de la CCATM, j'ai pu lire leurs motivations.

On y parle de... dichotomie urbanistique.

Magnifique mais à côté de la beauté de la langue française, j'aime aussi les termes efficacité et concret, certes moins sexy que diable.

En parlant du commissariat, la CCATM signale qu'on vide de ses fonctions essentielles un cœur de ville qui sera déporté extra-muros.

Pour ma part, je n'ai jamais pensé qu'un commissariat de police avait comme fonction première de remplir une rue ou un quartier mais avait bien comme mission première de répondre aux besoins de sécurité de l'ensemble de la population.

Concernant la CCATM, je me suis amusé à replonger dans les archives et notamment sur le dossier de construction de l'actuel commissariat à Becquerelle. Par 10 voix contre, une abstention et une voix pour, la CCATM rejette le projet proposé à l'époque prétextant un problème d'accessibilité.

Certains membres souhaitaient voir une telle infrastructure hors des limites du centre ancien. O tempore O Mores, on ne parlait pas encore de dichotomie urbanistique.

Madame la Conseillère,

Vous faites état des objectifs de notre schéma de structure communal et je suis tout à fait d'accord avec celui-ci lorsqu'il conseille de poursuivre les actions en faveur du maintien de la présence d'équipements publics en centre-ville, pour maintenir des flux de fréquentation, générateurs de retombées potentielles et je pense que la ville a bien cet objectif en tête et j'en veux pour preuve tant la maison des associations que la maison du logement maintenues et créées en centre-ville.

Cependant, il ne vous aura pas échappé non plus que ce même schéma de structure préconise d'intégrer des équipements supracommunaux autour des boulevards et à l'entrée de la ville.

Pour en revenir à votre question, j'ai également interrogé à nouveau, si je peux dire, le Commissaire divisionnaire qui m'indique :

«L'emplacement le long du boulevard ne pose pas plus de problèmes que la situation actuelle en plein centre-ville, au contraire, les accès/départs seront moins problématiques (il n'y a que 100 mètres à faire pour être sur le boulevard !)

Le carrefour rue de la Lys/boulevard sera d'ailleurs équipé de feux de signalisation.

L'éloignement par rapport au centre-ville est tout relatif, puisque via les quais et les boulevards, on est très vite partout.

Le stationnement des véhicules de service se fera non pas sur le parking commercial mais bien à l'intérieur du commissariat (j'ai expliqué tout ça quand j'ai présenté le projet au conseil de police et à la CCATM!).

Il est hors de question de maintenir une antenne en centre-ville : le nombre de sites nous complique déjà assez la vie au niveau de la communication; les coûts de fonctionnement en seront plus importants et finalement, l'accueil du citoyen sera mieux organisé à ORES car des emplacements leur sont réservés sur l'enceinte police, ce qui n'est pas le cas à Becquerelle (et les gens râlent parce que city parking leur a adressé une redevance!))»

Enfin, vous donnez un exemple de commissariat en centre-ville à savoir, Mons. Le Commissaire divisionnaire me cite d'autres exemples de zones en dehors du centre-ville, à savoir :

«Exemples de zones de police qui ne sont pas en centre-ville : la Boraine, Nivelles, Ath, Mouscron, Haute-Senne (Soignies), La Louvière, Namur Hastodon,...»

Madame la Conseillère,

Il est évident que l'avenir de Becquerelle doit être une préoccupation de la Ville et son occupation devra être bien pensée dans le cadre d'une dynamisation de son centre et il n'est pas dans nos intentions de laisser un chancre en centre-ville.

Plusieurs idées germent déjà mais rien n'est arrêté. Aussi, je vous tends également une perche et si vous avez des idées ou des investisseurs qui vont dans l'intérêt de notre ville, c'est vraiment avec plaisir que je les accueillerai.

Le futur de ce commissariat à Becquerelle doit être considéré comme une opportunité de dynamisation future et non pas comme un fardeau."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique en ces termes :

"C'est moi qui m'étonne que le bourgmestre faisant fonction s'étonne qu'on en parle au conseil communal. C'est une infrastructure qui va se situer à Tournai même si elle va concerner plusieurs communes."

<p><u>80.1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</u></p>

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 23 octobre 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 23 heures 31, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 18 décembre 2017.